

1976 0034490 1

F 947
P69b

51607

WITHDRAWN

S. PLATONOV

Ancien Professeur d'Histoire à l'Université de Pétrograd

IOHANNES GODOUNOV

TSAR DE RUSSIE (1598-1605)



RAYOT, PARIS

—

W. D. B. 1840

1840-1841

1840-1841

1840-1841

BORIS GODOUNOV

TSAR DE RUSSIE (1598-1605)

A LA MÊME LIBRAIRIE

DU MÊME AUTEUR

Histoire de la Russie, des origines à 1918. In-8 avec
4 cartes hors texte **60 fr.**

S. PLATONOV

Ancien Professeur d'Histoire à l'Université de Petrograd

BORIS GODOUNOV

TSAR DE RUSSIE (1598-1605)

TRADUIT DU RUSSE PAR H. DE WITTE
AVEC L'AUTORISATION DE L'AUTEUR

Avec 19 illustrations hors texte



PAYOT, PARIS

106, BOULEVARD ST-GERMAIN

1929

Tous droits réservés.

CARL A. RUDISILL LIBRARY
BOSTON COLLEGE

F 947

P 696

51607

Deci 1965

Premier tirage septembre 1929.

Tous droits de reproduction et d'adaptation
réservés pour tous pays.

PRÉFACE DE L'ÉDITION FRANÇAISE

Boris Godounov nous apparaît comme une des personnalités les plus dramatiques non seulement de l'histoire russe, mais de l'histoire universelle. Immortalisé par le drame de Pouchkine et l'opéra de Moussorgski et Rimsky-Korsakov, Boris Godounov est devenu, pour les amateurs de littérature et de musique, le type de l'ambitieux criminel qui périt dans les tourments de sa propre conscience à l'apparition du vengeur envoyé par la Justice immanente afin de châtier le crime resté impuni de la justice humaine. C'est ainsi que se le représente le monde cultivé. Ceux qui ont vu et entendu Chaliapine dans Boris Godounov ne peuvent se figurer le tsar autrement que sous l'aspect de la création géniale du grand artiste.

Or, notre grand poète Pouchkine et le compositeur du drame musical, ainsi que le profond artiste Chaliapine, ont commis la même injustice historique. Ils affirment comme indubitable ce qui est douteux ou faux. Ils croient au crime de Boris, tandis que, même autrefois, les historiens sérieux hésitaient et qu'actuellement on n'y ajoute plus foi.

Le célèbre Karamzine lui-même, dont l'*Histoire* est à la base du drame de Pouchkine et donne le ton à tout le xix^e siècle pour ce qui concerne Boris, Karamzine doutait que Godounov fût criminel.

Dans un article décrivant la Laure de la Ste-Trinité, Karamzine dit, en parlant de la sépulture de Godounov qui s'y trouve : « Qui sait si nous ne calomnions pas ces cendres, si nous ne chargeons pas injustement la mémoire de cet homme? »... Il comprenait alors, comme nous le

comprenons aujourd'hui que le malheur de Boris Godounov fut surtout de voir attribuer aux calomnies et médisances de ses ennemis la sanction indiscutable du gouvernement et de l'Eglise, qui les transforma en « vérités » officielles. Karamzine lui-même ne pouvait pas ne pas s'incliner devant cette opinion dans son *Histoire* : la censure de l'époque l'exigeait.

Ce livre découvre comment cette tare s'attacha au souvenir du tsar Boris Godounov.

Pour ceux qui ne sont pas au courant de l'histoire de Boris Godounov, on peut la résumer, en peu de mots, comme suit.

I.

Elevé dès son enfance près du tsar Ivan le Terrible, Boris Godounov, avec sa sœur Irène, avait grandi au palais. C'était l'usage d'Ivan le Terrible de garder à sa cour les orphelins des familles nobles, qu'il connaissait personnellement. C'est ainsi qu'il y élevait aussi les frères Basmanov. La jeunesse de Godounov coïncida avec la fameuse « opritchnina » ; il épousa même la fille de l'un de ses membres les plus actifs, Maliouta-Skouratov-Belski, mais grâce à son jeune âge il ne fut pas mêlé au régime de terreur qui l'accompagnait ; ne jouant aucun rôle il resta étranger, à l'écart des crimes. Lorsque le Terrible fit épouser à son fils Fédor la sœur de Boris, celui-ci devint (en 1580) un des dignitaires intimes de la cour du tsar, un « boyard ». La mort d'Ivan le Terrible (1584) et l'avènement au trône de Fédor furent le commencement de la lutte de Godounov avec les Romanov, race de boyards, dont la situation était à peu près identique à celle des Godounov. Ceux-ci étaient parents de la tsarine Irène, femme de Fédor, tandis que les Romanov étaient parents de la tsarine Anastasie, première femme d'Ivan le Terrible. Boris Godounov était beau-frère du tsar (frère de la tsarine) ; l'aîné des Romanov, Nikita Romanovitch, était son oncle maternel. On ne s'attendait pas à avoir un héritier du maladif tsar Fédor ; il n'avait

pas de frères; avec lui devait s'éteindre la dynastie. Il n'y avait pas à Moscou d'ordre de succession, écrit et ayant force de loi; on n'y savait rien de la loi salique; on n'y connaissait pas non plus le dicton français : « la couronne de France ne tombe pas en quenouille ». Les parents du tsar par mariage pouvaient aspirer au trône à la mort d'un tsar sans descendants directs. C'est sur ce terrain que se développa la rivalité et la haine des Godounov et des Romanov. Elles s'envenimèrent après la mort de l'aîné des Romanov, le boyard Nikita Romanov (1584), lorsque Boris Godounov se trouva à la tête du gouvernement, du fait de la complète incapacité du tsar Fédor.

Les cinq fils de Nikita, les « Nikititchi », n'osaient pas agir ouvertement contre Boris. Ils étaient tous plus jeunes que lui, n'avaient pas pour l'instant d'influence personnelle et étaient forcés, par conséquent, de cacher leurs sentiments. Ils étaient obligés d'être d'autant plus circonspects, qu'ils avaient en commun avec Godounov des ennemis politiques, l'aristocratie des princes moscovites, dont le pouvoir n'était pas encore complètement brisé.

Cette noblesse était composée de deux groupes nombreux. L'un d'eux était formé des descendants en droite ligne du premier prince russe Rurik. L'autre groupe, venu à Moscou de la principauté de Lithuanie, avait pour ancêtre Hédimine, prince de Lithuanie. Cette dynastie gardait ses traditions de souveraineté, même après avoir perdu son indépendance politique et avoir été complètement assujettie au souverain moscovite, qui avait réuni les deux principautés en un seul Etat. Il existait un antagonisme permanent entre les souverains moscovites et les descendants des anciens princes-souverains (les « kniajata »), les uns voulaient l'absolutisme personnel, les autres la coopération gouvernementale. Le tsar se considérait comme le « grand souverain », le seul de toute la Terre Russe; les kniajata se croyaient aussi des souverains appelés à partager le pouvoir avec l'unique « Grand Souverain ». L'opritchnina d'Ivan le Terrible avait eu spécialement pour but de détruire cette noblesse en tant que force politique et sociale, dangereuse pour le pouvoir

absolu du tsar. Peut-être le Terrible s'était-il trompé sur l'importance de cette force, mais il la persécutait avec acharnement. On privait les princes de leurs terres, on les bannissait aux confins du territoire, ou on les mettait tout simplement à mort. La noblesse était ruinée, massacrée et terrorisée; mais elle n'était pas complètement exterminée. Quoique ayant perdu ses possessions héréditaires, elle n'oubliait pas ses traditions. A peine Ivan le Terrible fut-il mort et Fédor, faible-d'esprit, eut-il hérité du trône, que les représentants des plus illustres familles des princes s'efforcèrent de recouvrer la suprématie dans le gouvernement et à la cour. C'était Boris Godounov qui était régent de fait auprès du tsar faible d'esprit; l'intrigue fut dirigée contre lui, menée par les princes Chouiski, qui étaient prêts à éloigner Boris, non seulement par des intrigues de cour, mais à l'aide d'une intervention de la populace, c'est-à-dire, d'une émeute, si facile à fomentier. Godounov déjoua l'intrigue à temps. Les Chouiski et d'autres boyards furent bannis et Boris ne se montra pas moins sévère pour la noblesse qu'Ivan le Terrible. Il est vrai, qu'il ne renouvela pas la terreur, mais il éloignait systématiquement la vieille noblesse de toute participation à la gestion des affaires. A l'époque de la mort du tsar Fédor (1598) lorsque le trône de Moscou, comme on disait alors, était en « veuvage », pas un des représentants de la noblesse princière n'était en état de poser sa candidature. Seul le prince F. I. Mstislavski pouvait être considéré comme un candidat possible, mais il refusa lui-même cet honneur. La noblesse princière n'osait pas faire état de ses titres à la succession dynastique : tellement elle était opprimée sous le joug du gouvernement. Mais elle nourrissait une haine aiguë envers la noblesse despotique de cour et personne de ce milieu, Boris moins que tout autre, n'aurait pu compter sur son appui.

La lutte pour le trône en 1598 se déroulait en conséquence exclusivement entre Godounov et l'aîné des Romanov — Fédor Nikititch. Godounov possédait le grand avantage d'avoir en qualité de régent de l'Etat tout l'appareil du gouvernement à son service. Son élection au trône, avec la participation d'une assemblée repré-

sentative du peuple entier, fut parfaite, dans les formes les plus loyales, ne donnant prise à aucune critique. Il ne restait à ses adversaires et aux envieux que la calomnie et la médisance. Dans le tumulte de la lutte électorale se faisaient entendre des accusations contre Godounov de ruses électorales, de corruption, de menaces et on parla pour la première fois du « samosvanetz » — du fils cadet d'Ivan le Terrible, qui était mort à Ouglitch en 1591, et qu'on assurait être en vie. Une histoire invraisemblable et confuse fut communiquée de Moscou au Grand Hetman de Lithuanie Christophe Radziwill. On affirmait que le faux Dimitri avait été inventé par Boris lui-même : si Boris ne parvenait pas à être nommé tsar en personne, il ferait monter sa créature sur le trône. On comprend difficilement dans quel but naquit cette rumeur absurde, surtout sous cet aspect, mais il importe de remarquer, que l'idée d'opposer à Boris le nom d'un tsarévitch inexistant se manifesta déjà au moment même de l'avènement de Godounov au trône. Les contemporains des événements qui se passaient à Moscou, tout en signalant que les adversaires de Godounov étaient précisément les Romanov, rapportent en même temps, que l'aîné des Romanov, Fédor Nikititch, était fort excité contre Godounov et qu'un jour, pendant une dispute véhémence, il lui jeta en face l'accusation d'avoir tué le tsarévitch Dimitri et empoisonné le tsar Fédor, dans son désir de s'emparer du trône de Moscou. Ce fut la première fois, au su des historiens, que Godounov fut accusé de crime envers la famille du tsar. Il est facile de comprendre qu'après l'élection de Godounov la situation des Romanov devint fort dangereuse. Quelque temps après, Boris les fit déporter dans des prisons de province, fit cloîtrer l'aîné, Fédor Nikititch, et le confina dans un des monastères du Nord. Ces mesures détruisirent pour longtemps toute influence des Romanov dans la société moscovite.

Mais son triomphe sur les Romanov n'affermir pas la situation de Godounov à Moscou. Avant la rupture avec les Romanov, la race des Godounov (outre Boris il y avait encore plusieurs familles de ce nom) pouvait compter sur l'appui des Romanov dans la lutte avec la noblesse princière, car ces deux races ne formaient en réalité

qu'un seul groupe de parents du tsar par les femmes. Dès lors les Godounov étaient condamnés à l'isolement, ayant d'un côté contre eux la noblesse princière, qui voyait en eux les usurpateurs du trône, et de l'autre les partisans des Romanov, écrasés par Boris. Ce fut le terrain, où mûrit l'intrigue dirigée contre Godounov et où fut créé l'imposteur. Inventé à Moscou, transféré par delà la frontière, en Pologne, ce prétendant au trône moscovite, soutenu de tous côtés, se transforma en ennemi dangereux. Après la mort de Godounov il triompha sur la famille de celui-ci et monta sur le trône de Moscou. On peut étudier son histoire de la manière la plus complète dans le livre du P. Pierling, *La Russie et le Saint-Siège*. t. III, Paris, 1901.

II.

Le personnage qu'on nomme d'habitude le « tsarévitch Dimitri » était le fils d'Ivan le Terrible et de sa sixième et dernière femme (canoniquement illégitime). Pendant la vie de son père et de son frère aîné Fédor il s'appelait « prince » et non pas « tsarévitch », habitait Ouglitch où il mourut à l'âge de huit ans (1591) d'une blessure à la gorge, qui avait probablement atteint la carotide. Une enquête officielle établit que Dimitri s'était blessé lui-même dans un accès d'épilepsie. Le gouvernement de Moscou, qui apparemment ne le reconnaissait pas pour membre de la famille du tsar, et qui en outre le considérait comme suicidé, ne fit pas amener son corps à Moscou pour l'inhumer à la Cathédrale Archangel auprès de ses « parents sérénissimes », mais donna l'ordre de l'enterrer à Ouglitch.

L'intrigue contre Boris Godounov utilisa ce « prince Dimitri » douteux. Malgré l'enquête officielle, on fit courir le bruit que Dimitri avait été tué par des assassins envoyés par Godounov, que Godounov était le véritable assassin. Ensuite on imagina la version suivant laquelle Dimitri avait été sauvé. Le « prétendant » l'attesta lui-même dans ses premières proclamations, lancées à Mos-

cou de Pologne, sans expliquer toutefois comment cela s'était accompli. Lorsqu'il réussit dans son entreprise (1605) et se fut emparé de Moscou, il confirma le fait de son salut de nouveau, toujours sans expliquer comment il avait été sauvé. Moscou perdit, comme on le sait, bientôt foi en l'authenticité et l'utilité de ce tsar Dimitri et le chassa du trône (1606). La légende du salut du tsarévitch Dimitri disparut avec le prétendant. Le corps du petit prince Dimitri fut transporté d'Ouglitch à Moscou et exposé comme une relique en vue de tout le peuple, pour prévenir l'apparition de nouveaux prétendants. Mais pour justifier un tel honneur fait à la mémoire d'un prince illégitime, on le proclama saint et on soutint la légende de son assassinat à l'instigation de Godounov. Un épileptique, un suicidé fortuit fut transformé en un « pieux tsarévitch, qui, innocent, avait été poignardé par le traître esclave Boris Godounov. »

C'est ainsi que s'exprimait le gouvernement du prince Vassili Chouiski qui s'était emparé du trône de Moscou après le prétendant; c'est ce que répétait le clergé sous la pression du pouvoir.

Boris Godounov fut transformé officiellement en criminel et pour le réhabiliter maintenant de cette accusation imméritée il aurait fallu priver le saint prince Dimitri de son auréole de martyr. Ni le gouvernement, ni l'église du *xvii*^e siècle ne pouvaient s'y résoudre. C'est pourquoi la mémoire de Boris Godounov dans la littérature moscovite resta chargée de cette calomnie, grâce aux procédés de lutte politique dont usèrent les créateurs anonymes de l'imposteur et, après eux, le tsar Vassili Chouiski, qui se distinguait par un rare cynisme dans le choix des moyens.

Les œuvres littéraires moscovites qui s'en tenaient aux versions officielles propagèrent ce jugement sur Godounov jusqu'aux dernières décades du *xix*^e siècle, période où la censure laïque et cléricale agissait en maîtresse absolue. Ni les historiens du *xviii*^e siècle, ni Karamzine ne pouvaient dire la vérité sur Godounov. Encore en 1840 la censure fit refaire à N. S. Artsibachev, dans son œuvre : « Récits sur la Russie », tout un chapitre ayant trait à Godounov et à Dimitri, dans l'esprit des traditions

régnantes. Mais en même temps se firent entendre dans la littérature historique des voix d'apologistes de Godounov qui lui chantaient des dithyrambes et proclamaient son innocence. Jusqu'au siècle présent ils s'appuyaient principalement sur le mal-fondé des preuves qu'on alléguait contre Boris, sur la nullité juridique des accusations. Dernièrement eut lieu la découverte d'un fait historique fort important. L'étude de la littérature du xvii^e siècle qui n'a été recueillie et déchiffrée que tout récemment, a fait apparaître que les documents à tendance officielle, imputant à la personne de Boris un caractère criminel, mis à part, les écrits d'hommes impartiaux donnent une image de Boris toute différente de la version officielle des milieux gouvernants. Les auteurs passent pour la plupart sous silence la question de la mort de Dimitri et de la culpabilité de Boris, ne donnent une appréciation de son activité que comme homme politique et chef d'Etat et le tiennent en très haute estime. L'un d'eux dit même que quoiqu'il y eut à Moscou des souverains intelligents, leur sagesse ne fut que « l'ombre » de la sagesse de Godounov. Les panégyriques dédiés à Boris parlent parfois de son ambition, mais ne font pas allusion au tsarévitch Dimitri, se bornant à rappeler les persécutions des Romanov et d'autres boyards. Ainsi, l'opinion publique ne se rangeait pas entièrement au point de vue officiel, laissant percer sa voix indépendante. L'un des auteurs les plus sincères de la première moitié du xvii^e siècle (Ivan Timoféïev) se risque même à déclarer que la question de savoir si Boris était coupable ou non fut parmi ses contemporains l'objet de doutes profonds et de discussions passionnées.

Sachant tout cela, nous pouvons facilement imaginer combien fragiles furent les accusations portées contre Boris, accusations dont le point de départ fut dans les intrigues de l'imposture et combien il est nécessaire de s'en dégager afin d'arriver à une juste compréhension de la personne et du rôle historique de Boris Godounov.

III.

La tâche de Boris Godounov dans le gouvernement était d'une difficulté extrême. Lorsqu'il arriva au pouvoir, le pays venait de traverser, sous le règne d'Ivan le Terrible, une crise grave. Des guerres malheureuses et ruineuses; le ravage des grandes propriétés foncières et la mobilisation désordonnée des terres, comme suite de l'opritchnina, la migration de la population ouvrière du centre et la colonisation intense des frontières, tout cela sapait l'ordre social et l'économie nationale et préparait les troubles et les discordes intestines. Une hostilité mutuelle séparait l'aristocratie persécutée de la classe misérable des fonctionnaires et de la masse ouvrière qu'on voulait attacher aux propriétaires et aux communes urbaines taillables, mais qui fuyait l'assujettissement par la couronne, ainsi que la dépendance civile. Boris Godounov travailla sans trêve à mettre de l'ordre dans ce chaos. Il redressa le prestige perdu de Moscou dans les relations internationales; il lutta avec les éléments vagabonds de la société; il soutenait de toutes façons la classe de la noblesse moyenne et refrénait les ambitions dynastiques et les aspirations des kniajata. Son but unique était en réalité de consolider le pouvoir dans l'organisation sociale ébranlée et il s'appuyait dans cet effort sur la classe moyenne, la petite noblesse et les couches supérieures de la gent taillable, dans lesquelles il voyait l'appui le plus sûr de l'ordre. Boris n'atteignit pas ce but et ne prévint pas les troubles qui suivirent, mais ceci ne doit pas diminuer le haut mérite de sa politique. Tous ses contemporains en parlent avec force éloges, même ses ennemis personnels.

Vif et remuant, doux et aimable, aimant à parler, porté à aider du geste la force de ses expressions, Boris Godounov produisait l'impression d'un homme bon et agréable. Il était surtout attentif et aimable envers les étrangers. L'ambassade de Danemark qui fut à Moscou en 1602 nous a laissé un journal où le caractère de Boris est

dépeint avec beaucoup de relief. A sa lecture tout homme suffisamment sensible ressentira de la sympathie pour Boris et cessera de se le représenter comme un scélérat faux et rusé.

L'auteur du présent ouvrage a étudié assidûment pendant de nombreuses années l'époque et la personnalité de Boris Godounov et est arrivé à la ferme conviction de la nécessité de réhabiliter ce personnage remarquable, en le représentant sur le fond de documents historiques dignes de foi et en écartant dans le récit tout élément de légende. Le lecteur jugera lui-même dans quelle mesure il y est parvenu. La critique russe a été unanime à reconnaître le caractère scientifique et la justesse de la méthode appliquée.

SERGE PLATONOV,

Ancien professeur d'histoire à l'Université de Petrograd.

31 août 1929.

PREMIÈRE PARTIE

LA CARRIÈRE DE BORIS GODOUNOV

CHAPITRE PREMIER

LA PERSONNALITÉ DE BORIS GODOUNOV DANS LA LITTÉRATURE HISTORIQUE.

La personnalité de Boris Godounov a toujours retenu l'attention des historiens et des littérateurs. Dans le grand drame historique moscovite de la fin du xvi^e et du commencement du xvii^e siècle, Boris Godounov a fait, tour à tour, figure de conquérant et de victime. Les qualités personnelles et les actes de cet homme politique provoquèrent chez ses contemporains tantôt des louanges allant jusqu'au panégyrique, tantôt des blâmes dégénérant en calomnie haineuse.

Pour voir Boris Godounov sous son aspect véritable et pouvoir le juger avec impartialité, il fallait qu'un investigateur pondéré écartât l'un et l'autre de ces excès. Ce travail de recherches suivies a été assumé pour la première fois par un contemporain cadet de Boris Godounov, auteur du *Vremennik* (1) du xvii^e siècle, le secrétaire Ivan Timoféiev, « lecteur et auteur d'annales ». Cependant, après avoir tracé un portrait des plus curieux du « tsar-serf » (Boris Go-

1. *Annaliste*.

dounov), il reconnaît finalement qu'il ne le comprend pas et ne peut déterminer ce qui prédominait en lui : le bien ou le mal. « A l'heure de sa mort, personne ne savait ce qui l'avait emporté et de quel côté penchait la balance de ses actes, du bon ou du mauvais », écrit Timoféiev. Au début du xix^e siècle Boris Godounov reste tout aussi énigmatique pour le célèbre Karamzine. Devant le sépulcre de Godounov à la Laure de la Trinité, Karamzine s'écrie : « Les cendres froides des morts n'ont d'autres défenseurs que notre conscience : tout est muet autour de l'antique tombeau!... Et si nous calomnions ces cendres, si nous décrivions injustement la mémoire d'un homme, en ajoutant foi à des jugements faux, inscrits dans les annales par la stupidité ou la malveillance? » La même question se dresse devant l'historien de nos jours : jusqu'à présent les documents historiques touchant l'œuvre personnelle de Boris Godounov sont si confus et son rôle politique si complexe, qu'il est impossible d'apprécier avec certitude ses principes et les motifs de ses actes ou de se prononcer sur ses qualités morales. C'est ce qui explique les divergences des opinions émises sur Boris Godounov, qui subsistent jusque dans la littérature moderne. Si dans le drame et dans le roman historique Boris Godounov apparaît d'habitude sous les traits d'un intrigant ou d'un coquin, on ne doit y voir qu'un procédé de conception dramatique, de pensée créatrice, plutôt que l'expression d'une conviction historique de l'auteur. Mais jusque dans la littérature historique des dernières décades, Boris Godounov passe chez nombre d'écrivains pour un sombre scélérat qui accède au trône grâce à l'intrigue, à l'imposture, à la violence et au crime (N. I.

Kostomarov, I. D. Beliaev, Kazimir Waliszewski). Ces écrivains subiront encore l'influence de la tradition des *Annales* et des *Vies* qui, au xvii^e et xviii^e siècles, avait force de vérité officiellement reconnue, et qui seulement au xix^e siècle céda la place aux efforts de la libre critique scientifique. Jusqu'à quel point cette tradition ignorante et grossière peut indigner un esprit qui ne lui est pas asservi, on le voit dans les paroles amères et pleines de sarcasme que l'un de nos derniers historiens consacre à l'historiographie de Boris Godounov. Touchant, en passant, à l'époque de Boris, le professeur A. I. Chpakov est confondu par l'abondance des accusations portées contre Godounov et leur légèreté. « L'histoire de Boris Godounov, écrit-il, est relatée dans les annales et autres documents, et, par voie de conséquence, chez beaucoup d'historiens d'une manière fort simple : après la mort d'Ivan le Terrible Boris Godounov exila le tsarévitch Dimitri et les Nagoï à Ouglitch, poussa Bogdan Belski à un attentat contre Fédor Ioannovitch, puis le bannit à Nijni, ordonna la relégation de I. F. Mstislavski et le fit étrangler, fit venir la femme de Magnus « roi de Livonie », fille du prince Vladimir Andréévitch Staritski, pour lui faire prendre de force le voile et tuer sa fille Eudoxie. Puis il fit tuer les boyards et étrangler tous les princes Chouiski en laissant en vie, on ne sait pourquoi, les princes Vassili et Dmitri; ensuite il institua le patriarcat, pour y élever Job, qui lui était acquis; tua Dimitri, falsifia la nouvelle de son meurtre, altéra les données de l'enquête et l'arrêt du « Sobor » (1) dans cette affaire, incendia Moscou,

1. Concile.

appela le Khan de Crimée pour détourner l'attention du peuple du meurtre du tsarévitch Dimitri et de l'incendie de Moscou; ensuite il tua sa nièce Théodosie, envoya en disgrâce André Stchelkalov, le payant par cette perfidie de la bonté paternelle que celui-ci lui avait témoignée, empoisonna Fédor Ioannovitch, se fit porter presque de force sur le trône des tsars, cuisinant l'élection du « Zemski Sobor », rassemblant à coups de fouet le peuple et le forçant à crier que c'était lui qu'il voulait pour tsar; il aveugla Siméon Bekboulatovitch, créa l'affaire de la conspiration des « Nikititchi », Tcherkasski et autres pour « détruire la souche des tsars », les tua ou les empoisonna; enfin il tua sa sœur la tsarine Irène, parce qu'elle ne voulait pas le reconnaître pour tsar; il était haï de tous les dignitaires et des boyards en général qu'il pillait, ruinait et exterminait, du peuple pour avoir établi le servage; du clergé pour avoir abrogé les « tarkhans » (1) ainsi que pour avoir favorisé les étrangers, qu'il flattait, les invitant à venir servir en Russie, leur laissant liberté complète de professer leur foi; des marchands moscovites et de la plèbe, pour sa sévérité envers les Chouiski et les Romanov qu'ils aimaient, etc. Finalement il empoisonna le fiancé de sa fille, succomba devant le « samozvanetz » (2) et s'empoisonna lui-même. Et voilà tout (3). »

Appuyée de citations précises, cette énumération des accusations pesant sur Godounov n'est ni controuvée ni même exagérée. Elle ne fait que grouper tout ce

1. Privilèges en matière d'impôt.

2. Usurpateur.

3. Professeur Chpakov. *L'institution du Patriarcat en Russie*. Odessa, 1912, pp. 56-60.

que croyaient et tout ce que refusaient de croire les historiens, ce qu'ils énonçaient comme des faits ou ce qu'ils omettaient comme improbable et inepte. Le malheur de Godounov fut qu'aux temps anciens, ceux qui écrivaient sur lui étaient circonscrits par les traditions et les calomnies recueillies dans les annales et les mémoires. Cet état de choses fut modifié quand, grâce à l'évolution de l'intérêt scientifique, l'attention des historiens se reporta de la personne de Godounov à l'étude de l'époque dans son entier. Une investigation approfondie et libre de l'époque de Boris Godounov fit ressortir clairement son grand talent d'administrateur et son caractère s'enrichit de nouveaux traits plus favorables. Les nouveaux documents ne disposent pas, il est vrai, en faveur de Godounov; mais, dès qu'il devint possible de passer des récits des annales aux données documentaires, les savants défenseurs et les admirateurs de Godounov se multiplièrent. Nous ne citerons pas l'« historiographe » Miller qui au XVIII^e siècle n'osait tout bonnement pas être sincère en parlant de Godounov de peur de réprimandes et de représailles de la part des autorités. M. P. Pogodine, historien plus hardi et plus indépendant du temps de Nicolas I^{er}, se présente comme le premier franc apologiste de Godounov. Au dire d'un de ses auditeurs de l'Université, « sa voix s'animait et devenait plus chaude quand il parlait de Boris Godounov et qu'il nous prouvait (aux étudiants) avec animation que Boris Godounov n'était pas et ne pouvait pas être le meurtrier de Dimitri ». Pogodine transportait ses sympathies pour Godounov de la chaire dans la presse. Il fut suivi par Artsibouchev (1830), qui disculpa Boris de l'accusation d'avoir attenté à la vie du tsarévitch, de A. A.

Kraévski (1836), auteur d'un panégyrique de Boris Godounov et de P. V. Pavlov (1850) qui démontra l'importance de l'œuvre bienfaisante de Godounov, comme administrateur et comme homme politique. Plus tard K. S. Aksakov (1858), G. A. Belov (1873), A. I. Chpakov (1912) et quelques autres écrivains se déclarèrent, à différentes occasions, en faveur de Godounov. Mais on ne peut cacher que des savants aussi compétents que S. M. Soloviev et V. O. Klutchevski, sont restés, sinon hostiles, du moins froids à son égard. Cependant, leur perspicacité historique leur a permis de distinguer dans Boris Godounov non pas seulement les traits d'un scélérat de mélodrame, mais aussi de réelles qualités d'homme d'Etat. C'est précisément depuis l'*Histoire* de Soloviev que Godounov est devenu l'objet non plus de dénonciations, mais d'études sérieuses. Peut-être les progrès futurs de l'historiographie créeront-ils pour Godounov une ambiance plus favorable encore et permettront-ils à son « ombre douloureuse » de se justifier devant l'histoire.

CHAPITRE II

LA RACE DES GODOUNOV ET LA CARRIÈRE DE BORIS; LES
CIRCONSTANCES DE SON APPARITION DANS LA VIE POLI-
TIQUE.

Il n'est pas difficile de réunir des données sur les « états de service » de Boris Godounov; il n'y en a pas beaucoup. Il est issu d'une famille libre, au service de Moscou depuis des temps immémoriaux et qui se vantait de « n'avoir jamais servi personne hormis son souverain ». D'après les traditions de famille (que personne ne conteste), l'ancêtre de Godounov était le mirza Tchet, venu en 1330 de l'Orda pour prendre du service chez Ivan Kalita et qui reçut au baptême le nom de Zacharie. Hormis les Godounov, Tchet eut d'autres descendants, comme les « familles honorables » des Sabourov et Veliaminov. Sans être de la plus haute aristocratie moscovite, c'était cependant une souche assez proche des sommets, servant à la cour et siégeant au conseil. Du point de vue de l'historien, A. S. Pouchkine a tort en mettant dans la bouche du prince Chouiski (dans *Boris Godounov*) ces mots dédaigneux pour Boris : « Hier encore un serf, un Tartare, beau-fils du bourreau Maliouta — et lui-même bourreau dans l'âme. » Les Chouiski pouvaient certainement regar-

der de haut la race des Godounov, qui n'étaient pas princes, et, avant la faveur d'Ivan le Terrible, pas même boyards; mais personne n'aurait pu au xvi^e siècle dire à Godounov : « Hier encore serf et Tartare ». Depuis deux siècles et demi cette famille était orthodoxe et vers 1570 elle entra définitivement au conseil avec Dimitri Ivanovitch, Ivan Vassilievitch et Boris Fédorovitch Godounov (1). Quant à Boris Godounov, il débuta à vingt ans en épousant la fille du favori du tsar, Grigori (Maliouta) Loukianovitch Belski-Skouratov et prit rang à la cour. Son admission à l'intimité du tsar Ivan le Terrible se manifesta par l'occupation de charges à la cour et par des missions « près » du tsar lui-même, en qualité de « rynda » (suite la plus proche du tsar), et de garçon d'honneur aux noces des tsars. A trente ans Boris Godounov avait déjà été élevé du rang de « kravtchi » (charge importante : le « kravtchi » plaçait à la table du tsar les mets devant le souverain, les ayant reçus des mains des « stolnikis », et après avoir goûté à chaque plat), à celui de boyard (1580-1581). Tous ces renseignements sur Boris Godounov indiquent qu'il était le favori personnel d'Ivan le Terrible et qu'il devait ses premiers succès non pas à sa « race », mais à l'amour que le tsar portait à sa famille, si ce n'est à son mérite personnel. Une nouvelle preuve de la faveur du tsar fut le mariage du tsarévitch Fédor Ivanovitch (1580) avec la sœur de Godounov, Irène Fédorovna Godounova. Ayant choisi une femme pour son fils dans la

1. Les Godounov sont même une famille très noble, écrit dans son histoire du *Mestnitchestvo* (ordre de préséance) A. I. Markévitch, ce qui est facile à prouver. Ils ont eu quatre boyards avant l'avènement de Boris; ses parents, les Sabourov, les Vellaminov comptent dans leurs rangs nombre de boyards (*Mestnitchestvo*, p. 643).

famille des Godounov, Ivan le Terrible introduisit cette famille dans son palais, dans sa parenté. En qualité de parent du tsar, Boris put, au mois de novembre de 1581, s'immiscer dans la querelle de famille du tsar terrible. D'après le récit parfaitement vraisemblable des annales, il fut roué de coups de la main d'Ivan pour « avoir osé entrer dans les appartements privés du tsar », afin de défendre le tsarévitch Ivan Ivanovitch, qui, comme on le sait, avait été frappé à mort par Ivan le Terrible. Le tsar causa aussi à Boris « de grands tourments et lui porta de terribles blessures ». A la suite de pareilles « insultes » Boris tomba malade et dut longtemps être soigné. Ivan le Terrible le visita dans sa maison, lui rendit sa faveur et Boris Godounov ne quitta plus Ivan le Terrible jusqu'à la mort de celui-ci. A l'heure de la mort du tsar Ivan (1584), Boris Godounov était au nombre des premiers dignitaires de l'Etat et il prit part à la formation du gouvernement sous le successeur d'Ivan le Terrible, Fédor Ivanovitch, qui était tout à fait inapte aux affaires. Après deux ans de ce règne il obtint déjà la suprématie dans le gouvernement et vers 1588 devint le régent, officiellement reconnu, de l'Etat, « beau-frère de Sa Majesté » et « bon régent », qui « gouvernait l'Etat au nom du grand souverain ». Pendant dix années entières (1588-1597) Boris Godounov gouverna à Moscou, avant que la mort de Fédor, sans héritier, lui ouvrît la voie au trône. Enfin, en 1598, le « Lord-protector of Russia » (comme l'appelaient les Anglais) fut porté par le Zemski Sobor au trône et devint « le grand souverain, tsar et grand-duc de toute la Russie Boris Fédorovitch ». Tel fut le chemin parcouru par Boris Godounov, chemin

plein de succès et d'éclat, étonnant de réussite et, comme nous le verrons, non moins ardu et épineux.

Boris Godounov fut admis dans les milieux gouvernementaux et commença sa carrière politique à une époque fort difficile pour l'Etat moscovite. L'Etat subissait une crise complexe. Les suites des guerres malheureuses d'Ivan le Terrible, la terreur de l'intérieur, appelée « opritchnina », et les déplacements désordonnés des masses du peuple du centre aux extrêmes limites du pays, avait ébranlé vers la fin du xvi^e siècle l'ordre social, apporté la confusion et la ruine dans la vie économique et jeté un tel trouble dans les esprits que tous restaient dans une attente accablante de maux futurs. Le gouvernement lui-même reconnaissait la « grande indigence » et « exténuation » des propriétaires ruraux et supprimait toutes exemptions et exceptions d'impôts « jusqu'à ce que le pays rentre dans l'ordre ». La lutte contre cette crise devenait le problème le plus pressant aux yeux du gouvernement, et en même temps, dans le sein même de celui-ci, mûrissaient des complications et se préparait la lutte pour le pouvoir. L'union intérieure et la force étaient indispensables au gouvernement, tandis qu'au contraire la discorde augmentait et la désorganisation le menaçait. Boris Godounov dut assumer la lourde tâche de calmer le pays et d'organiser le pouvoir. Il mit en jeu toutes ses forces pour résoudre ces problèmes; il y manifesta son indiscutable talent politique et finalement y trouva la condamnation qui devait peser sur lui pendant des siècles, ainsi que la perte de tous les siens.

CHAPITRE III

LA QUESTION DU POUVOIR SUPRÊME DANS L'ÉTAT MOSCOVITE. LES ANCIENS BOYARDS MOSCOVITES. LES « KNIAJATA » DU XVI^e SIÈCLE. LE « MESTNITCHESTVO ». LES DOMAINES PRINCIERS. L'« OPRITCHNINA » D'IVAN LE TERRIBLE; SES CONSÉQUENCES DIRECTES ET INDIRECTES.

Nous commencerons le récit de l'activité de Boris Godounov par la question de l'organisation du pouvoir et de la lutte pour sa possession. C'était là une des questions les plus compliquées et les plus pénibles de la vie moscovite de ce temps. Le caractère passionné et cruel d'Ivan le Terrible lui avait conféré une acuité particulière, l'avait tirée du domaine de la théorie et des lettres pour la faire passer dans la réalité. Ces pages de l'histoire russe sont inondées du sang des innocentes victimes de l'ambition et de la méfiance du tsar.

La réunion des provinces de la Grande Russie sous le pouvoir de Moscou et la concentration de celui-ci dans la seule personne du Grand-Duc de Moscou fut accomplie fort peu de temps avant l'avènement d'Ivan le Terrible, grâce à l'énergie de son grand-père et aussi de son père. Recevant le titre de tsar (1547) et ornant son « autocratie » de

fictionnements pompeux de parenté (idéale et physique) avec les dynasties universelles de l'« ancienne » et de la « nouvelle » Rome, Ivan le Terrible eut à déployer son activité dans un Etat jeune et à peine constitué. Il ne s'y était pas encore formé d'ordre durable, tout devait encore être consolidé et défini et il n'y avait pas alors de « vieux usages » et de traditions, qui fussent incontestables et inébranlables pour tous. Il est vrai que l'autorité du « grand souverain » atteignait en réalité à une entière plénitude et trouvait son expression dans des formes qui provoquaient l'étonnement des étrangers. On connaît les paroles du baron autrichien Herberstein, qui trouvait que le grand-duc de Moscovie : « est supérieur en puissance à tous les monarques de l'univers, et qu'il use de son pouvoir envers le clergé de même qu'envers la laïcité, disposant librement à son gré de la vie et de la fortune de tous. »

C'était là un fait incontestable et évident, mais aux yeux du peuple russe du xvi^e siècle il avait encore besoin d'une justification légale et morale. Les publicistes du xvi^e siècle traitaient volontiers des limites du pouvoir des princes et du tsar, de la possibilité et de la nécessité de s'opposer à un prince qui aurait dépassé ces limites, établies par Dieu, des souverains impies et malfaisants (« un tel tsar n'est pas un serviteur de Dieu, mais un diable, et non pas un tsar, mais un tyran »); le pouvoir du tsar étant dans l'esprit des contemporains limité par la loi divine et ne s'étendant qu'aux corps et non pas aux âmes des hommes qui leur sont soumis. Ces réflexions se basaient sur les prescriptions de la morale chrétienne et du devoir religieux; elles n'aspiraient pas à borner du dehors l'arbitraire du tsar et des princes.

Tout au contraire, la littérature religieuse tout entière était imprégnée de l'idée que le pouvoir du pieux monarque de Moscou avait été institué par Dieu et qu'il fallait servir le « vrai tsar » qui est le « serviteur de Dieu », que Dieu a placé là « au lieu de soi » et dont la décision est sans appel. En exigeant de l'« autocrate » d'être « vrai », « juste » et « pieux », les écrivains religieux exigeaient en même temps des sujets d'un pareil tsar de le servir fidèlement et humblement. L'idée de la nécessité de limiter la puissance de l'autocratie du souverain, fût-il juste et pieux, naissait dans un autre milieu, dans celui des boyards. Ici on était guidé non pas tant par la piété que par des considérations d'ordre pratique.

Il a été reconnu depuis longtemps par les historiens que Moscou fut redevable aux boyards de ses premiers succès politiques.

Au xvi^e siècle il s'était formé à Moscou un cercle permanent de familles de boyards, qui avaient lié leur fortune à la fortune de la famille princière de Moscou et qui travaillaient avec succès pour le bien de Moscou et de ses princes, même quand ces princes se trouvaient être, pour cause de minorité ou autre, inaptes aux affaires. La dynastie reconnaissait les services rendus par les boyards; le peuple les reconnaissait également; le biographe de Dimitri Donskoï place dans sa bouche une louange spéciale des boyards : « Je naquis avec vous et je grandis devant vous et avec vous je régnai... je gardai mon patrimoine avec vous... je vous vouai honneur et amour; je vous ai soumis des villes et de grandes terres... je me suis réjoui avec vous et avec vous je me suis attristé; je ne vous appelle pas

boyards, mais princes de mes terres.» C'est ainsi que Dimitri parlait à ses boyards; et à ses enfants sur son lit de mort il disait : « Aimez vos boyards... ne faites rien sans leur consentement. » L'alliance de la dynastie et des boyards sembla inébranlable jusqu'au milieu du xvi^e siècle, quand le sort leur envoya une épreuve singulière sous les espèces des princes au service du tsar, ou *kniajata*, comme les appelait Ivan le Terrible, qui étaient apparus en foule à Moscou.

La réunion des territoires de la Grande Russie sous la puissance de Moscou fut suivie presque toujours par l'apparition des princes, seigneurs de ces terres, à Moscou.

S'ils ne fuyaient pas de leur propre gré en Lithuanie devant les souverains de la Grande Russie, et si les souverains ne les chassaient pas eux-mêmes, ils n'avaient pas le choix d'aller ailleurs qu'à Moscou. Ils y venaient, priant le grand souverain de les prendre à son service et se soumettaient à lui avec leur principauté; le grand souverain leur accordait cette faveur, les prenait à son service et ensuite, ayant pris leurs terres sous sa domination, gratifiait les princes de leurs propres terres « en domaine », c'est-à-dire les leur octroyait au titre de propriété privée héréditaire. C'est ainsi que le « prince souverain » se transformait en dignitaire « serviteur » du grand souverain moscovite. Quand les autorités moscovites avaient établi dans les domaines des princes leur propre organisation et en avaient tiré tout ce qui était utile à leur souverain, le domaine était rendu aux propriétaires héréditaires sur de nouvelles bases : il se transformait en simple possession privilégiée où les propriétaires jouissaient



BORIS GODOUNOV

d'après un portrait dont l'original est aux Archives
du Ministère des Affaires Etrangères à Pétersbourg.



PALAIS DU KREMLIN. — LA SALLE A FACETTES.

de l'immunité et se faisaient appeler « souverains » comme avant, ayant cessé de l'être en réalité. Un écrivain patriote de Yaroslavl raconte avec une amère ironie la transformation de Yaroslavl en terre moscovite. Il relate qu'en 1463 furent découvertes les reliques du grand-duc de Yaroslavl Fédor Rostislavovitch et de ses deux fils et il ajoute : « Ces thaumaturges n'ont pas porté bonheur aux princes de Yaroslavl : ils ont dû dire adieu à tout jamais à leur domaine, le cédant au grand-duc Ivan Vassiliévitch, et le grand-duc leur accorda en revanche d'autres terres et bourgs; il y a longtemps que le commis du grand-duc, Alexei Poulouéktovitch, incitait le vieux grand-duc (Vassili Temni) à leur enlever leur domaine. Et plus tard dans cette même ville de Yaroslavl surgit un nouveau thaumaturge, Ioann Agafonovitch, un vrai « récolteur » de la terre de Yaroslavl : si quelqu'un avait un bon bourg, il le lui enlevait, si un autre avait un bon village, il s'en emparait et les inscrivait au nom du grand-duc; s'il voyait un bon boyard ou fils de boyard, il l'inscrivait aussi. Je ne puis décrire tous ses autres miracles car en vérité c'était un diable incarné. » Ce triste récit indique que les princes de Yaroslavl ne reçurent pas de Moscou leurs anciennes terres, mais de nouveaux bourgs et communes pour leur domaine. En de nombreuses nichées de petits et pauvres propriétaires terriens ils s'établirent au xvi^e siècle à la cour moscovite après le ravage de leurs Etats par des « thaumaturges » dans le genre d'Alexei Polouéktovitch et d'Ivan Agafonovitch. Les sentiments qu'il nourrissaient envers ces « thaumaturges » et leurs inspireurs, les princes de Moscou, s'expliquent facilement.

Un descendant de ces princes de Yaroslavl, le « traître souverain de Yaroslavl » (comme le nommait le Terrible) le prince André M. Kourbski, s'étant échappé des mains d'Ivan le Terrible en Lithuanie, n'épargna ni le souverain moscovite ni ses ancêtres dans ses écrits : « C'est la coutume des princes moscovites, écrivait-il, de convoiter le sang de leurs frères et de détruire ces malheureux pour avoir leur domaine, par avidité. » Selon Kourbski, ses propres ancêtres et parents, les princes de Yaroslavl, n'étaient pas coupables de pareils errements : « Les princes de cette branche n'ont pas l'habitude de dévorer leur propre chair ni de boire le sang fraternel, comme quelques-uns le font depuis longtemps », dit-il d'Ivan le Terrible, laissant entendre que ces quelques-uns » qui ont « depuis longtemps l'habitude de boire le sang », sont de la branche princière moscovite. Ce n'est qu'un émigré, échappé au tyran moscovite, qui pouvait se permettre d'être aussi sincère ! Mais les princes, que la nécessité avait forcés de s'établir à Moscou et de tomber sous son autorité, devaient garder le silence et servir docilement Moscou au même rang que les simples boyards non titrés et les autres serviteurs du grand souverain. Mais dans leur âme, comme dans celle de Kourbski, palpait la même haine envers le conquérant et vivaient les mêmes souvenirs de leur ancienne indépendance. Sous le talon de la dynastie moscovite les princes-serviteurs n'oubliaient pas qu'ils appartenaient à la même dynastie ; « ce sont les mêmes anciennes puissances de la terre russe (écrit V. O. Klutchevski), les puissances qui gouvernaient leurs terres au temps des « oudiéli » (1) ; seulement auparavant ils n'en

1. Apanages.

gouvernaient qu'une partie, et tout seuls, et maintenant, réunis à Moscou, ils gouvernent toute la terre russe et tous ensemble.» Cette conception n'était pas propre seulement aux « kniajata »; tous reconnaissaient en eux des « souverains » et, pour le différencier, appelaient le tsar de Moscou, « grand souverain », reconnaissant (selon l'expression de Joseph Volotski) le grand souverain pour « souverain des souverains de toute la terre russe ». Les premiers temps les princes qui servaient à Moscou ne se confondaient pas avec les simples boyards et formaient une caste à part. « Princes et boyards », était la formule officielle des énumérations moscovites. Ce n'est qu'avec le temps que s'établit graduellement la coutume d'élever les princes de race plus noble à la dignité de boyards, et ceux qui étaient plus « humbles », à celle de « okolnitchi »; c'est ainsi que, petit à petit, les kniajata s'assimilèrent aux « anciens hommes de service » de Moscou.

Mais ce n'était qu'un nivellement de forme et superficiel des kniajata avec les boyards. Les uns et les autres n'oubliaient pas la diversité de leur origine. Se basant sur la « table généalogique du souverain » (1) (nomenclature officielle des familles de princes et de boyards au service du souverain) les kniajata réclamaient la primauté au palais et au service et estimaient que les simples boyards leur étaient inférieurs de « race », car ils ne descendaient « ni de grands princes, ni de princes à apanages ». A l'occasion, les kniajata étaient prêts à qualifier les « honorables » ou « grands » boyards de « serfs » par rapport à eux-mêmes, « les souverains ». Certains

1. « Gosoudarev Rodoslovetz ».

princes de Rostov « imbéciles » en arrivèrent en 1584 à exprimer leur mécontentement du mariage d'Ivan le Terrible avec Anastasie Romanova, alliance à leur avis indigne : le souverain avait « élevé jusqu'à lui sa serve » et les avait « lésés », eux, les kniajata qui espéraient qu'il épouserait une tsarevna, ou une princesse à l'exemple d'Ivan III ou de Vassili III. Mais à l'ambition des princes les anciens boyards de Moscou opposaient leurs propres prétentions. Ils se souvenaient de l'époque où leurs ancêtres luttaient à Moscou contre les princes à apanages et établissaient l'ordre dans l'Etat et l'unité nationale en opposition au séparatisme des princes à apanages. Ces races de boyards étaient « propres » à Moscou aux temps où les ancêtres des kniajata vivaient encore dans leurs apanages, ou servaient non pas à Moscou, mais dans quelque autre grand-duché (Tver, Riazan, etc.). C'est cette idée de leur indigénat à Moscou que les vieux boyards soulignaient dans l'expression : « de tous temps appartenant au souverain, n'ayant jamais servi personne hormis leurs propres souverains », les princes de Moscou. Le souvenir de leurs services passés et le principe du service indigène aida l'élite des familles des boyards non titrés à conserver leur place au premier rang des dignitaires moscovites d'origine princière.

« Le noyau primitif des anciens boyards, qui s'était formé encore au xvi^e siècle, dit V. O. Klutchevski, se maintint au milieu du torrent de princes illustres qui envahit Moscou. Ecrasés par eux par en haut, exclus des plus hauts postes, ces boyards défendirent le second degré et y dominèrent au xvi^e siècle, s'efforçant, à leur tour, d'écraser les boyards venus des

apanages et la seconde couche des anciens princes à apanages qui tentait de parvenir jusqu'au rang des aînés de leur parenté. Bien des branches princières eurent à souffrir à Moscou de leur rivalité avec le « vieux noyau ». Pendant que de simples hommes de services : les Morozov, Saltykov, Chéine, Zakhariine, Chérémétiev, Boutourline, Sabourov et Godounov, Plestchéev occupaient les sommets de la noblesse de service et de cour, beaucoup de princes s'abaissèrent jusqu'aux petits emplois et « s'appauvrirent ». Nombreuses étaient les branches appauvries, par exemple parmi les princes de Yaroslavl et de Rostov. « Il y a des grands et des petits parmi les princes de Rostov. Ceux de Rostov ne sont pas égaux », disait-on officiellement au xvi^e siècle. Ivan le Terrible écrivait avec dédain des princes Prozorovski, que les souverains moscovites en avaient de ces « Prozorovski par centaines ». L'étranger Fletcher s'exprime avec plus de force encore : en parlant des petits princes de l'Etat Moscovite, il dit : « Il y en a tant, qu'ils ne jouissent d'aucune considération et il n'est pas rare d'en rencontrer qui sont prêts à servir un roturier pour cinq ou six roubles par an ; mais en même temps ils prennent fort à cœur tout déshonneur ou toute injure faite à leurs droits. »

Si l'apparition à Moscou des princes qui prenaient service était une pénible épreuve pour les vieux boyards moscovites, pour les souverains de Moscou les kniajata étaient de désagréables et peu fidèles serviteurs. Nous venons de voir comment le prince Kourbski s'expliquait avec Ivan le Terrible. Il est permis de supposer que les mêmes sentiments animaient les autres représentants des races princières. Ivan le Terrible, dans ses épîtres à Kourbski, fait

souvent allusion à ce qu'il était au courant des pensées et des paroles hostiles des princes-boyards; il dit tout net à Kourbski : « que d'infortunes j'ai eu à supporter de votre fait, que d'insultes, que de dépit et de reproches ! » Les « reproches » et le « dépit » n'auraient certainement pas été à eux seuls un inconvénient politique. Le pouvoir sentait les désavantages, premièrement, des constantes prétentions des princes à la préséance, secondement, des domaines qui restaient aux mains des princes.

Le « mestnitchestvo » (ordre de préséance) était un usage fort connu de l'ancienne Russie. La coutume voulait que dans toute affaire et dans chaque réunion la « race » et la « parenté » eussent droit de préséance, et on prenait rang non pas d'après les mérites et le talent, mais d'après la noblesse. Cette coutume dominait les esprits à un tel point qu'elle était reconnue positivement de tous : boyards, souverain et tout le peuple en général. On savait que pour « le service on était récompensé par des terres et de l'argent, mais non pas par des titres », c'est pourquoi l'on souffrait que des personnes de race illustre occupassent en maîtres partout le premier rang, se disputassent ces places et ne les attendissent pas de la faveur et de la bienveillance du tsar. Les souverains pouvaient éliminer des individus isolés qui leur étaient désagréables, même les faire périr en disgrâce; ils pouvaient pousser en avant leurs favoris personnels. Mais ils ne pouvaient pas écarter toute l'aristocratie princière de la prépondérance dans le gouvernement et ne pouvaient non plus gouverner sans elle. Il eût fallu trouver quelque mesure générale contre l'aristocratie princière pour délivrer le monarque et son gouvernement d'une aide si peu

sûre. La nécessité d'une pareille mesure pour le succès de l'autocratie moscovite était évidente.

La question des domaines dit « princiers » (1) est moins claire. Laissés par Moscou aux mains de leurs anciens seigneurs, ils inquiétaient tout de même les souverains moscovites et retenaient leur attention méfiante. Dès Ivan III et jusqu'à la fin du xvr^e siècle se multiplient des ordonnances limitatives : on défend aux kniajata de vendre leurs terres à qui que ce soit à l'insu du grand-duc ; on limite d'une manière précise le cercle des personnes qui peuvent hériter de pareils domaines et les acquérir ; quelquefois le gouvernement a recours à la confiscation de ces terres. Bref, Moscou a constamment l'œil sur la propriété foncière de ces princes ; en revanche, les kniajata, dont l'influence s'était accrue pendant la minorité d'Ivan le Terrible, s'efforcent avant tout de ressaisir leurs domaines. Ivan le Terrible se plaint de ce que depuis son avènement ils aient repris leurs « villes et bourgs » que son grand-père leur avait retirés et aient permis la libre transmission des domaines, dont la vente et l'aliénation avaient été défendues par les souverains moscovites avant Ivan le Terrible. Les documents ne permettent pas de déterminer ce qui provoquait une attention aussi jalouse à l'égard de la propriété foncière des princes : les décrets étaient communiqués sans exposé de motifs. On peut conjecturer que la puissance économique des kniajata était fondée sur les domaines importants et le gouvernement pouvait craindre cette puissance, étant donné l'opposition évidente des princes-propriétaires. En outre, dans leurs do-

1. « Kniajenetskia votchini ».

maines les princes, anciens propriétaires des apanages, avaient conservé une forte union héréditaire avec la population. Ils étaient les anciens « souverains » légaux de ces terres et de leurs habitants; ils jouissaient du droit d'administration et de juridiction comme propriétaires fonciers privilégiés; ils octroyaient à leurs « serviteurs » et au clergé des villages, en « possession éternelle » et pour « subvenir à leur entretien ». En un mot ils gouvernaient leur territoire presque en souverains et, en cas de nécessité, pouvaient engager la population qui leur était soumise dans une lutte contre Moscou, surtout là où ils jouissaient de l'amour du peuple. C'est ce que craignaient les souverains de Moscou. Ils espéraient par une surveillance vigilante et un contrôle attentif rendre les domaines princiers inoffensifs et enlever à leurs possesseurs la possibilité d'employer leurs richesses pour faire du tort à Moscou.

Il semble que la ferme et constante politique de méfiance et de suspicion adoptée par Moscou envers les kniajata fut quelque peu interrompue pendant les premières années du règne d'Ivan le Terrible. Le tsar impressionnable, grâce à sa jeunesse et à la vivacité de son tempérament, tomba sous l'influence de la coterie de ses amis. Cette coterie se trouva être « rusée » et « traîtresse » : elle menait apparemment une politique favorable aux kniajata. C'est là du moins ce dont le Terrible, affranchi de leur influence, accusait les membres de ce groupe; ils s'efforçaient de « ravir le pouvoir » au jeune tsar confiant, cherchaient à le brouiller avec les boyards, distribuaient arbitrairement et illégalement des charges et des terres, laissant au tsar seulement « l'honneur de la préséance » (c'est-à-dire la place de pré-

sident dans leur milieu). En un mot, ils limitèrent autant que possible l'autorité personnelle du tsar et s'efforcèrent d'abolir les restrictions qui leur avaient été imposées par la sévérité de Moscou. C'est ce que comprit fort bien Ivan le Terrible. Quand, pendant sa maladie (en 1553) se manifesta la tendance des boyards-kniajata à faire monter au trône après lui, non pas son fils, mais son cousin Vladimir, un parent cadet de la famille du tsar, (« né d'un quatrième prince d'apanage! » s'écrie le Terrible,) le tsar revint complètement de son engouement pour ses anciens amis et passa graduellement à d'autres sentiments. Il sentit croître en lui la crainte des boyards-traîtres, la conscience de la nécessité de les dompter et l'irritation contre des serviteurs qui « avaient voulu traîtreusement rentrer dans leurs droits souverains », dans leurs anciens domaines. Cette sourde hostilité et irritation, cette recherche de mesures propres à défendre le pouvoir du tsar et son autorité contre les prétentions du milieu peu sûr de la noblesse princière, durèrent une dizaine d'années (1554-1564). Enfin vers la fin de 1564 et le commencement de 1565 le Terrible inventa sa célèbre « opritchnina ».

Tous les contemporains du Terrible ne comprirent pas clairement ce que c'était que l'opritchnina. Le peuple russe croyait que le tsar « se jouait » tout simplement des « créatures de Dieu », quand il partagea son royaume en « opritchnina » et « zemstchnina » et enjoignit à l'opritchnina de dompter le parti opposé par « la contrainte et par la mort ». Ils ne comprenaient pas le sens de ce jeu de despote : « Il créa dans toutes les terres une grande scission et on se mit à douter de tout ce qui existait », écri-

vit Ivan Timoféiev. L'exécution confuse des mesures conçues par le Terrible cacha leur principe et leur but aux simples spectateurs non initiés, mais il est certain que le Terrible avait un but et une idée précis. L'Anglais Fletcher, qui visita Moscou cinq ans après la mort d'Ivan le Terrible et qui avait en mains les documents officiels de toute la colonie anglaise en Russie, a expliqué en détail ce que l'opritchnina avait fait pour la Russie. Suivant son exposé, l'opritchnina, dirigée contre la noblesse, priva les « princes d'apanage » de leurs terres héréditaires, les força à quitter leurs anciens domaines. La confrontation des indications de Fletcher avec les données des documents russes du xvi^e siècle, découvre graduellement tout le tableau de l'activité du Terrible dans l'opritchnina. Au fond de l'institution de l'opritchnina gisait la résolution du tsar d'appliquer aux territoires, où se trouvaient les domaines de ses serviteurs princes-boyards, le système de déportation (1) qui était d'habitude infligé par Moscou aux terres conquises. Les grands-ducs de Moscou, après avoir conquis quelque territoire, déportaient les personnes les plus notables et les plus dangereuses pour eux et établissaient à leur place des hommes originaires de l'ancienne Moscovie. C'était un procédé éprouvé d'assimilation étatiste, qui détruisait à fond le séparatisme local. Ce moyen décisif, dirigé d'habitude contre les ennemis extérieurs, Ivan le Terrible l'appliqua à la « trahison » intérieure : il résolut de transplanter les kniajata de leurs nids d'apanage dans de nouveaux lieux. Fletcher raconte que le tsar, ayant institué l'opritchnina, saisit les domaines des

1. « Vyvod ».

princes, à l'exception d'une part fort insignifiante, et octroya aux kniajata d'autres terres à titre de « pomestié » (fief), dont ils jouissaient tant que le tsar le trouvait bon et dans des territoires si éloignés, qu'ils ne pouvaient y gagner ni de l'influence, ni l'amour du peuple, n'y étant pas nés et y étant inconnus. D'après Fletcher, cette mesure atteignit son but : « la haute noblesse, appelée princes d'apanage, est nivelée à la hauteur du reste; ce n'est que dans la conscience et le sentiment du peuple qu'elle garde encore quelque considération et continue à jouir d'égards aux réunions solennelles. »

La transplantation des kniajata et la confiscation de leurs domaines ne furent pas opérées par Ivan le Terrible simplement et ouvertement; il les entoura de tels actes et de tels préparatifs qu'il semble avoir plongé ses sujets dans une perplexité générale. Il commença par quitter tout à fait Moscou et l'Etat et ne consentit à revenir, à la prière des Moscovites, qu'à la condition que personne ne le contrecarrerait dans sa lutte contre la trahison; qu'il pourrait « faire tomber sa disgrâce sur ceux qu'il voudrait, en exécuter d'autres, en prenant leur vie et leurs biens et établir pour son compte dans l'Etat une « opritchnina » : organiser une cour à part, pour lui-même et à son usage. »

Une cour à part fut en effet créée, faite de boyards et de gentilshommes (« mille têtes » d'opritchniks) et valets de cour. Les rues de Moscou et des faubourgs furent inscrits à l'opritchnina ainsi que différentes villes et communes, que le souverain « prit dans l'opritchnina ». S'étant installé dans sa nouvelle cour, Ivan le Terrible s'empara successivement, pour l'opritchnina, d'un grand nombre de terres, précisément

de celles qui formaient l'ancienne Russie des apanages et où s'étaient concentrés les domaines des kniajata. Dans les terres confisquées pour l'opritchnina, le tsar « triait les gens », c'est-à-dire les propriétaires fonciers : « prenait » les uns à son service et « renvoyait » les autres, c'est-à-dire les chassait de leurs terres, leur en donnant d'autres (qui n'étaient plus des domaines (« votchina »), mais des « pomestia » (fiefs), aux confins de l'Etat. L'une après l'autre, les races et les familles des kniajata eurent à subir cette étrange révision et, dans la plupart des cas, perdirent leur ancien domicile fixe et furent évincées de leurs vieux nids héréditaires.

Durant les vingt dernières années du règne d'Ivan le Terrible, l'opritchnina s'étendit à la moitié de l'Etat et détruisit tous les nids d'apanage, anéantit la propriété foncière des kniajata et déchira les liens qui unissaient les « souverains » à apanages à leur territoire. Le but d'Ivan le Terrible était atteint. Mais ce succès avait été accompagné de résultats dont l'utilité et la nécessité étaient douteuses. A la place des domaines des princes qui représentaient d'importantes exploitations rurales, apparaissaient de petits lots de terre (pomestia); ainsi était détruite une culture économique développée, créée par des générations de princes-propriétaires; ainsi s'anéantissait l'autonomie des paysans qui peuplaient les grands domaines; ainsi étaient mis en liberté les serfs des boyards qui de leur vie facile tombaient dans la misère. Le caractère même de la réforme d'Ivan le Terrible, qui transformait de grandes et privilégiées propriétés foncières en des propriétés morcelées et liées au service de l'Etat et à des redevances, devait éveiller le mécontentement de la popu-

lation. La méthode employée pour arriver à ces fins y contribuait encore davantage. La réforme était accompagnée de terreur. Le bannissement, l'exil et les exécutions des personnes soupçonnées de trahison, les violences révoltantes des opritchniks envers les « traîtres », le caractère sanguinaire et dissolu d'Ivan le Terrible lui-même qui torturait et exterminait ses sujets pendant des orgies fabuleuses, tout ceci effrayait et irritait le peuple. Il ne voyait dans l'opritchnina qu'une terreur incompréhensible et vaine et ne devinait pas son but politique essentiel, que le gouvernement ne lui avait jamais explicitement exposé.

Telle était la fameuse opritchnina. Dirigée contre la noblesse, elle terrorisait toute la population; ayant pour but de raffermir l'union dans l'Etat et le pouvoir suprême, elle troublait l'ordre social et semait le mécontentement universel. La noblesse était brisée et dispersée, mais ses membres n'en étaient pas mieux disposés pour cela envers la dynastie moscovite, ne perdaient pas l'esprit d'opposition et n'oubliaient pas leurs traditions et leurs prétentions à la souveraineté. Le peuple tremblait devant le terrible tsar, ne pouvant comprendre pour quelle raison le souverain « avait fait tuer tant de gens dans son courroux parmi les zemski et les opritchniki ». Et à peine Ivan le Terrible eut-il fermé les yeux, que tout Moscou était déjà en pleine effervescence et qu'une lutte intestine s'engageait pour décider si l'opritchnina devait continuer son existence ou non; les kniajata, écrasés sous le talon de fer du tyran, relevaient leur tête et méditaient les projets de leur retour au pouvoir. Observant la société moscovite dans les années qui suivent la mort d'Ivan le Terrible, Flet-

cher trouve que les « actes barbares » du Terrible avaient tellement ébranlé tout l'Etat et éveillé le mécontentement universel et une haine si implacable, qu'il semblait que cela ne pût finir que par un soulèvement général. » Il se trouva être bon prophète : l'opritchnina fut en grande partie la cause des grands troubles qui manquèrent causer la perte de l'Etat moscovite.

C'est dans ces conditions que le boyard Boris Fédorovitch Godounov se trouva à la tête du pouvoir dans l'Etat de Moscou.

CHAPITRE IV

LES BOYARDS A LA FIN DU XVI^e SIÈCLE. LES RACES NOBLES ET LES PARENTS DU SOUVERAIN, LEURS RELATIONS.

Au début du règne de Fédor Ivanovitch les relations entre les boyards moscovites étaient toutes différentes de celles qui existaient avant l'opritchnina. Aux temps anciens les kniajata formaient une caste nombreuse qui regardait de haut les boyards non titrés. L'opritchnina avait exterminé cette caste nombreuse. La décadence des princes-boyards était si grande que, d'après Klutchevski, vers la fin du xvi^e siècle, des vieilles familles princières ne jouaient un rôle actif que les Mstislavski, Chouiski, Odoévski, Vorotinski, Troubetzkoï, Galitzine, Kourakine, Pronski, et quelques-uns des Obolenski et parmi eux le dernier de sa race, Kourliatev, « et c'était presque tout ». Le reste de la noblesse princière avait fui, avait été exécuté, était mort, ruiné, en un mot, avait disparu des sommets de la société moscovite. Au milieu d'une décadence ou plutôt d'un désastre pareil, ne pouvait rester que celui qui s'inclinait docilement devant Ivan le Terrible et allait servir dans l'opritchnina, acceptant le nouvel ordre, renonçant à ses anciennes prétentions et qui reconnaissait

la force du nouveau précepte que, « les grands et les petits vivent de la faveur du souverain ». A cet égard le sort des princes Chouiski peut servir d'exemple. D'après le « Rodoslovetz », ils pouvaient être considérés comme les plus illustres des princes. Possédant un des plus grands et des plus anciens noms de Russie, les Chouiski étaient placés plus haut non seulement que tous les autres descendants de Rurik, mais même que les aînés de la race de Hédimine. Aussi les Polonais les reconnaissaient-ils « jure successionis hæreditariæ » pour les héritiers naturels du trône de Moscou, après l'extinction de la dynastie moscovite. Les Chouiski eux-mêmes avaient certainement conscience de leur primauté généalogique et, parlant de leurs ancêtres, disaient que parmi les princes ils étaient les « plus grands frères » et avaient l'habitude de s'asseoir aux « plus hautes places ». Mais au temps du Terrible ces « grands et anciens frères » servirent humblement dans l'opritchnina et sauvèrent leur existence par une obéissance absolue au despote. On peut même dire que les Chouiski furent les seuls parmi les descendants de Rurik les plus en vue, dont toutes les branches, non seulement ne furent pas annihilées, mais firent des progrès à l'époque de l'opritchnina. Il semblerait naturel que dans ces nouvelles conditions de vie et de service, les vieux souvenirs et les prétentions de souveraineté des Chouiski eussent dû s'éteindre. En réalité, à peine le Terrible fut-il mort et dès que s'alluma l'espoir d'un retour, à Moscou, au vieil ordre d'avant l'opritchnina, elles refleurirent de nouveau. Quelques autres kniajata des plus illustres qui avaient survécu à l'opritchnina pensaient de même. Courbés sous l'orage de l'opritchnina, avec sa fin ils rele-

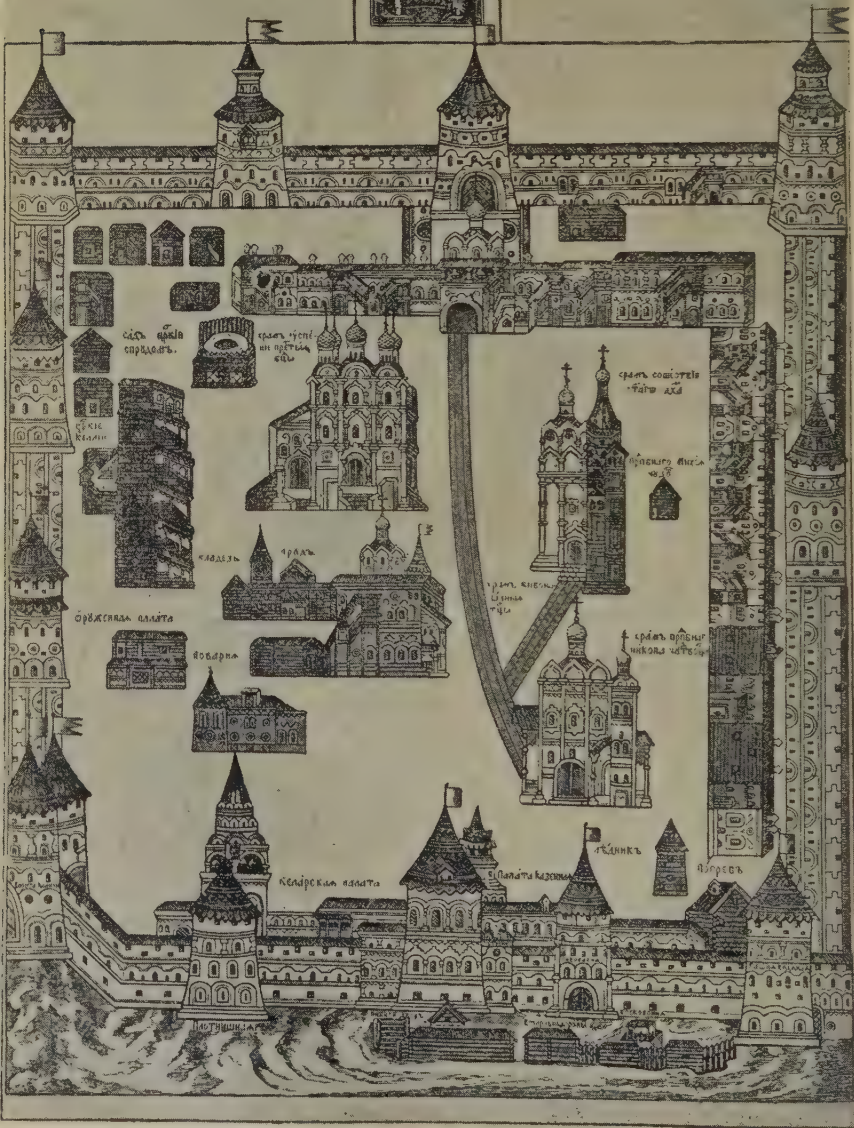


LE TSAR FEODOR IOANNOVITCH.

ОБНТІА СТЬІА ЖНЕОНАЧАЛНЫА Т҃ЦЫ



пріснѣнаго оца на́шего ѿгүмена Сѣргіа рѣ.



LE MONASTÈRE DE LA SAINTE-TRINITÉ.

vèrent la tête et se tinrent prêts avec les Chouiski à regagner leur éminence perdue à la cour du successeur d'Ivan le Terrible, le tsar Fédor. Mais, comme nous le verrons plus loin, les kniajata n'y réussirent pas. Les restes de la noblesse princière ne formaient plus une masse compacte, homogène et unie. Des alliances contractées pour être agréables au Terrible avaient fait pénétrer dans leurs familles des éléments non titrés; les hasards du service les faisaient quelquefois dépendre de gens moins « bien nés » qu'eux. Les kniajata s'étaient répartis en groupes et en familles de composition hétéroclite, qui fort souvent n'étaient pas d'accord entre eux. Les vieux idéals avaient encore gardé leur empire sur les esprits des chefs de ce milieu et les unissaient dans des aspirations communes, des intrigues et des entreprises d'usurpation d'influence et de pouvoir. Mais ces intrigues et ces complots n'étaient pas de grande envergure, n'allaient pas plus loin que le milieu des courtisans et avaient d'habitude le caractère de menues ruses. Ce n'est que la « samozvanstchina » (1), une vingtaine d'années après la mort d'Ivan le Terrible, qui poussa les kniajata dans la large arène des intrigues d'Etat.

C'est ainsi que les kniajata perdirent dans l'opritchnina leur ancienne force. Par ailleurs, à l'époque de l'opritchnina il s'était formé au palais de Moscou un nouveau milieu hostile aux traditions des kniajata, celui de la noblesse de cour. Les mariages d'Ivan le Terrible lui-même et de ses fils introduisaient dans la parenté du tsar des familles de boyards moscovites non titrés. Les uns après les

1. Imposture.

autres, apparurent au palais les Zakhariïne-Youriev, les Godounov, les Nagoï. Suivant le jeu de mots grossier d'un contemporain, leur « Dieu était en bonnet », c'est-à-dire que leur honneur était dans un « povoinik » (1) ou un « kokochnik » (1) de femme. A la suite d'une fille ou d'une sœur-tsarine s'introduisaient au palais son père ou ses frères. Le tsar, tout en poursuivant les kniajata, élevait à leur place les parents de sa femme et leur donnait les premiers emplois laissés vacants par la noblesse princière. Grâce à la faveur du tsar, les familles qui lui étaient apparentées s'établirent fort durablement dans le gouvernement et l'administration moscovites et y attirèrent à leur suite leur nombreuse parenté. C'est surtout les beaux-frères du tsar, les Zakhariïne-Youriev et les Godounov qui surent profiter de leur situation à la cour. Vers la fin du xvi^e siècle ces deux races se transformèrent en une grande nichée de parents tous unis autour de la famille la plus étroitement apparentée au tsar. Parmi les Zakhariïne primait la famille du beau-frère du tsar, Nikita Romanovitch Youriev, parmi les Godounov, la famille de Boris Fédorovitch Godounov, autre beau-frère du tsar. Autour des Youriev leurs « frères et grands amis » les princes Repnine, Chérémétiev, leurs « beaux-frères » les princes Tcherkasski, Sitski, Troékourov, Likov-Obolenski, Katirev-Rostovski, la famille des Karpov, Chestounov et beaucoup d'autres familles moins connues (Mikhalkov, Chestov, Jeliaboujski). Les Godounov étaient aussi fort nombreux et, de même que les Romanov-Youriev, formaient un groupe important (les Skouratov-Belski, Klech-

1. Coiffure de femme.

nine, etc.). Cette noblesse était fort éloignée des aspirations des kniajata, qui se souvenaient du temps des apanages et rêvaient d'un retour à l'ordre des choses d'avant l'opritchnina. C'est précisément, à l'époque de l'opritchnina et, peut-être, grâce à elle, qu'à la nouvelle cour particulière d'Ivan le Terrible, cette noblesse acquit sa primauté à la cour et dans le service. Que les membres de cette noblesse fussent des opritchnikis ou non, ils ne pouvaient s'indigner des nouvelles ordonnances d'Ivan le Terrible, comme le faisaient les kniajata. Qu'ils portassent ou non un titre de prince, ils étaient attirés dans un nouveau cercle d'intérêts, étaient soutenus par la faveur du prince et avaient cessé d'être des kniajata par leurs tendances et l'idéal de leur classe. Le retour à l'ordre d'avant l'opritchnina aurait été pour eux la perte de la situation qu'ils venaient d'acquérir à la cour.

Ainsi vers la fin du xvi^e siècle les rapports entre les différents groupes de boyards avaient essentiellement changé, comparés à ce qu'ils étaient au commencement de ce même siècle. Au lieu des anciens serviteurs des souverains, et des kniajata nouveaux venus, nous avons deux groupes de composition mixte. Tous les deux servent à Moscou depuis longtemps et tous les deux se sont passablement mêlés grâce à des alliances et à d'autres contacts de la vie quotidienne. En conséquence ils sont tous deux devenus de composition hétérogène et grâce à l'opritchnina leurs rapports de service et de présence se sont nivelés. Mais dans l'un de ces groupes vivait encore l'ancienne tendance, le ferment des apanages restait vivace et la haine de l'opritchnina ne s'était pas éteinte. Dans l'autre groupe la fidé-

lité à Moscou, au lieu où les attachait depuis longtemps le service, avait acquis le caractère de dévouement à la dynastie, à laquelle ses membres s'étaient apparentés et à laquelle les unissaient leurs intérêts de famille. Ici, au contraire, se faisait jour le désir de conserver l'opritchnina ou plutôt l'organisation du service et de la cour qui s'était formée au palais, comme suite de l'opritchnina et de la chute de la noblesse princière. Précisément l'opritchnina (ou la « cour », comme on s'était mis à l'appeler depuis 1572) était la question la plus aiguë d'où venaient les divergences et l'hostilité entre les groupes de boyards, et pour laquelle ils étaient prêts à entrer en lutte. L'issue de cette lutte, quelle qu'elle fût, devait résoudre une autre question tout aussi aiguë, celle de savoir auquel des deux groupes de boyards devrait appartenir la primauté à la cour et dans le gouvernement.

Telle était la situation à Moscou au moment de la mort d'Ivan le Terrible et pendant les premiers jours du règne de son successeur, le tsar Fédor Ivanovitch.

CHAPITRE V

LA FAMILLE DU TSAR APRÈS LA MORT D'IVAN LE TERRIBLE.
LES TROUBLES DE 1584. NIKITA ROMANOVITCH, BORIS
GODOUNOV ET LES STCHELKALOV. LA LUTTE DE BORIS
GODOUNOV AVEC LES PRINCES MSTISLAVSKI ET CHOUISKI;
LE TRIOMPHE DE BORIS.

Ivan le Terrible mourut le 18 mars 1584. Sa mort fut soudaine et inattendue pour son entourage. Il laissa deux fils : l'aîné, Fédor, issu de son premier mariage et le cadet, Dimitri, fils de sa septième femme. Il courait une rumeur, fort répandue, que l'aîné, Fédor, qui avait déjà 27 ans, était faible d'esprit : « A ce qu'on raconte, il a peu d'entendement », écrit de lui en avril 1584 Léon Sapieha (1), l'ambassadeur polonais-lithuanien. « Le tsar est un peu fou », disait le roi de Suède Jean, en parlant de Fédor dans un discours officiel en 1587 : « Les Russes dans leur langue l'appellent « dourak » (2) (thet ähr itt wap pa svenska). Le cadet, le « tsaré-vitch » Dimitri, naquit en 1582 de la septième femme

1. Plus tard Sapieha s'en rendit compte par lui-même ; en juillet de la même année il écrivait : « rationis vero vel parum, vel, ut ex aliorum sermone, diligentique etiam mea ipsius animadversione cognovi, prorsus nihil habet ».

2. Imbécile.

d'Ivan le Terrible, Maria Fédorovna Nagaïa. Quoique le tsar eût célébré, suivant l'usage, ses « noces » avec sa septième épouse, au point de vue canonique son alliance n'était pas légitime et la situation du dernier fils d'Ivan le Terrible pouvait paraître douteuse. Quoi qu'il en fût, des deux héritiers du Terrible, l'aîné seul, Fédor, avait des droits incontestables au trône; et tous les deux avaient besoin d'un tuteur, l'un comme mineur, l'autre comme faible d'esprit. On ne doutait pas à Moscou que le trône appartint à l'aîné. On s'empressa d'envoyer le cadet, Dimitri, avec ses parents, hors de Moscou dans un apanage, dans cette même ville d'Ouglitch, que le Terrible destinait encore en 1572, dans son testament, à son fils cadet (alors, Fédor). Il est curieux de noter qu'un diplomate fort clairvoyant, Léon Sapieha, arrivé à Moscou aussitôt après la mort d'Ivan le Terrible et qui était au courant de bien des choses, grâce à ses espions, ne mentionne jamais Dimitri dans ses lettres; évidemment le nom de Dimitri ne jouait alors aucun rôle dans la question de la succession au trône et le bannissement de Dimitri avec sa mère et ses parents n'était pas un événement marquant pour la population de Moscou. Les Nagoï avec leur tsarévitch avaient été tout simplement éloignés par mesure de précaution, car en général, Moscou, par prudence et par méfiance, avait coutume de prévenir, par diverses mesures, la possibilité de complications, à tous les moments importants de sa vie politique.

L'incapacité et la faiblesse d'esprit du tsar Fédor mettaient naturellement la question de la tutelle à l'ordre du jour. La rumeur disait qu'Ivan le Terrible avait lui-même désigné les boyards qui devaient être les

tuteurs de Fédor et « soutenir » l'Etat. Les contemporains nommaient d'une manière précise les plus notables boyards, appelés à l'honneur de gouverner l'Etat. Karamzine a cru à ces récits et créa l'opinion qu'au temps de Fédor une « pentarchie » de boyards, composée des princes I. F. Mstislavski et Chouiski, des boyards N. B. Youriev et B. F. Godounov et du favori d'Ivan le Terrible l'« aroujnitchi » B. I. Belski, s'occupait officiellement des affaires de l'Etat. A la suite de Karamzine d'autres historiens parlèrent aussi de la « pentarchie ». Mais l'étude approfondie des documents de l'époque ne permet pas de constater l'existence d'une « pentarchie » de ce genre. Près de Fédor s'étaient tout simplement rassemblés ses plus proches parents : son oncle maternel Nikita Romanovitch Youriev, son cousin issu de germain le prince Ivan Fédorovitch Mstislavski, avec son fils Fédor Ivanovitch, et son beau-frère Boris Fédorovitch Godounov. Etant apparenté à chacune de ces trois familles, le prince Ivan Petrovitch Chouiski avait aussi de l'influence au palais, et enfin l'ancien favori du tsar, Bogdan Yakovlevitch Belski, qui pendant les dernières années du règne précédent, avait joui de la faveur et de la confiance du tsar quoique n'ayant pas été fait boyard, s'efforçait de garder son ancienne position de favori du tsar. Ces personnages n'étaient pas tous pareillement liés entre eux. Il était évident que Belski était prêt à intriguer contre les autres, tandis que Godounov se tenait pour le moment au second plan, restant dans l'expectative.

Le 2 avril l'intrigue éclata... Après la réception de l'ambassadeur de Lithuanie Léon Sapieha, quand les boyards se furent dispersés chacun de son côté, à dîner, Belski, s'appuyant sur les « streltsi », ferma

le Kreml et tâcha de persuader au tsar Fédor de conserver « la cour et l'opritchnina » comme au temps de feu son père. Il croyait ainsi se réserver le premier rôle, comme ancien opritchnik, et éloigner du tsar les « boyards du zemstvo », les princes Mstislavski et Youriev. Les boyards apprirent aussitôt ce qui se passait au Kreml et y accoururent. Les streltsi de Belski refusèrent de les laisser entrer : il n'y eut que Mstislavski avec deux hommes de sa suite et Youriev tout seul qui y pénétrèrent, sans leur troupe ordinaire. Alors leurs gens poussèrent de grands cris, craignant que Belski ne tuât leurs maîtres; les streltsi se mirent à les battre. Au bruit accourut la populace : c'était près des murs du Kreml, sur la place Rouge, où il y avait toujours foule près des boutiques. La foule se rua sur le Kreml, les streltsi tirèrent et, d'après les dires de Sapieha, une vingtaine d'hommes furent tués. Une véritable émeute éclata : le peuple voulut prendre le Kreml d'assaut. A la populace se joignirent des militaires, des gentilshommes d'autres villes; on se procura un grand canon, (le « canon-tsar », dit l'annaliste) à l'aide duquel on voulut briser la porte Spasski. Mais l'assaut du Kreml fut prévenu de l'intérieur. Les boyards du zemstvo surent se rendre maîtres de Belski au palais et délivrer le tsar Fédor de ses suggestions. Ils sortirent du Kreml, se montrèrent au peuple sur la place et lui demandèrent la cause de l'émeute. La foule exigeait qu'on lui livrât Belski qui voulait « exterminer la souche du tsar et les familles des boyards ». L'irritation contre l'intrigant était si forte, qu'il fut facile aux boyards de se défaire de Belski. Ils ne le livrèrent pas au peuple, mais résolurent de l'exiler à Nijni-Novgorod,

ce qu'ils annoncèrent au peuple au nom du tsar. Moscou se calma et Belski disparut pour longtemps. Le bruit courait qu'il avait voulu conserver l'opritchnina non pas pour lui, mais « pour assurer, sous le règne de Fédor, la succession à son conseiller ». Quelques-uns voyaient dans ce « conseiller » Boris Godounov. Mais en 1584 il était encore trop tôt pour Boris de chercher à « s'assurer un règne ». Toute l'affaire Belski se consumma sans la participation de Boris Godounov, et en fin de compte il n'y gagna et n'y perdit rien. Les aînés des boyards y gagnèrent; l'opritchnina disparut avec Belski officiellement du palais et de la cour. A la tête des affaires se trouva Nikita Romanovitch qui était reconnu par tout le monde comme le tuteur de son neveu, le tsar Fédor, et en même temps comme le chef du gouvernement.

Nikita Romanovitch Youriev était vieux; au mois d'août 1584 il tomba gravement malade (selon toute vraisemblance, il eut une attaque d'apoplexie) et s'effaça de l'arène politique. Il devint clair sur l'heure que sa place, celle de tuteur du tsar et régent de l'Etat, passerait au beau-frère du tsar, Boris Godounov. Cela ne semblait pas aussi évident au premier coup d'œil : à la tête de la liste des boyards se trouvait le vieux prince I. F. Mstislavski et non pas Godounov. Outre son ancienneté de service, il avait, ainsi que Boris, l'avantage, précieux en ce temps, d'être apparenté à la famille du tsar. Il est vrai qu'il n'était pas proche parent (I. F. Mstislavski était le fils du cousin d'Ivan le Terrible, c'est-à-dire le petit-fils de la sœur du grand-duc Vassili III), mais cette parenté était ancienne et, partant, plus précieuse. Malgré cela Godounov eut le pas sur Mstislavski, car la maladie de Nikita Romanovitch

mit à jour le rapprochement qui existait entre les Youriev et les Godounov et qui indiquait une certaine entente entre ces boyards, une alliance ou une liaison de leurs familles. Le terrain de cette entente était clair : les deux familles appartenaient à la même formation de noblesse de cour moscovite, elles étaient soutenues par la faveur d'Ivan le Terrible et la parenté avec Fédor; toutes les deux avaient les mêmes intérêts à la cour et les mêmes ennemis et envieux. Leur alliance était naturelle; et non seulement elle existait, mais elle était consciente et avait été consolidée formellement. Les contemporains savaient que Nikita Romanovitch avait « confié à Boris la garde de ses enfants ». Ces « enfants » étaient encore jeunes et avaient besoin de soutien et de guide dans la carrière difficile de la cour et le vieillard malade les confiait au même boyard auquel il transmettait la tutelle du tsar. A son tour, Boris « jura un serment solennel de les traiter comme ses frères et appuis dans les affaires du gouvernement. » C'est ainsi que surgit « l'alliance d'amitié par testament » entre les familles les plus en vue de la noblesse de cour qui ne voulaient pas laisser échapper de leurs mains la faveur et le pouvoir. Ils étaient en état de défendre eux-mêmes leur position à la cour et deux des hommes d'affaires les plus en vue du temps, secrétaires de la Douma (1), les frères André et Vassili Stchelkalov, les aidèrent à se familiariser avec les affaires d'Etat et à s'établir fermement dans le gouvernement. L'aîné des deux, André Yacovlévitch, était étroitement lié avec Nikita Romanovitch, avec lequel il avait servi le Terrible pendant

1. Conseil des boyards.

de nombreuses années; il se lia ensuite avec Godounov. Il y a lieu de croire qu'il fut pour Boris un « maître et précepteur », il sut lui montrer : « comment passer de bas en haut et de petit devenir grand et arriver à une situation élevée » (paroles de Iv. Timoféev). il existait entre Godounov et les Stchelkalov, disait-on, « un serment juré sur la croix de rechercher, de concert, à eux trois, la suprématie dans le gouvernement », suivant l'expression d'un contemporain. De sorte que vers l'époque de la maladie de Nikita Romanovitch, il s'était formé à Moscou une forte alliance de gens versés dans les affaires qui dirigèrent leurs attaques contre la noblesse de race au profit de certaines familles de la parenté du tsar.

La transmission du pouvoir de N. R. Youriev à Boris Godounov fut, à ce qu'il paraît, mal reçue par les boyards plus illustres et mena à des « brouilles et à des différends » entre boyards. D'après le récit de l'annaliste, les boyards se partagèrent en deux camps : d'un côté Godounov avec ses « oncles et frères », de l'autre, le prince F. I. Mstislavski. Du côté de Godounov se rangèrent d'autres boyards, des commis et conseillers et beaucoup d'hommes de service, du côté du prince Mstislavski étaient les princes Chouiski et Vorotinski, les Golovine, les Kolitchev et quelques-uns des hommes de service, ainsi que la populace de Moscou. La lutte pour l'influence et les situations à la cour s'engagea et Godounov, d'après les annales, « prit le dessus ». Aux temps d'Ivan le Terrible du sang aurait été versé, à cette époque le conflit se résolut plus paisiblement. Les Golovine furent les premiers à en pâtir : vers la fin de 1584 ils furent privés de leurs charges de

trésoriers et l'un d'eux s'enfuit en Lithuanie. Ensuite l'aîné des Mstislavski, Ivan Fédorovitch, en service au palais depuis 1541, fut banni au monastère de Kirilov où il dut prendre l'habit(1). Un passage obscur des annales laisse entrevoir que d'autres rivaux de Boris Godounov furent exilés dans des villes lointaines et quelques-uns furent même jetés en prison. Mais il est évident que ces « persécutions » n'étaient pas nombreuses; outre celles qui ont été déjà mentionnées, les annales ne nomment aucune victime de Godounov, bannie ou empoisonnée; on voit, d'après les documents, qu'après la prise d'habit du vieux Mstislavski, son fils, le prince Fédor Ivanovitch hérita de sa primauté dans la liste des boyards et que même la famille du principal ennemi de Boris Godounov n'eut pas à souffrir de lui.

Le bannissement du vieux Mstislavski coïncida avec la mort de Nikita Romanovitch Youriev (printemps de 1585). A la tête des boyards étaient d'un côté Boris Godounov, de l'autre les princes Chouiski, qui se trouvèrent au premier plan après l'éloignement de Mstislavski.

Les Chouiski voulurent continuer la lutte avec le favori et se mirent à l'œuvre avec précaution et d'une manière si rusée et si compliquée, qu'il est difficile de débrouiller leurs desseins. Ils entraînèrent dans leur intrigue les bas-fonds de la société : « Ils se mirent à faire de la trahison (ainsi s'exprime un communiqué du gouvernement) et à tramer toutes

1. Il existe une légende consignée en 7093 (1585) par un annaliste (dans le livre dit de Latoukhine) suivant laquelle, poussé par les boyards, Mstislavski aurait conçu le plan de donner un festin, où Boris Godounov invité devait être tué, mais Godounov, prévenu, se montra prudent et resta sain et sauf.

sortes de vilénies avec les hommes de la rue. » Les Chouiski excitèrent contre Godounov la populace moscovite. Dans la première moitié de 1587 éclatèrent à Moscou des troubles dirigés contre l'hégémonie des Godounov : « Ils étaient assiégés au Kreml et y placèrent une nombreuse garde. » Quand ils vinrent à bout de la foule et eurent fait lever le siège, une enquête commença qui désigna comme principaux coupables les princes André Ivanovitch et Ivan Petrovitch Chouiski. La disgrâce du tsar les frappa : ils furent exilés, leurs biens confisqués. Le bruit courut qu'en exil les gardiens des Chouiski hâtèrent leur fin. Les amis des Chouiski, les Koltichev, Tatev et autres furent également bannis. Leurs « gens » (serviteurs) et les « hommes de la rue » furent mis à la torture et six ou sept d'entre eux furent même exécutés, « ils eurent la tête tranchée ». Pour le même délit la justice de Moscou châtiât le boyard par l'exil et le « paysan-voleur » par la mort. Pas un des contemporains n'explique au juste en quoi consistait le crime de ceux qui furent bannis et subirent la torture. On ne peut que supposer que la « rue » avait tenté de présenter une « supplique » de tout le peuple contenant ce qui lui avait été soufflé par les boyards hostiles à Godounov et ce que l'archevêque Dionissi, de concert avec les boyards, s'était risqué à demander. On priait le tsar « d'accorder une faveur à toute la terre sur laquelle il régnait : de convoler en secondes noces et de faire prendre le voile à la tsarine Irène Fédorovna ; ce mariage devant être conclu dans l'intérêt de la race du tsar. »

Le tsar n'avait pas d'enfant, mais il avait un frère, Dimitri ; cela ne semblait pas leur être venu à l'es-

prit : on craignait la fin de la dynastie et on croyait échapper à ce malheur en éloignant la tsarine stérile. Le souci de la continuation de la dynastie était certes loyal et bien vu; mais il n'était pas inspiré aux Chouiski et à leurs amis par le seul amour de la dynastie et de l'Etat, mais plutôt par l'espoir que l'éloignement de la tsarine contribuerait à la chute de son frère Boris, haï des suppliants. Le calcul était subtil, mais il se trouva être assez mal fondé. Les suppliants s'étaient trompés : si Irène avait été réellement stérile, leur supplique aurait eu un sens; mais la tsarine avait eu plusieurs fausses couches et elle finit par mettre au monde une fille, Théodosie (1592). C'est pourquoi les projets de divorce étaient prématurés et manquaient de tact, et l'ingérence de la populace dans une question si intime pouvait paraître insolente, voire criminelle.

Soucieux de la bienséance et de la dignité du pouvoir, Boris Godounov pouvait affirmer que les Chouiski « s'étaient mis à trahir leur souverain et inciter à toutes sortes de vilenies les hommes de la rue... et les hommes de la rue, croyant à la grâce du souverain, se sont ameutés, se sont immiscés dans ce qui ne les regardait pas et se sont joints à la canaille ». L'archevêque Dionissi qui avait soutenu par sa participation la supplique se trouva dans une fausse situation, dut quitter son archevêché et se retirer dans un monastère pour « s'être joint à la canaille ».

C'est ainsi que les conflits avec les représentants les plus en vue de la noblesse, se terminèrent par le triomphe complet de Boris Godounov, et si bien que Boris avait l'air non pas d'un agresseur, mais d'un homme qui ne fait que se défendre. Ce n'était

pas lui qui avait mené l'intrigue; suivant les annales, il ne fit que l'emporter sur ceux qui l'attaquaient. Il était le tuteur du tsar et « soutenait » sa puissance; et les boyards « luttèrent contre lui et ne se soumettaient en rien ». Les poursuites contre les boyards semblaient le châtement de l'opposition au pouvoir légal et d'un attentat dirigé contre la vie de famille du tsar. Ces poursuites ne ressemblaient pas aux cruautés du Terrible. On n'exterminait pas les boyards (au moins ouvertement); ils étaient bannis, ou exécutés après enquête faite et après jugement. On pouvait haïr Boris Godounov et le calomnier, mais on ne pouvait le comparer à Ivan le Terrible ni l'appeler tyran et despote. Les procédés du pouvoir avaient changé et ce n'est pas sans raison que le gouvernement soulignait que les paysans s'étaient « ameutés dans l'espoir d'être graciés par le tsar ».

CHAPITRE VI

BORIS GODOUNOV, RÉGENT DE L'ÉTAT. SON TITRE, SES DROITS ET L'AMBIANCE.

Après la mort de N. R. Youriev, le bannissement de Mstislavski et la disgrâce de Chouiski vers l'été de 1587, il n'y avait plus personne à Moscou qui eût pu rivaliser avec Boris Godounov. Les enfants de Youriev, connus à Moscou sous le patronymique de « Nikititch » et Romanov étaient pour le moment sous la tutelle de Godounov. Mstislavski cadet n'avait pas d'influence personnelle. Le reste des boyards ne tentait même pas de contester la suprématie de Boris Godounov. Boris triomphait et prit ses mesures pour fixer et légaliser sa situation au pouvoir sous un tsar incapable. Ces mesures sont fort habiles et intéressantes.

Officiellement le tsar Fédor Ivanovitch n'était pas, évidemment, traité comme l'avait traité un jour le roi de Suède, en employant une expression moscovite populaire. On ne parlait pas du manque de capacités et de la pauvreté d'esprit de Fédor. On insistait sur la grande piété et la dévotion du tsar : « fort pieux et gracieux envers tout le monde, doux, sans malice, miséricordieux, aimant les pauvres et hospitalier. » La dévotion de Fédor était connue de tous. On en concluait, premièrement, que Fédor

plaisait à Dieu par sa piété et attirait la faveur du Seigneur sur son empire; Dieu lui avait donné un règne calme et heureux : « le doux tsar règne mieux avec ses prières qu'avec de l'esprit. » En second lieu : étant bienfaisant pour son peuple comme un saint, Fédor ne trouvait pas nécessaire de gouverner par lui-même; il fuyait les « tribulations du monde », s'éloignait des vanités et plein d'aspirations vers Dieu, avait confié le soin des affaires à Godounov. Chez le tsar Fédor « les actes secrets d'un moine étaient couverts du diadème »; en lui « le moine et le tsar étaient alliés ensemble sans division aucune, s'ornant l'un l'autre ». Le tsar, religieux et rien d'autre, « s'exténuant toute sa vie en exploits d'ascétisme » ne pouvait pas se passer de régent. Avec un pareil tsar la régence de Godounov devenait acceptable : il n'était pas le simple tuteur d'un faible d'esprit, mais l'homme de confiance et, en qualité de parent, l'exécuteur de la volonté du monarque, éclairée par la grâce de Dieu. On parlait souvent à Moscou, certainement par ordre du régent lui-même, de la confiance particulière et de l'amitié que le tsar témoignait à Boris Godounov. Déjà en 1585 un diplomate moscovite parlant officiellement à l'étranger, en Pologne, disait de Boris Godounov : « C'est un grand homme, boyard et écuyer, il est le beau-frère de notre tsar, et frère de notre souveraine; Dieu l'a doué d'un grand entendement et il est plein de sollicitude pour notre terre. » « Le grand homme » était aussi représenté aux Anglais comme « l'ami et le parent » du tsar et « régent de l'empire » (lieutenant of the empire) encore en 1586, longtemps avant l'époque où furent accordés à Boris Godounov les droits officiels de régent dans les relations inter-

nationales. Se basant sur les rapports qui leur parvenaient de Moscou, les gouvernements étrangers avaient accoutumé de s'adresser à Godounov, comme au parent du souverain moscovite, partageant avec lui le pouvoir. C'est ainsi que Boris Godounov s'évertuait à créer l'impression qu'il appartenait à la dynastie et qu'il participait naturellement au pouvoir du souverain très pieux.

La situation exceptionnelle de Boris Godounov dans le gouvernement, reconnue de tout le monde, devait encore recevoir une sanction extérieure et officielle. Certains contemporains étrangers (Bussow et Petreius) écrivirent que « paraît-il, le tsar Fédor fatigué de gouverner, permit aux boyards de lui élire un aide et remplaçant ». Le choix tomba sur Godounov. Alors en présence des grands dignitaires, après avoir accompli certaines cérémonies, Fédor ôta de son cou une chaîne en or et, la passant au cou de Boris Godounov, lui dit « qu'avec cette chaîne il se défaisait du poids du gouvernement, qu'il transmettait à Boris, ne conservant que la décision des affaires les plus importantes. » Il voulait rester tsar (« ich will Kayser seyn ») et Godounov devait devenir régent de l'empire (Gubernator der Roussischen Monarchiæ). Déjà M. N. Karamzine n'avait pas eu grande confiance en ce récit : il était trop peu conforme aux coutumes moscovites. Il est en effet fort douteux que Boris Godounov ait eu besoin d'une pareille cérémonie d'élection par les boyards et d'investiture par le tsar : elle n'aurait fait qu'irriter les boyards envieux. Godounov arrivait à ses fins par d'autres moyens.

En premier lieu, il s'appropriä par faveur du tsar un titre exceptionnellement pompeux et significatif.

S'agrandissant progressivement ce titre reçut la forme suivante : « Beau-frère du grand souverain et régent, homme de service et écuyer, boyard, chef militaire de la cour et soutien des grands empires de Kazan et d'Astrakhan. » L'importance de ce titre fut expliquée en ces termes par le prince Zvenigorodski, ambassadeur en Perse : « Boris Fédorovitch n'est sur le pied de personne d'autre... notre grand souverain... a à son service bien des tsars et des tsarévitch et des fils de roi, et des fils de souverains, mais chaque tsar et tsarévitch et fils de roi demande à notre souverain faveur et appui, et Boris Fédorovitch, suivant leurs suppliques, sollicite le souverain pour eux tous et leur vient en aide à tous. » L'hyperbole démesurée de cette déclaration avait pour but de bien expliquer la « régence » de Godounov et sa supériorité sur tous les serviteurs titrés du souverain moscovite.

Ensuite Boris Godounov parvint à obtenir du Conseil des Boyards (Douma), par quelques « arrêts » donnés en présence du tsar lui-même, qu'il lui fût conféré le droit officiel de communiquer avec les gouvernements étrangers en qualité de suprême représentant du gouvernement. Ce droit fut octroyé dans les termes suivants : « Il sied à l'écuyer et boyard Boris Fédorovitch Godounov d'écrire des épîtres dès ce jour et à l'avenir pour l'honneur et l'exaltation du nom du tsar; et que l'écuyer du souverain et son proche boyard, Boris Fédorovitch Godounov, se mette en relations avec les grands souverains. » Depuis lors (1588-1599) par mesure générale la correspondance diplomatique fut rédigée par la Chancellerie Diplomatique (Posolski Prikaz) au nom de Boris Godounov, elle devait être « portée

sur les registres séparément et dans les registres des ambassades sous les décrets du souverain ». En sa qualité de régent, Boris débute dans l'arène internationale et sortit ainsi de l'ornière suivie par les hommes de service moscovites, s'élevant au-dessus d'eux comme suprême dirigeant de la politique de Moscou. La manière dont était consignée dans les registres des ambassades la participation de Godounov aux pourparlers diplomatiques tendait évidemment à magnifier l'importance du « régent ». Voici comment, par exemple, l'ambassadeur de l'empereur sollicite Boris Godounov, d'après un exposé officiel moscovite, de l'aider contre les Turcs : « Et l'ambassadeur disait et suppliait Boris Fédorovitch : Sa Majesté Impériale a ordonné de supplier Votre Grâce, Boris Fédorovitch, beau-frère de Sa Majesté le grand souverain, tsar et grand-duc Fédor Ivanovitch, autocrate de toute la Russie, en plaçant en Votre Majesté tout son espoir, de bien vouloir intercéder devant Sa Majesté le tsar, en faveur de Sa Majesté son frère, le César, pour qu'il ne repousse pas sa demande et lui vienne en aide contre l'ennemi de la chrétienté le tsar turc. » Godounov donna une réponse simple et bienveillante à cette humble supplique de l'empereur : « Je ferai mon rapport à Sa Majesté des affaires dont vous avez parlé avec moi et je vous donnerai une réponse en temps et lieu. » Que Boris se soit expliqué de la sorte avec l'ambassade ou qu'il ne l'ait pas fait importe peu : la relation officielle faisait de Godounov, entre les deux Majestés, le tsar et l'empereur, une troisième Majesté : le régent de l'Empire qui gouvernait au nom du grand souverain.

En troisième lieu, Boris Godounov avait créé pour

ses réceptions officielles au palais du tsar, ainsi que dans sa propre « cour », un cérémonial combiné avec soin, dont les détails avaient pour but, de même que les textes officiels, de conférer à la personne de Godounov l'importance non pas d'un simple serviteur du tsar, mais d'un co-régent de Sa Majesté. Au palais, pendant les réceptions des ambassadeurs, Godounov jouait un rôle tout à fait à part; il se tenait près du trône, plus haut que les « ryndi » (1), pendant que les boyards étaient assis beaucoup plus bas sur des banquettes. Pendant les dernières années du règne de Fédor, Godounov tenait en main « une pomme d'or, symbole du rang du tsar », — ce qui était un signe visible de son « gouvernement souverain ». Quand aux festins officiels on buvait « les coupes des souverains », après les toasts en l'honneur du tsar et des autres souverains, suivait un toast en l'honneur de Boris Godounov; « on buvait la coupe du serviteur et écuyer, boyard Boris Fédorovitch ». Les ambassadeurs étrangers qui venaient à Moscou, après avoir été présentés au souverain, étaient présentés à Godounov en grande pompe. Boris Godounov avait sa cour et son entourage. La cérémonie de la réception des ambassadeurs à la cour de Boris, de leur présentation, de leur congé et ensuite des festins qu'on leur offrait — était la copie exacte des réceptions du tsar. Les ambassadeurs « étaient introduits » par ses gens : le « dvo-retski » (2) les accueillait sur l'escalier, ils étaient introduits dans la salle par le « trésorier », des boyards y étaient assis, comme chez le tsar. Les boyards de Boris Godounov étaient des hommes

1. Gardes du tsar.

2. Majordome.

d'élite, portant des habits d'apparat de brocart doré et des chaînes en or. Des rangées d'hommes s'alignaient de la porte, « le long de toute la cour, du perron, de l'antichambre et de la première pièce ». Les ambassadeurs offraient à Boris Godounov des présents et le traitaient de « Seigneur sérénissime » et de « très sereine Majesté ». On laissait entendre de toutes les manières aux ambassadeurs que Boris Godounov était le vrai représentant du pouvoir à Moscou et que tout se faisait « par ordre du grand souverain et par ordre du beau-frère du souverain ». Après la réception dans son palais, Boris Godounov fêtait les ambassadeurs dans leurs appartements, ainsi que le faisait le tsar, et ces festins ne le cédaient ni en abondance, ni en splendeur à ceux du tsar : par exemple, « Boris Fédorovitch a envoyé à l'ambassadeur de l'Empereur son gentilhomme Mikhaïl Kossov, portant à manger et à boire; le manger sur treize plats et la boisson en huit coupes et en huit « gobelets ». Si à cette énumération des distinctions de Boris Godounov nous ajoutons que pendant sa régence une grande fortune personnelle s'était accumulée entre ses mains, nous compléterons par ce détail la description de sa position. Les Anglais qui habitaient Moscou au temps de Boris Godounov étaient grandement impressionnés par sa richesse. Fletcher, observateur impartial et sensé, indique comme chiffre exact (mais malheureusement impossible à vérifier d'après les documents) des revenus annuels de Godounov, une « somme de 93.700 roubles et plus ». En indiquant les différentes sommes qui composent ce total, Fletcher le dépasse lui-même et en additionnant les différentes sources de revenus, en tout on obtient jusqu'à 104.500 roubles. Dans ce

compte sont compris les revenus de Godounov de ses patrimoines (de Viazma et Dorogobouge) et de ses propriétés dans différents districts; les revenus de la province de Vaga, de Riazan et de Severa, de Tver et de Torjok; des redevances en argent de la rivière Moskva; son traitement d'écuyer et enfin la « pension » du tsar. De tous les autres seigneurs de Moscou le seul qui approchât de Boris Godounov par le chiffre de ses revenus était un de ses beaux-frères, le prince Glinski, qui, d'après les calculs de Fletcher, recevait jusqu'à 40.000 roubles par an; les autres seigneurs étaient, paraît-il, beaucoup moins riches. Horsey, un autre Anglais très au courant des affaires russes du temps de Boris Godounov, est encore plus hyperbolique que Fletcher dans sa supputation des richesses de Godounov : d'après ses calculs les revenus de Boris s'élevaient à 185.000 livres (il s'agit peut-être de roubles). « Boris Fédorovitch et sa maison, dit Horsey, jouissaient d'un pouvoir et d'une puissance si grands qu'ils auraient pu dans une quarantaine de jours fournir 100.000 hommes bien équipés. »

Que ces déclarations soient exagérées ou non, elles témoignent que Boris Godounov avait concentré entre ses mains tout ce qui était indispensable pour sa suprématie politique : la faveur et l'influence à la cour, la prépondérance dans le gouvernement et une fortune immense pour l'époque. Entre 1588 et 1589 la souveraineté de Boris Godounov fut légalisée et consolidée. Il était impossible de lutter avec lui; il n'y avait pas de moyens légaux pour cette lutte et personne n'en avait la force. « Dès ce temps (dit K. N. Bestoujev-Rumine) la politique moscovite fut la politique de Boris Godounov. »

CHAPITRE VII

LES APTITUDES DE BORIS GODOUNOV POUR LE GOUVERNEMENT. L'OPINION DES CONTEMPORAINS. SES QUALITÉS PERSONNELLES.

Si le pouvoir et la domination de Godounov avaient été basés seulement sur l'intrigue, la complaisance et l'habileté de courtisan, sa position dans le gouvernement n'aurait pu être si solide et si permanente. Mais il n'y a pas de doute que Boris Godounov était doué d'une grande intelligence et surpassait tous ses rivaux par ses qualités et son talent d'administrateur. Les opinions des contemporains sur les qualités personnelles de Boris Godounov sont unanimes dans leur appréciation de ses dons exceptionnels. Ivan Timoféïev décrit avec le plus de relief la puissance de l'intelligence de Godounov : il trouve qu'il y avait à Moscou des administrateurs sagaces, mais que leur sagacité n'était qu'une « ombre » de l'intelligence de Boris Godounov, il dit que la supériorité de Boris était reconnue de tout le monde. Un autre de ses contemporains qui a laissé une *Courte histoire des tsars de Moscou* est non moins élogieux ; il dit : « Le tsar Boris est florissant de magnificence et dépasse bien des gens par sa beau-

té... un homme tout à fait étonnant, d'un esprit supérieur et fort éloquent, pieux et plein de pitié envers les pauvres et rompu aux affaires. » L'opinion des étrangers coïncide avec celle des Moscovites. Bussow, par exemple, affirme que de l'avis de tous, personne n'avait plus d'entendement ni de sagesse que Boris (« dem keiner im ganzen Lande an Weissheit und Verstande gleich wäre). Le Hollandais Massa, en général hostile à Boris, reconnaît tout de même ses capacités : Godounov aurait eu une mémoire étonnante, et quoique, paraît-il, il ne sût ni lire, ni écrire, il savait toute chose mieux que les lettrés. Massa pense que si tout avait marché selon le désir de Godounov, il aurait accompli bien des œuvres remarquables. Bref, les contemporains voyaient en Boris Godounov un être supérieur, digne du pouvoir qui lui avait été conféré et qui en usait sagement : « comme un géant bienfaisant il se vêtait de la sagesse de ce monde (selon l'expression du prince I. A. Khvorostinine) et recueillit gloire et honneur des rois. » Quoiqu'on crût généralement qu'il était illettré, il était fort éclairé pour un homme de son temps. Ceux qui le croyaient illettré se trompaient tout simplement : on a conservé plusieurs signatures de Boris Godounov au bas de diverses chartes(1). Les contemporains voulaient sans doute dire non pas qu'il était illettré, mais qu'il n'était pas du tout érudit : « Dans sa jeunesse il n'avait jamais eu connaissance de la grammaire, pas même des simples lettres, dit Timoféiev : et prodige ! il fut le premier despote illettré en Russie.

1. On peut voir leur facsimilé dans les *Lectures de la Société Moscovite d'Histoire Générale et Antiquités de la Russie*, année 1897, livre I.

Et prodige! répète-t-il ailleurs, qu'un tsar pareil fût le premier à ne pas être liseur de livres! » Abraham Palitzine confirme ce fait, lorsqu'il écrit que « Boris, quoique plein de sagesse dans les affaires du gouvernement, n'avait pas l'habitude des écritures saintes. » Quoique Boris Godounov ne fût pas un lettré, dans les affaires de l'administration de l'empire, comme force active, homme politique et administrateur il n'était ni ignorant, ni peu cultivé. Tout au contraire, il y a lieu de croire qu'il avait une largeur de vues étonnante pour l'époque et que non seulement il saisissait les problèmes et les intérêts de l'empire avec pénétration et d'une manière complète, dans l'esprit des anciennes traditions moscovites, mais qu'il était aussi partisan du progrès et des innovations inspirées par l'exemple de l'Occident. Boris Godounov étonnait aussi ses contemporains par son humanité et sa bonté si inattendues et si insolites après les habitudes tyranniques et la cruauté sauvage d'Ivan le Terrible. Par la bouche de ses agents, le régent se vantait lui-même officiellement que partout il établissait l'ordre et la justice, que « l'ordre sur son territoire était tel, que jamais il n'y avait eu un ordre semblable, aucun puissant n'offensait qui que ce soit, pas même le plus misérable petit orphelin. » « Excellent organisateur », suivant un contemporain, Boris Godounov, non seulement voulait se donner l'air d'avoir, mais avait en réalité une « âme sereine » et « amie des pauvres » et se souciait beaucoup des pauvres et des humbles. Même ceux de ses contemporains qui n'étaient pas ses admirateurs fervents, ne laissent pas de le constater. Timoféïev compose tout un panégyrique en l'honneur de Boris Godounov; en simplifiant un peu

son style, trop recherché, voici comment on peut en rendre le sens : « Boris Godounov faisait des dons sans relâche à ceux qui le sollicitaient, d'une bienveillance attentive envers le peuple, quand il lui présentait des suppliques, toujours doux dans ses réponses; prompt à venger les faibles et les veuves qu'on avait offensés; infatigable dans le gouvernement de l'empire; aimant à exercer la justice sans s'attendre à une récompense; destructeur sévère de tout mal; sous son règne toutes les personnes respectables vivaient doucement et tranquillement; ceux qui faisaient violence aux faibles étaient dûment punis, excepté ceux dont les méfaits n'arrivaient pas à ses oreilles; délivrant de force les offensés des mains des grands, s'efforçant d'éliminer le vice abominable d'ivrognerie en le châtiant; de plus sévère et inexorable pour l'exaction qui lui était odieuse; exterminateur inexorable de tout mal, et toujours récompensant le bien. » Une certaine lourdeur d'expression et un penchant à la tautologie ne peuvent, certes, pas priver de sa force cette étonnante peinture de caractère; elle fait surgir devant le lecteur l'image idéale d'un régent désintéressé, bon, juste et vigilant. Tel était, d'après Timoféiev, Boris Godounov jusqu'au jour où s'éveilla en lui « la passion du pouvoir ». L'auteur du *Chronographe* dit « de la seconde version » égale Timoféiev dans ses louanges de Godounov : selon lui Boris « haïssait fort la concussion, il se donnait toute la peine du monde pour exterminer dans son Etat le brigandage, le vol et toute espèce de fourberie, mais ceci était impossible; il avait l'âme naturellement sereine et gracieuse et, en plus, aimait fort les pauvres; il donnait généreusement à tout le

monde et fleurissait comme le dattier des fleurs de la vertu. » Abraham Palitzine est moins enclin à le louer; mais on trouve chez lui également des paroles éloquentes : « Le tsar Boris était fort pieux et prenait beaucoup de soin pour accomplir tout ce qui était nécessaire au bien de l'empire; il pensait beaucoup aux pauvres et aux indigents et grande était sa miséricorde pour ceux-ci, il exterminait sévèrement les méchants; et grâce à de pareils soucis pour son peuple, il était aimé de tous. » On a gardé le souvenir d'une curieuse habitude de Boris Godounov. Toujours accueillant et doux dans ses rapports avec les hommes, il était prompt dans ses promesses de secours et d'appui. A ces moments souvent il portait la main au col brodé de perles de sa chemise en disant qu'il était prêt à partager même cette chemise avec ceux qui étaient dans le besoin et le malheur. Ce geste habituel a été noté par beaucoup de ses contemporains. Des Allemands qui avaient vu Boris Godounov en personne le mentionnent (K. Bussow — « grif mit den Fingern an seinen perlen Hals-Band und sprach : sollten wir auch denselben mit euch theilen », et l'ambassadeur de l'empereur, Warkotsch : ...« aber ihm mit Geld und Schätzen zu helfen, wäre er jederzeit bereit, biss aufm Rockh vom Rockh auf's hemmet und von dannen biss auf die Gorgl »). Le geste de Boris Godounov déplut à un témoin oculaire : Abraham Palitzine décrivant le couronnement de Boris Godounov, dit que celui-ci, debout devant le patriarche Job, sous la main étendue en bénédiction de celui-ci, proclama à haute voix, on ne sait pas pourquoi : « Mon père, grand patriarche Job, Dieu m'est témoin : personne dans mon empire ne sera

mendiant, ni pauvre! » et secouant le haut de sa chemise : « et cette chemise, dit-il, je la partagerai avec tous. » Ces paroles parurent trop « hautes » c'est-à-dire pleines de présomption à Abraham Palitzine, et même sacrilèges, et il blâme ceux auxquels elles avaient plu. Mais elles avaient évidemment plu et produit une impression sur tous ceux qui assistaient à la cérémonie : « Tout le monde, écrit Palitzine, était satisfait de ces paroles et flatte celui qui les avait prononcées. »

Tel était le régent « vigilant » de l'empire moscovite. Issu de l'ancienne noblesse de Moscou, il n'avait pas fait son chemin grâce à « son ancienne race », mais par faveur de cour, en devenant le beau-frère du tsar. Le cours des événements et les relations du palais devaient inévitablement l'amener à faire face aux boyards-kniajata et c'est précisément dans leurs familles qu'il rencontra l'opposition la plus active aux premiers pas de sa carrière politique; c'est avec les familles princières des Mstislavski et des Chouiski qu'il dut nécessairement lutter pour le pouvoir. La même suite d'événements rapprocha Boris Godounov de la famille de Nikita Romanovitch et après la mort de celui-ci, plaça Godounov à la tête du cercle entier de la noblesse de palais, car Boris ayant reçu « en charge » les enfants de Nikita Romanovitch et se trouvant aussi placé à la tête de tous les Godounov, était en réalité le protecteur de toute la parenté du tsar et représentait les intérêts du cercle de cour qui s'était formé autour d'Ivan le Terrible à la place de l'ancienne noblesse, que le Terrible avait dispersée. La victoire remportée par Boris Godounov sur les princes Mstislavski, Chouiski et autres, fut durable, car Godounov se trouva être

un homme politique de talent, il consolida sa position dans le gouvernement non seulement par intrigue et faveur, mais par de sages efforts d'administration et « par son souci du bien du peuple » ; « il était aimé de tous », c'est-à-dire qu'il sut devenir populaire en manifestant la bonté et l'habileté administrative d'un vrai chef de gouvernement.

DEUXIÈME PARTIE

LA POLITIQUE DE BORIS GODOUNOV

CHAPITRE PREMIER

LA SITUATION INTERNATIONALE DE L'ÉTAT MOSCOVITE A LA MORT D'IVAN LE TERRIBLE. LES PROBLÈMES ADMI- NISTRATIFS.

Après une période de grande tension politique, l'Etat moscovite, à la mort d'Ivan le Terrible, traversait une époque de pénible prostration. La longue guerre avec la Lithuanie et la Suède, dont l'enjeu était le littoral baltique, s'était terminée par une complète déroute, et Ivan le Terrible dut céder à ses adversaires tout ce qu'il avait conquis pendant la première période heureuse de la guerre, perdant même quelques-unes de ses propres terres. La conviction des admirateurs du roi Stéphane Batori que Ivan le Terrible avait été vaincu par un talent supérieur est aussi erronée que l'opinion de Karamzine, écrivant que : « Si la vie et le génie de Batori ne s'étaient pas éteints avant la mort de Godounov, la gloire de la Russie aurait pu pâlir pour toujours pendant la première décade du nouveau siècle. »

Karamzine croyait sincèrement que « le sort de l'Etat dépend à un tel point d'une personnalité et du hasard, ou de la Providence ! » Il serait plus exact de dire que la Providence envoya à Ivan le Terrible la défaite et l'insuccès, non pas tant à cause du « génie » de Batori, que grâce au désordre qui

régnait à l'intérieur de l'Etat moscovite, comme suite de l'oprichnina et de la mobilisation désordonnée des terres qu'elle entraîna; du fait aussi du reflux de la population du centre de l'Etat à l'Orient et au Midi. Ivan le Terrible fut forcé de reculer devant les attaques énergiques de Batori parce qu'il n'avait derrière lui qu'un désert et une base désorganisée. Le souverain qui en 1562 avait pu faire marcher sur Polotsk une armée si considérable que, chemin faisant, dans les forêts elle s'était « confondue et égarée » et qu'il avait fallu de grands efforts pour la « trier », la « partager » et « la faire passer » n'avait, vers 1579-1580, plus d'armée du tout et évitait de rencontrer l'ennemi en rase compagne. Kourbski attire non sans fiel l'attention d'Ivan le Terrible sur ce point : « Avec toute ton armée, caché dans les forêts comme un fuyard, tu trembles et tes terres quand personne ne te poursuit. » Kourbski comprenait que « l'armée » du Terrible était si insignifiante que le tsar se sentait presque seul et devait fuir et se cacher. Kourbski l'expliquait en disant qu'Ivan le Terrible « avait fait périr et dispersé tout le monde », mais en réalité, la cause en était plus générale et plus simple : Ivan le Terrible n'avait tout bonnement plus d'hommes ni de moyens pour continuer la lutte.

Une paix fut conclue peu de temps avant la mort d'Ivan le Terrible (1582-1583) et le tsar acheva sa vie avec l'amère conscience d'une défaite (1).

1. Une « paix éternelle » ne fut pas conclue; la guerre se termina par un armistice : avec Batori en janvier 1582 pour 10 ans et avec les Suédois au mois d'Août de 1583 pour 3 ans. Il fut impossible de conclure une « paix éternelle » à cause de la grande divergence de vues et de tendances des deux partis.

C'est évidemment avec le même sentiment qu'à la mort d'Ivan le Terrible Boris Godounov reçut le pouvoir.

C'est sur ses épaules que retombait le souci d'alléger, autant que possible, les conséquences d'un grave échec politique et de rétablir le prestige de la puissance et de l'esprit d'entreprise de Moscou, compromis par la guerre. Il avait aussi à porter le fardeau créé par la crise intérieure : il devait penser à restaurer les forces économiques des provinces centrales de l'Etat qui avaient été abandonnées par la population ouvrière et à y rétablir l'organisation administrative et fiscale ébranlée par la crise.

C'est vers ces deux buts que tendirent surtout les efforts de Boris Godounov.

CHAPITRE II

RELATIONS AVEC LA RZECZ POSPOLITA; AVEC LA SUÈDE;
AVEC L'EMPIRE; AVEC L'ANGLETERRE. CARACTÈRE GÉNÉ-
RAL DE LA POLITIQUE MOSCOVITE AU TEMPS DE BORIS
GODOUNOV.

Il n'est pas nécessaire d'approfondir les détails des rapports diplomatiques entre le gouvernement du tsar Fédor et celui du roi Stéphane Batori. De l'avis d'un historien des plus sérieux (K. H. Bestoujev-Rumine) ces rapports étaient « des plus difficiles ». Le roi rêvait, à la suite de ses victoires, à de nouveaux triomphes sur Moscou et même espérait la soumettre définitivement. Dans ses plans grandioses, l'occupation de Moscou n'était qu'un des moyens de conquérir la Turquie. « Il croyait (dit F. I. Ouspenski) que la solution de la question d'Orient devait commencer par la soumission de Moscou; la guerre moscovite pouvait être terminée dans trois années; après la soumission de Moscou devait suivre la conquête de la Transcaucasie et de la Perse, la marche sur Constantinople par l'Asie Mineure et l'occupation des détroits. » Les documents découverts par le Père Paul Pierling ont dévoilé ces plans de Batori. Le roi croyait qu'il ne serait pas difficile de venir

à bout de Moscou : le tsar moscovite était un souverain faible et malade, le pouvoir effectif avait passé aux boyards qui luttèrent entre eux pour les premières places ; le peuple songeait à élire un nouveau tsar. Les plans de Batori, communiqués à Rome par Possevin et d'autres diplomates, furent accueillis favorablement par le pape Sixte V ; cette sympathie donna des ailes à la politique royale et la rendit encore plus arrogante et exigeante dans ses rapports avec Moscou. Si le roi avait été sûr de l'appui de la Rzecz Pospolita, Moscou aurait peut-être eu à supporter une nouvelle lutte avec Batori et, qui sait, une nouvelle défaite et la soumission au roi. Le roi était soutenu par son chancelier Zamoiski ; le célèbre Possevin et d'autres jésuites se passionnaient pour ce plan, mais la noblesse, grande et petite, qui n'était pas au courant des vues de Batori et était fatiguée par les guerres, n'en voulait pas de nouvelle, craignant différentes complications politiques. Ces circonstances liaient les mains à Batori et le disposaient à la prudence. D'autre part, les hommes politiques moscovites déplaisaient à Batori par leur ton et leur attitude. Moscou craignait Batori, ce dont son ambassadeur, L. Sapieha, l'avait avisé souvent et d'une manière précise, immédiatement après la mort d'Ivan le Terrible. Le gouvernement de Moscou était prêt à toutes sortes de concessions, même à des humiliations pour obtenir la paix à ce moment ; ne fut-ce que « prendre un armistice ». Il était prêt à renvoyer les prisonniers lithuaniens sans rançon et consentait en même temps à payer la rançon des prisonniers russes. Il donnait des instructions à ses ambassadeurs, les priait de chercher à éviter la

rupture, de répondre avec modération à tout ce qui semblerait inacceptable dans les propositions du roi et de la noblesse. Mais en même temps le gouvernement russe ordonnait à ses ambassadeurs de faire remarquer à chaque occasion favorable que la situation à Moscou avait changé et que Moscou était prête, non seulement à se défendre, mais à attaquer. Maintes fois, pendant les négociations, les ambassadeurs de Moscou tenaient des discours à peu près dans ce genre : « Maintenant, à Moscou, tout n'est pas comme avant, le souverain n'aura pas à acheter la paix (de la Lithuanie), le souverain est prêt à tenir tête au roi; il ne cédera au roi pas même une planche des toits d'une seule ville; ce n'est pas l'ancienne Moscou : ce n'est pas seulement Polotsk et la terre de Livonie qui doit prendre garde à Moscou, c'est Vilna elle-même qui aura à se défendre. » Quand la noblesse essayait de réfuter ces vantardises, elle entendait des protestations réitérées. La noblesse répondait : « Nous savons aussi ce qui se fait à Moscou : il n'y a pas d'hommes, et s'il y en a, ils ne sont pas valides, il n'y a pas d'ordre, tout le monde est désuni. » Les diplomates moscovites leur répondaient non sans malice : « Nous ne voyons aucun défaut dans notre Etat, mais seulement la grâce de Dieu et le bien-être général; vous n'avez pas encore causé avec Dieu, et l'homme ne peut savoir ce qui sera... notre tsar est corpulent (c'est-à-dire fort, grand et beau), notre souverain est plein de raison et heureux; il tient ses terres de par la bénédiction de son père et dirige l'Etat lui-même (tandis que Batori était élu et que ses droits étaient limités)... il a beaucoup de gens, le double de ce qu'il avait avant, parce qu'il est bon pour eux et les paye

sans ménager son trésor, et tous ses gens le servent avec empressement et veulent le servir à l'avenir et sont prêts à mourir en le défendant contre ses ennemis; il n'y a pas de désunion parmi eux. » De même que la noblesse connaissait l'affaiblissement et la discorde régnant à Moscou, les boyards moscovites savaient qu'il n'y avait pas d'union en Lithuanie entre Batori et la noblesse. Les diplomates moscovites avaient reçu l'ordre de se conformer aux circonstances : si les relations entre le roi et la noblesse empiraient il fallait hausser le ton : « Si la noblesse vous parle de haut, répondez-lui de même, et si vous croyez que le roi et la noblesse sont de nouveau unis, alors, par nécessité, il sera indispensable de faire des concessions pour pouvoir conclure, ne fut-ce que pour peu de temps, un armistice. » C'est ainsi que la diplomatie moscovite faisait preuve d'une souplesse considérable et changeait de ton suivant les informations qu'elle recevait. Vu ces circonstances, c'est-à-dire : l'opposition intérieure dans la Rzecz Pospolita et l'habileté moscovite, Batori ne se décida pas à la guerre. Il réclama de l'ambassade moscovite (prince Troékourov et Beznine, en février 1587) la cession de Smolensk, de la terre de Seversk, de Novgorod, de Pskov, menaça de rompre les négociations, mais consentit quand même à maintenir en vigueur le pacte de paix pendant deux années (jusqu'au 3 juin 1587) et envoya ensuite lui-même à Moscou l'ambassadeur Michel Haraburda avec une proposition de paix perpétuelle et d'union dynastique entre Moscou et la Rzecz Pospolita. La mission de Haraburda (1586), entourée des exigences habituelles, de concessions et de menaces de rupture, n'eut pas plus de succès, mais

entraîna des rapports durables et des conversations sur la paix perpétuelle et l'union des Etats. Moscou continuait sa politique coutumière, de concessions aux moments décisifs et de menaces à la première occasion possible : elle s'enhardit même jusqu'à demander à Batori la cession de Kiev, Polotsk, Vitebsk, Toropetz et des villes livoniennes, ne consentant à parler de paix qu'à cette condition. Les deux partis comprenaient fort bien que des exigences réciproques immodérées n'étaient qu'une entrée en matière convenable pour entamer les pourparlers sérieux, et c'est pourquoi, après s'être échauffés et « avoir prononcé bien des discours pleins de reproches et inconvenants », et n'ayant, en fin de compte, rien cédé ni l'un ni l'autre, ils atteignirent au résultat prévu : la prolongation de l'armistice pour deux mois (jusqu'au 3 août 1587).

Cet accord fut obtenu par l'ambassade du prince Troékourov et de Pişemski au mois d'août 1586 et le 12 décembre de la même année Batori mourut. Avec sa mort l'idée de la conquête de Moscou et de la Turquie s'effaça de l'horizon politique et le rêve de Possevin et du pape Sixte V de transformer Moscou en un instrument de la politique des papes, s'évanouit pour quelque temps. Une sombre période d'inter règne s'ouvrit dans l'existence de la Rzecz Pospolita, pleine des intrigues habituelles et des luttes de partis, qui accompagnaient toujours l'élection du roi. L'idée d'une union entre la Rzecz Pospolita et Moscou apparaît dans les pourparlers diplomatiques de ces années. De Lithuanie on suggérait à Moscou l'idée de l'union; on y désirait avoir comme grand-duc le tsar Fédor, d'abord pour son caractère passif et doux et ensuite parce qu'on craignait un

candidat catholique et des persécutions probables des orthodoxes. Moscou prêta l'oreille à l'appel de la Lithuanie et résolut de prendre part à l'élection en posant la candidature du tsar Fédor. Il est évident qu'on craignait surtout à Moscou l'élection de Sigismond, fils du roi de Suède, mis en avant par le chancelier Zamoïski, et qui aurait pu réunir les couronnes de la Pologne et de la Lithuanie à celle de la Suède. Au début de 1587 fut envoyé en Lithuanie Elizari Rjevski porteur de lettres adressées aux membres des conseils polonais et lithuaniens. Dans ces épîtres le tsar Fédor expliquait qu'ayant appris la mort du roi Stéphane, il avait résolu de manifester aux « sans-souverain » sa bienveillance et c'est pourquoi il leur envoyait son gentilhomme « les visiter dans leur malheur et leur annoncer sa grâce et sa faveur » ; « et vous, seigneurs du conseil, ceux du clergé et laïques de la couronne de Pologne et du grand-duché de Lithuanie (continuait Fédor), vous étant concertés entre vous et avec toute la terre, devriez avoir le souci du bien de la chrétienté et nous désirer pour souverain de la couronne de Pologne et du grand-duché de Lithuanie. » En cas d'élection le tsar promettait beaucoup : « nous ne voulons violer en rien vos droits et libertés de gentilhommes et de chevaliers, ni ceux de toute la terre des couronnes de Pologne et du grand-duché de Lithuanie et voulons, en plus de ce que vous avez déjà, vous octroyer des charges et domaines ainsi que divers avantages. » Mais les mœurs et les notions moscovites différaient à un tel point de celles des Polonais et des Lithuaniens que Moscou ne sut pas s'adapter aux conditions de l'élection et exécuter promptement et adroitement tout ce qu'exigeait la

campagne électorale. On ne s'avisa pas à Moscou de promettre et de donner à temps soit argent, soit cadeaux, soit promesses; on ne manifesta pas assez de souplesse et de prévoyance; on posa carrément la question délicate de la religion du futur roi et grand-duc et de sa résidence. Il apparut que le tsar Fédor ne changerait pas de religion, ne vivrait pas en Pologne et en Lithuanie et qu'il n'était pas enclin à des largesses. La candidature du souverain moscovite perdait dans ces conditions son attrait, même pour ceux qui l'avaient sincèrement souhaitée; « nous désirions et nous espérions de tout cœur votre souverain (disait aux ambassadeurs moscovites la noblesse de toute la Lithuanie et la plus grande partie de celle de Pologne), mais nous voyons qu'il ne viendra pas ici bientôt et qu'il ne changera pas de religion ». Le candidat désiré se conduisit de telle sorte qu'il parut incommode. L'affaire n'aboutit pas : le parti de Sigismond prit le dessus et il fut couronné à Cracovie (en décembre 1587). En fin de compte la candidature de Fédor apporta à Moscou des pertes matérielles et seulement un succès isolé : pendant l'inter règne le gouvernement polonais conclut avec Moscou un armistice pour 15 ans (d'août 1587 à août 1602). Au début de 1591 cet armistice fut confirmé par un nouveau traité, conclu à Moscou avec l'ambassade de Sigismond, après des discussions des plus désagréables, comme c'était l'habitude des diplomates de Moscou et de Lithuanie dans toutes leurs rencontres. On pouvait croire que Moscou allait être maintenant tranquille pour son avenir le plus proche; du moins le danger d'une agression de la part de la Rzecz Pospolita avait-il été écarté pour une dizaine d'années. L'éventualité de l'union de la

Rzecz Pospolita et de la Suède sous Sigismond, qui était héritier du trône suédois, n'effrayait plus Moscou. Moscou faisait la guerre à la Suède et écartait d'une manière générale l'ingérence de Sigismond dans les rapports suédo-moscovites; elle n'était prête à accepter l'intervention de la diplomatie lithuanienne que dans le cas de la conclusion d'une « paix éternelle » avec la Suède. Une pareille perspicacité et fermeté faisait honneur aux hommes d'Etat moscovites : ils s'aperçurent très vite que les qualités personnelles de Sigismond le priveraient de toute popularité, tant dans la Rzecz Pospolita que plus tard en Suède (où il monta sur le trône à la fin de 1592). Déjà vers la fin de 1589 (ou au début de 1590) l'envoyé moscovite, A. Ivanov, mandait à Moscou de Lithuanie que « le nouveau roi Sigismond ne comptait pas, car il n'avait pas de jugement, on trouvait qu'il n'avait pas de sens et toute la terre ne l'aimait pas. » Ce renseignement calma les craintes de Moscou et elle entreprit une guerre contre la Suède.

Les rapports de Moscou avec la Suède, après la mort d'Ivan le Terrible, avaient un autre caractère que ceux avec la Rzecz Pospolita. Batori était craint à Moscou, la Suède ne l'était apparemment pas. La guerre avec la Suède, d'après l'expression de S. M. Soloviev « était tenue pour une nécessité : on avait dû céder à Batori, au temps d'Ivan le Terrible, la Livonie, terre disputée; mais des villes, russes de tout temps, avaient été laissées aux mains des Suédois et l'honneur de l'Etat exigeait de les reconquérir. » En outre, la situation intérieure en Suède donnait de l'espoir à ses ennemis. « La situation de la Suède, dit Forsten, devenait d'année en année

plus désolante : plusieurs années de suite avaient été stériles, le peuple souffrait de la famine, des villages entiers en étaient exterminés; pour comble de malheur des maladies infectieuses se déclarèrent, la mortalité atteignit des chiffres sans précédent. »

Le roi Jean avait apporté le désarroi dans les finances du pays et irrité l'aristocratie suédoise. Les diplomates moscovites savaient observer et arriver à des conclusions justes. En 1585, après des pourparlers pleins de paroles injurieuses, les ambassadeurs moscovites, le prince F. Chestounov et Ignace Tatischev, conclurent « à contre-cœur » un traité avec les Suédois, prolongeant l'armistice existant pour quatre ans, car Moscou ne se croyait pas encore en mesure de tirer l'épée. On espérait tout de même que les Suédois consentiraient à accepter une rançon pour les villes russes : Ivangorod, Yam, Koporié et Koréla. Les Suédois ne furent pas tentés par la rançon et Moscou résolut d'attendre une occasion plus favorable. Quatre ans après, en 1589, quand le désordre intérieur en Suède devint plus évident et que l'union de la Lithuanie et de la Suède ne semblait pas devoir s'effectuer, Moscou tint un autre langage. Il fut ordonné aux ambassadeurs « de parler aux envoyés suédois de grandes et hautes mesures et, ultime mesure : exiger pour le tsar, Narva, Ivangorod, Yam, Koporié, Koréla sans rançon, sans argent. »

Si les Suédois avaient accepté « l'ultime mesure », les ambassadeurs auraient pu consentir à une « paix éternelle ». Mais les Suédois n'acceptaient pas et les Russes renforçaient les menaces : « Pourquoi notre souverain ferait-il la paix avec le vôtre, sans avoir reconquis ses domaines, les villes des terres de Livonie et de Novgorod? Il sied maintenant plutôt

à votre souverain de nous rendre nos villes et de payer en dédommagement à notre souverain tout ce qu'il exigera.» De pareils discours ne pouvaient amener qu'à la rupture et à la guerre.

Le gouvernement moscovite commença la guerre dès que le délai de l'armistice fut écoulé, en janvier 1590. L'armée russe fut dirigée sur Narva. Elle occupa Yam et Ivangorod, livra un assaut à Narva, mais ne la prit pas. On signa un armistice déjà en février 1590, laissant entre les mains de Moscou le territoire occupé pour une année. Les années suivantes (1591-1593) les rencontres hostiles se renouvelèrent, mais sans résultat décisif. En 1593 fut conclu un nouvel armistice pour deux années; et en 1593 les deux parties arrivèrent enfin à une entente pacifique. Les ambassadeurs se rencontrèrent près d'Ivangorod dans le village de Tiavzine et commencèrent les négociations par des sorties polémiques en usage à l'époque, conseillant à leurs adversaires de laisser là les paroles inconvenantes et « de chercher un chemin qui menât à de bonnes œuvres ». Un pareil chemin fut trouvé : les Russes abandonnèrent leur prétention à Narva et les Suédois cédèrent Koréla; la paix fut conclue, les anciennes terres russes, de la rivière Narova à Koréla, devant revenir à Moscou. Il y a lieu de croire que ces anciennes marches de Novgorod avaient peu de valeur pour les Suédois : les possédant, ils ne permettaient pas, il est vrai, à la Russie d'avoir accès à la mer, mais cela leur coûtait trop cher; le sol stérile exigeait un renfort continu de pain et de fourrage, dont, à cette époque, les Suédois manquaient eux-mêmes. Les difficultés de l'approvisionnement dans ce pays étaient si grandes que les Suédois, à l'époque de

leur plus grand triomphe sur la Russie, au temps de Gustave-Adolphe, rendirent facilement à Moscou les terres de Novgorod en vertu du traité de Stolbov en 1617, principalement parce qu'ils n'y pouvaient organiser le ravitaillement. Ces difficultés étaient encore plus sensibles à la fin du xvi^e siècle quand la Suède souffrait elle-même de la famine. En recouvrant les anciennes villes russes situées sur le littoral finnois, Moscou se réservait une certaine liberté de communication à travers la Suède avec l'Europe, pour les marchands transportant des marchandises au nom du tsar, pour des médecins et des techniciens allant chez le tsar et pour les ambassadeurs du tsar. Mais le commerce à Narva restait entièrement aux mains des Suédois. Moscou fut satisfaite de la « paix éternelle » de 1593 car elle avait fait des acquisitions — signe de victoire et de triomphe militaire. Que le commerce russe sur la Baltique dépendît des Suédois n'inquiétait pas trop Moscou, car le commerce de la mer Blanche et d'Arkhangelsk lui assurait la liberté des rapports commerciaux avec l'Occident. C'était la Hansa allemande qui souffrait plus que Moscou du contrôle suédois. Les Suédois étaient eux aussi fort satisfaits de la « paix éternelle » : « Tous se livraient à la joie, une lutte qui avait duré 37 ans s'était terminée, dit Forsten; dans les églises on célébrait des *Te Deum*... Tout le monde échangeait des félicitations à propos du jour bienheureux ! » Les envoyés royaux revenant de Tiavzine furent accueillis à Réval avec une grande solennité. *Pro hoc summo beneficio Deo optimo maximo sit laus et gloria!* s'écriait un contemporain suédois.

La participation de Boris Godounov aux rapports de Moscou avec la Lithuanie et la Suède n'a pas

laissé de traces; elle ne peut être appréciée que comme élément d'un jugement d'ensemble sur l'efficacité et la clairvoyance de la politique générale moscovite. De même que pour les rapports de Moscou avec la cour des Césars (c'est ainsi qu'on nommait à Moscou la maison impériale des Habsbourg). On peut tirer des documents qui s'y rapportent quelques menus faits qui caractérisent la conduite de Boris Godounov et de ses envoyés, mais ces traits peuvent être interprétés de différentes manières. Les rapports diplomatiques de Moscou et de Vienne à la fin du xvi^e siècle sont, en général, vagues et compliqués; les objets de ces rapports sont fort variés, les motifs et les buts n'y sont pas toujours clairs. Vraisemblablement l'empereur Rodolphe II croyait-il à la possibilité d'une union dynastique avec Moscou : en 1588 il signalait à son envoyé Warkotsch dans une instruction officielle (« uns von weitten angelangt hette »; « uns hatt sonnst weitleufig vor diesen angelangt ») qu'il existait, soi-disant, un testament d'Ivan le Terrible qu'on gardait dans le plus grand secret; « entre autre il y était dit : que si le grand-duc qui régnait à présent (Fédor) venait à mourir sans enfant, la préférence irait à notre maison très-louable, et un de ses membres devait être élu souverain ». Il est impossible de savoir sur quoi étaient fondés ces renseignements et ces espoirs; mais on peut supposer qu'ils étaient nés pendant l'élection polono-lithuanienne. Dans la campagne électorale de 1587-1588, Moscou avait été prête à soutenir la candidature de l'archiduc Maximilien, frère de Rodolphe, au cas où le tsar Fédor n'aurait pas été élu. On faisait savoir de Moscou à l'empereur Rodolphe que c'est dans ce sens qu'agis-

saient à Varsovie les envoyés moscovites, ils prétendaient soutenir à la noblesse qu'elle « devait choisir comme souverain, nous, le grand souverain, et qu'ils seraient sous notre domination, mais s'ils ne nous choisissent pas, qu'ils prennent comme souverain ton frère Maximilien, archiduc d'Autriche; et qu'ils ne choisissent pas de ces petits souverains, le fils du Suédois ou quelque autre petit prince du littoral, car ces souverains ne sont pas convenables : ils ne pensent pas à soutenir la chrétienté, ne désirent que verser le sang chrétien et les souverains infidèles s'en réjouissent; mais si ton frère Maximilien est élu au royaume de Pologne et au grand-duché de Lithuanie, cela nous sera tout aussi agréable que si c'était nous-mêmes ». Ces propos francs, tenus par écrit, étaient sans doute accompagnés par des discours tout aussi aimables — dictés de Moscou — des envoyés, où l'on pouvait dire plus que ne le permettaient et ne l'exigeaient les documents officiels. A Vienne pouvait germer l'assurance que Moscou, vu l'absence d'enfants de Fédor, chercherait une union et préférerait la maison des Habsbourg à celles des souverains « peu convenables » et des « principes ». C'est là la raison de la grande attention témoignée par Rodolphe et Maximilien à Moscou et des fréquents rapports diplomatiques entre eux. Mais la légende du testament secret d'Ivan le Terrible reste inexpliquée.

De son côté la diplomatie moscovite s'intéressait beaucoup aux Césars, non seulement par rapport à la Rzecz Pospolita, mais aussi en vue d'une alliance possible entre les Tartares et les Turcs. Les deux Etats avaient à souffrir des « infidèles » et cherchaient des alliés sûrs et des moyens de lutter



LE TSARÉVITCH DIMITRI
d'après une miniature du temps.



LA MORT DU TSARÉVITCH DIMITRI
d'après une gravure du temps.

contre eux. Les deux parties n'étaient pas en état d'offrir beaucoup l'une à l'autre, elles voulaient recevoir plus qu'elles ne donnaient. C'est pourquoi dans leurs relations il y avait beaucoup de sentiment, de compliments et de promesses, mais peu de faits réels. Dans cette dernière catégorie peut être rangée l'aide matérielle que Moscou accorda à l'empereur en lui envoyant des fourrures de zibelines pour une somme considérable (44.000 roubles). Mais quand l'empereur demanda non pas des fourrures, mais de l'argent (1597), Moscou répondit évasivement, car, d'après l'expression de K. N. Bestoujev-Rumine, « elle était mécontente de ce que le César parlait beaucoup de ses alliances, mais qu'on ne voyait aucun résultat. » Dans ses relations avec l'empereur, qui par son titre était plus haut que tous les autres rois et princes, Moscou était fort attentive à observer le cérémonial destiné à bien marquer l'égalité des « chers et aimants frères » — le tsar moscovite et le César romain. Personnellement, Boris Godounov, comme régent, se souciait avant tout de paraître dignement dans le rôle de premier personnage de l'Etat, tant au palais du tsar qu'à sa propre cour de boyard, où il accordait des audiences aux ambassadeurs. Les rapports des envoyés des Césars ainsi que les registres des secrétaires moscovites brossent de somptueux tableaux de réceptions et d'audiences chez le tsar et chez Boris Godounov, mais ne font apparaître aucun résultat tangible.

Combien différents les rapports avec l'Angleterre. Ici peu de parade et de pompe : le ton est celui des affaires et la part qu'y prend Boris Godounov est parfaitement évidente et intelligible. L'Angleterre n'avait à Moscou que des intérêts commerciaux et

la Moscovie ne figurait pas dans son système politique. L'histoire de l'apparition des marins anglais à l'embouchure de la Dvina au xvi^e siècle ainsi que de l'acquisition par eux du monopole du commerce avec Moscou par cette voie, est suffisamment connue. Les marchands anglais et leur gouvernement ne tenaient qu'à ce genre de relations et voulaient les avoir aussi favorables et aussi avantageuses que possible. En 1569 l'ambassadeur anglais, Thomas Randolph, obtint d'Ivan le Terrible un « privilège », suivant lequel la « Compagnie russe », formée en Angleterre, avait seule le droit de trafic et, par surcroît, de trafic franc de droits d'entrée, dans tout l'Etat moscovite, ainsi que le droit de trafiquer avec l'Orient en passant par la Russie. Les Anglais avaient été incorporés dans l'« opritchnina », ce qui était considéré par eux-mêmes et par Ivan le Terrible comme un honneur insigne et un avantage pour des étrangers. Comme contre-partie de telles exemptions et faveurs Ivan le Terrible exigeait une espèce particulière de paiement : il voulait que la reine Elisabeth contractât avec lui une alliance défensive contre leurs ennemis communs, qu'elle accordât des privilèges correspondants aux marchands russes ; quant au tsar il voulait avoir le droit de se réfugier en Angleterre en cas de revers personnels. Par réciprocité, Ivan le Terrible proposait à Elisabeth le même droit d'asile chez lui. Quand Elisabeth, qui ne voyait aucune nécessité de prendre de pareils engagements et de lier l'Angleterre par des alliances dangereuses, répondit évasivement, Ivan le Terrible s'irrita, lui envoya une lettre de reproches et laissa peser sa disgrâce sur les marchands anglais. Plus tard les rapports se rétablirent et le tsar réintégra

les Anglais dans sa faveur, renouvela leurs « privilèges et libertés », mais à la condition qu'ils payeraient la moitié des droits d'entrée. Le retour aux exemptions de 1569 ne fut pas complet et certaines complications politiques qui survinrent un peu plus tard privèrent les Anglais d'autres prérogatives. Le gouvernement moscovite attachait beaucoup de prix au commerce anglais du Nord; mais il faisait tout autant de cas des autres possibilités de recevoir des marchandises européennes et d'avoir des relations avec l'Occident. Tant qu'Ivan le Terrible possédait Narva, il encourageait le commerce du port de Narva avec les marchands de toute nationalité qui y pénétraient. Malgré le monopole de la « Compagnie Russe » le Terrible protégeait aussi d'autres Anglais. Il réserva à la Compagnie la route du Nord et confirma son monopole de l'embouchure de la Dvina; à Narva il était enclin à accorder des droits à d'autres négociants venant eux aussi d'Angleterre, malgré les protestations énergiques de la « Compagnie ». La concurrence de Narva cessa lorsque cette ville passa aux mains des Suédois (1581), ce qui rétablit en fait le monopole de la route du Nord et de la Compagnie. Mais simultanément avec la perte de Narva, Moscou éprouva d'autres difficultés au Nord. Outre les Anglais qui trafiquaient sur la Dvina, des marins d'autres nationalités visitaient eux aussi le Nord moscovite au xvi^e siècle. Ils ne pénétraient pas dans le détroit de la mer Blanche, mais abordaient au rivage de Mourman, là où était la « commune de Kola » et l'« escale de Kola ». Des marchands, patrons de navires, « commencèrent à arriver là, venant des terres française, danoise, néerlandaise, de Brabant » et il naquit à Kola un commerce (vers 1560) qui

aurait pu faire concurrence à celui des Anglais, lequel prédominait à l'embouchure de la Dvina. Moscou comprenait toute l'importance du commerce de Mourman et était disposée à l'encourager. Mais l'ingérence du gouvernement danois-norvégien vint tout gêner. Les Danois considéraient toute la Laponie comme terre norvégienne; ils accusaient les Russes d'usurpation et de violence, et se laissant eux-mêmes aller à des coups de force, entravaient le commerce de Kola; « ils ont attaqué comme des brigands les Allemands qui venaient dans notre Etat, près de notre domaine sur la mer de Kola et de Kholmogori ». L'« escale de Kola » perdit sa sécurité et le gouvernement moscovite se décida à transférer tout le commerce et tous les commerçants « allemands » sur la Dvina qui était évidemment plus sûre. Une pareille décision devait anéantir les droits exclusifs des Anglais dans les ports de la Dvina, que Moscou leur conservât sa faveur ou non. Moscou se mit à bâtir (1583) une ville sur la Dvina près du monastère Arkhangelski pour y créer un port maritime afin de satisfaire aux exigences du trafic. Il devait s'y former un centre, une foire pour tous les « Allemands » de l'étranger. Ivan le Terrible mourut sur ces entre-faites, mais l'affaire n'en resta pas là, et le tsar Fédor déclarait aux Danois (1586) : « Maintenant nous avons transféré et établi le commerce sur tout le littoral de notre domaine des terres de Dvina et de Kola et d'autres terres en un seul lieu, à l'embouchure de la Dvina, dans la nouvelle ville et nous avons autorisé tous les marchands de tous vos Etats maritimes, avec toutes espèces de marchandises à fréquenter, tous sans exception, cette même ville de la Dvina. »

Les Anglais qui faisaient partie de la « Compagnie Russe » ne connaissaient pas, apparemment, les motifs qui guidaient le pouvoir moscovite. Il leur semblait qu'avec la mort d'Ivan le Terrible la source des faveurs à la cour de Moscou était tarie. L'ambassadeur anglais, sir Jeremiah Bowes, fut fort irrité de ce que, avec la mort d'Ivan le Terrible, on eut changé complètement de ton à son égard. Le secrétaire André Stchelkalov avait dit à Bowes d'un air caustique que « son tsar anglais était mort »; puis on enferma Bowes dans son ambassade. L'expression de « tsar anglais » était, certes, peu convenable : elle faisait allusion à ce que les Anglais inscrits à l'opritchnina avaient été trop honorés et rapprochés d'Ivan le Terrible et que ces faveurs devaient finir en même temps que l'opritchnina. Quant à l'emprisonnement de Bowes avec ses gens à l'ambassade, c'était une mesure habituelle de précaution pendant un interrègne et qui n'était pas prise exclusivement contre les Anglais. Bowes n'aurait pas dû se fâcher, mais il ne fut pas maître de lui et ne vit dans tout ce qui se passait que des sorties injurieuses dirigées spécialement contre sa personne. Il accusait dans tout cela les « tsars-impoteurs » (comme il les qualifiait) Nikita Romanovitch et André Stchelkalov; ceux-là à leur tour se fâchèrent contre Bowes. Bowes fut congédié de Moscou sans égards aucuns et à son tour insulta le gouvernement de Moscou par de grossières incartades. Un témoin anglais s'écrie avec tristesse, que « Bowes aurait mieux fait de ne pas venir ici ! » Dans ce malentendu regrettable, seul Boris Godounov semblait à Bowes être un ami et un protecteur : « Un honnête et noble gentilhomme, un certain Boris Fédorovitch Godounov, selon Bowes,

témoignait invariablement du respect à l'ambassadeur et lui aurait volontiers rendu plus de services, mais il n'avait pas encore de pouvoir ». En faisant ses adieux Boris Godounov envoya à Bowes des cadeaux : brocarts et zibelines, et lui fit dire qu'il souhaitait voir naître amour et fraternité entre leurs souverains et eux-mêmes. Ce fut le commencement des relations entre Godounov et les Anglais. Dès le premier abord Boris se montra leur ami, à l'opposé des autres grands seigneurs. Depuis lors son amitié leur resta invariablement acquise. Par l'entremise de son agent, Horsey, Boris Godounov apaisa le mécontentement provoqué en Angleterre par les querelles de Bowes et remit en bonne voie les relations amicales. En 1586 les Anglais reçurent une charte ou « privilège », qui rétablit leurs droits au commerce en franchise de droits d'entrée (« que seulement ils n'apportent pas dans nos Etats des marchandises étrangères et ne les vendent pas »). Mais Boris Godounov ne changea en rien la tendance générale de la politique commerciale moscovite : le monopole commercial des Anglais dans la mer Blanche ne leur fut pas rendu. Les ports de la mer Blanche furent répartis entre les marchands des différentes nations et tous pouvaient trafiquer avec Moscou sans intermédiaires. Les Anglais avaient le seul avantage de ne pas payer de droits d'entrée. La charte de 1586 fut confirmée en 1596 et 1598 dans les mêmes conditions et il ne restait aux Anglais qu'à regretter les premières années bienheureuses de leurs opérations moscovites, quand Ivan le Terrible leur avait accordé des privilèges extraordinaires. Sans sacrifier les intérêts de l'Etat au profit des Anglais, Godounov était plein de prévenance envers eux. L'ignorance des

usages russes faisait souvent commettre au gouvernement anglais des « fautes » inutiles. Elisabeth, par exemple, reçut l'envoyé moscovite non pas dans son palais, mais au jardin; elle envoya au tsar Fédor des « cadeaux » trop insignifiants; elle retint trop longtemps en Angleterre et le renvoya sans lui avoir accordé d'audience, l'interprète moscovite, « un jeune homme », tout ceci provoquait des remontrances et des réclamations de la part de Moscou, qui ne laissait passer aucune de ces occasions sans tâcher d'éclairer Elisabeth sur les règles de l'étiquette diplomatique, comme on la comprenait à Moscou. Les marchands anglais et leurs commis trichaient, abusaient du crédit, se querellaient avec les Moscovites, rivalisaient entre eux, et ensuite adressaient des plaintes en Angleterre et demandaient aide et protection; tout ceci provoquait du mécontentement et des mesures de rétorsion de la part du pouvoir moscovite. Mais Boris Godounov amenait toujours tous les malentendus à un heureux dénouement et faisait en sorte que le tsar donnât maintes preuves de sa faveur aux Anglais : « En t'aimant, notre chère sœur (écrivait Boris Godounov à Elisabeth), et suivant mon intercession et par mes soins. » Et il faut reconnaître que les Anglais, qui étaient en général mécontents de la fermeté de l'administration russe dans sa lutte pour la liberté du commerce avec les étrangers, rendaient toujours justice à l'attention et à la prévenance de Boris Godounov à leur égard.

Il n'y a pas lieu de s'arrêter aux relations de Moscou pendant la régence de Boris Godounov avec les autres Etats d'Occident, elles étaient fortuites et fragmentaires. Moscou y jouait un rôle passif et quand on s'adressait à elle, cherchait d'habitude à

trouver de nouveaux alliés contre ses anciens ennemis ou de nouveaux acheteurs ou fournisseurs pour ses marchés. Les visées des diplomates moscovites n'allaient pas plus loin, ni plus haut. Mais ils savaient arriver à leurs fins immédiates avec beaucoup de persévérance et de suite. Ayant passé par de nombreux et pénibles échecs militaires et diplomatiques, ayant perdu les conquêtes de longues années, affaibli par des désordres intérieurs, le gouvernement moscovite n'avait perdu ni courage, ni énergie. A peine une lutte était-elle terminée, qu'il était prêt à en entreprendre une autre; il observait avec perspicacité et appréciait avec justesse les difficultés intérieures de ses voisins et comprenait fort bien quand il fallait céder et quand on pouvait porter des coups à l'ennemi. Il était stable et plein de suite dans ses procédés et ses actes, grâce à la prudence méfiante innée en lui et qui ne permettait à personne de se jouer d'elle. Ces qualités : vaillance et activité, prudence et don d'observation, esprit de suite et indépendance étaient appréciées à leur valeur à l'étranger : on médissait à Moscou, on se moquait d'elle quelquefois, mais on ne pouvait l'ignorer. Directeur de la politique moscovite, Boris Godounov pouvait se vanter qu'il avait forcé ses voisins à reconnaître la renaissance politique de Moscou après les défaites qu'elle venait de subir.

CHAPITRE III

RAPPORTS AVEC L'ORIENT : TURCS, TARTARES ET CAUCASE. LA SIBÉRIE.

La politique de Boris Godounov à l'égard des peuples turco-tartares fut la continuation de celle d'Ivan le Terrible. Le destin avait établi un contact étroit entre la race russe et les différents groupes des races tartares. Le point de départ des rapports entre le groupe européen des Tartares et Moscou, pendant les règnes des tsars Fédor et Boris, avait été la conquête de Kazan et d'Astrakhan par Moscou. Ayant accès par le Volga au littoral de la mer Caspienne et occupant la région du moyen et du bas Volga, Moscou avait définitivement annihilé la puissance des Tartares sur ce territoire. Astrakhan devenait une menace pour les peuples tartares du groupe caucasien. Le monde turco-tartare ne pouvait rester indifférent en présence d'un tel succès de Moscou. Le sultan turc, ainsi que le khan de Crimée formulaient auprès d'Ivan le Terrible différentes réclamations et prétentions. Ils menaçaient Moscou de guerre et de vengeance. Les Turcs avaient formé le dessein d'arriver d'Azov par le Don jusqu'au « passage » du Volga (près de l'actuelle Tsaritsine) pour

reprendre Astrakhan, mais ce plan compliqué ne leur réussit pas. Les Tartares de Crimée menaçaient Moscou elle-même et firent en 1570 quelques tentatives pour prendre la ville. Une seule fois seulement ils réussirent (en 1571) à atteindre les murs de la capitale russe, à incendier les faubourgs, et à tuer pas mal de monde. Moscou se remplit de « blessés dans toutes les rues d'un bout à l'autre », selon l'expression de Palitzine; mais les citadelles de Moscou ne furent pas prises et les Tartares se retirèrent. Ce fut la plus terrible incursion du temps d'Ivan le Terrible; les autres, parties des limites méridionales, ne pénétrèrent pas jusqu'au centre de l'empire. Rendue prévoyante par d'amères expériences, Moscou fortifia ses marches du Sud et peupla « les steppes sauvages ». Nous dirons par ailleurs combien fut efficace et systématique l'œuvre de fortification et de repeuplement du Midi. Elle eut pour suite de rendre impossibles les incursions des Tartares jusqu'à Moscou. Pour la dernière fois les Tartares de Crimée parurent devant Moscou en 1591, mais durent s'enfuir avec ignominie. Sous les murs de Moscou ils furent accueillis par toute une armée en ordre de bataille, postée derrière une fortification mobile. On ne permit pas aux Tartares d'approcher des murs de la ville et ils furent sur le point d'être attaqués eux-mêmes. Le khan resta devant Moscou moins de vingt-quatre heures et s'enfuit, sans faire aucun détour en quête de butin, droit jusque chez lui : « il s'en retourna par le même chemin qu'il avait pris pour venir. » Les Russes poursuivirent les Tartares; un tiers seulement de leur armée rentra en Crimée, et le khan lui-même arriva à Bakhtchi-Sarai honteusement, la nuit, blessé, sur une charrette : on

avait remarqué que son bras gauche était bandé. Ayant repoussé le khan devant Moscou, Boris Godounov en fit une grande victoire. Boris lui-même qui, avec le prince F. I. Mstislavski avait été à la tête de l'armée, reçut les plus hautes récompenses (entre autres des villes dans les terres de Vaga et le rang de « serviteur » qui passait pour plus « honorable » encore que celui de « boyard »). Les autres voëvodes furent aussi largement récompensés. A l'emplacement de la fortification mobile fut fondé le monastère dit « Donskoï ». L'année suivante (1592) les Tartares dévastèrent terriblement les terres de Riazan et de Toula, cependant les relations avec la Crimée penchaient généralement en faveur de Moscou. Moscou ne craignait pas la Crimée et prenait librement ses mesures envers les autres Tartares sans jeter de regards en arrière. C'est ainsi que furent soumis les Nogai; ils reconnurent eux-mêmes qu'ils se « soumettaient au pouvoir du souverain moscovite : « à celui à qui appartiennent Astrakhan, le Volga et le Yaïk (disaient-ils), appartiendra aussi l'Orda des Nogai. » Moscou se risqua tout aussi hardiment à attaquer les Tartares du groupe caucasien, mais elle dut essuyer au début un échec considérable.

Le débouché de la mer Caspienne offrit à Moscou une voie de rapports immédiats avec le littoral du Caucase et de la Perse ainsi qu'avec le khan de l'Asie Mineure. A l'époque même de la conquête de Kazan et d'Astrakhan, au milieu du xvr^e siècle, les armées moscovites commencèrent leurs opérations dans le Caucase septentrional. Les habitants de la Kabarda étaient déjà dans un état de dépendance vis-à-vis du souverain moscovite; la Géorgie avait aussi déjà recouru à son aide. En 1567 les Russes

construisirent sur le rivage du Terek le fort de Tersk; il devait servir de base aux opérations dans la Kabarda et venir en aide au prince de la Kabarda, Temgruk (dont le Terrible avait épousé la fille). La ville ne put se maintenir, fut abandonnée, puis de nouveau occupée en 1578, et de nouveau ne fut pas en état de résister : « Le tsar, par amour pour son frère Selim-Sultan (de Turquie), fit abandonner cette ville et évacuer le voévode avec ses gens. » Les Turcs étaient fort jaloux de leur influence au Caucase et non seulement exigeaient le renvoi des gens du tsar des rivages du Terek, mais se plaignaient au tsar moscovite des Cosaques libres de Moscou qui « vagabondaient » et « pillaient » sur le Terek. Les Cosaques y étaient en grand nombre et causaient beaucoup de soucis à tous les petits princes régnants de ces lieux par leurs violences et leurs brigandages. Mais, à l'occasion, ils servaient le grand souverain moscovite et ses alliés, les suzerains de Géorgie; par exemple ils « étaient postés en été en sentinelles du roi Alexandre (de Kahétie) dans les défilés des montagnes contre Chevkal (du Daguestan) ». C'est pourquoi Moscou, dans ses rapports avec les Cosaques, suivait sa méthode habituelle : dans ses relations diplomatiques avec les Turcs et les petits princes caucasiens, elle les injurait et les traitait de « voleurs », mais en réalité elle ne les réprimait pas et était prête à profiter de leur concours pour la réalisation de ses visées de colonisation et de conquête. Ce fut à propos de la ville de Tersk et des Cosaques du Terek que Boris Godounov engagea les pourparlers de son gouvernement avec le Caucase et les Turcs : « Que les Cosaques ne restent pas sur le Terek, que pas un Cosaque ne demeure sur le

Terek ni sur le don près d'Azov et que le tsar fasse détruire sa ville sur le Terek et emmène de là son voévode et ses gens. » Les ambassadeurs de Moscou le promirent, mais le gouvernement n'avait pas l'intention d'accomplir quoi que ce fût. Tout au contraire, le gouvernement moscovite raffermissait ses liens avec la Transcaucasie chrétienne et songeait à s'installer d'un pied ferme en Géorgie, où luttaien^t les influences moscovites, turques et persanes. Il est vraisemblable que Boris Godounov voulut exploiter le conflit entre Turcs et Persans dont la Perse était l'enjeu et, venant en aide à ces derniers, affaiblir d'abord les Turcs et ensuite venir à bout des Persans. L'intervention de Moscou dans les affaires caucasiennes pouvait être justifiée par le fait que la Géorgie orthodoxe avait demandé secours et protection contre ses ennemis. En 1586 le prince ou « tsar » de Kahétie, Alexandre, avait envoyé à Moscou dire qu'il « se mettait lui-même avec toutes ses terres sous la protection de l'empire et du bras du tsar. » On lui répondit de Moscou que le tsar Fédor « consentait à prendre le prince Alexandre sous sa protection. » Dès lors, Moscou put ouvertement s'occuper de fortifier et d'assurer les routes d'Astrakhan à la Géorgie. En plus de la vieille petite ville à l'embouchure de la Sountcha, on construisit une nouvelle ville à l'embouchure du Terek. La garnison de cette ville devait surveiller la route de Russie en Transcaucasie et devait en outre ne pas laisser les Turcs traverser le Terek ni passer en Perse. Les relations nouées avec la Géorgie établirent que le plus proche ennemi des alliés n'était pas tant le Turc qu'un suzerain musulman local « Chevkal » ou « Chamhal » de Tarki, dont les do-

maines du Daguestan barraient la route d'Astrakhan en Géorgie. Boris Godounov envoya deux fois contre lui une armée. En 1593 le voévode prince André Ivanovitch Khvorostinine fut envoyé pour construire sur la terre de Chevkal deux villes et s'y fortifier. Il réussit à construire l'une d'elles sur la rivière Koïssou, mais il lui fut impossible de construire la seconde (plus au Sud, à Tarki); l'armée russe fut défaite et laissa sur le champ de bataille jusqu'à 3.000 hommes « et les voévodes et les restes de l'armée se sauvèrent ». En 1604 la tentative de s'établir sur la terre de Chevkal fut renouvelée, mais finit encore plus tristement. Le voévode Ivan Mikhaïlovitch Boutourline prit la ville de Tarki et y resta, mais au printemps de 1603 l'armée turque, de concert avec Chevkal, l'y assiégea. Boutourline capitula à la condition de pouvoir rentrer librement en Russie. La stipulation ne fut pas respectée : toute l'armée russe fut massacrée à sa sortie du fort. Plus de 7.000 hommes périrent et Boutourline avec eux. La discorde intestine qui survint bientôt après dans l'Etat moscovite coupa court pour un temps aux rapports avec le Caucase : sur le Terek et à Astrakhan « il y eut de grands troubles causés par les Cosaques-voleurs », et Moscou perdit ses amis au Caucase du Nord.

Quant aux Tartares du groupe de Sibérie, le gouvernement de Boris Godounov eut à recommencer leur conquête, après la mort du célèbre et « subtil » ataman Ermak. Lorsque celui-ci périt, l'empire de Sibérie, qu'il avait conquis, reprit son indépendance; en août 1654 les Russes quittèrent la ville de Sibir et les khans s'y établirent de nouveau. L'aventure sibérienne des Cosaques paraissait ne pas avoir

laissé de traces. Mais le gouvernement moscovite ne voulait pas laisser échapper les terres de Sibérie. Dans cette même année 1654 Moscou écrivait à l'empereur : « En Sibérie sont établis les gens du tsar et toute la terre de Sibérie et de Yougra et le prince de Condine et le prince de Pelim et les vogoulitchis et les ostiakis et, le long du cours du fleuve Ob, tous les gens sont soumis à notre tsar et lui payent tribut... de zibelines et de renards noirs. » Quand on apprit à Moscou que la Sibérie avait été abandonnée, il fut décidé de la reprendre : au début de 1586 on y envoya une armée. D'après la coutume moscovite on s'emparait d'une terre en y construisant des « villes », c'est-à-dire des forts. Arrivés en Sibérie en été 1586 les voévodes se mirent à construire des villes : sur le fleuve Toura la ville de Tioumen et sur l'Irtich celle de Tobolsk. Tobolsk était non loin de Sibir; de là les voévodes s'emparèrent de Sibir, du khan Seïdak et dévastèrent la ville (1588). « Dès lors Tobolsk devint la capitale (écrit l'annaliste), car c'est là qu'on vainquit et anéantit les maudits infidèles et c'est pourquoi elle devint la ville régnante. » La lutte avec les Tartares continua encore quelque temps autour de la capitale de Tobolsk, car les Tartares espéraient encore chasser les Russes. Mais cette lutte montra bientôt que la supériorité avait passé du côté russe. Les villes russes augmentaient en nombre presque chaque année. Le long de la route allant en Sibérie et sur les points d'importance stratégique surgirent Pelym (1595), le fort de Narym (1596), le fort de Ket (1596), Verkhoutourié (1598), le fort de Toura (1600) et Tomsk (1604). Au nord de la route principale de la colonisation apparurent les villes de : Be-

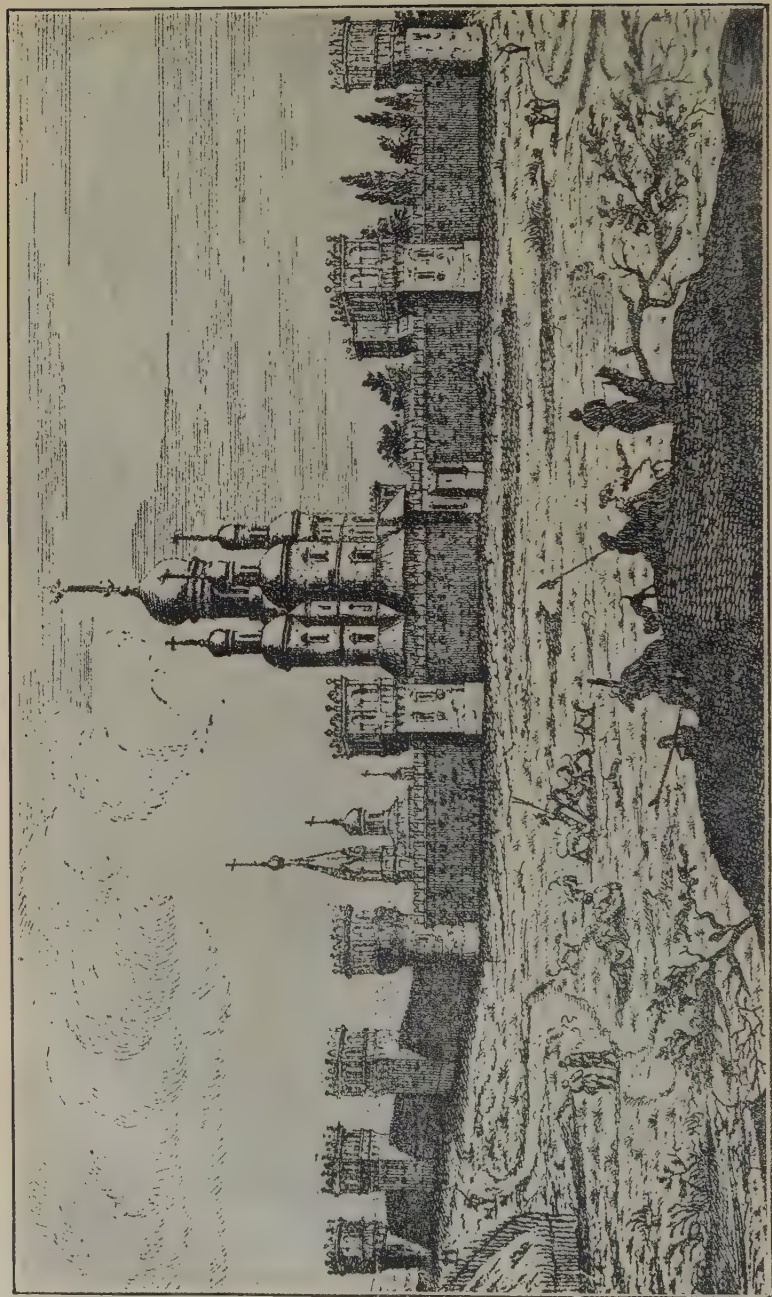
rezov (1593), Obdorsk (1593) et Mangazéïa (1601). Moscou défendait sa nouvelle colonie, l'empire de Sibérie, de l'exploitation étrangère. Quand les Anglais sollicitèrent la permission de venir par mer jusqu'à la Petchora et l'Ob (1584) le gouvernement moscovite leur répondit qu'il n'y avait pas de ports maritimes dans ces parages, qu'on n'y pourrait pas aborder et qu'il n'y avait dans ce territoire que des zibelines et des gerfauts — « et si ces marchandises précieuses, zibelines et gerfauts, vont en terre anglaise, que fera alors notre Etat? » La meilleure explication de ce que Moscou prisait et cherchait en Sibérie est là — dans cette question.



LE FAUX DIMITRI
d'après un portrait du temps dont l'original
est au Musée Historique à Moscou.



MARINA MNICHOK
d'après un portrait du temps dont l'original
est au Musée Historique à Moscou.



LA FORTERESSE DE SMOLENSK CONSTRUITE SOUS LE RÈGNE DE BORIS GODOUNOV.

CHAPITRE IV

LA QUESTION DU PATRIARCAT A MOSCOU

La politique de Boris Godounov vis-à-vis de l'Orient orthodoxe occupait une place à part. Le gouvernement moscovite croyait fermement « à la conception principale de ce siècle, que l'Etat russe le seul Etat orthodoxe indépendant, devait remplacer l'empire de Byzance disparu. » (K. N. Bestoujev-Rumine).

Représentant le « nouvel Israël », au sein duquel se conservait la vraie foi et la piété sincère, le pouvoir temporel de Moscou, dans ses rapports avec les églises orthodoxes de l'Orient, agissait tant en son nom propre qu'au nom de l'Eglise moscovite et de ses dignitaires. C'était le tsar, et non pas le métropolitain de Moscou qui écrivait aux patriarches orientaux. C'était le tsar qui autorisait le représentant du clergé gréco-oriental à venir dans ses Etats et sa capitale; c'était le tsar qui protégeait les églises grecques et leur clergé; c'était le tsar que les défendait contre les autorités turques. En posant le pied sur le territoire moscovite les Grecs éprouvaient immédiatement la plénitude du pouvoir du monarque moscovite dans toutes les affaires, quelles qu'elles

fussent, qui les intéressaient à Moscou. C'est pourquoi ils avaient l'habitude de voir en lui la source de tout bien, de toutes les faveurs et promettaient de prier pour lui nuit et jour, afin « qu'il puisse accomplir tout le bien et de nombreux bienfaits tous les jours, car il est prêt à le faire. » La situation intérieure de l'Eglise de Moscou, ses rapports avec le pouvoir temporel et le degré de son indépendance et de sa liberté restaient obscurs aux yeux des Grecs qui n'avaient ni la possibilité, ni le loisir d'approfondir ce côté de la vie moscovite. Ils ne voyaient le clergé moscovite qu'aux réceptions officielles et partout ailleurs ils ne rencontraient que le secrétaire du grand souverain ou un autre homme de service qui agissait en son nom.

C'est dans cette ambiance que fut soulevée et résolue la question de l'institution du patriarcat à Moscou. Purement ecclésiastique et canonique elle revêtit le caractère d'une question avant tout politique et d'Etat et fut interprétée par les contemporains comme le premier grand succès politique de Boris Godounov : « Ce succès fut le commencement de son orgueil », remarque Ivan Timoféiev. Le rôle prépondérant du pouvoir laïc dans l'affaire du patriarcat fit complètement perdre de vue à certains historiens la signification religieuse et historique de ce fait. Ainsi N. I. Kostomarov croit pouvoir dire : « Boris Godounov dans les affaires d'ordre intérieur avait toujours en vue son propre intérêt et travaillait à tout ce qui pouvait conférer de l'éclat et de la valeur à son gouvernement; telle était le sens de la réforme qu'il avait réalisée dans l'ordre de la hiérarchie de l'Eglise : l'idée vint à Boris Godounov d'instituer à Moscou un « patriarcat ».

Quelques autres historiens (même Karamzine) sont enclins à ne voir dans l'intérêt actif que Godounov avait pris à l'institution du patriarcat qu'un dessein intéressé, destiné à favoriser sa carrière politique personnelle. Un pareil point de vue est certainement inadmissible pour un investigateur consciencieux qui devrait être au courant des principales tendances de l'opinion publique au xvr^e siècle. Ce n'était pas Boris Godounov seul, c'étaient tous les sommets de la société moscovite qui rêvaient de la création à Moscou de la dignité de patriarche. L'idéal né à Byzance d'un seul et unique empire chrétien orthodoxe exigeait que la dignité du souverain et du patriarche se maintinssent côte à côte indissolublement et s'entr'aidant mutuellement. Transplanté en Russie, cet idéal ne put tout d'abord être réalisé : le titre de tsar qui avait été assumé sous son inspiration par Ivan le Terrible ne reçut pas sa consécration des mains du patriarche, comme cela aurait dû se passer en théorie, et c'est pourquoi l'on désirait avoir un patriarche en Russie. C'est au pouvoir du tsar qu'appartenait dans ce cas l'initiative et la conduite de l'affaire. Un des derniers investigateurs de la question de l'institution du patriarcat à Moscou, le professeur A. I. Chpakov, a fixé en traits saillants la prédominance des organes du pouvoir laïc dans les pourparlers avec le clergé grec à propos du patriarcat, quoiqu'il soit loin de nier la signification nationale et religieuse de l'institution elle-même du patriarcat. Boris Godounov dans ses négociations avec les hauts dignitaires de l'Eglise grecque apparaissait comme un adroit et heureux représentant du gouvernement moscovite; il n'agissait nullement dans son propre intérêt, mais dans celui de l'Etat

moscovite tout entier et pour tout le peuple du « nouvel Israël ».

Le désir d'avoir près de soi un patriarche avait été reçu par Fédor en héritage de son père. Encore au temps d'Ivan le Terrible on s'était aperçu que puisque le souverain moscovite avait remplacé pour toute « l'orthodoxie » l'empereur grec, il devait aussi avoir près de lui un patriarche, comme en avait eu un l'empereur de Byzance. Suivant le professeur Chpakov : « L'état florissant et le rang élevé de notre Eglise, ses relations avec le patriarche de Constantinople, rendaient l'institution du patriarcat inévitable. » Il ne restait qu'à trouver une occasion favorable pour soulever cette question. Une telle occasion se présenta en 1586, quand le patriarche d'Antioche, Joachim, vint à Moscou. C'était la première visite d'un patriarche d'Orient à Moscou; il y avait eu jusqu'alors des visites d'autres dignitaires ecclésiastiques, mais de moindre importance. Les Grecs cherchaient à Moscou des subsides (ou comme on s'exprimait alors « l'aumône ») et aussi la protection contre les Turcs. C'est ce que sollicitait aussi le patriarche. On reçut l'hôte illustre avec solennité : « on l'honora de réceptions », on le combla de cadeaux et on le laissa se reposer pendant une semaine dans la maison qui lui avait été préparée (dans la propriété de F. I. Chérémétiev); là, comme de coutume, il était entouré de commissaires et complètement isolé du monde extérieur. Le tsar reçut le patriarche avec un cérémonial somptueux; malgré la saison (c'était le 25 juin), le patriarche fut amené dans le traîneau d'apparat du métropolite en grande pompe au palais. La réception chez le tsar fut suivie de la réception du patriarche par le métropolite

Dionissi à la cathédrale de l'Assomption, où le patriarche eut à passer un moment désagréable. En dépit du cérémonial établi en Orient, le métropolite, allant au-devant de l'hôte qui avait un rang plus élevé, le bénit le premier, sans attendre la bénédiction du patriarche. Le patriarche protesta et selon l'expression du procès-verbal officiel moscovite : « parla un peu de ce qu'il eût été plus décent que le métropolite reçût sa bénédiction le premier, mais il se tut ensuite. » L'humble solliciteur n'osa pas faire la leçon à ses protecteurs et accepta le rôle qui lui était assigné. En revanche il reçut des subsides du tsar et fut congédié avec tous les honneurs dus à son rang. On n'a conservé aucun document officiel précis en ce qui concerne les pourparlers avec Joachim sur l'institution du patriarcat à Moscou. Dans leurs notes et discours ultérieurs, les fonctionnaires moscovites rappelaient fort diversement ce qu'on avait dit et fait à cette occasion. Le tsar Fédor avait, paraît-il, résolu en secret avec son épouse et ses plus proches boyards d'instituer le patriarcat à Moscou et avait annoncé sa résolution au patriarche Joachim par l'entremise de Boris Godounov; le patriarche de son côté avait « promis d'en conférer avec tous les patriarches et les archevêques et les évêques et tout le saint concile ». Il est impossible de déterminer au juste ce qui avait été convenu entre Boris et le patriarche, car on manque complètement de documentation sur ce point. Mais Joachim, même s'il avait promis quelque chose, n'accomplit rien de ce qu'on attendait à Moscou. Moscou entretenait le ferme espoir que l'affaire du patriarcat recevrait son impulsion en Orient par l'entremise de Joachim et c'est pourquoi

elle envoya auprès des patriarches, avec Joachim, un agent moscovite pour les solliciter secrètement d'instituer un patriarcat à Moscou. On ne reçut aucune réponse, car on n'avait aucune envie en Orient d'accéder au désir du souverain moscovite.

Mais on y avait envie de recevoir « l'aumône » moscovite qui, elle, était fort nécessaire. C'est pourquoi en 1588 apparut soudain en Russie le patriarche de Constantinople Jérémie. A Moscou on attendait de l'Orient des lettres des patriarches et des envoyés, quand arriva un patriarche en personne, et non des moindres, le suprême patriarche de l'Orient.

Les hommes politiques de Moscou se souvenaient qu'en 1561, quand le patriarche « œcuménique » de Constantinople avait sanctionné la prise du titre de tsar par le grand-duc moscovite, il avait écrit dans son bref que le couronnement des tsars était le privilège exclusif de deux patriarches orthodoxes : ceux de Rome et de Constantinople (et à défaut du premier, ce droit n'appartenait plus qu'au seul patriarche de Constantinople). Et voilà que ce saint homme, qui seul avait ce droit, venait lui-même à Moscou. Il était naturel de supposer qu'un événement si rare, on pourrait dire unique, était un signe que l'affaire du patriarcat entraînait dans une nouvelle phase. Un patriarche œcuménique rendu à Moscou pourrait sans doute y instituer le patriarcat plus vite que n'importe qui. En envoyant ses gens à la rencontre de Jérémie, le tsar leur ordonna de se renseigner avant tout auprès du patriarche et de sa suite : « dans quel but et pour quelle raison il venait chez le tsar ? venait-il du consentement de tous les patriarches et apportait-il quelque décret de la part de tous les patriarches pour le tsar ? » En essayant

d'apprendre le but de l'arrivée du patriarche on tâchait aussi d'établir l'authenticité des pouvoirs de Jérémie lui-même et de savoir s'il était un vrai patriarche et où avait disparu Théoliptos, qui avait été patriarche avant lui; et si Jérémie resterait patriarche quand il serait rentré à Constantinople ou bien s'il serait de nouveau remplacé par Théoliptos? On soupçonnait à Moscou que Théoliptos n'était pas mort, mais avait disparu, on voulait savoir ce qui lui était advenu (il avait été déposé par le sultan) et si Jérémie avait occupé bien fermement sa place? C'est ainsi que, émue par l'arrivée d'un hôte illustre et désiré, Moscou s'empressait d'élucider si l'on pouvait lui accorder confiance. Probablement les résultats de l'enquête furent favorables, car on reçut Jérémie à Moscou en grande pompe comme le véritable patriarche œcuménique. Mais l'attente ne fut pas satisfaite et les espoirs ne se réalisèrent point. Il se trouva que Jérémie n'avait apporté aucune solution du problème du patriarcat; il venait seulement solliciter l'« aumône » et faire part des nouvelles politiques de l'Orient et de la Lithuanie qu'il avait traversée.

Alors germa à Moscou un plan dont l'exécuteur, sinon le créateur, fut Boris Godounov. Ce plan était de ne pas laisser Jérémie quitter Moscou sans que la question du patriarcat ait été résolue d'une manière ou d'une autre. On décida de persuader le patriarche de sacrer de sa propre autorité un patriarche en Russie ou bien de prendre l'engagement de faire décider dans un sens favorable cette question par un concile œcuménique à son retour. Jérémie fut entouré d'agents adroits; le flattant avec art, ils le disposaient aux concessions et au consente-

ment. Dès qu'on crut s'apercevoir que ces conversations avaient produit une certaine impression, Boris Godounov se mit à faire de fréquentes visites au patriarche pour des causeries mystérieuses. Les Grecs de la suite de Jérémie remarquaient avec chagrin : « Que le patriarche n'écoutait jamais aucun conseil, même celui des hommes qui lui étaient dévoués, ce dont il eut souvent beaucoup à souffrir, ainsi que l'Eglise de son temps. » S'oubliant dans ses causeries avec les rusés Moscovites, Jérémie avait laissé tomber un mot de trop. Il savait bien qu'il ne pouvait pas créer de sa propre autorité un patriarcat à Moscou; mais voulant être agréable à ses hôtes et espérant en même temps s'établir avec confort, il crut pouvoir résoudre le problème en proposant de rester à Moscou comme patriarche. « Si on le désire, je resterai ici en qualité de patriarche », dit-il à un de ses compagnons, le métropolite Hiérothée. Hiérothée répondit vivement que c'était impossible : « Tu ne connais pas les coutumes de ce pays, ce sont d'autres mœurs et d'autres usages; les Russes ne veulent pas t'avoir pour patriarche; veille à ne pas te couvrir de honte. » Mais le patriarche resta sourd à ces objections et remontrances. Il laissa percer son désir de rester aux commissaires moscovites et fut pris au mot. Suivant le professeur Chpakov, « du moment qu'il eut prononcé le mot : je reste, les pourparlers avancèrent rapidement et nous en trouvons la description dans les documents officiels. » Boris Godounov reçut l'ordre du tsar « de délibérer avec le patriarche si c'était chose possible qu'il restât dans l'Etat russe, dans sa première capitale de Vladimir. » Ayant reçu son consentement en termes généraux, on lui fit adroitement comprendre qu'il

devait consentir à demeurer non à Moscou, mais à Vladimir. Le morne Vladimir effraya Jérémie. Il avait pensé à Moscou la capitale, au brillant palais du tsar moscovite, la pompe des cérémonies de la cour du métropolite du Kreml (qui serait celle du patriarche); et on lui proposait une petite ville de deux ou trois cents maisons, une citadelle écroulée et déserte sur le haut rivage de la paisible Kliazma. Un des compagnons de Jérémie dit de Vladimir que cette ville était « pire que Cucuse » (petite ville d'Arménie où fut exilé Jean Chrysostome). Naturellement le patriarche refusa : « De rester dans l'Etat du souverain, répondit-il à Boris, je ne m'en dédis pas; mais que je demeure à Vladimir est impossible, car les patriarches demeurent toujours près de la personne du souverain; quel serait donc ce patriarcat, si je ne demeurais pas près de lui? Cela ne se peut pas! » Moscou comprenait fort bien que le patriarche devait demeurer près du souverain et si elle proposait Vladimir à Jérémie ce n'était que pour se défaire de lui. Un Grec, qui ne parlait pas russe, qui était venu à Moscou de son propre mouvement sans y avoir été invité, quand le sort d'un autre patriarche de Constantinople, Théoliptos, qui était encore en vie, restait inconnu, un pareil Grec n'avait pas d'attrait pour Moscou. Il avait accompli ce qu'on avait voulu de lui; il avait donné son consentement de principe à l'institution du patriarcat à Moscou, maintenant il pouvait partir. Boris Godounov l'amena avec astuce à refuser de demeurer à Vladimir et alla encore plus loin. Le tsar Fédor exprima au conseil à haute voix le regret que Jérémie eût refusé Vladimir et voulût demeurer à Moscou. « Cela n'est pas possible! disait le tsar, comment pourrions-nous éloi-

gner l'éminentissime métropolite Job de toute la Grande-Russie, de la Sainte Vierge et de tous ces thaumaturges (de Moscou) et mettre à sa place un patriarche grec? Et celui-ci ne connaît ni les coutumes, ni la langue russes et nous ne pourrions pas parler avec lui des affaires de l'Eglise sans interprète?» La conclusion était claire : « conseiller » au patriarche de nommer le métropolite Job patriarche de Moscou. Boris Godounov et le secrétaire des affaires étrangères, André Stchelkalov, le « conseillèrent » à Jérémie avec tant d'insistance, que le « conseil » parut aux Grecs une « exigence ». Le patriarche, qui avait étourdiment admis la possibilité d'avoir à Moscou un patriarche grec, donna à contre-cœur son consentement au sacre d'un patriarche indigène et pria qu'on le laissât rentrer chez lui. Il restait à remplir les formalités. Jérémie déclarait qu'un concile était indispensable pour l'élection d'un patriarche; un concile du clergé fut donc réuni au mois de janvier 1589, composé des plus hauts dignitaires de l'Eglise russe. C'est seulement à ce moment, six mois après l'arrivée de Jérémie en Russie, que le clergé moscovite prenait part à l'institution en Russie du patriarcat et entraît en relations avec les dignitaires venus de Constantinople. Suivant la décision du tsar le concile choisit trois candidats à la dignité de patriarches et deux autres pour deux nouvelles métropoles, Novgorod et Rostov. Le tsar, cela va sans dire, choisit Job parmi les trois candidats. On interrogea Jérémie sur le cérémonial du sacre du patriarche et on modifia celui-ci pour le rendre plus fastueux. Ensuite commencèrent les cérémonies de la nomination et du sacre des nouveaux dignitaires de l'Eglise avec le concours de Jérémie et de sa

suite. Le 26 janvier 1589, Moscou reçut enfin son patriarche : Job fut solennellement élevé au patriarcat à la cathédrale Ouspenski.

L'affaire était faite; il ne restait plus qu'à la consolider officiellement par écrit. Jérémie fut retenu à Moscou jusqu'à ce qu'on eût confectionné une charte solennelle sur l'institution du patriarcat à Moscou. Le patriarche œcuménique signa cette charte ensemble avec les dignitaires du clergé russe et trois hommes de sa propre suite (le métropolite grec, l'archevêque et l'archimandrite). Ensuite leur congé fut gracieusement accordé aux Grecs (en mai 1589), ceux-ci ayant pris l'engagement de consolider officiellement l'acte de Moscou au concile des églises d'Orient. Jérémie n'arriva à Constantinople qu'après un an (au printemps de 1590) et convoqua immédiatement un concile des plus hauts dignitaires de l'Eglise. Le concile examina la légalité de ce que Jérémie avait accompli à Moscou et n'accepta pas tout ce qui avait été fait comme canonique; mais le patriarche moscovite fut tout de même reconnu et il lui fut assigné le cinquième rang parmi les patriarches orthodoxes, ce dont on avisa Moscou par une lettre du concile. Moscou fut offensée, elle voulait voir son patriarche au moins à la troisième place, car Moscou était devenue le troisième « empire » après l'ancienne Rome et la Rome nouvelle (Byzance). L'Orient ne voulut pas céder. Au second concile qui se réunit au début de 1593, à Constantinople, en présence de l'envoyé russe, le secrétaire Grégoire Afanassiev, la question du patriarcat moscovite fut revue et laissée sans changement, principalement sous l'influence du savant patriarche d'Alexandrie, Méléte Pigas. Mais Moscou s'obstina :

on résolut de ne pas tenir compte du concile de 1593 et on persista à placer le patriarche moscovite au troisième rang, plus bas que ceux de Constantinople et d'Alexandrie, et plus haut que ceux d'Antioche et de Jérusalem. Moscou goûta fort son succès et le fêta de diverses manières, entr'autres en relevant le rang hiérarchique de beaucoup de ses archevêchés : aux deux métropoles (de Novgorod et de Rostov) on en ajouta encore deux (de Kazan et de Kroutitsi, cette dernière dans Moscou même, « sur les Kroutitsi ») ; il fut institué six archevêchés et six nouveaux évêchés. C'est ainsi que se multipliaient les dignitaires ecclésiastiques de Moscou. Le métropolitain Hiérothée, un Grec savant, qui observait dans un esprit de critique les événements dans l'Eglise russe, les attribuait à l'énergie et au talent de Boris Godounov : « Le tsar Fédor était un homme paisible, pareil en tout au cadet (ou « petit » empereur) Théodose, simple et doux ; et le beau-frère du tsar nommé Boris, était apte à tout, plein d'esprit et rusé : il menait tout et tout le monde lui obéissait ».

CHAPITRE V

RÉSULTATS DE LA POLITIQUE EXTÉRIEURE DE BORIS GODOUNOV.

L'opinion générale des contemporains attribuait à Boris Godounov la direction de la politique moscovite, c'est donc à son compte qu'il faut aussi inscrire ses résultats. Pour l'instant, le gouvernement moscovite avait pour but d'adoucir les pénibles suites des guerres d'Ivan le Terrible, de faire oublier à Moscou ses défaites et ses échecs et lui restituer la situation internationale qu'elle avait perdue. Boris Godounov réussit à faire beaucoup pour la remettre sur la voie d'une renaissance politique. La victime marquée par Batori s'échappa des filets de la politique catholique et au lieu d'une soumission définitive, devint elle-même une menace pour la Rzecz Pospolita. Profitant de la faiblesse du nouveau monarque de la Rzecz Pospolita et du désarroi intérieur de la Suède, Moscou attaqua ouvertement celle-ci et reprit par la force des armes les terres cédées par Ivan le Terrible. Dans le souci du développement de son commerce, Moscou prit sur son littoral du Nord de nombreuses mesures qui hâtèrent à son bénéfice l'organisation des échanges de marchandises et anéantirent les privilèges exclusifs accordés par le

Terrible à la Compagnie commerciale anglaise. A l'Orient et au Midi Moscou consolida et étendit ses succès militaires et colonisateurs, qui étaient la suite de la conquête de Kazan et d'Astrakhan. L'avance en Sibérie et au nord du Caucase fut la conséquence de ces succès. Tout ne se passait pas, certes, sans pertes et sans inconvénients, mais des échecs partiels n'arrêtaient pas le mouvement en avant et ne diminuaient pas les résultats acquis. Moscou ne craignait plus la Turquie ni la Crimée, tendait la main à la Géorgie, conquérait les Nogai et les Tartares de Sibérie. Elle prêtait aide et soutien au clergé grec, qui était sous la domination du sultan, et exigeait en revanche que le clergé grec reconnût sa suprématie religieuse; elle se déclara ouvertement l'héritière de l'empire grec en réclamant un patriarcat à Moscou. Dans toutes les manifestations de la vie politique moscovite, dans toutes ses relations avec l'Europe et l'Orient, on sent au temps de Boris un renouveau d'énergie et la renaissance de la force politique. On peut affirmer que Boris Godounov a atteint son but et a forcé ses voisins à placer Moscou au rang qu'elle avait occupé aux temps les plus heureux d'Ivan le Terrible.

La politique extérieure de Boris peut donc être nommée heureuse. Mais on ne pourra pas affirmer ceci de sa politique intérieure: quelle que fût la force du talent politique de Boris Godounov, elle ne put le sauver du naufrage. La complexité de la crise que devait résoudre Boris Godounov dépassait les forces d'un homme politique dans la même mesure qu'elle peut être au-dessus des forces de l'historien qui s'efforcera de la commenter.

CHAPITRE VI

LA POLITIQUE INTÉRIEURE DE BORIS GODOUNOV. L'« EXODE »
DES PAYSANS ET LA MIGRATION DE LA MAIN-D'ŒUVRE
VERS LES LIMITES DE L'ÉTAT. LE « VIDE » ET LE DÉCLIN
DE L'EXPLOITATION AGRICOLE AU CENTRE DE L'ÉTAT; LA
LUTTE DES PROPRIÉTAIRES POUR LA MAIN-D'ŒUVRE.

La vie publique moscovite à la fin du xvi^e siècle fut ébranlée jusqu'à ses fondements par la crise du règne d'Ivan le Terrible. Nous sommes déjà au courant de certains aspects de cette crise. Le système de terreur imaginé par Ivan le Terrible contre la noblesse de race, les « kniajata », détruisit, non seulement ceux-ci, mais aussi tout l'ordre social des provinces centrales moscovites. Ce ne furent pas les kniajata seuls qui furent arrachés par l'opritchnina à leurs terres ancestrales et dispersés aux confins de l'Etat; toute la masse du peuple liée à la classe terrienne de la noblesse princière et à celle des boyards en disgrâce fut déplacée. Le maître « seigneur-prince » ou « seigneur-boyard », comme on s'exprimait alors, disparaissait de ses terres, avec lui disparaissait sa « cour », c'est-à-dire ceux qui le servaient, ses « hommes de service », ses « gens », ses serfs (« kholop »), en un mot tout le groupe de per-

sonnes avec lesquelles le maître vivait, qu'il dominait et à l'aide desquelles il exploitait son domaine. Dans le cas le plus favorable les gens suivaient leur maître dans ses nouvelles terres; sinon ils périssaient avec leur maître ou étaient libérés de leur service et se voyaient voués au vagabondage. D'après la coutume moscovite, la disgrâce du souverain qui frappait le maître non seulement le privait de tous ses biens, mais le privait aussi de tous ses documents « chartes et titres ». Ces titres de possession perdaient leur force et les serfs, « gens du boyard disgracié », recevaient leur liberté, quelquefois avec la défense de prendre du service ailleurs. Cette mesure les vouait à la famine et d'habitude ils émigraient vers le Sud, où vers la fin du xvi^e siècle s'était déjà formée toute une « agglomération de scélérats », comme les nommait dans son langage coloré un écrivain du temps, Abraham Palitzine. Avec la destruction de la cour d'un grand boyard ou prince tombait aussi en ruine l'exploitation de son domaine. Le domaine d'un prince ou d'un boyard inscrit à l'opritchnina était partagé en petits lots qu'on distribuait à titre de « pomestié » (fief) aux hommes de service. Ces petits propriétaires rendaient aux paysans la vie plus dure qu'ils ne l'avaient eue chez les boyards et les princes. Les paysans des grands domaines jouissaient en effet des avantages de l'organisation communale et de l'autonomie, d'une prospérité économique relative et de la protection légale d'un homme influent. Les petits propriétaires en raison de leur situation sociale modeste ne pouvaient les protéger; leur état de fortune précaire les forçait à pressurer les paysans plus que ne le faisaient les propriétaires riches; l'autonomie des paysans était irréalisable sur une

terre de 5-10-15 feux, où tout était administré par le maître lui-même. Le propriétaire et non le « starosta » élu des paysans prélevait les impôts de l'Etat et les redevances à son profit. Assumant les fonctions de chef effectif de la commune (« mir ») il les transformait naturellement en un instrument destiné à asservir les paysans. On comprend qu'un pareil changement fut considéré par ceux-ci comme la perte de leur indépendance, comme un « servage », un « esclavage » auquel il était impossible de se résigner. Le paysan ruiné et dégradé « ne pouvant plus souffrir », tentait de quitter — légalement ou non — son vieux foyer, à la recherche de contrées nouvelles et plus heureuses. Le même sentiment et le même désir d'émigrer devaient envahir les paysans d'Etat, des communes des « souverains », des « palais » et autres qui passaient droit des mains du souverain pour être placés en fiefs (pomestié) et distribués. Le pomestié avec la pénible dépendance du paysan faisait pareillement fuir la main-d'œuvre paysanne du joug du servage vers les conditions de la liberté civile, non encore abolie par la loi.

C'est ainsi que se dessinaient les conséquences des réformes agraires de l'opritchnina et de la distribution en masse de pomestiés dans les provinces centrales de l'Etat. On constatait partout l'exode des paysans et des serfs du centre de l'Etat. Le gouvernement s'aperçut de cette fuite vers 1570 et il crut l'expliquer par des « épidémies pestilentielles », par de « mauvaises récoltes », les « dévastations des Tartares ». Ce n'étaient là que des causes partielles : la cause principale résidait dans la perte par la population ouvrière de sa liberté individuelle et, partant, de la possibilité de jouir et de disposer de

la terre, sur laquelle elle vivait et travaillait. Les conditions de l'époque aggravaient encore les effets de cette cause générale. Le pouvoir moscovite s'occupait activement de consolider les conquêtes d'Ivan le Terrible. Sur le territoire conquis de l'ancien empire de Kazan on construisait des villes avec des garnisons, on établissait des propriétés rurales et, ensemble avec elles, surgissaient des domaines de monastères, par octroi du tsar. Toutes ces exploitations rurales avaient besoin de main-d'œuvre paysanne de même que les nouvelles villes avaient besoin de soldats et d'ouvriers. En délaissant leurs vieux nids du Haut-Volga et de l'Oka, les paysans et les « kholop » savaient où aller. Le gouvernement lui-même invitait ces émigrants à peupler les nouvelles villes et les forts de la frontière fortifiée du Ponizovie (Bas-Volga), et de la « steppe sauvage » (au sud du cours moyen de l'Oka dans la zone des terres noires). Les nouvelles contrées attiraient les émigrés par leurs grands espaces libres, le charme du climat, la richesse du sol, des forêts et des fleuves. Il en résultait que, d'un côté, le gouvernement poussait le peuple hors des provinces centrales de l'Etat, et de l'autre l'appelait aux limites qui auraient attiré les émigrants même sans l'invitation officielle. Tombant dans de nouvelles conditions de vie, ces émigrants ne s'attardaient pas toujours dans les villes ou les propriétés, mais continuaient leur route au delà des frontières et allaient chercher de nouvelles terres dans la « steppe sauvage » et là devenaient de libres Cosaques hors de l'atteinte du gouvernement. La colonisation libre devançait celle du gouvernement, elle créait au delà des limites de l'empire, mais dans son voisinage immédiat, des bandes de

Cosaques libres qui étaient une menace pour l'ordre dans l'Etat. Un contemporain (Abraham Palitzine) blâme Ivan le Terrible et son émule Boris Godounov d'avoir encouragé cette colonisation indépendante du Sud. « Le tsar Boris suivit certaines coutumes du tsar Ivan Vassilievitch, écrivait Palitzine, en encourageant des éléments belliqueux à peupler les lointaines limites de son territoire, croyant fortifier ainsi ses villes frontières, et, si quelque scélérat condamné à mort fuyait dans ces villes, il échappait au châtement. » D'après Palitzine, Ivan le Terrible domptait ces malfaiteurs par sa « raison et sa cruauté » et le tsar Fédor par la « prière » ; au temps du tsar Boris ces « reptiles » se mirent à s'agiter contre le gouvernement et « il se rassembla aux confins de l'Etat plus de vingt mille de ces voleurs ». Cette gent ouvrière mécontente et dépouillée, qui s'était créé une certaine organisation hors de l'Etat, devenait une source de dangereuses complications politiques.

L'exode de la masse ouvrière paysanne et serve de ses anciens domiciles entraînait de graves conséquences non seulement aux limites où elle s'épanchait, mais aussi au centre d'où elle fuyait. Il se produisit une crise économique aiguë dans les centres, provoquée par le manque de main-d'œuvre, ce qui eut pour suite une lutte acharnée dont celle-ci était l'objet. Le départ des paysans laissa derrière lui le « vide » économique. Les cadastres du xvr^e siècle notaient beaucoup de « terrains vagues », domaines déserts et couverts de forêts, des bourgs abandonnés par leurs habitants, des églises « sans chants », des terres désertées et incultes. Dans certaines localités on se souvenait encore des maîtres disparus et les terres

désertes portaient encore leurs noms, mais dans d'autres les maîtres étaient oubliés, « et personne n'aurait pu trouver leurs noms. » Ce « désert » ruinait complètement les petits propriétaires — hommes de service : ils n'avaient pas de quoi s'équiper pour le travail ni « de quoi se mettre en route » ; ils allaient eux-mêmes « errer parmi les cours », c'est-à-dire mendier, abandonnant leur terre au gré du sort. Les grosses propriétés rurales des hommes de service ou du clergé avaient une plus grande stabilité économique. Les privilèges dont ils bénéficiaient d'habitude sous les rapports de l'impôt et du droit, attiraient sur leurs terres la population ouvrière, car ils lui offraient aussi certains avantages. La possibilité de garder leur organisation communale et leur autonomie dans un grand domaine attachait les paysans aux grandes exploitations rurales. Enfin le départ d'un paysan d'un grand domaine n'était pas si facile ; l'administration des domaines importants, dans sa lutte pour les paysans, avait assez d'expérience, d'influence et de moyens, non seulement pour garder ses paysans, mais même pour en « appeler » sur les terres de nouveaux. C'est ainsi que, tandis que les petits propriétaires étaient complètement ruinés, les grands et importants propriétaires tenaient bon et s'évertuaient même à acheter les terres désertes et dépeuplées et à en renouveler l'exploitation. Pour garder leurs cultures et en établir de nouvelles ces propriétaires usaient des procédés ayant fait leurs preuves. Ils avaient premièrement recours au transfert de paysans étrangers sur leurs terres et secondement à différents moyens de réduire au servage économique les paysans qui demeuraient chez eux, ainsi que la

population ouvrière qui avait été attirée dans la sphère de leur exploitation rurale.

Le « transfert » des paysans prit vers la fin du xvi^e siècle l'allure d'une calamité publique. La loi exposée dans les « Soudebniki » moscovites prescrivait au paysan de ne passer de commune en commune et d'un bourg à un autre qu'une fois par an; « huit jours avant et huit jours après la St-Georges d'automne ». Chaque année, en automne, durant la période légale de congé (otkaz), commençait une campagne originale de transfert : les agents des riches propriétaires fonciers se présentaient chez d'autres propriétaires et, après avoir persuadé les paysans de partir, « donnaient congé » et les transféraient sur les terres de leurs commettants et maîtres. Mais on ne laissait pas partir les paysans facilement et sans lutte. On entend souvent (selon V. O. Kluchevski) à la fin du xvi^e siècle les « plaintes des « transféreurs » ; les propriétaires ne laissaient pas partir les paysans qui refusaient de continuer à les servir, les mettaient aux fers ou, consentant à leur départ, ayant accepté leur congé, leur enlevaient leur bien et leur faisaient payer des indemnités excessives ». Mais si ceux qui perdaient leurs paysans se laissaient aller à des actes de violence et d'arbitraire, ceux qui les emmenaient n'agissaient pas avec une moindre licence. Les « transféreurs » emmenaient et attiraient chez eux, non seulement ceux des paysans qui avaient le droit de quitter leurs maîtres, mais tous ceux qu'ils pouvaient entraîner à les suivre. En outre ils usaient souvent de « violence » avec infraction évidente aux règlements du gouvernement et en lésant les intérêts des particuliers. C'est pourquoi le « transfert » des paysans

était toujours « accompagné de discussions, de ruses, de violences, qui se renouvelaient chaque année au mois de novembre et remplissaient les tribunaux de plaintes chicanières » (V. O. Klutchevski). Ces « violences » sans fin donnaient du souci au gouvernement. Déjà pendant le règne d'Ivan le Terrible on avait pris certaines mesures dont nous ne connaissons pas la nature exacte, par rapport au transfert des paysans, et il fut publié un règlement (oulojénie) qui défendait de transférer les paysans de force ou bien ne permettait pas du tout de les transférer à certaines époques d'« années réservées », lesquelles étaient exactement fixées d'avance par le gouvernement. Il est difficile de préciser quel était ce règlement d'Ivan le Terrible, mais on voit que le gouvernement, déjà sous le règne de ce tsar, avait trouvé nécessaire d'intervenir dans le problème du transfert des paysans, non seulement pour sauvegarder son intérêt propre, mais aussi dans celui des petits propriétaires-hommes de service. Le transfert de paysans taillables privait le gouvernement de revenus réguliers de terres taxables, tout en privant les possesseurs de ces terres de leurs propres revenus ainsi que de la possibilité de servir, leur terre étant dépeuplée.

Si grâce au « congé » et au « transfert » des paysans des terres d'autrui les propriétaires ruraux arrivaient à augmenter la main-d'œuvre sur leurs terres, c'était à l'aide d'autres mesures qu'ils réussissaient à s'attacher à jamais la main-d'œuvre qu'ils s'étaient procurée. Ces mesures consistaient d'habitude en un asservissement économique de l'ouvrier. Il y avait beaucoup de moyens de le réaliser. Quoique, suivant la loi, les comptes de fermage du

paysan fussent indépendants de ceux de ses autres obligations, le terme du bail, le « départ », entraînait naturellement le règlement des autres comptes du paysan avec le propriétaire. Le propriétaire ne laissait pas partir le paysan sans un règlement définitif, et plus un paysan était empêtré dans ses obligations, plus il était fermement fixé à sa place. C'est pourquoi les propriétaires accordaient volontiers à leurs paysans des « prêts », leur avançaient de l'« argent », c'est-à-dire, leur fournissaient le pain et les semences ou tout simplement de l'argent à crédit. Quoique ni les prêts, ni l'argent n'entraînassent à leur suite la « servitude » (kabala), c'est-à-dire ne transformassent pas le paysan en serf, ils servaient néanmoins de prétexte suffisant pour la rétention du paysan de force et pesaient sur la conscience du laboureur-débiteur, le forçant moralement à rester fidèle au maître, qui lui était venu en aide dans sa détresse. Le grand endettement des paysans à la fin du xvi^e siècle est attesté par de nombreux documents et témoigne des avantages qu'y trouvaient les propriétaires fonciers.

L'endettement du paysan en soi ne le transformait pas en esclave (kholop) quoiqu'il l'asservît en réalité à son maître. Pour devenir « kholop » c'est-à-dire, pour perdre son indépendance civile et ne plus être libre, le paysan devait s'aliéner lui-même formellement, « se vendre de sa terre en kholop complètement », comme disait le « Soudebnik ». Le fait se produisait fréquemment; dans les registres de servage du xvi^e siècle on peut trouver des dizaines d'actes juridiques d'après lesquels des « bobil » (paysan qui ne possède pas de terre) et des enfants de paysans devenaient serfs. Dans leur besoin de

main-d'œuvre les propriétaires étaient heureux d'engager des paysans ou de prendre à leur service, en servage, tous ceux qui offraient leur labeur et vendaient leur liberté. Il ne s'agissait que de voir ce qui dans chaque cas particulier était le plus avantageux, envoyer le nouvel arrivé au labour, comme paysan, ou le prendre en servage et en faire un « kholop ». L'un pouvait être un taillable indépendant sur un « lot » de paysan et il était plus avantageux de l'engager comme cultivateur, le liant avec des prêts et de l'argent. Un autre de par sa jeunesse et son manque de force ne pouvait être laboureur, il valait mieux l'attacher à sa maison par le servage. D'après les registres on voit que ceux qui se vendaient en servage étaient pour la plupart des gens sans foyer, des orphelins et de jeunes paysans vagabonds. Incapables d'exploiter indépendamment un lot de terre, ils pouvaient être utiles en qualité de domestiques et de manœuvres. Quelquefois les ouvriers eux-mêmes pouvaient préférer le service de « cour » au « labour »; ainsi, par exemple, un « bobil » ou un artisan errant (tailleur ou cordonnier) se trouvait plus à son aise à la cour d'un seigneur que dans son ménage miséreux ou comme pauvre artisan-vagabond. Telles étaient à peu près les conditions qui avaient créé la dépendance du kholop ou le servage. Ces conditions favorisaient la fixation chez le propriétaire foncier des éléments paysans non cultivateurs et même vagabonds. Enlevant les gens au labour et à la taille, le servage ne les chassait pas de l'économie du propriétaire; c'était là l'avantage du servage pour les deux parties : le kholop s'affranchissait du fardeau des impôts et son seigneur s'assurait la main-d'œuvre nécessaire.

Mais il arrivait quelquefois que l'ouvrier prêt à prendre du service dans une propriété privée, ne voulût pas se laisser légalement asservir. Un ouvrier errant cherchait du travail et un asile dans quelque propriété, mais il n'était pas assez nécessaire pour se vendre tout à fait. Il consentait à prendre du service, mais sans servage; il était prêt à devenir « kholop », mais « kholop volontaire » ou « libre », afin de pouvoir s'en aller quand il en aurait envie. Les propriétaires accueillaient avec joie de pareils serviteurs « libres » et les gardaient à cause du manque général d'ouvriers. Du point de vue du gouvernement le « kholop libre » était un phénomène indésirable. Son maître ne pouvait pas compter sur lui, car il pouvait le quitter à chaque instant : le gouvernement n'en faisait pas non plus grand cas, car il ne le servait, ni ne lui payait d'impôts; il était incommode pour l'administration car il restait insaisissable. Parmi les kholops libres pouvaient facilement se glisser des gens qui avaient fui le « service du souverain », qui se dérobaient aux impôts et se dissimulaient derrière des maîtres influents pour éviter de répondre de leurs fautes ou crimes. Le gouvernement moscovite n'approuvait, en général, guère le service libre et blâmait fréquemment ceux qui « ont foi en un homme libre et le gardent chez soi sans titre de possession. » Cependant le service et le travail libres continuaient d'exister sous différentes dénominations : des serviteurs sans titre de possession vivaient et travaillaient dans les domaines et les maisons des villes. Ils présentaient un phénomène illégal et fort embarrassant pour l'administration moscovite, qui souvent ne savait qu'en faire.

Ainsi, par exemple, pendant le recensement dans

la ville de Zaráïsk, les greffiers découvrirent jusqu'à deux cents individus qui n'étaient ni hommes de service, ni taillables, et dans leur perplexité ils écrivirent aux autorités : « Et en tout, attachés à la maison, commerçants, laboureurs, artisans, demeurant dans la maison et travaillant dehors, cent quatre-vingt-dix-huit. Qu'ordonnera à leur sujet le tsar-souverain de toute la Russie? »

CHAPITRE VII

MESURES DU GOUVERNEMENT CONCERNANT LES PAYSANS, LES SERFS ET LES FUGITIFS.

C'est ainsi qu'apparut dans la vie sociale moscovite, vers l'époque de la régence de Boris Godounov, toute une série de problèmes difficiles, qui exigeaient du gouvernement une attention minutieuse et une active intervention. La migration de la masse ouvrière du centre aux limites de l'Etat créa une crise dans l'agriculture; elle ruina complètement les petits propriétaires, qui n'existaient que grâce au travail des paysans à eux soumis; elle créa beaucoup de difficultés et de complications aux propriétaires plus importants et plus aisés. Le souci de garder la main-d'œuvre amena une lutte acharnée entre les propriétaires à l'occasion des « congés » et des « transferts » d'une terre à une autre. Dans cette lutte pour les paysans les propriétaires avaient recours à toutes sortes de ruses et de procédés contraires à la loi. Les riches et les puissants avaient tous les avantages dans ces conflits. Les petits propriétaires perdaient leurs paysans et les paysans perdaient leur liberté civile dans l'asservissement aux riches et se transformaient en serfs. A côté du servage légalisé floriss-

sait le « servage libre » dont le gouvernement n'était pas en mesure de faire le recensement et qui le privait de sa part légale d'impôts et de corvées. A toute cette désorganisation s'ajoutait l'appréhension et l'alarme que causaient ceux qui fuyaient l'Etat et qui, s'étant rassemblés en grandes bandes de cosaques dans les steppes, étaient enclins au brigandage et au pillage. La nécessité de régulariser la situation des paysans et des serfs vis-à-vis de leurs seigneurs et de l'Etat, n'échappait pas à Boris Godounov, de même que l'antagonisme des petits et des grands propriétaires dans la sphère de l'exploitation agricole où l'on remarquait l'accroissement excessif des domaines d'Eglise au détriment des domaines laïques, qui dépérissaient et étaient abandonnés. Telle était l'ambiance où Boris Godounov avait à agir.

Ce serait une erreur de croire que le gouvernement de Boris Godounov comprenait la crise qui ébranlait alors la société, aussi clairement que la comprend maintenant la science historique. Il était facile de s'égarer à cette époque dans la variété et la complexité des relations et des conflits de la société contemporaine. Pour résoudre ces questions d'économie et de droit on devait fatalement les aborder avec précaution, timidement et irrésolument. Le gouvernement devait sans relâche suivre l'évolution des rapports entre les différentes classes sociales, protégeant les faibles et défendant les offensés et en même temps maintenant les intérêts de l'Etat, qui souffrait du désordre social. Cette dernière tâche était de beaucoup la plus importante; elle influençait plus que tout le gouvernement, déterminant sa politique dans la lutte des classes et dans les conflits de l'exploitation rurale avec la main-d'œuvre. Cette

lutte amenait à sa suite la ruine du petit propriétaire, l'asservissement individuel du paysan et l'extension du servage. Tout ceci frustrait le gouvernement, privant l'Etat d'hommes taillables et corvéables. Un paysan endetté et asservi cessait de payer les impôts; c'est pourquoi le gouvernement était prêt à défendre sa liberté civile et à le préserver de la ruine et de l'exploitation.

Un fils de boyard, qui avait perdu ses paysans et délaissé sa propriété, n'exploitait plus ses terres et ne faisait pas son service, c'est pourquoi le gouvernement était prêt à l'aider à garder les paysans pour le labour et à consolider ses droits à la terre. Dans ces deux cas le gouvernement se rangeait du côté du paysan et du petit propriétaire contre les grands propriétaires, clergé ou laïques, et défendait, dans son propre intérêt, les classes plus humbles contre les tentatives des classes aisées cherchant à leur enlever leur travail, leurs gens et leurs terres. Les ukases du gouvernement de Boris Godounov relatifs aux paysans, aux serfs libres et aux serfs tout court, peuvent s'expliquer par le désir de préserver pour l'Etat la source des forces militaires et fiscales.

Nous avons vu plus haut que déjà au temps d'Ivan le Terrible le pouvoir trouva nécessaire d'intervenir dans le « transfert » des paysans. On ne sait pas quels termes avait en vue l'ordonnance d'Ivan le Terrible, mais en 1584 les propriétaires de Riazan la citent, en présentant une plainte au tsar Fédor contre l'influent secrétaire Chéréfédinov, qui « tranfère de force les paysans de tes bourgs et de ceux des fils de boyards malgré l'ordonnance de ton père et notre souverain. » On mentionne aussi les « années réservées » en 1591-1592 et on voit qu'il

y en avait déjà eu d'autres et que d'autres encore avaient été fixées pour l'avenir : on ordonnait de ramener les taillables qui avaient quitté les faubourgs pendant les « années réservées » et on interdisait de transférer les paysans pendant les « années réservées » jusqu'à nouvel ordre. Il s'en suit que l'ordonnance limitative d'Ivan le Terrible, quoique provisoire, s'étendait sur toute une série d'années. La défense de transfert avait comme but de retenir la population ouvrière et taillable sur ses terres et d'arrêter sa fuite en masse; elle tendait aussi à l'attacher aux « hommes d'armes » dans les petites propriétés, ne lui permettant pas de passer sur les terres privilégiées des grands propriétaires car il en résultait une grande disette d'hommes d'armes. Le gouvernement de Boris Godounov reçut en héritage d'Ivan le Terrible ces lois limitatives et prolongea leur action, mais en y ajoutant quelques amendements. Le gouvernement prescrivait de ne réintégrer les fuyards que si cinq années n'étaient pas encore révolues depuis leur fuite; si six, sept ou plus d'années s'étaient écoulées depuis leur départ, ils pouvaient garder leur nouveau domicile. En 1601 et 1602 le tsar Boris donna l'autorisation de départ et de transfert des paysans dans tout l'Etat à l'époque habituelle (au mois de novembre); mais cette autorisation n'était donnée qu'aux petits propriétaires et ne s'étendait pas aux propriétaires importants, hauts dignitaires de l'Eglise, monastères, boyards et « grande » noblesse. Elle ne s'étendait pas non plus aux terres du tsar lui-même. Par cette mesure le tsar voulait non seulement faciliter le déplacement des paysans, mais surtout venir en aide aux petits propriétaires, hommes de service, les mettant à l'abri

des atteintes des grands propriétaires, ainsi que du vagabondage des paysans. Dans ce cas les intérêts des propriétaires coïncidaient avec ceux du gouvernement et c'est pourquoi Boris Godounov leur accordait son soutien. Le « transfert » des paysans ne lui était pas commode, tout au contraire la fixation de la masse ouvrière et son enregistrement comme unité taillable de l'Etat, ou dans les domaines, aurait été fort désirable pour le gouvernement. Sans aucun doute la fixation des paysans à leur domicile lui aurait été plus avantageuse, mais, à défaut, le gouvernement s'efforçait de diriger leur déplacement conformément à ses vues. Il ne se décidait toutefois pas à la proclamation complète et catégorique de l'asservissement des paysans, car il ne voulait pas les soumettre à une dépendance privée et les perdre en tant qu'unité taillable. C'est pourquoi le gouvernement n'abolissait pas le droit de « transfert », et s'ingéniait à le réglementer.

Ce même désir de diriger et de réglementer perçait dans les ordonnances du gouvernement relatives aux serfs. L'attention du gouvernement fut attirée par le fait que « les serfs et « kholop » libres avec leurs femmes et leurs enfants s'enfuyaient de chez les boyards (leurs maîtres). » Pour donner aux boyards un moyen de lutter contre cette fuite de leurs gens, le gouvernement décréta qu'avant d'entrer en service le serf devait être enregistré à Moscou au bureau du « Tribunal des kholop » et pour les autres villes dans les registres du servage. De cette manière fut instituée l'inscription sur les registres de la couronne de chaque nouveau serf. En 1597 cet enregistrement devint obligatoire : les propriétaires de serfs étaient tenus de présenter aux autorités les

documents pour toutes les catégories de leurs gens. C'était comme un recensement général des serfs. Quant aux kholop libres il fut décidé de les interroger : combien de temps chacun d'eux servirait-il son maître? et ne consentirait-il pas à se faire enregistrer comme serf? S'il consentait à s'inscrire, il devenait serf, s'il n'y consentait pas, il perdait malgré tout son titre de libre-serviteur. Ceux qui avaient servi moins de six mois pouvaient s'en aller, mais ceux qui avaient servi six mois et plus devaient être enregistrés comme serfs et le devenaient même sans leur consentement. C'est ainsi que l'état de serviteur libre fut aboli formellement et une règle nouvelle fut mise en vigueur : « Ne garde pas un jour un serf sans l'enregistrer, mais si tu l'as gardé et nourri il perd sa liberté ». Ayant établi une règle uniforme et obligatoire d'asservissement, la loi de 1597 déterminait avec plus de précision la situation des serfs : depuis lors (selon V. I. Serguievitch) « tous les serviteurs nouveaux et anciens se transforment en serfs provisoires et perdent le droit d'acheter leur liberté en payant leur dette, mais en revanche, au moment de la mort du créancier, ils reçoivent leur liberté sans payer, d'après la stipulation. » La loi de 1597 sur les serfs poursuit plus clairement encore que les ukases de Boris Godounov des buts d'Etat. Elle subordonne à la raison d'Etat les intérêts des seigneurs et des serfs; la structure de leurs rapports réciproques devait permettre au gouvernement de se renseigner sur la quantité de main-d'œuvre dans l'Etat, d'assurer cette main-d'œuvre aux propriétaires et d'empêcher les serviteurs enregistrés de se transformer complètement en serfs après la mort de leur maître. Toutes ces mesures sauvegardaient

l'ordre nécessaire, comme le comprenait le gouvernement, et protégeaient les intérêts légaux des deux parties.

On ne peut donc affirmer que Boris Godounov ait été le créateur ou l'auteur de la fixation des paysans à la terre et celui du système de la servitude des hommes libres. Si l'on reconnaît qu'au *xvi^e* siècle furent prises des mesures générales, qui entravaient le transfert des paysans, il faut voir leur origine, non pas dans les lois du temps de Boris Godounov, mais dans les « années réservées » d'Ivan le Terrible. Si les mesures prises contre les serfs en 1586 et 1587 sont la première contrainte exercée contre le service libre, il ne faut pas oublier non plus que cette contrainte s'étendait également aux maîtres : ces mesures limitaient leur arbitraire en les forçant à enregistrer la main-d'œuvre et écartaient la possibilité de transactions illégales au détriment de l'ordre institué par le gouvernement. Les règles sur l'enregistrement des serfs étaient suivies de dispositions légales en leur faveur. Mais le gouvernement de Boris Godounov n'était nullement disposé à manifester de la mansuétude envers ceux qui s'étaient enfuis de l'Etat pour devenir Cosaques et à les protéger. On savait que Boris Godounov n'aimait pas les Cosaques libres des steppes et punissait cruellement ceux qui entraient en relations avec eux (par exemple Zacharie Liapounov); il leur assignait des tâches au-dessus de leurs forces, sur les terres de la couronne aux frontières. Une vingtaine d'années après la mort de Boris Godounov le gouvernement moscovite, dans ses pourparlers avec les Cosaques libres, leur rappelait comme la vie leur avait été difficile au temps des anciens souverains de Moscou,

et surtout au temps du tsar Boris : « Vous n'aviez même pas le droit d'aller non seulement à Moscou, mais pas même dans vos villes frontières, chez vos parents, et il vous était défendu partout d'acheter et de vendre. »

Si on n'avait pas eu le temps d'arrêter un ouvrier sur place ou si on n'avait pas su le ramener à son ancien domicile, on tâchait de l'atteindre là où il s'était établi et de le fixer dans une ville nouvellement construite ou sur les terres de la couronne à la frontière; si on n'y parvenait pas, on traitait cet homme avec défaveur et on l'appelait en style officiel « voleur » et en langage littéraire « reptile scélérat », de la part duquel on pouvait s'attendre à tout le mal possible. C'est ainsi que peuvent être définis les rapports du gouvernement de Boris Godounov avec la population ouvrière — les paysans et les serfs. On peut en conclure que la classe des paysans ne jouissait pas de la protection spéciale de Boris Godounov. Il ne la protégeait et ne la défendait que dans la mesure qu'il trouvait nécessaire à l'utilité publique.

CHAPITRE VIII

LES RELATIONS DE BORIS GODOUNOV AVEC LA NOBLESSE
ET LE CLERGÉ. ANALYSE GÉNÉRALE DE LA POLITIQUE
DE BORIS GODOUNOV A L'ÉGARD DES DIFFÉRENTES
CLASSES DE LA SOCIÉTÉ.

La sollicitude de Boris Godounov à l'égard de la classe ouvrière et taillable le mettait quelquefois en opposition avec la noblesse rurale moscovite, avec les boyards. Appartenant à cette noblesse par sa naissance et ses relations, Boris Godounov y avait aussi ses ennemis. Ce n'est pas seulement son élévation personnelle qui les lui avait créés. La vieille noblesse princière voyait en Godounov le continuateur d'Ivan le Terrible, l'opritchnik, qui poursuivait l'œuvre de destruction des kniajata et poussait systématiquement au sommet du gouvernement moscovite des individus « communs », étrangers à la noblesse et qui n'avaient pas l'habitude des affaires. Un contemporain de Boris Godounov, le secrétaire Ivan Timoféiev, un intime de la maison des illustres princes Vorotynski, a consacré tout un chapitre de son *Vremennik* à cette particularité du gouvernement de Godounov. Du point de vue d'un homme élevé dans les traditions du gouvernement par les princes et

les boyards, Ivan Timoféiev condamne avec dédain la manie de Boris Godounov de protéger les « mal-nés » et de les élever à de hauts postes « hors de tout propos et mesure ». A son avis, ce n'était pas seulement la noblesse qui en souffrait, mais l'Etat entier, comme un navire dirigé par un pilote malhabile. « Comme un navire piloté par un ignorant coule à fond, comme périt le troupeau avec un berger endormi, comme s'épuise un monastère par suite de l'incurie des moines, de même la cité se ruine jusqu'à ne plus exister avec de mauvais gouvernants, avides et cupides, ainsi qu'ignorants et malhabiles. » Maintes fois Timoféiev compare ces gouvernants mal-nés à des porcs : « Une boucle d'oreille précieuse dans la narine d'un porc est pareille au pouvoir dans les mains de gouvernants indignes, dit-il; semblables aux porcs ils ont les mêmes mœurs, ils dévorent tout ce qu'on leur donne, même si on leur apporte un poison mortel, ils ne le sentiront pas. Par soif de lucre et cupidité ils tolèrent tout, ils s'accommoderont de tout, car ils ne comprennent pas le mal qu'ils font à la cité (c'est-à-dire à l'Etat). » C'est ce que disaient de l'administration de Godounov les partisans de la vieille noblesse et les admirateurs des anciennes coutumes. Ils se plaignaient non seulement d'être éloignés des affaires, mais d'avoir à supporter de véritables persécutions de la part de Boris et de ses proches. Tout le monde croyait que Boris Godounov n'aimait pas la noblesse. Les ambassadeurs polonais se souvenaient en 1608 qu'au temps de Godounov « l'existence était dure pour les boyards ». Un contemporain de Boris Godounov, le Hollandais Massa, écrit que Boris avait éloigné les plus illustres boyards et princes et avait

ainsi complètement privé le pays de « la plus haute noblesse et des plus ardents patriotes ». L'Anglais Fletcher était convaincu que le gouvernement de Boris Godounov maintenait, comme celui d'Ivan le Terrible, l'oprichtnina et toutes les mesures contre la noblesse princière et que les Godounov tenaient à détruire de toutes manières, à anéantir, la noblesse la plus ancienne et la plus illustre. En lisant ces opinions, on peut dans une certaine mesure ajouter foi aux assertions d'Abraham Palitzine que Godounov « pillait surtout les maisons et les bourgs des boyards et des seigneurs ». Si cela ne se passait pas d'une manière aussi primitive et grossière que le représentaient les ennemis de Boris Godounov, il était tout de même évident qu'à l'époque de Boris la noblesse de race ne jouait aucun rôle ni dans l'Etat, ni au palais; elle céda même à Godounov le trône moscovite après la mort du tsar Fédor. On comprend aisément que l'auteur de la *Chronique* de 1616 avait raison en affirmant que Boris était « haï de tous les seigneurs russes ». Pour éveiller et nourrir une indignation aussi forte Godounov n'avait besoin ni de disgrâces, ni de supplices : toute son œuvre, étrangère aux anciennes traditions du palais de l'époque d'avant l'oprichtnina, sa parenté souvent peu illustre et qui était placée à la tête des affaires, étaient désagréables et inadmissibles aux yeux de ceux qui se souvenaient des temps heureux de l'aristocratie princière moscovite, dont ils étaient les tenants et admirateurs.

Quant au clergé moscovite de l'époque de Boris Godounov, il paraissait lui être acquis et le patriarche Job, qui lui devait son élévation au patriarcat, est toujours dépeint comme son ami le plus

dévoué. En effet, dans ses œuvres littéraires, Job parle de Boris Godounov sur un ton de panégyrique et se pose en admirateur et partisan. Lors de l'élection du tsar, en 1598, Job, avec le Saint Concile de Moscou (c'est-à-dire le conseil ecclésiastique du patriarche et sa suite), était à la tête du mouvement. C'est lui qui le premier proposa Boris comme tsar et c'est lui qui, à la tête du Zemski Sobor et du peuple, mena tout le clergé au monastère Novodevitchi pour prier Boris Godounov de consentir à être tsar. Job perdit son patriarcat au moment de la déposition des Godounov et partagea ainsi le sort de la dynastie à l'avènement de laquelle il avait travaillé. Parmi les autres membres du clergé, après l'intrigue manquée du métropolite Dionissi et des princes Chouiski, on ne remarquait aucune désaffection à l'égard de Godounov. Régent et monarque, Boris avait toujours su vivre en bons rapports avec les serviteurs de l'Eglise. Avec l'apaisement de l'Etat il semble avoir trouvé possible de rétablir les « tarkhan » (privileges) des propriétaires ecclésiastiques, qui avaient été provisoirement révoqués par les conciles de 1580 et 1584 « jusqu'à ce que la terre rentre dans l'ordre ». C'était une mesure exceptionnellement favorable qui rendait aux monastères et aux églises une position privilégiée par rapport aux impôts, situation qu'ils avaient perdue au temps du désordre dans l'Etat. Mais cette grâce ne voulait pas dire que l'Etat cédait en tout aux intérêts matériels du clergé. Dans les ukases de Boris Godounov relatifs aux paysans il était tout autant défendu de transporter ceux-ci dans les terres du patriarche, des métropolites et autres dignitaires de l'Eglise et des monastères, que dans celles des boyards et de la haute noblesse.

Le transfert des paysans n'était permis qu'aux petits propriétaires ecclésiastiques, sur le même pied qu'aux laïques. Les domaines du clergé avaient donc la même situation que les autres, sans aucune préférence. Ensuite le gouvernement de Boris Godounov avait pris toute une série de mesures ayant pour objet de réviser les droits domaniaux des monastères et d'écarter la possibilité d'abus. Il fut publié en 1590 un ukase fort curieux, où l'on défendait aux monastères de donner en possession et jouissance leurs terres, en échange de « dépôts »; les personnes qui tenaient de telles terres devaient les restituer aux monastères et les monastères devaient leur rendre leurs dépôts si ces dépositaires désiraient les reprendre. Cette mesure visait à arrêter non seulement la remise des terres des monastères aux particuliers, en viager, pour de l'argent, mais aussi la remise de terres d'hommes de service à un monastère avec le droit d'en conserver l'usufruit. Ce dernier genre d'opération était un moyen commode de dégager sa terre des obligations de service, sans en perdre en réalité la jouissance et de devenir des « fils de boyards sans service ». Dans la lutte pour conserver la terre pour ses propres besoins, le gouvernement alla en 1593-1594 jusqu'à une révision des domaines des monastères et fit examiner les droits même des monastères les plus en vue (Troïtsko-Serguïev, Spasso-Efimiev); si les monastères ne pouvaient justifier de leurs droits avec documents à l'appui, les domaines étaient confisqués au profit du souverain. Ainsi, dans les conflits entre les propriétaires ecclésiastiques et les intérêts de l'Etat, Boris Godounov restait toujours le défenseur de ces derniers et demeurait, comme dans bien d'autres cas, le gardien

fidèle de la chose publique.

Cet aperçu de la politique de Boris Godounov à l'égard des différentes classes de la société fait ressortir que Boris ne servait aucun intérêt de classe ou particulier. Il n'avait aucune amitié pour l'ancienne noblesse; tout au contraire, l'histoire entière de l'ascension personnelle de Boris Godounov montre clairement l'inimitié réciproque de Godounov et des kniajata. Il sacrifiait aussi les besoins et les aspirations de la masse ouvrière qui fuyait le joug du servage, à l'utilité publique, que, dans ce cas, il identifiait avec la propriété économique de la classe des hommes de service. Dans son souci d'accorder aide et soutien aux petits propriétaires de la noblesse et aux « enfants de boyards », il faisait tout son possible pour les soutenir, mais exigeait, en revanche, que ces terres ne s'affranchissent pas de leurs obligations et que les hommes de service accomplissent leur devoir dans toute la force du terme. Boris Godounov n'accorda aucun privilège exceptionnel à aucun groupe de la société et n'en protégea spécialement aucun. Les temps étaient si difficiles, la crise tellement aiguë que le gouvernement était dans l'impossibilité de créer à qui que ce fût une position privilégiée. Il ne pouvait être agréable à tous et satisfaire tout le monde à un moment où l'antagonisme foncier des classes rurales et de la masse ouvrière ne pouvait pas être calmé par la seule sagesse et l'habileté du gouvernement. Mais le savoir-faire et la perspicacité de Boris Godounov lui inspiraient ce qu'il fallait entreprendre en vue de l'apaisement du pays, dans la mesure où cela pouvait se faire.

CHAPITRE IX

LA LUTTE CONTRE LA CRISE SOCIALE ET LES MESURES D'APAISEMENT; PRIVILÈGES FINANCIERS; CONSTRUCTIONS; LES ÉTRANGERS ET LES PROGRÈS DE L'INSTRUCTION. TENDANCES GÉNÉRALES DE LA POLITIQUE DE BORIS GODOUNOV.

Le pouvoir passa aux mains de Boris Godounov au moment même où le gouvernement moscovite vint à avoir conscience de la violence de la crise sociale qui sévissait dans le pays et comprit qu'il était indispensable de lutter contre elle. De ces prédécesseurs dans le gouvernement de l'Etat, Ivan le Terrible lui-même et Nikita Romanovitch Youriev, et des spécialistes de l'administration tels que les fameux secrétaires du Conseil des boyards (Douma), les frères André et Vassili Stchelkalov, Boris Godounov avait appris à s'orienter dans les affaires de l'Etat et s'était assimilé certaines idées directrices.

Ce n'est pas lui probablement qui fut le créateur d'une politique d'apaisement, mais il en fut l'exécuteur et s'y trouva fort apte par ses qualités innées. Doux et aimable, accueillant dans ses relations personnelles, « d'âme sereine », comme on s'exprimait alors, sensible au bien et au mal, au mensonge et à la vérité, Boris n'aimait pas les

opresseurs et les concussionnaires, de même qu'il ne pouvait souffrir les ivrognes et les débauchés. Il était fort généreux, bon envers les pauvres et venait volontiers en aide aux malheureux. Tous les contemporains s'unissent dans cette opinion. On voit par leurs récits que Boris Godounov, élevé parmi les opritchniki, ne leur ressemblait sous aucun rapport et que de la cour d'Ivan le Terrible, avec ses orgies, ses débauches et sa cruauté sanguinaire, il n'avait gardé que le dégoût et la conscience de son influence pernicieuse. Unissant à un esprit puissant un talent administratif éminent et une grande habileté, Boris Godounov sut apporter dans la vie du palais et dans la pratique gouvernementale un tout autre esprit et d'autres procédés. En étudiant attentivement les documents de cette époque, on remarque une grande différence sous ce rapport entre le règne d'Ivan le Terrible et celui de Boris Godounov. Au temps de Godounov le palais de Moscou devint sobre et chaste, doux et bon, le gouvernement calme et jamais emporté. Au lieu du courroux et des supplices habituels au temps d'Ivan le Terrible, au temps du tsar Fédor et de son « bon régent » Boris Godounov, le peuple ne voyait que justice et régularité. « Et l'ordre dans son empire est tel qu'on n'en avait jamais vu » (disaient de Boris Godounov ses fonctionnaires), « pas un homme puissant et fort ne fait de mal à quiconque, pas même au moindre et plus faible orphelin. » Il est fort caractéristique pour Boris qu'il tirait gloire de son humanité et de sa justice. Mais de « l'âme sereine » et de la bonté de Boris Godounov il ne faut pas conclure qu'il faisait preuve de faiblesse en gouvernant. Il gouvernait avec fermeté et savait à l'occasion le

montrer. Le Terrible ne pouvait se passer d'échafaud et de corde, mais Boris ne montrait jamais de hâte à employer ces moyens. A l'intrigue il répondait par le bannissement et non pas par du sang; s'il exécutait ce n'était qu'après enquête et jugement; et les disgrâces du souverain qui atteignaient les Moscovites sans jugement n'étaient jamais suivies d'effusion de sang apparente. Les contemporains hostiles à Godounov l'accusaient d'aimer les dénonciations et de les récompenser, ils disaient qu'il ordonnait en secret à ses commissaires de tuer les seigneurs en disgrâce dans leur exil. Mais les dénonciations n'étaient pas une manie personnelle de Godounov et ne constituaient qu'un triste usage du temps, analogue à la police secrète d'une époque plus récente. Les exécutions secrètes (si exécutions il y avait) étaient fort douteuses et fort rares, ne représentant, on peut dire, que des cas isolés. La force du gouvernement de Boris Godounov n'était pas dans la terreur, dont Boris n'usait jamais, mais dans d'autres attributs du pouvoir : c'est une technique sûre qui lui valut sa popularité. Il est certain que Boris Godounov, survenant après l'opritchnina et les guerres malheureuses remporta un succès incontestable, dont témoignent tous ses contemporains. Sous sa régence le pays éprouva un vrai soulagement. Les écrivains russes disent que, pendant le gouvernement des tsars Fédor et Boris, Dieu accorda à la terre russe « un temps de bien-être »; les Moscovites commencèrent à se remettre de leurs souffrances passées et à vivre doucement et paisiblement, se réjouissant avec tranquillité, et la Russie refleurit de tous les biens de ce monde. » Les étrangers témoignent aussi que la situation à Moscou s'était visiblement amélio-

rée du temps de Boris, la population se calmait et même se multipliait, le commerce, qui avait périclité au temps d'Ivan le Terrible, s'animait et prenait de l'extension. Le peuple se reposait de la guerre et des cruautés d'Ivan le Terrible et sentait que les procédés du gouvernement avaient brusquement changé pour le mieux.

On arrivait à cette amélioration, autant qu'on peut en juger, par l'adoucissement des exigences fiscales et de servitude du gouvernement à l'égard de la population. Le rétablissement des exemptions, qui avaient été supprimées pendant les dernières années du règne d'Ivan le Terrible, la réduction des impôts directs et la tentative d'établir un système d'affermage (surtout celui de l'alcool) pour alimenter « la trésorerie du grand souverain »; des privilèges de toutes sortes aux divers groupes sociaux; l'encouragement du commerce, surtout avec les étrangers, voilà à peu près les mesures par lesquelles Godounov crut relever le bien-être public. Dans les récits hyperboliques des fonctionnaires moscovites ces mesures acquéraient le caractère d'affranchissement de tout paiement d'impôts. Godounov aurait accordé des privilèges aux domaines de toute espèce, il ne prélevait aucun impôt, tous les travaux de villes étaient rémunérés par le Trésor. A son avènement Boris Godounov aurait fait donner aux hommes de service trois années d'appointements à la fois et n'aurait fait prélever aucun impôt de ses terres et de ses villes; il accorda toutes sortes de franchises aux commerçants de tout l'Etat russe. A tous ces adoucissements et privilèges s'ajouta encore la large bienfaisance de Boris, par où se manifestaient sa générosité et sa libéralité : Boris Godounov aimait à

être connu comme « protégeant les pauvres » et « donnant sans trêve ». Outre sa libéralité, il avait toujours souci des droits et des intérêts des pauvres et des faibles. Il punissait les auteurs de violence et les concussionnaires, témoignant de son amour de la justice et de haine des exactions. Les travaux publics (si on peut appliquer ce terme à l'époque) étaient un des moyens d'assistance faisant partie du système de bienfaisance de Godounov.

Pendant toute la durée de son gouvernement Boris Godounov aima à construire et il laissa après lui nombre de constructions remarquables. Il commença ses travaux par la muraille de la ville « blanche » de Moscou, qui suivait le tracé des boulevards actuels de cette ville. On travailla à cette muraille pendant sept ans et le maître constructeur fut un Russe « constructeur d'églises et de palais » Fédor Savéliév Kone (ou Konev). C'était pour l'époque une entreprise grandiose. Au dehors fut édifée une nouvelle muraille en bois entourant les faubourgs à la hauteur de l'actuelle rue Sadovaïa. Avec la participation de ce même maître Kone on construisit à Astrakhan une citadelle en pierre. En 1596 on commença la fameuse muraille de Smolensk, sous la direction du même Kone. Les murs de Smolensk, d'une longueur de six verstes, avec trente-huit tours, furent construits en moins de cinq années. Toutes les villes de l'Etat moscovite aidaient à la construction; les pierres étaient amenées par les gens de toutes parts et on se les procurait aux villes de Staritsi et de Rouza; la chaux était préparée dans le district de Béla près de Pretchisti au Verkhovié. Telle était l'envergure des opérations des travaux de la ville de Smolensk. On avait invité à prendre

part à ces travaux tous les maçons et briquetiers de l'Etat et on y avait même envoyé les potiers. Boris Godounov alla lui-même à Smolensk assister à la pose de la première pierre, en grande pompe, et tout le long du chemin, dans les villes et dans les bourgs, il faisait servir à tout le monde à boire et à manger, transformant ce voyage en une fête ininterrompue : « Toutes les suppliques qu'on lui présentait, il les accueillait favorablement, se montrant bon envers tout le monde. » En faisant son rapport au tsar Fédor de la construction de Smolensk, Boris Godounov voulut dire que la nouvelle muraille de cette ville deviendrait l'ornement de toutes les villes moscovites : il s'exprima ainsi : « Cette ville de Smolensk sera le collier de toutes les villes. » Là-dessus le boyard prince Fédor Mikhaïlovitch Troubetskoï, qui était présent, remarqua avec ironie que « dans ce collier s'introduira la vermine et il sera difficile de l'en chasser. » L'annaliste qui avait noté les paroles de Troubetskoï les trouva justes : « Ces mots (dit-il), se trouvèrent justifiés, car en quelques années bien des gens tombèrent des deux côtés de cette muraille. Mais « le collier » de Boris était tout de même nécessaire à l'Etat et sa construction fut utile déjà au temps des troubles, quand le roi Sigismond fut arrêté pour longtemps sous les murailles de Smolensk. Enfin, aux frontières du Sud, Boris Godounov continua avec une grande énergie les constructions d'Ivan le Terrible. Vers 1570 fut élaboré à Moscou un plan d'occupation de la « steppe sauvage » par des forts et on commença la construction de villes; mais la besogne principale de l'exécution de ce plan fut accomplie par Godounov. C'est pendant son règne que furent construites les

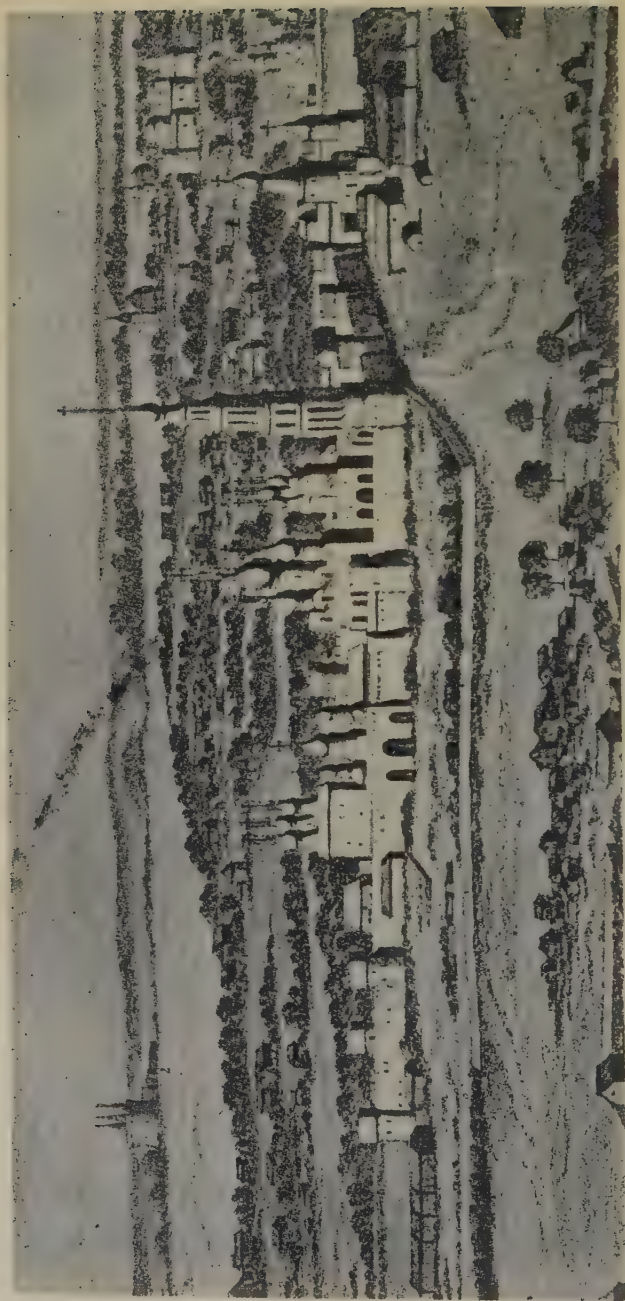
villes de Koursk et de Kromi; que fut occupé le cours de la Bistraia Sosna et que furent fondées les villes de Livni, Elets et Tcherniavsk, puis le long de l'Oskol les villes d'Oskol et de Valouïki; sur le Don naquit la ville de Voronège, sur le Donetz, Belgorod et enfin, encore plus au Sud, la ville de Tsarev-Borissov. Tout ce réseau de forts, distribués systématiquement sur les routes des steppes, acquit à l'empire moscovite un énorme espace de la « steppe sauvage » et ferma aux Tartares l'accès de Moscou et de tout le centre moscovite. Dans Moscou elle-même, outre la « muraille blanche de Tsarev-Gorod » et du mur en bois extérieur, Boris Godounov érigea beaucoup d'édifices et d'églises. Suivant l'éloge du patriarche Job, Boris Godounov « avait orné la ville de Moscou, protégée de Dieu, comme une fiancée de divers beaux atours; il y créa de belles églises et de grands palais dont la vue excite l'admiration... et il construisit des palais pour les marchands, pour les besoins et la commodité du commerce. » C'est Boris Godounov qui a construit le fameux clocher d'Ivan Veliki au Kreml. Dans le Kreml Boris fit construire un spacieux édifice pour les tribunaux près de la cathédrale des Archanges. Dans le Kitaï-Gorod, après l'incendie des boutiques, il fit construire un marché en pierre et un grand pont sur la Néglinnaia avec de nombreuses boutiques. En différents endroits de Moscou furent construites des églises en pierre richement ornées; de vieilles églises furent réparées; en outre Boris voulut édifier à Moscou une nouvelle cathédrale. Elle devait être plus belle que la première cathédrale de Moscou, celle de l'Assomption (Ouspenski). On avait rassemblé pour cette cathédrale des machines et des matériaux en grande quan-

tité. Mais la construction ne se fit pas et plus tard les matériaux furent vendus par le tsar Vassili Chouiski et employés pour d'autres édifices et même pour de simples maisons. Une autre entreprise de Godounov eut une fin tout aussi triste; il fit faire un Saint-Suaire, ou, d'après l'expression d'Ivan Timoféiev, un « cercueil pour le Christ, un réceptacle pour son divin corps » à l'image de celui de Jérusalem. C'était évidemment une copie du *Κουβούκλι* du temple du Saint-Sépulcre à Jérusalem, avec des images du Christ et de la Vierge, des archanges, des apôtres, de saint Joseph d'Arimatee et de saint Nicodème. Les images resplendissaient d'or et de pierreries, de sorte qu'en les contemplant on pouvait à peine « rester debout ». Après la mort de Boris ce Saint-Suaire excita, on ne sait pourquoi, la fureur de la populace qui avait exterminé la famille des Godounov : « Avec une haine diabolique ils le brisèrent en morceaux et les perçant de leurs piques et de leurs fourches ils les portèrent par la ville et les places, en l'outrageant, oubliant la crainte de Dieu » (c'est ainsi qu'on écrivait officiellement en février 1607). Etant donnée cette passion de construction de Boris, il est naturel qu'il usât de ce moyen pour donner du travail au peuple. Ainsi pendant les années de famine (1601 et suivantes), outre les aumônes en argent et en pain, le peuple recevait du gouvernement du travail aux constructions. Un étranger (T. Smith) remarque que ce fut pour combattre la famine que Boris entreprit, par exemple, la fortification supplémentaire du mur extérieur de Moscou : « Il fit construire des galeries autour du mur extérieur de la grande ville de Moscou. »

Sa bienveillance envers les étrangers était un des



LE PATRIARCHE JOB



LE COUVENT NOVODIÉVITCHI D'APRÈS UNE GRAVURE DE 1702.

traits curieux de Boris Godounov. Les contemporains reprochaient à Ivan le Terrible son affection pour les étrangers et ceux qui professaient une autre religion. On lit dans le *Vremennik* d'Ivan Timoféiev des observations fort intéressantes à ce sujet : « A la place des seigneurs bannis et massacrés le Terrible aima ceux qui arrivaient des pays voisins; il ouvrit son âme aux étrangers, les laissant approcher des secrets de son cœur et leur confia sa santé, écoutant leurs « ruses médicales. » Il en résultait « du détriment à son âme et des maladies à son corps ». Sans y être forcé, de son propre mouvement, il mit sa tête dans « la gueule de l'aspic », et toutes ses entrailles furent entre les mains des barbares, « ils faisaient de lui ce qu'ils voulaient. » Tous les malheurs du temps du Terrible, Timoféiev les met au compte de l'empire des étrangers sur le tsar. Telle était l'opposition nationale à l'eupéanisme du Terrible. Mais Boris Godounov suivit sous ce rapport également l'exemple du Terrible, ne craignant pas les accusations qui pesaient sur son maître en politique. Dans son *Histoire*, Karamzine rassemble soigneusement tous les signes de l'amour de Godounov pour la civilisation européenne et pour les étrangers. « Dans son amour des lumières Boris Godounov surpassa tous les anciens monarques de Russie », dit Karamzine. Godounov rêvait d'établir en Russie des écoles européennes et même, paraît-il, des universités; il faisait chercher des savants à l'étranger pour les faire venir à Moscou; il accueillait avec bienveillance les étrangers qui, par nécessité ou de leur propre gré, arrivaient à Moscou pour y prendre du service, pour s'occuper d'industrie ou de commerce; il causait souvent et beaucoup avec

ses médecins étrangers; il permit de construire une église luthérienne dans un des faubourgs de Moscou; enfin il voulait à tout prix faire épouser à sa fille Xénia quelque prince régnant d'Europe. Boris Godounov essaya par deux fois de réaliser ce dessein. La première fois il choisit pour fiancé Gustave, le fils du roi de Suède exilé de son pays, qui fut invité dans l'Etat moscovite; on lui promit un apanage et on le combla de faveurs. Mais Gustave n'était pas disposé à abandonner pour Xénia soit sa religion, soit sa liaison morganatique, qui l'avait suivi de Dantzic à Moscou. Le mariage ne se fit pas et Gustave fut renvoyé à Ouglitch, où on le gardait pour le cas où on aurait eu besoin d'influencer la Suède. Mais Gustave ne fut pas mis en jeu contre la Suède et mourut paisiblement à Kachine en 1607. Le rapprochement de Boris avec le Danemark amena un autre projet de mariage. En 1602 arriva à Moscou en qualité de fiancé de la tsarevna Xénia le frère du roi Christian de Danemark, le duc Hans (ou Jean). Les pourparlers avec le duc Hans marchèrent mieux qu'avec Gustave, mais Hans tomba malade et mourut à Moscou un mois et demi environ après son arrivée. Un journal des plus curieux de l'ambassadeur du Danemark, Axel Guildenstern, qui accompagnait le duc Hans à Moscou, offre au lecteur beaucoup de détails non seulement sur les fiançailles, mais sur la vie moscovite en général et les hommes en vue de Moscou, ainsi que sur Boris Godounov. Boris venait souvent voir Hans, passant outre aux usages des tsars, d'après lesquels les malades perdaient le droit « de voir les yeux du tsar ». Au chevet de Hans le tsar montrait beaucoup d'attention et de faveur, soupirait et même

versait des larmes; avec son penchant naturel au geste « il indiquait des deux mains sa poitrine en disant : « Ici sont le duc Hans et ma fille! » Quand Hans mourut on fit dire aux ambassadeurs du Danemark que le tsar s'était alité, succombant à son grand chagrin. Le tsar vint personnellement à l'enterrement et fit des adieux touchants au défunt; il insista pour accorder grâce plénière à un Danois qui avait été arrêté et devait subir une grave peine pour tentative de meurtre. La mort de son beau-fils promis avait en effet sincèrement affligé Boris Godounov : les larmes aux yeux il répétait près du cercueil : « Ah, duc Hans, ma lumière et ma consolation! par nos péchés nous n'avons pu le conserver!... » « Les sanglots, raconte un témoin oculaire, étouffaient ses paroles. »

Au temps de Boris Godounov le gouvernement eut pour la première fois recours à l'envoi, dans un but d'instruction, de jeunes gens à l'étranger. Au temps de Pierre le Grand ceci devint un usage constant. « Ces jeunes gens devaient apprendre à fond la langue et les lettres du pays dans lequel on les envoyait. On connaît, d'après des documents, qu'on en avait envoyé cinq à Lubeck et quatre en Angleterre. D'après le témoignage d'un contemporain, un Allemand, il fut envoyé en tout dix-huit personnes : six en Angleterre, six en France et six en Allemagne. Aucun des envoyés ne revint en Russie; quelques-uns moururent avant d'avoir terminé leurs études, d'autres se dispersèrent Dieu sait où, fuyant leurs précepteurs « on ne sait pour quelle raison », d'autres encore restèrent pour toujours à l'étranger, se pénétrant d'amour pour la civilisation qu'ils venaient de s'assimiler. Un de ceux-là, Nikifor Olfériev Grigoriev,

se fit prêtre en Angleterre, « noble membre du mouvement puritain (en 1643) et, pour sa fidélité à sa nouvelle religion, perdant sa cure ». C'est en vain que les diplomates moscovites essayaient de faire rentrer les jeunes gens dans leur pays; ni les jeunes gens eux-mêmes, ni les autorités de leur nouvelle patrie n'en voulaient entendre parler.

Cet aperçu de l'œuvre politique de Boris Godounov ne fait apparaître aucun système ou programme dans son activité. Les Moscovites de l'époque n'avaient pas l'habitude de ramener les motifs de leurs actes à un principe abstrait ou à un postulat moral. Si dans leurs jugements ils alléguaient une raison quelconque, ils disaient d'habitude que « c'était la coutume » ou que « cela n'était pas convenable », mais ils n'expliquaient pas pourquoi « cela n'était pas convenable » et pourquoi c'était « la coutume ». Boris n'expliquait pas non plus ses actes et ses intentions par aucune idée générale ou directe, hormis peut-être celle de l'utilité publique et du bien-être général. C'est pourquoi l'historien est privé de la possibilité de parler des plans et des buts de Boris comme homme politique et administrateur; il ne peut qu'essayer de les deviner. Il est plus facile de définir, d'après certains faits, la tendance qui dirigeait en réalité la politique de Godounov : il est évident qu'il agissait en faveur de la classe moyenne de la société moscovite et contre la noblesse et la masse des serfs. Du moins c'est la classe moyenne qui le jugeait avec bienveillance et qui appréciait l'utilité et les bienfaits de ses actes pour le pays. Le peuple (non pas les serfs, mais ses couches libres) aimait beaucoup et appréciait Boris Godounov, « le considérait comme un dieu », d'après un contem-

porain, et était prêt à le servir. D'après le témoignage général des écrivains de l'époque, Boris Godounov « était cher à tout le monde ». En voyant « sa sagesse et sa justice », « son gouvernement ferme et juste » et « sa grande bonté pour le peuple », le peuple l'éleva au trône des tsars en 1598. La grande popularité de Boris Godounov pendant sa vie est hors de doute; « Boris avait si bien disposé tout le monde envers lui, qu'on en parle partout », remarque même le Hollandais Isaac Massa qui le haïssait. On ne pouvait douter que, sous le simple désir de plaire et d'être populaire, se cachât un but profond et sérieux : faire passer le soutien du pouvoir de son ancien fondement des domaines aristocratiques sur de nouvelles bases plus démocratiques et fonder l'ordre politique sur la classe des petits propriétaires, hommes de service et la libre population taillable. Le calcul politique de Boris Godounov était clairvoyant et fut justifié aux yeux du gouvernement moscovite par la marche des événements de la vie sociale au xvii^e siècle. Mais Boris lui-même ne put profiter des fruits de sa propre perspicacité, car de son vivant la classe moyenne moscovite ne s'était pas encore organisée et n'avait pas encore conscience de son importance sociale. Elle ne put sauver Boris et sa famille des malheurs et de la destruction totale quand les sommets et les bas-fonds de la société se soulevèrent contre les Godounov — la vieille noblesse entraînée par son ancienne haine de Boris et de sa race et la masse serve poussée par son hostilité envers l'ordre social moscovite en général.

TROISIÈME PARTIE

LA TRAGÉDIE DE BORIS GODOUNOV

CHAPITRE PREMIER

MORT DU TSARÉVITCH A OUGLITCH. DIFFÉRENTES VERSIONS.

LES NAGOÏ A OUGLITCH. LA MALADIE DU TSARÉVITCH.

LE 15 MAI 1591. ENQUÊTE ET JUGEMENT.

« Mais le moment approchait, dit Karamzine, en parlant de la fin du règne de Boris Godounov, où ce souverain éclairé que l'Europe glorifiait pour sa sage politique, pour son amour des lumières, pour son désir ardent d'être le vrai père du peuple et enfin pour la dignité de sa vie, tant publique que privée, allait connaître le fruit amer de ses scélératesses et devenir une des victimes notoires de la justice divine. » Par « scélératesses » Karamzine désignait le crime imputé à Godounov, du meurtre du tsarévitch Dimitri à Ouglitch. Quant aux autres « scélératesses », Karamzine n'y ajoutait pas foi, tandis que le fait de ce meurtre ayant été confirmé par l'Eglise, il n'osait pas n'y pas croire. Le malheur de Boris Godounov voulut qu'il devînt non seulement la proie de la médisance et de la calomnie, mais qu'il reçût la sanction, omnipotente à cette époque, du gouvernement et de l'Eglise. Le vague soupçon porté sur Boris Godounov se transforma en un fait officiellement reconnu, confirmé par les autorités civiles et ecclésiastiques.

Un murmure d'envie et de rancune accompagnait, bien entendu, chaque pas qui approchait Godounov du pouvoir et de l'empire absolu, tant au palais que dans le reste de l'Etat. On attribuait ses succès non seulement à son intelligence et à son heureuse étoile, mais bien plus à son astuce, à son goût de l'intrigue et à sa « scélératesse ». La lutte pour la prédominance au palais que Godounov mena contre les boyards et les princes entraîna le bannissement des adhérents de ceux-ci, dont quelques-uns moururent en exil et d'autres subirent la peine de mort. Toutes ces infortunes furent attribuées à l'« ambition » de Godounov et c'est lui seul qui en porta le blâme. Quand le beau-frère du tsar lui fut adjoint comme régent, cet acte, au dire de Moscou, fut suivi de nombreuses « victimes » et la rumeur publique y vit une preuve évidente de « l'insatiable ambition » du favori. Comme il avait su mettre à profit la faiblesse d'esprit du tsar Fédor pour devenir régent, on en concluait qu'il saurait également profiter de l'absence d'un héritier direct du souverain pour se faire reconnaître son successeur et « saisir le trône ». Des soupçons et des conjectures de cette nature correspondaient si bien au caractère de Godounov et à tout le milieu, qu'ils paraissaient une certitude; aucun argument, aucune considération ne pouvaient les réfuter. Comment et à qui aurait-on pu faire accroître que Boris Godounov n'aspirait point au pouvoir, quand des années durant il avait travaillé pour y arriver? Pouvait-on admettre qu'il n'y songeât point? Et une fois l'insatiable ambition de Godounov reconnue, comment ne pas être tenté de supposer que la mort subite du tsarévitch Dimitri n'avait pas été provoquée par ladite ambition?

Le tsarévitch meurt juste au moment où Boris Godounov vient de se défaire de tous ses rivaux; quand, en sa qualité de « régent vigilant » et « d'ami intime du tsar Fédor », il touche au trône. Ceux qui haïssaient l'heureux favori avaient à l'appui de leurs accusations toute vraisemblance, quand ils disaient que pour lui l'heure était venue de se débarrasser du dernier obstacle qui le séparait du trône et d'en finir avec le tsarévitch Dimitri, relégué à Ouglitch?

Après tout ce que l'on a publié sur la mort de ce dernier, il est inutile de revenir sur les détails de cet événement et de reprendre la question impossible à résoudre : le tsarévitch a-t-il fini ses jours à Ouglitch, ou bien a-t-il échappé à l'attentat dirigé contre lui? Et s'il a péri, est-ce lui-même qui s'est donné la mort ou bien a-t-il été assassiné? Boris Godounov a-t-il trempé ou non dans ce crime (1)? Quiconque croit que le tsarévitch a pu s'échapper d'Ouglitch pour revenir en 1605 à Moscou où il reprit possession du trône de ses aïeux ne saurait être détrompé par nos arguments; pas plus que celui qui a la conviction que le tsarévitch est mort assassiné à Ouglitch. Notre unique but est de présenter l'affaire d'après les textes et les documents, parvenus jusqu'à nous, à ceux de nos lecteurs qui n'ont pas de parti pris contre Boris Godounov et dont le jugement n'est pas faussé par telle ou telle autre interprétation de « l'instruction judiciaire », ni par les fameuses *Vies des Saints*, ni autres « légendes ». On sait que le tsarévitch mourut le 15 mai 1591 à Ouglitch, d'une blessure à la gorge qui vraisemblablement atteignit la carotide. Deux jours

1. Voir Platonov, *Histoire de la Russie*, un vol. in-8, Payot. Paris.

plus tard la nouvelle en parvenait à Moscou et le jour même une « commission d'enquête » était envoyée à Ouglitch. Elle arriva dans cette ville le 19 mai et, après enquête faite, conclut que le tsarévitch s'était blessé lui-même dans un accès de « mal noir ». Les documents de l'instruction, réunis en un rouleau, ont été conservés jusqu'à nos jours et plus d'une fois publiés sous le titre « d'actes de l'instruction judiciaire ». En 1913 parut une édition en facsimilé(1) du dossier qui nous permet d'examiner scrupuleusement tous les textes qui s'y rapportent. Quand, en 1605, Dimitri, le tsar imposteur, fit son entrée à Moscou, l'instruction de 1591 fut reconnue fausse et le tsarévitch déclaré vivant. Quand en 1606 ce Dimitri fut tué et les reliques du vrai tsarévitch transportées à Moscou et solennellement déposées près du pilier droit de la cathédrale Archangelski, on ne songea pas à confirmer l'exactitude des données de l'instruction. On publia seulement un communiqué officiel, déclarant que le tsarévitch Dimitri avait été égorgé comme un doux agneau sacrifié à la jalousie de Boris Godounov. Sur le cercueil du tsarévitch fut apposée une inscription, disant que le tsarévitch avait été tué « sur l'ordre de Boris Godounov »; dans la « vie » du nouveau saint on écrivit que l'innocence et le supplice immérité de Dimitri lui avaient valu l'incorruptibilité et le don des miracles pour avoir été égorgé par « son méchant serviteur », Boris Godounov. Cette accusation fut proclamée par la régence Chouiski et par l'Eglise, mais elle ne fut pas autrement étayée et n'a nulle-

1. Wladimir Klein, *L'enquête sur l'affaire d'Ouglitch concernant la mort du tsarévitch Dimitri, le 15 Mai 1591*, tome I. Etude diplomatique de l'original; tome II. Reproduction phototypique et transcription de l'original. Moscou 1913.

ment été prouvée. Cependant différentes versions de la *Vie* du tsarévitch Dimitri, de même que de nombreuses légendes sur le prétendant, racontent que Boris Godounov avait tramé plusieurs attentats contre la vie du tsarévitch jusqu'à ce qu'un assassin se fût enfin trouvé qui « lui coupa la gorge ».

Ces versions ne se ressemblent pas, les preuves y manquent et il est impossible de les considérer comme des documents. Si on les dispose dans l'ordre chronologique, elles offrent un curieux exemple de la manière dont, avec le temps, s'accumulaient des détails de légende autour d'un sujet d'épopée. Plus ces *Vies* sont récentes plus elles sont complètes; au point de vue littéraire elles ont une certaine valeur, mais au point de vue historique, aucune. Les faits rapportés sur la mort du tsarévitch par les écrivains de l'époque de la crise du xvii^e siècle qui ne touchent à ce sujet qu'en passant, importent à l'historien bien davantage. En nous appuyant sur tous ces documents, sur les données de l'instruction judiciaire, sur les récits de *la Vie du tsarévitch*, sur les légendes, sur les dires des contemporains, nous tâcherons de reconstruire avec exactitude l'événement d'Ouglitch, ce qui nous permettra de mettre en relief la tragédie de Boris Godounov.

Attirons d'abord l'attention sur les relations qui s'étaient établies entre la cour de Moscou et la famille du tsarévitch, (sa mère et les frères de sa mère, les boyards Nagoï) bannie à Ouglitch. En apparence elles étaient, de part et d'autre, d'une parfaite courtoisie. A la fête du tsarévitch, le 19 octobre, on envoyait, selon la coutume, des pâtés au souverain; celui-ci rendait la politesse à la tsarine Marie, en lui faisant remettre des fourrures; l'envoyé rece-

vait à cette occasion des pièces de damas et de l'argent. Leurs relations se bornaient à ces signes de bonne entente. La ville d'Ouglitch n'avait pas été donnée en apanage à la famille des Nagoï; ils y étaient étroitement surveillés et le secrétaire, Michel Bitiagovski, représentant de Moscou, était le chef du service préposé à cette surveillance. Les Nagoï ne l'aimaient pas, comme d'ailleurs tous les autres fonctionnaires moscovites, et les disputes entre eux étaient fréquentes. Par exemple, Michel Nagoï ne voulait rien donner à Michel Bitiagovski parce que ce dernier refusait de lui donner de l'argent, en plus des sommes octroyées sur l'ordre du tsar par le Trésor. Le jour même de la mort du tsarévitch une querelle avait éclaté entre Michel Nagoï et Michel Bitiagovski, le premier ayant refusé d'envoyer les charrois requis pour le transport des troupes du tsar. La haine contre Bitiagovski était si grande que lors de l'émeute soulevée par les Nagoï immédiatement après la mort du tsarévitch, Bitiagovski fut le premier à être tué. Un autre fonctionnaire moscovite chargé d'organiser le charroi, nommé Rakov, manqua aussi être assassiné. On l'accusa de s'occuper, sous prétexte de charroi, d'espionner les Nagoï chez eux. On lui ordonna de quitter Ouglitch sur-le-champ, on le menaça en lui disant : « Qu'as-tu à attendre ici? Veux-tu être assassiné comme Bitiagovski et ses compagnons? » C'étaient là les sentiments que les Nagoï nourrissaient envers tous les envoyés de Moscou et tous les gouvernants qui, les ayant bannis dans la petite ville d'Ouglitch, les avaient privés des honneurs et des avantages de la capitale. Abraham Palitzine, si réservé dans ses appréciations, se permet pourtant d'écrire que les intimes du tsaré-

vitch attisaient son ressentiment contre ceux qui le gardaient éloigné de Moscou; son mécontentement perçait souvent dans ses jeux enfantins en railleries et en absurdes boutades contre son frère Fédor et encore plus contre Boris Godounov. Un écrivain de l'époque, l'étranger Bussow, nous conte des traits caractéristiques sur la conduite du jeune prince, qui, à son avis, avait hérité de la cruauté de son père. Un jour il lui arriva d'ordonner à ses compagnons de faire des bonshommes de neige; il appela chacun du nom d'un boyard, les aligna et se mit à les abattre, en répétant : « Voilà comment je vous traiterai quand ce sera moi qui régnerai. » Bien entendu, tous les propos malicieux des Nagoï étaient rapportés à Moscou. Palitzine, avec la finesse d'esprit qui le distingue, s'exprime ainsi à ce sujet : « Les ennemis des Nagoï et les flatteurs de Boris Godounov tramaient des complots, entassaient mensonges sur mensonges dans le but de circonvenir les hauts dignitaires et, en premier lieu, Boris Godounov; puis, en troublant leur imagination, en les incitant au crime, ils vouaient au repos éternel ce très charmant jeune homme. » Encore avant la mort du tsarévitch des rumeurs couraient à Moscou concernant la méchanceté du prince et affirmant que sa vie était en danger. Dans le livre sur la Russie (paru en 1591 à Londres) du voyageur anglais Fletcher (qui avait quitté le pays encore en 1589) on trouve au sujet du tsarévitch Dimitri ces lignes significatives : « Sa vie est menacée de ceux qui à la mort de Fédor — il ne laisse pas d'enfant — aspirent au trône; j'ai entendu dire que sa nourrice, après avoir goûté d'un plat destiné au tsarévitch, était morte subitement. Les Russes croient voir en lui le vrai fils d'Ivan le

Terrible; dès son bas âge il parut avoir les mêmes penchants que son père; il trouvait, à ce qu'on dit, du plaisir à regarder égorger des moutons et d'autres animaux, à contempler leur sang ruisseler de leur gorge (spectacle qui fait généralement peur aux enfants); il aimait à abattre des poules et des oies et à les voir crever sous ses yeux. » Tous ces récits ne servaient naturellement pas à établir de bons rapports entre Moscou et Ouglitch. De part et d'autre il n'existait que crainte et haine. Au dire des contemporains, on souhaitait à Moscou la mort du tsarévitch, à Ouglitch la mort du tsar Fédor.

Dans la supplique présentée au tsar Fédor par Eudoxie, l'infortunée veuve de Michel Bitiagovski, elle dit, entre autres, que son mari avait à plusieurs reprises fait des reproches à Michel Nagoï et s'était même querellé avec lui pour avoir introduit auprès du tsarévitch Dimitri des sorciers et des sorcières; « quant au sorcier, André Motchalov, il demeurait constamment chez les frères Nagoï et chez la femme de l'un d'eux, Zénobie. Michel Nagoï sommait le sorcier de lui prédire si le tsar Fédor et sa femme Irène avaient encore longtemps à vivre. »

L'opinion générale que le tsarévitch avait hérité de l'humeur de son père s'explique encore par le fait que tous les deux étaient atteints de la même douloureuse maladie : le tsarévitch, comme Ivan le Terrible, était sujet à des accès périodiques d'épilepsie, suivis de crises de rage. Il se passait à peine un mois entre ces accès. Le tsarévitch en avait eu un en carême; un autre un peu avant la fête de Pâques (qui tombait cette année le 4 avril), puis encore le 12 mai. Quand il avait une de ces attaques, il tombait à terre; si on cherchait à le relever, il



BORIS GODOUNOV

d'après une gravure dont l'original est aux Archives
de l'Académie des Sciences à Pétersbourg.



LE FAUX DIMITRI
d'après une gravure polonaise de 1606.

se débattait et mordait ceux qui le tenaient. Les témoins de la dernière crise en parlent dans ces termes : « Le tsarévitch jouait avec un couteau — raconte sa nourrice — quand il fut pris du haut mal; il tomba à terre et se blessa à la gorge; les contorsions durèrent longtemps et puis ce fut la fin. Un peu avant, pendant le grand carême, il s'était jeté sur sa mère un grand clou à la main; encore une autre fois il avait rongé les mains de la fille d'André Nagoï et on avait eu beaucoup de peine à la lui arracher. » Le terrible mal héréditaire avait altéré la santé et le caractère du tsarévitch; aux yeux des contemporains il passait pour un monstre ressemblant en tous traits à son père : méchant, violent, sanguinaire. C'est dans ces conditions-ci que se déroula à Ouglitch le drame du 15 mai 1591. Vers midi le tsarévitch jouait, entouré de ses camarades, avec un couteau dans la cour intérieure. C'est là qu'il reçut sa blessure mortelle.

Pour se faire une idée de la topographie de la citadelle, ou Kreml, d'Ouglitch, il faut se reporter aux descriptions qui en furent données au ^{xvii}^e siècle.

Le Kreml où habitait le tsarévitch était situé au bord du Volga; une muraille dans laquelle étaient percées deux portes, la porte Spasski et la porte Nicolski, s'élevait le long du fleuve; le palais faisait face à ce mur; ses dépendances allaient jusqu'à l'église de la Transfiguration. Plus tard des églises, nommées « églises sur le sang », furent élevées à l'endroit où le tsarévitch avait expiré et où son sang avait coulé. Il est évident qu'au moment de la catastrophe personne du dehors n'avait pu pénétrer jusqu'au prince. On pouvait entrer dans le Kreml

en arrivant du marché ou des faubourgs, mais il fallait traverser le palais pour atteindre la cour intérieure. Ce 15 mai, à l'heure du repas de midi, quand, selon la coutume, tous les travaux étaient interrompus et que tous ceux qui étaient occupés dans les chancelleries, à commencer par le chef, Michel Bitiagovski, étaient dispersés dans les faubourgs, dans différentes hôtelleries, le tocsin sonna et l'alarme se répandit dans le palais. Un jeune garçon, Pétrouchka Kolobov, attaché à la personne du prince, arriva en courant, disant que le tsarévitch s'était blessé avec son couteau. Pétrouchka et ses camarades, tous employés au service du prince, témoignèrent qu'à ce moment il n'y avait personne auprès de celui-ci que quatre garçons, la nourrice et une femme de chambre. Cependant la tsarine Marie, à peine descendue dans la cour, se prit à accuser la nourrice Vassilissa Volokhova — à qui revenait la première place dans l'entourage princier — et, se ruant sur elle, se mit à crier que c'était son fils qui avec le fils de Bitiagovski avaient assassiné le tsarévitch. Au son du tocsin accourut le peuple : les habitants des faubourgs, les bateliers du Volga, des Cosaques ou ouvriers, armés de bâtons, de haches, de fourches et d'épieux. Il fut aisé de faire accroire à la foule que le prince, comme l'affirmait la tsarine, avait été assassiné par l'envoyé de Moscou, son fils et ses amis. Michel Nagoï, frère de la tsarine et ennemi acharné de Bitiagovski, excitait le peuple. Les clameurs de la tsarine et les accusations vociférées par son frère portèrent la foule aux plus grandes violences. On poursuivit Bitiagovski, sa famille et d'autres personnes soupçonnées d'avoir participé au meurtre. Bitiagovski, accouru au palais,

chercha à se cacher dans l'une des dépendances, mais on l'y découvrit; on fit sauter les portes, on le traîna dehors avec le clerc Danila Tretiakov, puis on les tua tous les deux. On accabla de coups le fils de la nourrice et, après l'avoir longtemps torturé, on le porta devant la tsarine, à l'église de la Transfiguration, où il fut assommé. Le fils de Bitiagovski fut tué dans la chancellerie; sa femme et ses filles furent saisies à leur hôtellerie; on les dépouilla, puis on les traîna au palais; on était sur le point d'en finir avec elles, quand le clergé s'interposa; elles furent alors jetées dans un cachot avec la nourrice Vassilissa. La demeure des Bitiagovski fut saccagée à fond. Un témoin oculaire raconte comment la foule s'y était précipitée, s'y était adonnée au pillage, avait dévasté la cave, englouti le vin et ensuite percé les tonneaux. Il en fut fait de même de la chancellerie de Bitiagovski; on y enfonça les portes et les croisées. Le clerc Tretiatchko déposa par la suite : « J'entrai dans la chancellerie, je vis mon coffret défoncé et les vingt roubles du Trésor, préparés pour défrayer les dépenses de la tsarine et de son fils, enlevés. » On menaça Tretiatchko et les autres clercs de leur faire subir le sort des Bitiagovski; alors ils s'enfuirent d'Ouglitch, poursuivis par une vingtaine d'hommes qui les accusaient d'appartenir au parti des Bitiagovski; ils errèrent plusieurs jours dans les forêts sans oser revenir à la ville. Les citoyens d'Ouglitch qui n'avaient pas pris part au massacre et au pillage, déposèrent à l'interrogatoire que toute la ville s'était soulevée contre les auteurs du crime, ou ceux qu'on prenait pour tels; dans l'emportement d'une haine fatale, on tuait des hommes dont l'innocence ne pouvait être contestée

et qui auraient dû être à l'abri des accusations hystériques de la mère et des vitupérations avinées de l'oncle du tsarévitch. Voilà de quels incidents fâcheux fut suivie la mort du tsarévitch Dimitri!

L'instruction judiciaire nous montre sous quel jour fut présenté aux gouvernants de Moscou le drame d'Ouglitch. Il fut établi officiellement par les juges que le tsarévitch s'était donné la mort lui-même, en s'enfonçant un couteau dans la gorge, que sa mère, prise de désespoir, avait faussement accusé plusieurs personnes de ce meurtre, que son frère Michel avait excité contre lesdites personnes la foule qui commit toutes sortes de violences, massacra plusieurs hommes, pilla les biens appartenant à la couronne aussi bien qu'à des particuliers. L'instruction d'Ouglitch fut soumise en premier lieu au conseil du patriarche qui chargea le métropolite Eliacin de procéder à une enquête sur les lieux. Il fut constaté que le tsarévitch avait succombé à la justice divine; que la famille Nagoï s'était rendue coupable de haute trahison et qu'on n'avait jamais vu pareils méfaits, pareils meurtres, ni tant de sang versé « comme il en fut par Michel Nagoï et ses gens! » Le conseil soumit cette affaire au bon plaisir du souverain; c'était à lui que revenait le droit de châtier, de bannir ou de gracier. Le tsar ordonna aux boyards de se saisir de l'affaire d'Ouglitch, c'est-à-dire d'en juger et d'en décider. Par malheur, les documents se rapportant à cette affaire ne sont pas parvenus jusqu'à nous. Nous apprenons de source non officielle que les auteurs de ces crimes furent sévèrement punis. Mais le chroniqueur soupçonne que les juges, en prononçant leur verdict, satisfaisaient à la vengeance personnelle de Boris

Godounov contre les assassins de ses complices. On fit prendre le voile à la tsarine Marie et on la déporta dans un pays désert près de Biéloosero; les Nagoï furent bannis dans différentes villes et jetés dans différents cachots; quant aux citoyens d'Ouglitch, les uns furent condamnés à mort, d'autres eurent la langue coupée; d'autres furent mis en prison, un grand nombre furent déportés en Sibérie, où ils fondèrent la ville de Pelym. La ville d'Ouglitch fut dépeuplée et dépérit. La légende veut que la cloche qui avait sonné le tocsin le 15 mai 1591 ait partagé le sort de ses concitoyens et qu'elle ait été également bannie en Sibérie. Les circonstances ci-dessus relatées justifiaient, de toutes façons, la nécessité de sanctions très sévères pour l'émeute d'Ouglitch. Les actes de l'instruction, irréprochables au point de vue paléographique, le sont aussi au point de vue juridique. Ils livrèrent aux mains des autorités plus qu'il n'était nécessaire pour sévir contre les Nagoï et les « moujiks » d'Ouglitch. Mais ces données qui, paraît-il, ne furent jamais livrées par le gouvernement à la publicité, ne pouvaient pas par elles-mêmes modifier l'opinion de ceux qui, ayant ajouté foi à la mort violente du tsarévitch de la main de Bitiagovski, considéraient Boris Godounov comme le premier fauteur, en vertu du principe *cui prodest*. Ce fut la thèse soutenue par certains des Nagoï durant toute leur vie, ainsi que par tous les autres ennemis de Boris. La même version fut répétée par la populace qui à Moscou se faisait l'écho de tous les événements politiques. La persistance avec laquelle les versions défavorables à Boris se maintenaient dans le pays était en raison directe de leur plausibilité apparente.

CHAPITRE II

L'OPINION DES CONTEMPORAINS SUR L'ÉVÉNEMENT DU 15 MAI 1591.

Quand en 1606 le tsarévitch fut canonisé et que l'Eglise eut à composer sa *Vie*, celle-ci fut écrite dans un style fort littéraire (probablement au monastère Troïsko-Serguiev). Comme la vie du petit tsarévitch ne pouvait présenter aucun fait saillant (car le tsarévitch était mort trop jeune pour avoir vécu une vie consciente), faute de données biographiques, l'auteur s'était surtout étendu sur les progrès funestes de la passion du pouvoir chez Boris Godounov, passion qui l'avait entraîné de crime en crime. Dans sa soif du pouvoir, Boris Godounov trame la perte d'abord des Chouiski, ensuite celle du tsarévitch Dimitri et du tsar Fédor. Elu au trône à la suite de ses propres intrigues et de ses ruses, il attire sur sa tête le châtiment divin sous l'aspect de l'usurpateur. Dans le rôle du glaive de Dieu l'usurpateur triomphe et anéantit Boris avec toute sa race. Ayant accompli sa mission, il périt à son tour de la main du pieux tsar Vassili Chouiski, et le Seigneur aide Vassili Chouiski à ramener à Moscou les reliques du tsarévitch. La tragédie de Boris Godounov qui périt,

soi-disant, victime de sa passion criminelle, reçut pour la première fois son exposition littéraire dans cette *Relation* de 1606, et l'apparition miraculeuse des reliques du tsarévitch y est expliquée comme une récompense du Ciel pour ses souffrances imméritées. L'Eglise n'accepta pas la relation sous cette forme, vu l'abondance des attaques politiques qu'elle renfermait, et elle en fit une édition expurgée à usage hagiographique. Mais cette relation donna le schéma et le ton de toutes les hagiographies suivantes du tsarévitch, qui furent composées au xvii^e siècle et au temps de Pierre I^{er}. Toutes les leçons suivent ce schéma et sont sans grande valeur pour l'historien. D'un autre côté la *Relation* de 1606, tenue par les contemporains pour la chronique historique des événements moscovites, fut reprise par les chroniqueurs et annalistes dans leurs textes compilatifs et se répandit largement dans la littérature du xvii^e siècle. Sur ce fond naquit une légende « curieuse quoique douteuse », suivant l'expression de Karamzine, « du règne du tsar Fédor Ivanovitch », où la destinée du tsarévitch est ornée de contes invraisemblables et naïfs. Tout ce groupe d'ouvrages, coulant d'une même source, n'a de prix pour l'historien que comme une œuvre littéraire, curieuse non pas par les faits relatés, mais par l'évolution du sujet et les opinions personnelles des auteurs.

Outre ces hagiographies et légendes il existe plusieurs autres récits du meurtre du tsarévitch. Par exemple, dans le *Nouvel annaliste du xvii^e siècle*, on trouve un récit détaillé des événements d'Ouglitch, tout à fait indépendant au point de vue littéraire. Il y en a un autre dans un des recueils du célèbre archéologue P. M. Stroëv, qui semble dater du

xviii^e siècle. Le récit du *Nouvel annaliste* est le plus détaillé et a donné du fil à retordre aux critiques. Des historiens tels que S. M. Soloviev, N. Kostomarov, l'archevêque Philarète, y trouvaient des preuves accablantes contre Godounov. Mais leurs arguments furent réfutés de la manière la plus décisive par d'autres historiens comme E. A. Belov et A. I. Tioumenev, qui s'étaient spécialisés dans l'affaire d'Ouglitch. Plus on compare et approfondit l'ensemble des textes qui se rapportent au meurtre du tsarévitch Dimitri, moins on a confiance en ce document. A. I. Tiouménev trouve que le récit du *Nouvel annaliste* ne résiste même pas à la critique indulgente que lui applique Soloviev. On trouve dans le texte même du récit des traits qui nous le rendent suspect. Des fragments de légendes, des tournures de phrases qui sentent le conte, des séries de détails d'un caractère fort douteux ou sciemment faux, tout ceci ne nous permet de voir dans l'auteur ni un témoin oculaire, ni un contemporain, ni un homme ayant puisé les faits à une source contemporaine à l'événement. *Le Nouvel annaliste* n'a, en effet, été rédigé qu'en 1630 (une quarantaine d'années après le meurtre du tsarévitch). Sa composition rappelle, quant au fond, l'hagiographie. Le point de départ est dans la passion criminelle de Boris Godounov pour le pouvoir qui le pousse à toute une série d'attentats à la vie du tsarévitch : le poison, qu'on lui donne à plusieurs reprises, n'agit pas sur l'enfant, car Dieu ne veut pas permettre la mort secrète du tsarévitch, « désirant rendre évidents à tous son âme sans péché et son sang innocent » ; les hommes qui doivent le tuer refusent de perpétrer ce crime. Enfin on trouve des exécuteurs pour ce dessein,

Klechnine (l'un des enquêteurs envoyés par le tsar Fédor à Ouglitch en 1591), Bitiagovski, Katchalov, Volokhov (victimes de l'émeute d'Ouglitch). Pendant une promenade, Katchalov avec deux jeunes gens (le fils de la nourrice Volokhova et le fils du secrétaire Bitiagovski) blessent le tsarévitch; les instigateurs du crime se cachent dans l'ombre. Les meurtriers, dans leur frayeur, s'enfuient à une vingtaine de verstes, mais le sang du juste crie vengeance à Dieu et les arrête : ils s'en retournent et sont tués avec leurs autres complices à coups de pierres. Ensuite a lieu une enquête mensongère et partielle, ordonnée par Godounov, et la persécution des Nagoï — parents du tsarévitch. Tel est le sujet du récit du *Nouvel Annaliste* — pareil en tout à celui des légendes et autres récits dans le même genre. La narration de Stroév est plus originale. Elle ressemble à un journal détaillé des événements du 15 mai 1591, raconte heure par heure ce qu'avait fait le tsarévitch ce dernier jour de sa vie et expose avec une exactitude de procès-verbal les détails de l'attentat. On attaqua le tsarévitch au moment où il passait en face de l'église du tsar Constantin, la nourrice fut abattue à coup de massue et le tsarévitch eut la gorge tranchée. Mais un examen plus attentif nous fait douter que l'auteur ait connu la topographie de la ville d'Ouglitch (car on ne trouve pas d'église du tsar Constantin dans les registres) et même qu'il ait été le contemporain de l'événement et que le texte de son récit soit antérieur à 1606. Autant qu'on peut en juger, il paraît appartenir plutôt au xviii^e qu'au xvii^e siècle.

Si le chercheur ne va pas plus loin dans ses recherches et n'étudie pas toute la littérature mos-

covite dédiée à l'époque des troubles, il gardera l'impression que la croyance à la culpabilité de Boris Godounov et au meurtre de Dimitri était universelle parmi les contemporains.

Mais cette impression serait complètement erronée. Toute une suite d'observations nous convaincra que la question de la culpabilité de Boris dans l'affaire du meurtre du tsarévitch restait douteuse pour bien des contemporains, malgré les déclarations instantes du gouvernement, de l'Eglise et les œuvres littéraires. La conscience des Moscovites n'était pas toujours apaisée par les protestations officielles et les écrivains plus hardis et plus sincères tâchaient de se soustraire aux exigences de la censure moscovite qui, sans se manifester par des « circulaires » et des « décrets », était néanmoins sévère. L'auteur de ces lignes a déjà eu l'occasion de dire (1) comment ils s'ingéniaient à le faire.

Les écrivains russes du *xvii^e* siècle, dans leurs écrits relatifs à Boris Godounov, offrent une matière fort intéressante pour l'observation. Ils rédigeaient leur jugement sur Boris Godounov au temps où, dans la cathédrale d'Arkhangel à Moscou, près du pilier de droite, était déjà posée la châsse avec les reliques de Dimitri et quand le gouvernement des Choulski, osant interpréter les vœux de la Providence, déclarait que le tsarévitch Dimitri avait acquis le don d'incorruptibilité et des miracles grâce à son innocente souffrance et pour avoir été immolé par son serviteur déloyal, Boris. Les autorités déclaraient que Boris Godounov avait été le meurtrier d'un saint, l'Eglise composait des prières au nouveau

1. *Esquisse de l'Histoire des Troubles dans l'Etat Moscovite aux xvi^e et xvii^e siècles*, chap. III, § 11.

martyr : un Russe du ^{xvii}^e siècle pouvait-il douter de ce que racontait l'hagiographie du tsarévitch et de ce qu'il entendait dire à l'église?

Notre critique savante actuelle à la possibilité d'expliquer l'origine des hagiographies postérieures du tsarévitch Dimitri par la *Relation* de 1606; elle peut suivre le processus par lequel un pamphlet politique se transforma graduellement en source historique pour écrits hagiographiques. Mais au ^{xvii}^e siècle l'esprit le plus hardi et le plus pénétrant n'aurait pu distinguer dans l'hagiographie d'un saint un fait réel d'une légende douteuse. A notre époque, on peut voir dans le transfert des reliques de Dimitri à Moscou en 1606 deux aspects : une paisible cérémonie religieuse et une manœuvre politique décisive, et on peut même deviner que pour Chouiski le côté politique était de beaucoup le plus important et le plus précieux. Mais le peuple russe du ^{xvii}^e siècle, même s'il se doutait que Vassili se jouait d'une chose sainte, n'osait ni repousser ses témoignages, ni même les juger à voix haute. Seul, le secrétaire Ivan Timoféiev osa poser carrément devant son lecteur la question de la culpabilité de Boris Godounov dans la mort du tsarévitch, mais seulement parce qu'il s'était finalement persuadé que Boris était coupable et était prêt à le prouver. Il osait discuter avec ceux qui ne voulaient pas croire à la culpabilité de Godounov : « Où sont-ils ceux qui disaient jadis que Boris était innocent du meurtre de l'enfant du tsar? » demande-t-il, en se préparant à rassembler les preuves contre Godounov. Mais Timoféiev est une exception parmi les écrivains de son époque : il est franc, il est ingénument hardi, sincère et bavard. Tous les autres ont suffisamment de retenue pour

que le sens de leurs discours puisse à peine être discerné; ils préfèrent garder le silence que de dire un mot de trop. Deux particularités dans l'exposition de l'œuvre de Godounov par des écrivains libres et indépendants du xvii^e siècle sont d'autant plus importantes et plus significatives pour l'historien. Si nous écartons deux auteurs aussi partiiaux que, d'un côté le panégyriste de Godounov, le patriarche Job, et, de l'autre, le panégyriste de Chouiski, l'auteur de la *Relation* de 1606, nous pouvons voir chez les autres que : premièrement, ils parlent tous à contre-cœur et avec une grande réserve de la participation de Boris Godounov au meurtre de Dimitri, et, en second lieu, que tous ils exaltent Boris comme homme et régent. Ils composent d'habitude le portrait de Godounov sur une antithèse frappante des vertus de Boris Godounov, faisant le bonheur et la paix de la terre de Russie, et de sa passion fatale pour le pouvoir, qui amène sa perte et celle de ses proches. Voici quelques exemples. Dans le *Chronographe* de 1616-1617 l'auteur, par malheur inconnu, nous a laissé des échantillons curieux d'observations historiques et d'art littéraire; il n'y a qu'une phrase qui se rapporte au meurtre du tsarévitch : « Il a été tué par Mitka Katchalov et Danilka Bitiagovski; beaucoup de personnes disent que le tsarévitch très chrétien, Dimitri Ivanovitch d'Ouglitch, a été assassiné par ordre du boyard moscovite Boris Godounov. » Cette phrase est suivie d'une apostrophe éloquente « à la méchante passion du pouvoir » qui mène les gens à la perte; dans le chapitre suivant on juge Boris Godounov comme homme d'action et particulier de la manière la plus favorable. Ayant apaisé et organisé l'Etat, ce souverain « à l'âme

sereine, au caractère doux, fleurissait comme un dattier des fleurs de ses vertus ». Il aurait pu être comparé aux anciens tsars qui étaient entourés d'une auréole de dévotion, si « les ronces d'une méchante jalousie n'avaient étouffé la fleur de sa vertu ». En indiquant cette fatale faiblesse de Boris Godounov, l'auteur remarque aussitôt : « Mais personne ne peut se vanter d'être libre des rets de l'ennemi », c'est-à-dire du diable. Ainsi, l'auteur ne parle de la participation de Boris Godounov au meurtre d'Ouglitch que comme d'une rumeur et non comme d'un fait avéré. Ne pouvant se décider à le nier, il parle toutefois de Boris comme d'une victime de « l'ennemi » qui l'a terrassé par la « méchante ivresse de pouvoir ». L'auteur ajoute beaucoup plus de foi aux « intrigues astucieuses » à l'aide desquelles Boris Godounov avait éloigné les Romanov du trône en 1598. C'est plutôt à ces « intrigues » qu'il fait allusion en parlant de la « méchante jalousie » de Godounov. Sous tous les autres rapports, Boris Godounov est pour lui un héros de vertu. Il parle avec une sympathie pleine de regrets de ce que ses ennemis détruisirent soudain « la florissante beauté de son règne ». Le célèbre Abraham Palitzine n'est pas moins réservé dans ses allusions au rôle de Boris Godounov dans l'affaire d'Ouglitch. Selon lui, le petit tsarévitch se conduisait et parlait d'une manière « inepte » par rapport aux boyards moscovites et surtout à Boris. Il y avait des gens, « instigateurs de grands malheurs », qui le rapportaient, en multipliant par dix fois les mensonges, aux seigneurs et à Boris. Ces ennemis et flatteurs « amènent ces désordres et ce péché, qui renvoient ce beau jeune homme au repos éternel ». Ainsi ce

n'est pas Boris Godounov que Palitzine accuse de péché, mais ceux qui l'y incitaient. Il ne dit rien de plus sur l'affaire d'Ouglitch, quoiqu'il ne soit pas un admirateur déclaré de Godounov. En poursuivant son but principal : la dénonciation des fautes de la société moscovite, pour le châtiment desquelles le Seigneur lui envoya le « Temps des troubles (1) », Palitzine dénonce aussi Boris, mais l'affaire d'Ouglitch ne joue aucun rôle dans ces accusations. En blâmant Godounov pour son orgueil, sa méfiance, son peu de respect pour les vieilles coutumes et les choses saintes, Palitzine oublie complètement la mort du petit tsarévitch et en parlant du « commencement de tous les malheurs de la Russie », affirme que ces malheurs furent la rétribution des persécutions des Romanov : « A cause des Nikititchi-Romanov et du silence insensé de tout le monde sur ce sujet devant le tsar. » Malgré sa malveillance à l'égard de Godounov, le sage cellérier ne cache pas à ses lecteurs que Boris avait su attirer l'amour du peuple par sa régence habile : « Il fut aimé de tout le monde pour l'établissement de l'ordre général. » Le prince I. A. Khvorostinine, qui, comme Palitzine, parle de Boris Godounov avec froideur, l'appelant « rusé et avide de pouvoir », lui donne cependant des éloges éloquentes ; il ne fait qu'en passant une allusion des plus légères au meurtre de Dimitri, en parlant de la translation des cendres de Boris du Kreml au monastère de Varsonofi. Le prince I. M. Katyrev-Rostovski, beau-frère du tsar Mikhaïl, occupant un rang élevé dans l'entourage du monarque, était par cela même obligé à une grande

1. « Smoutnoé Vrémiâ ».

circonspection dans ses jugements. Il répète dans son récit la version officielle de l'assassinat du tsarévitch par les sicaires de Boris Godounov, ce qui ne l'empêche pas de prodiguer à celui-ci les éloges les plus enthousiastes. Nous ne trouverons chez personne une description aussi détaillée des vertus de Godounov, de telles louanges à son esprit et même à son extérieur, que chez le prince Katyrev. A son avis, Boris lui-même est « un homme admirable » et ses enfants, Fédor et Xénia sont « d'admirables enfants ». La sympathie de Katyrev pour la famille exterminée de Godounov se teinte d'un véritable enthousiasme. Même les annalistes du *xvii^e* siècle, qui avaient inséré dans les *Nouvelles annales* un long récit du meurtre du tsarévitch par ordre de Boris Godounov, continuaient plus loin à raconter l'histoire de l'avènement de Godounov au trône; ils racontent que Boris fut élu par tout le peuple pour « son gouvernement juste et fort » et pour sa « grande bonté envers les gens ». C'est ainsi que dans toutes les œuvres littéraires du *xvii^e* siècle, consacrées à l'histoire du « temps des troubles » et qui n'appartiennent pas au genre hagiographique, la personnalité de Boris est jugée indépendamment de l'affaire d'Ouglitch, dont on ne parle pas du tout ou qu'on aborde avec précaution. Mais cette affaire intéressait profondément et douloureusement la conscience du peuple russe et le rôle que Boris Godounov et sa destinée tragique troublaient les esprits et les cœurs; on le voit clairement dans le *Vremennik* d'Ivan Timoféiev. Timoféiev souffre de ses doutes et se débat dans les contradictions où le jettent les rumeurs qui circulent sur Boris. D'un côté, il entend des accusations de scélératesse, de violences, de ruses

et d'intrigues pour la conquête du pouvoir, de l'autre, il connaît et voit l'œuvre de Boris Godounov et sent lui-même qu'il faut admirer l'une et juger les autres. Il croit que l'incorruptibilité et les miracles du nouveau saint Dimitri sont une récompense pour les souffrances d'un innocent, mais il comprend aussi que le « tsar-serf » Boris, qu'on soupçonne de crime, est doué d'une « grande sagesse » et « comble le peuple de bienfaits ». Malgré toute la peine qu'il se donne, Timoféiev ne parvient pas à comprendre Boris et à décider ce qui l'emportait en lui, du bien ou du mal....

Après de pareilles constatations, peut-on affirmer que la culpabilité de Boris Godounov était incontestable pour ses contemporains et que l'affaire d'Ouglitch ne leur semblait pas un cas aussi douteux et confus qu'il nous le paraît à nous-mêmes? La canonisation de Dimitri en 1606 transforma ce cas douteux en un fait certain; mais jusque-là les sentiments du peuple et du gouvernement envers son souvenir et ses cendres ne laissaient aucunement deviner la vénération future dont il allait devenir l'objet. Pendant sa vie le tsarévitch Dimitri ne retenait pas l'attention et n'inspirait pas d'amour particulier à son entourage; sa mort passa plus ou moins inaperçue dans le train ordinaire de l'existence moscovite. Il ne faut pas oublier que Dimitri, qui était l'enfant de la sixième ou septième femme d'Ivan le Terrible (l'Eglise n'autorisait même pas un troisième mariage), ne pouvait être considéré comme pleinement légitime : dans les conversations officielles des envoyés moscovites et polonais on disait : « Il n'est pas le fils d'une femme légitime, elle était la septième. » C'est sans doute en raison de cette opinion que Dimi-

tri n'était même pas toujours nommé tsarévitch. On trouve une note curieuse sous ce rapport dans le « journal du cellérier du monastère de Kirillov », écrit pendant le règne de Boris Godounov. A l'énumération des festins qu'on servait aux moines en l'honneur ou en souvenir de différents personnages ou événements on lit à la date du 26 octobre : « Repas en souvenir du prince Dimitri Ivanovitch Ouglitski. » Ce prince était le fils d'Ivan III Vassiliévitch, surnommé « Jilka » (décédé en 1521), et à la date du 15 mai (le jour de la mort du tsarévitch), on voit : « Repas en souvenir du prince Dimitri Ivanovitch, le dernier d'Ouglitch. » Sous ces mots « le dernier d'Ouglitch » s'entendait le tsarévitch Dimitri, mais il n'avait pas été nommé tsarévitch. Quand eut lieu la canonisation de Dimitri, sur cette note du *Dnievnik* fut collé un papier sur lequel on lisait : « Le 15 du même mois en souvenir du tsarévitch très chrétien, prince Dimitri Ouglitski, thaumaturge de Moscou et de toute la Russie, repas de fête. » C'est ainsi qu'on changea le prince en tsarévitch. Les funérailles du tsarévitch eurent lieu aussitôt que fut terminée l'enquête de la commission à Ouglitch; on ne trouva pas nécessaire d'amener ses cendres à Moscou pour les ensevelir à côté du tombeau de ses parents à la cathédrale d'Arkhangel, comme on le faisait pour les princes qui étaient morts hors de Moscou. Le prince Dimitri Ivanovitch « Jilka » dont il est question dans le *Dnievnik* du monastère de Kirillov mourut à Ouglitch, mais fut enseveli à la cathédrale de Moscou près du tombeau de Dimitri Donskoï. Un autre prince Dimitri, surnommé « Krassni » (le Bel), frère de Dimitri Chémiaka, qui mourut à Galitch, fut aussi transporté à

Moscou et l'annaliste raconte beaucoup de curieux détails sur sa mort et les difficultés qu'on rencontra en transportant son corps, qu'on laissa choir deux fois de la civière. Il n'y avait, semble-t-il, aucun obstacle à l'ensevelissement du dernier prince-tsarévitch d'Ouglitch dans la cathédrale d'Arkangel, mais cet honneur ne lui fut pas accordé. Selon l'annaliste, le tsarévitch Dimitri fut inhumé dans l'église-cathédrale de la Transfiguration du Seigneur à Ouglitch. Les habitants d'Ouglitch oublièrent même bientôt l'emplacement de sa tombe. Les parents du tsarévitch, exilés d'Ouglitch, ne purent naturellement l'entretenir et le tsar Fédor ne le trouva pas nécessaire. Suivant un curieux témoignage, en 1606, les habitants d'Ouglitch ne purent indiquer l'endroit de la tombe du tsarévitch au clergé, envoyé de Moscou pour rechercher son corps. Toute la ville aida aux recherches (il n'est pas clair si on le chercha dans la cathédrale de la Transfiguration ou au dehors) et « longtemps on ne put le trouver; on chanta des *Te Deum* et après les *Te Deum* le corps apparut de lui-même : une fumée odoriférante s'éleva d'une fosse, et ce fut là qu'on le trouva. » En écartant de ce récit toute tendance hagiographique, il nous reste un fait incontestable, la tombe était délaissée, même perdue. Qui aurait pu empêcher ceux qui vénéraient le souvenir du tsarévitch — s'il y en avait — d'honorer sa tombe? La crainte des persécutions de la part de Godounov aurait pu empêcher d'orner la dernière demeure du tsarévitch en disgrâce, mais personne ne pouvait défendre de se souvenir de l'endroit où il reposait. Les contemporains de ces événements remarquèrent que le tsar Fédor n'était pas venu aux funérailles de son frère à Ouglitch, quoiqu'il

eût visité ces jours-là, à la fête de la Trinité, le monastère de Troïtsko-Serguiev. Ils l'expliquaient par une ruse de Boris Godounov qui incendia Moscou pour détourner le tsar d'une visite à Ouglitch. Mais les incendies de Moscou eurent lieu en 1591, non pas en mai, mais en juin et n'auraient pu être un obstacle à une visite à Ouglitch où le tsarévitch avait été inhumé déjà avant la Trinité. L'absence du tsar Fédor s'explique autrement. Le tsar pouvait voyager et aimait à le faire. Outre ses voyages coutumiers aux environs de Moscou il entreprit une fois une campagne d'hiver contre Narva et y prit part aux opérations militaires (1590). En 1592 il fit le tour des monastères de Mojaïsk, Borovsk et Zvenigorod. Trois ans après il revisita Borovsk. Mais le tsar n'alla jamais à Ouglitch : ni pour les funérailles de son frère, ni à une grande fête d'église, l'invention des reliques du prince Roman d'Ouglitch (1595). La cause n'en était pas dans la faiblesse physique de Fédor ; si elle n'est pas accidentelle, elle réside plutôt dans le fait qu'Ouglitch était un « apanage », un lieu séparé de l'Etat ; et l'amour du tsar Fédor pour son frère Dimitri n'était pas assez grand pour le pousser à visiter un « apanage » et à honorer de sa présence les funérailles d'un tsarévitch, dont la mort avait été la cause d'émeutes et de rixes sanglantes. Il y a encore un détail curieux et significatif mis en évidence par les diplomates polonais du temps. Ils démontrèrent aux Moscovites dans leurs pourparlers de 1608 que l'époque et les circonstances de la fin du tsarévitch Dimitri avaient été totalement oubliés par l'Etat moscovite et que, quand les voévodes moscovites avaient à démasquer les artifices de l'usurpateur, ils se trompaient et s'embrouillaient

manifestement. Ainsi le voévode de Tchernigov, en 1603 ou 1604, écrivait au staroste d'Oster que le tsarévitch s'était tué à Ouglitch en 1588, à seize ans de cela, quand le drame avait eu lieu en 1591, il y avait treize ans; le tsarévitch avait été inhumé, d'après le voévode dans la cathédrale de la Très Sainte Vierge, tandis que les Polonais savaient qu'il n'existait pas de cathédrale pareille à Ouglitch, mais seulement la cathédrale du Saint-Sauveur. En soulignant ces méprises et d'autres encore, les Polonais croyaient, avec raison, que la faute n'en était pas aux voévodes eux-mêmes mais aux autorités de Moscou qui leur envoyaient de faux renseignements : « C'est votre souverain et ses secrétaires qui ont commis ces fâcheuses méprises. »

CHAPITRE III

LA TSAREVNA THÉODOSIE, LA TSARINE IRÈNE ET LE
DROIT DE SUCCESSION A LA COURONNE.

Dernier prince à apanage d'Ouglitch, né d'une septième femme illégitime, n'ayant pas été trouvé digne d'être inhumé près de ses parents dans leurs tombeaux de Moscou, oublié dans sa tombe délaissée, tel était le tsarévitch Dimitri avant sa canonisation, d'après le témoignage des documents du temps. Mais la mort du tsarévitch, qui n'avait excité aucun intérêt spécial dans la masse moscovite, devint une circonstance fatale pour Boris Godounov, car elle offrait aux ennemis de Boris un motif commode pour des calomnies et des accusations. On put accuser Boris Godounov d'attentat à la vie d'Ivan le Terrible, du meurtre des Chouiski, de l'incendie de Moscou; plus tard, de la mort de Fédor et d'Irène et d'autres choses encore.

Toutes ces accusations semblèrent arbitraires et peu vraisemblables, mais l'assassinat de Dimitri d'un coup de couteau, le sang versé, les accusations bruyantes contre l'agent du gouvernement Bitiagovski, massacré pour ce crime, tout ceci donne de la vraisemblance aux soupçons dirigés contre son

chef et inspirateur Godounov. Le motif du crime semblait également évident : « Une soif inassouvie de pouvoir et le désir de régner. » Avec Dimitri disparaissait le dernier rejeton de la famille du tsar et la dynastie touchait à sa fin. Qui aurait pu le désirer plus que Boris Godounov ? Qui, plus que Boris, pouvait rêver d'hériter du trône ? Qui donc était plus proche du tsar que le régent, qui à lui seul détenait en fait le pouvoir ?

Des réflexions et des raisonnements de ce genre ne pouvaient que faire naître la certitude de la culpabilité de Boris chez des gens simples, incapables de s'orienter dans les détails des circonstances ou qui n'étaient pas au courant de ces détails. Un investigateur postérieur, qui se mettrait à approfondir les événements de ces années, prendrait, lui, sûrement tous ces détails en considération. Il attacherait de l'importance au fait que la tsarine Irène, au moment de la mort du tsarévitch Dimitri, n'avait pas encore perdu l'espoir d'avoir des enfants et que tous ses proches se réconfortaient de cette espérance. Boris Godounov comprenait, sans doute, que la mort d'un frère du tsar, de légitimité douteuse, n'était pas une perte irréversible pour la dynastie, si seulement Fédor et Irène avaient encore un enfant. Tuer Dimitri en 1591 n'équivalait pas à la fin de la dynastie. En mai 1592 le tsar et sa femme eurent une fille, Théodosie — « Dieu donnée », et l'espoir revint à Moscou que « la racine du tsar refleurirait dans ce nouveau noble rejeton ». Si plus tard on chercha des fiancés étrangers pour la tsarevna Xénia Godounov, cette même pensée aurait pu naître au sujet de la tsarevna Théodosie, et son mariage avec un prince étranger aurait pu assurer à Moscou

la succession dynastique. Quel n'eût pas été l'aveuglement de Boris Godounov, s'il avait trouvé ce moment favorable pour l'assassinat de Dimitri? Assurément, il avait un calcul tenant compte de l'espoir d'un descendant dans la famille du tsar. Mais en homme politique avisé il savait ce qu'il lui fallait faire, et ce que devait faire sa sœur, la tsarine Irène, pour s'assurer le pouvoir au cas où l'héritier ne viendrait pas. Une des particularités du cérémonial de la cour de ce temps est fort significative. La tsarine Irène Fédorovna fut la première tsarine moscovite qui, du vivant de son mari, fut formellement introduite dans la sphère du gouvernement, comme la première conseillère de son époux, « qui s'écartait des soucis temporels », et participa avec les boyards aux délibérations sur les affaires d'Etat. Non seulement les affaires du palais et laïques, mais aussi les affaires de l'Eglise étaient discutées en sa présence. Même la célèbre décision du gouvernement moscovite d'assigner au patriarche grec Jérémie un siège à « la capitale de Vladimir » et non pas à Moscou se fit avec la participation de la tsarine : le tsar Fédor « ayant délibéré avec la tsarine et grande-duchesse très chrétienne Irène », parla avec les boyards de cette importante affaire. Cette pratique préparait graduellement — ce qui arriva plus tard en réalité — le transfert du gouvernement à la tsarine Irène. Si le tsarévitch Dimitri était resté en vie, son droit de succession au trône aurait été contesté par Irène, et la femme légitime, conseillère et co-régente du souverain, aurait certainement eu plus de chances de rester au pouvoir qu'un tsarévitch épileptique, issu d'une union illégitime. L'opinion moscovite sur les enfants illégitimes, exposée

dans l'*Oulogénié* de 1649 (X, 280), était méprisante et sévère, et le tsarévitch aurait pu s'attendre de la part des ses ennemis à une qualification correspondante. Mais signalons une autre particularité curieuse de la conduite de Boris. Tant qu'on garda l'espoir d'un héritier direct du tsar Fédor, Boris Godounov ne manifesta aucune velléité de créer une dynastie. Mais quand la mort de la tsarevna Théodosie et la déchéance physique du tsar Fédor mirent fin à tout espoir d'un héritier, Godounov plaça officiellement son fils Fédor à ses côtés. Aux cérémonies de la cour de Boris et dans les relations écrites du régent, Fédor Borissovitch commence à remplir un rôle : il reçoit les ambassadeurs, envoie des cadeaux variés aux princes régnants, est mentionné dans les épîtres à côté de son père. L'idée d'attirer son fils dans la sphère des relations politiques témoigne de la grande prévoyance de Boris Godounov : il préparait graduellement dans son fils un successeur à sa situation et à son pouvoir. Mais Godounov ne commença à placer son fils en évidence qu'après 1594-1595, car avant, c'eût été imprudent et sans but. Jusque là non seulement le fils de Boris Godounov, mais même le tsarévitch Dimitri ne pouvaient espérer arriver au trône, car il y avait sur son chemin deux femmes : l'épouse et la fille du tsar. Après la mort de la fille restait la femme et, espérant que celle-ci ne serait ni un obstacle, ni une entrave à l'ascension de sa race, Boris commença à mettre en avant son fils, le neveu de la tsarine, tant à Moscou que vis-à-vis des gouvernements étrangers.

En confrontant toutes ces circonstances, on comprend qu'elles étaient en réalité beaucoup plus complexes qu'elles ne l'apparaissaient aux calomnia-

teurs ouverts et cachés qui imputaient à Godounov un crime après l'autre. Il était fort facile de répandre dans la foule toute rumeur plus ou moins vraisemblable, car la foule de tous temps est crédule et ne distingue pas facilement la vérité du mensonge. Mais la recherche historique se donne pour but de se libérer de toute tendance et de tout parti pris, quelle que soit l'apparence de réalité qui les enveloppe. A ce point de vue l'historien n'a aucun droit d'accuser la mémoire de Boris Godounov de crimes dépourvus de toutes preuves objectives et de tout sens historique.

CHAPITRE IV

MORT DU TSAR FÉDOR IVANOVITCH. L'AVÈNEMENT ET
L'ABDICATION DE LA TSARINE IRÈNE. LE RÔLE DU
PATRIARCHE DANS LE GOUVERNEMENT PROVISOIRE ET
LE ZEMSKI SOBOR POUR L'ÉLECTION DU TSAR.

Au début de 1598 la dynastie moscovite prit fin. Le 7 janvier au matin « s'éteignit la lumière du pays russe, s'assombrit la lueur de l'orthodoxie : le tsar Fédor reçoit le nuage de la mort, quitte le royaume temporel et s'en va dans la vie éternelle ». C'est dans ces termes que le chroniqueur exprime sa douleur à la perte du doux tsar. Dans son oraison funèbre, le patriarche, après avoir dépeint en termes pathétiques les derniers moments du monarque, déclare officiellement que le tsar est mort en confiant son sceptre à son épouse légitime et très chrétienne, la tsarine et grande-duchesse Irène Fédorovna, pour toute la Russie. « L'excellent régent, le sus-nommé Boris Fédorovitch fit aussitôt baiser la croix vivifiante au conseil du tsar et prêter serment à la très chrétienne tsarine, ainsi qu'il sied. » Le serment fut prêté en présence du patriarche Job et de son concile : « Au baisement de la croix se trouvaient

le très saint patriarche lui-même et tout le Saint Concile. »

C'est ainsi qu'eut lieu l'avènement au trône d'Irène. Le pays l'accueillit en silence. A Moscou et dans les autres villes on dit pendant l'office des prières pour la souveraine. Des ordres et des dispositions partirent de la capitale en son nom; de province on présenta des rapports à la « tsarine » Irène (plus tard, après sa prise de voile, on s'adressa à la sœur-tsarine Alexandra). En un mot, Irène régnait et si elle n'avait pas abdiqué et avait trouvé possible et convenable de contracter un second mariage, son mari aurait partagé le pouvoir avec elle et, peut-être, fait souche d'une nouvelle dynastie. Mais Irène ne songeait pas à se remarier. Déplorant d'être la dernière de la lignée des tsars, elle résolut, aussitôt après les funérailles de Fédor, de quitter le monde et de se retirer dans un couvent. En outre certaines indications permettent de supposer que l'état maladif de la tsarine qui entraîna sa mort prématurée (1603) (elle était vraisemblablement phthisique et crachait le sang) l'influença dans cette abdication. La retraite de la tsarine, son abdication, qui laissèrent provisoirement le pouvoir aux mains du patriarche, plongèrent Moscou dans une période d'interrègne. Les tentatives pour persuader la sœur Alexandra de conserver « le sceptre des grands Etats de l'empire de Russie » n'eurent pas de succès, quoique le patriarche lui proposât de n'être tsarine que de nom et de « faire gouverner » son frère Boris. Les sollicitations directes adressées à Irène de donner sa bénédiction à Boris pour le faire monter au trône à sa place ne réussirent pas mieux : ni la tsarine, ni Boris Godounov lui-même ne consentirent à cet

avènement au trône par la seule « bénédiction » d'une femme. D'après la version officielle, ce genre de suppliques émanait du patriarche, du clergé, des boyards et de tout le peuple. On raconta qu'après l'abdication d'Irène, il surgit un plan parmi les boyards de former, en attendant l'élection d'un nouveau tsar, un gouvernement provisoire des boyards du Conseil, sans appeler au pouvoir l'ancien régent Boris Godounov. Mais quand le secrétaire du Conseil, Vassili Stchelkalov, annonça cette proposition au peuple qui se pressait devant le Kreml, le peuple refusa, paraît-il, de prêter serment à la Douma (Conseil), disant qu'il avait déjà prêté serment à la tsarine; on entendait aussi des voix qui réclamaient l'intronisation immédiate de Boris. Comme Boris Godounov ne consentait pas à l'accepter sans une élection régulière, on résolut de remettre l'affaire jusqu'au quarantième jour après la mort du tsar Fédor et le patriarche resta à la tête du gouvernement.

Le quarantième jour tombait le 15 février 1598. On voit, d'après l'acte officiel de l'élection, que ce fut le patriarche qui régla toute la marche de celle-ci. C'est lui qui fit attendre pour le vote « quarante jours après la mort du tsar défunt de sainte mémoire »; en attendant ce jour il fit inviter les dignitaires de l'Eglise et tout le Saint Concile, les hommes de service, « enfants de souverains de différents grands Etats », les boyards et autres personnages qui s'assemblaient aux grands conseils; il fit savoir et recommanda aux « gens de Moscou » de réfléchir pendant ce temps à celui qu'ils voudraient avoir pour souverain. C'est ainsi que le Patriarche prépara la convocation du Zemski Sobor pour l'obit du qua-

rantième jour et aussitôt après annonça l'ouverture du Sobor : « ordonnant à tous ceux qui s'étaient assemblés dans la capitale de Moscou de venir au Sobor ». Cette primauté du patriarche confondit certains historiens. « Nous ne saurions dire comment le patriarche s'est arrogé le droit de convoquer le Zemski Sobor, écrit I. D. Beliaev, personne ne le lui avait donné. » Mais les documents concernant les quelques semaines que le patriarche Job fut à la tête du gouvernement, attestent clairement que le pouvoir suprême lui avait été confié par Irène : « Par ukase de la tsarine, les boyards devaient faire rapport sur les affaires au patriarche, et le patriarche devait donner ses conclusions. » La tentative des boyards de se faire remettre des pleins pouvoirs et faire prêter serment à la Douma ne réussit pas, comme on l'a déjà vu, et c'est pourquoi « l'homme du gouvernement », le patriarche Job, se considérait comme chef et régent suprême.

La composition du Zemski Sobor, convoqué par le patriarche pour le 17 février, rendit les historiens tout aussi perplexes. On crut que le Sobor avait été « cuisiné » au profit de Boris Godounov. « Le Sobor de 1598 (écrit I. D. Beliaev) n'avait que l'apparence d'un Sobor; en réalité il ne servait qu'à masquer les intrigues d'un certain parti, qui s'était constitué en faveur de Godounov. » Au lieu d'une assemblée représentative régulière, on avait organisé un simulacre, « joué une comédie ». C'était l'opinion communément reçue parmi les érudits jusqu'à l'apparition du remarquable ouvrage de V. O. Klutchevski. *Composition de la représentation au Zemski Sobor de l'ancienne Russie*. Au lieu d'un jugement général et superficiel sur la composition des électeurs de

1598, Klutchevski nous présente une analyse détaillée de la liste des membres du Zemski Sobor. Dans la « charte confirmée » de Boris cette liste est copiée par deux fois. D'abord dans le texte même de la charte sont nommés systématiquement, en commençant par le clergé, tous ceux qui firent partie du Sobor avec « le très saint patriarche Job », et à la suite du texte sont reproduites les signatures des membres du Sobor qui mirent leur nom au bas de l'acte de l'élection de Boris. Il y a dans le texte 457 noms, à la fin, 472 signatures. « Les listes des noms diffèrent (dit Klutchevski), car dans chacune des listes il y a des noms qu'on ne trouve pas dans l'autre; parmi ceux présents au Sobor à l'élection du tsar, il y en a beaucoup qui n'ont pas apposé leur signature sur la charte; d'un autre côté, beaucoup de gens qui n'avaient pas été nommés dans la charte comme électeurs ont signé celle-ci. » Si on fait le compte non seulement des noms inclus dans les deux listes, mais aussi de ceux qui figurent seulement dans l'une d'elles, on arrive à un total de 512 personnes qui prirent part à l'élection de 1598. V. O. Klutchevski s'efforça de recueillir des renseignements sur toutes ces personnes et arriva à la curieuse et importante constatation que la composition du Sobor avait été parfaitement régulière au regard de l'ordre de représentation en vigueur au xvi^e siècle. L'usage de Moscou était particulier : tous les membres du Sobor s'y rassemblaient sur l'invitation du gouvernement et non pas par mandat des électeurs. Ils étaient élus par le pouvoir qui décidait lui-même qui pouvait être le représentant de telle ou telle classe. Par exemple, les nobles Moscovites « n'étaient pas élus pour représenter la noblesse pro-

vinciale au Sobor, mais ils la représentaient en vertu du rang qu'ils occupaient dans le service, comme chefs militaires, nommés par le gouvernement parmi les propriétaires fonciers des mêmes provinces. » Dans ces conditions, on réalisait la plénitude de la représentation territoriale, sans avoir besoin de convoquer des représentants de toutes les régions et il ne paraissait pas nécessaire d'inviter des représentants de toutes les villes pour entendre l'opinion du pays entier. Pour déterminer ceux qui devaient faire partie du Sobor, on suivit en 1598 les mêmes règles qu'on avait suivies auparavant, par exemple en 1566; c'est pourquoi le Sobor de 1598, de par sa composition et son organisation, peut être considéré comme parfaitement régulier et conforme aux usages.

Y prirent part : le clergé, 100 hommes; les boyards et membres du Conseil, une cinquantaine; hommes de service-fonctionnaires, une trentaine; noblesse et « fils de boyards », environ 270; hommes taillables, commerçants et artisans, 36. « Ainsi (conclut V. O. Klutchevski) on peut clairement discerner dans la composition du Sobor de 1598 les mêmes quatre groupes qu'on voyait aux Sobors précédents et qui étaient : les dignitaires de l'Eglise, la plus haute administration de l'Etat, les hommes de service, hommes d'armes et la classe industrielle-commerçante. » Au point de vue de la forme tout était normal : le Sobor était légal et régulier. Le patriarche, son inspirateur, agissait en vertu d'un mandat de la tsarine-souveraine. Il n'y avait pas lieu de dire que c'était là une comédie. Si on y fit de la propagande en faveur de Boris Godounov (ce qui n'est pas niable) elle n'a aucunement altéré la composition du Sobor. « On avait préparé la marche de l'affaire,

et non pas la composition du Sobor », remarque V. O. Klutchevski. Le plan du parti de Godounov n'était pas d'assurer son élection au trône en trichant dans la composition du Sobor, mais d'amener un Sobor légalement constitué à céder au mouvement populaire.

CHAPITRE V

L'ÉLECTION DE BORIS GODOUNOV PAR LE SOBOR ET LE CONSENTEMENT DE BORIS.

D'après la « charte confirmée » voici comment se passa l'élection de Boris Godounov. Le vendredi 17 février eut lieu une séance solennelle sous la présidence du patriarche Job; cette séance avait été précédée, suivant la charte, d'assemblées privées des « gens de Moscou » et dans ces assemblées ils « avaient réfléchi tous ensemble à celui qu'ils allaient choisir comme souverain. » La séance solennelle fut ouverte par un discours de Job, en style alambiqué, prônant ouvertement l'élection de Boris Godounov. Il appela l'attention sur ce que dans les délibérations préliminaires tous les chrétiens orthodoxes qui étaient à Moscou et lui-même en personne, n'avaient eu d'autre pensée que « de chercher et de vouloir pour souverain Boris et nul autre ». Toute l'assemblée, ceux qui étaient de Moscou, comme « ceux qui venaient de villes éloignées de la ville régnante de Moscou » se rangèrent sans débat à l'avis du patriarche et résolurent d'élire Boris Godounov tsar. Il est clair que la séance du 17 février ne fut que la sanction d'une résolution prise d'avance. Après avoir

effectué de cette manière l'élection on décida de s'assembler le samedi 18 février à la cathédrale de l'Assomption pour un *Te Deum* solennel. Le samedi on approuva la résolution d'aller le lundi 20 février en procession au couvent Novo-Devitchi pour solliciter le consentement de la tsarine Irène-Alexandra à l'élection de Boris, ainsi que le consentement de Boris lui-même. Mais le 20 février ni la tsarine, ni Boris ne donnèrent leur consentement. Le patriarche réunit le même jour le Sobor pour délibérer sur les mesures à prendre pour forcer Boris à accepter. Il fut décidé d'aller le lendemain en procession au couvent Novo-Devitchi et d'implorer Boris Godounov, devant les saintes reliques, d'accepter le trône. En secret le patriarche et le clergé décidèrent d'user à l'égard de Boris de moyens de contrainte dans l'ordre suivant : d'abord délier Boris de son serment irréfléchi, « il avait déclaré au tsar sous serment en pleurant qu'il n'avait aucun désir d'être souverain » ; si cette mesure n'avait pas l'effet désiré : « excommunier le seigneur Boris Fédorovitch », et si enfin même cette mesure restait vaine, laisser au couvent Novo-Devitchi toutes les reliques qu'on y avait apportées, faire cesser partout le service divin et les cérémonies religieuses et charger les âmes d'Irène et de Boris des suites de cet interdit. Personne ne pouvait tenir ferme devant de pareilles menaces. Quand la procession avec toutes les reliques de la capitale, suivie d'une énorme foule d'habitants, soumit le 21 février à Boris la supplique générale de consentir à gouverner l'Etat, et, en cas de refus, la menace d'interdit, Boris consentit, car il ne pouvait pas faire autrement. Le dimanche « de la rémission de péchés », le 26 février, il vint pour la pre-

mière fois à Moscou en qualité de tsar, mais il retarda son couronnement jusqu'au 1^{er} septembre.

Tel est l'exposé officiel des événements de l'élection de Boris Godounov au trône. Les récits des contemporains russes et étrangers présentent cette élection de manières différentes. Les annalistes russes ne sont pas prolixes à ce sujet, excepté celui de la *Relation* de 1606. Le *Nouvel annaliste* raconte avec réserve et concision la marche des événements à peu près comme dans la charte, mais sans sympathie pour Boris; il est au courant du Sobor de Moscou : « De toutes les villes et de partout on assembla les gens et on les envoya à Moscou pour l'élection du tsar »; il reconnaît que le patriarche et le clergé, « s'étant concertés avec toute la terre », avaient élu unanimement Boris Godounov « ayant vu au temps du tsar Fédor Ivanovitch son gouvernement juste et fort, l'ayant vu montrer une grande bonté pour le peuple. » Tout le processus de l'élection et des sollicitations est le même que dans la charte. Mais il ajoute d'une manière significative « que les princes Chouiski seuls ne voulaient pas le (Boris) voir élu; sachant qu'il les persécuterait ainsi que d'autres; et ils supportèrent de lui plus tard bien des persécutions, souffrances et poursuites. » Il y a lieu de croire que l'annaliste a mis ici le nom des princes Chouiski à la place de celui des Romanov; ces derniers eurent en effet beaucoup à souffrir de la part de Godounov, tandis que les Chouiski n'eurent rien à endurer. Quoiqu'il en soit, ni les Chouiski, ni les Romanov n'étaient désireux de voir Boris Godounov sur le trône. L'auteur de la *Relation* de 1606 est un partisan déclaré des Chouiski et un ennemi de Godounov; il a accumulé dans son récit tout le fiel

invraisemblable. Un menu événement permet de suivre la croissance d'une pareille rumeur d'un petit fait à une grande invention. Nous voyons chez Ivan Timoféiev un détail parfaitement vraisemblable. Un gamin était grimpé sur la muraille du couvent sous les fenêtres mêmes de la cellule de la tsarine au moment où tout Moscou implorait Boris Godounov d'accepter la couronne. Timoféiev croit que ce gamin avait été instruit « insidieusement » par Boris ou ses « flatteurs » à cet effet, car personne ne le chassait, ni ne le réprimandait quoiqu'il se conduisît d'une manière fort répréhensible. Il clamait « à haute voix et sans cesse, droit en face de la fenêtre de la tsarine, qu'elle devait persuader Boris à accéder au désir du peuple et à accepter le trône. » « Si cela n'avait pas été agréable à Boris, dit Timoféiev, ce gamin n'aurait pas même osé s'approcher de ce lieu. » Le petit vaurien fut évidemment remarqué par d'autres que Timoféiev, car on en parle aussi ailleurs, mais les versions diffèrent. Un contemporain étranger raconte que deux jeunes gens, incités par les électeurs chantaient « d'une manière assez désagréable » dans l'espoir d'émouvoir Godounov. Dans une autre version on écrit que toute une foule de jeunes gens chantaient (« da machte die ganze Gemeinde einen Haufen junger Knaben und Jünglinge aus »). Et, enfin, dans le développement définitif, devenu légende, il apparaît que plusieurs milliers de garçonnets avaient été envoyés en procession implorer Boris en pleurant (« schickten etliche tausent junge Knaben aus »). C'est ainsi que cet épisode insignifiant est sérieusement raconté par Pierre Petreius. Le Chercheur qui collationnera avec confiance les récits des contemporains et des témoins

oculaires de ce genre apprendra bien des choses curieuses et pleines de couleur locale sur l'élection du tsar, mais ne pénétrera pas jusqu'au fond du jeu politique de l'époque. Il saura par Timoféïev comment se conduisait Boris Godounov devant la foule pendant les supplications populaires; comment il se montra sur le seuil de sa cellule et, suivant son habitude de joindre le geste à la parole : « il avait entouré son cou d'un mouchoir, indiquant de cette manière qu'il s'étranglerait si l'on ne cessait pas de le supplier. » C'est ainsi, paraît-il, que Boris voulait se faire comprendre de ceux qui étaient trop loin pour l'entendre et « les plus stupides y furent pris »; ensuite il s'enfuit dans sa cellule où finalement il consentit à devenir tsar. Plusieurs traits pareils peuvent être recueillis dans les annales et les mémoires, mais ces traits ne démentiront, ni n'expliqueront, ni ne compléteront en rien les données officielles d'après lesquelles Boris Godounov fut élu par un Zemski Sobor d'une composition parfaitement régulière, en sa séance solennelle du 17 février, sous la présidence du patriarche, placé par la tsarine à la tête du gouvernement provisoire, et après des délibérations préliminaires connues et approuvées du patriarche.

CHAPITRE VI

TÉMOIGNAGES ÉTRANGERS SUR LA CAMPAGNE ÉLECTORALE A MOSCOU.

Des documents étrangers, c'est-à-dire la correspondance officielle de l'administration lithuanienne et celle des marchands allemands qui trafiquaient à cette époque avec l'Etat moscovite, nous fournissent des témoignages nouveaux et très précieux sur ce qui se passa lors de ces débats préliminaires. Les autorités moscovites prirent toutes leurs précautions pour cacher aux yeux des étrangers les événements qui se déroulèrent à Moscou après la mort du tsar Fédor. L'interrègne moscovite et l'élection du nouveau souverain devaient se passer sans la participation et l'ingérence des étrangers, dans un mystère complet. A la mort du tsar, les frontières furent fermées; on ne laissait personne ni entrer ni sortir. On avait même posté des sentinelles sur toutes les routes, même sur les simples sentiers, pour que personne ne pût colporter des nouvelles de Moscou aux Allemands ou en Lithuanie. Les marchands étrangers étaient retenus à Moscou, Pskov, Smolensk et dans d'autres villes, ils vivaient aux frais de la couronne et étaient placés sous surveillance. Les courriers officiels des Etats limitrophes

étaient renvoyés aussi promptement que possible de la frontière moscovite, sans qu'on leur permît d'entrer en relations avec les habitants. On avait renforcé les garnisons dans les forts des frontières et on y remettait en état les fortifications, de crainte d'attaques des Etats voisins. A la vue de pareilles précautions, les étrangers de leur côté s'efforçaient d'accroître leurs moyens et méthodes d'observation. Le staroste de la ville d'Orcha, André Sapieha, le fonctionnaire lithuanien le plus proche de la frontière moscovite, envoya ses espions en Russie dès qu'il apprit la mort du tsar Fédor. Ceux-ci lui procurèrent nombre d'informations malgré les précautions moscovites. D'après le caractère de ces renseignements et le degré de leur précision on pourrait même supposer qu'ils avaient été recueillis non parmi le peuple, mais dans les milieux liés à Moscou et au courant des événements. André Sapieha faisait connaître par rapports spéciaux au grand hetman Christophe Radziwill les nouvelles moscovites. Ce sont ces rapports qui fournissent toute une série de témoignages des plus curieux sur ce qui se passa dans les cercles politiques et de cour de Moscou pendant les premiers quarante jours après la mort du tsar Fédor, quand, conformément au conseil du patriarche Job, « les gens de Moscou durent se concerter sur celui qui devait devenir leur tsar ». Sapieha avait appris que déjà, en janvier 1598, trois semaines environ après la mort de Fédor, on nommait à Moscou quatre candidats au trône : Boris Godounov, dont on disait qu'il était fort affligé; le prince Fédor Ivanovitch Mstislavski, premier dignitaire du conseil des boyards; Fédor Nikititch Romanov, parent maternel du tsar Fédor

et Belski, qui avait été en disgrâce au temps du défunt tsar et était maintenant venu à Moscou avec une nombreuse suite de ses gens dans le désir de devenir tsar. Sapieha croyait qu'on pouvait même s'attendre à voir verser du sang pour le trône de Moscou. Selon lui, le candidat ayant le plus de chances était Romanov, comme parent du tsar. Dix jours se passent après cette lettre et Sapieha communique à Radziwill des nouvelles fraîches dans une lettre datée du 5 février, vieux style (avant l'élection de Boris). Les nouvelles cette fois-ci étaient surprenantes : d'abord on racontait que pendant ses derniers jours, le tsar Fédor, à la question de Boris Godounov, qui lui succéderait au trône, lui avait répondu : « Tu ne peux pas monter sur le trône, car tu n'es pas de race assez noble » ; et le tsar aurait indiqué F. N. Romanov, en disant que c'était là son successeur le plus probable. Ensuite Sapieha avait eu connaissance d'une version embrouillée et invraisemblable de l'histoire du meurtre du tsarévitch Dimitri. On lui avait raconté qu'au moment de la mort de Fédor Ivanovitch, Boris Godounov gardait près de lui un de ses amis ressemblant fort à feu le prince Dimitri, frère du grand-duc moscovite, fils de la « Piatigorka » (Marie Temrukovna?) et qui était mort depuis longtemps. Ce prince Dimitri aurait écrit à Smolensk, disant qu'il était déjà devenu grand-duc. « Son apparition étonna fort Moscou ; on se demandait d'où il venait ; on croyait qu'il était resté caché jusqu'à ce jour. Quand les voévodes et boyards en furent informés, ils se mirent à enquêter. L'un d'eux, un certain Nagoï, disait qu'il y avait longtemps que le prince Dimitri était mort et que le « tioune » d'Astrakhan Mikhaïlo Bitiagovski devait

le savoir. On envoya chercher celui-ci et on l'interrogea pour savoir si le prince Dimitri était en vie ou non. A l'interrogatoire il avoua qu'il avait lui-même tué le prince Dimitri par ordre de Godounov, et que Godounov voulait faire passer son ami, qui ressemblait à Dimitri, pour le vrai prince Dimitri, afin de faire élire cet ami grand-duc, au cas où on n'élirait point Godounov lui-même. Bitiagovski fut exécuté. On accusa Godounov à la Douma d'avoir trahi ses souverains, d'avoir traîtreusement tué Dimitri, qui leut eût été maintenant indispensable, d'avoir empoisonné Fédor, voulant devenir grand-duc lui-même. Pendant l'altercation, Fédor Romanov se jeta sur Godounov avec un couteau dans l'intention de le tuer, mais les autres boyards l'en empêchèrent. On dit qu'après cette dispute Godounov ne vint plus à la Douma et, demeura au Kreml, où la Douma s'assemblait d'habitude; il était sur ses gardes, ne sortant qu'entouré de ses amis. »

Cette lettre de Sapieha du 5 (15) février 1598 nous découvre des faits étonnants. On y voit que déjà à cette époque il existait une légende de la transmission du pouvoir par le tsar Fédor directement aux Romanov. Une légende ultérieure imagine toute une scène : le tsar Fédor, mourant, offre le sceptre à Fédor Nikititch Romanov; celui-ci le cède à son frère Alexandre; Alexandre le passe à ses autres frères et personne ne se décide à le garder jusqu'à ce que Boris Godounov ne le saisisse lui-même. L'origine de cette légende peut être placée au moment même de la mort du tsar Fédor, quand la candidature de l'aîné des Romanov au trône se dessina clairement. La lettre de Sapieha prouve encore que l'accusation d'attentat à la vie de Dimitri

ainsi que l'idée d'un tsarévitch-usurpateur ressuscité existait dès avant l'avènement de Godounov au trône et avait été largement répandue, comme moyen de lutte électorale contre Boris. Rumeur fallacieuse et maligne, elle se propagea de Moscou par tout le pays, passa la frontière et arriva bientôt aux oreilles de Sapieha. Sapieha termine sa lettre du 5 février par une information en forme de post-scriptum : « D'après les renseignements ultérieurs, quelques-uns des boyards étaient du parti de Godounov ainsi que tous les streltsi et presque tous les citoyens libres, tandis que Romanov était soutenu par la plupart des boyards. » Les chances de Godounov semblaient croître graduellement aux yeux de Sapieha. D'abord il avait cru beaucoup plus à l'élection de Romanov qu'à celle de Godounov, car il trouvait que Boris était d'extraction trop basse. Puis il fut renseigné sur la popularité de Boris parmi la masse du peuple et ceci modifia de beaucoup son opinion. Dans sa lettre du 13 (23) février il insiste fortement sur le désir des streltsi et du peuple d'avoir Godounov pour tsar, tandis que les boyards désireraient élire Fédor ou Alexandre Romanov. Il définit la situation à Moscou comme une émeute ou un état de troubles et il sait que l'élection officielle n'a pas encore eu lieu et est fixée au quarantième jour après la mort de Fédor. Il est fort regrettable que les lettres d'après lesquelles on aurait pu connaître l'impression produite sur Sapieha par le triomphe de Godounov n'aient pas été conservées : après la lettre du 13 février on n'a qu'une lettre datée du 6 (16) juin où il ne parle que d'événements ultérieurs. Mais même d'après les seules lettres conservées on peut se faire une idée de la marche

de la lutte électorale à Moscou. Des différents candidats au trône de Moscou il ne resta vers la fin que deux personnes en présence : Godounov et l'aîné des Romanov. La lutte qui s'engagea prit évidemment un caractère aigu : on parlait d'un attentat à la vie de Boris, organisé par Fédor Romanov; on s'attendait à une émeute et à une effusion de sang. Les dispositions de la masse du peuple favorable à Boris Godounov se manifestèrent encore avant le Zemski Sobor, le 17 février, et amenèrent son élection par le Sobor. Mais les adversaires de Boris Godounov ne déposèrent pas immédiatement les armes et ne se résignèrent pas sur-le-champ au triomphe de Boris : la lutte se prolongea encore après le Sobor. Dans une lettre allemande, envoyée de Pskov peu après l'élection de Boris Godounov et la prestation de serment, on trouve de curieux indices sur ce que firent les seigneurs, même après l'élection : ils n'acceptaient pas de reconnaître Boris comme tsar et la prestation du serment ne se passa pas partout pareillement. C'est ainsi que les moines du monastère de Pskovo-Petchersk durent être forcés à prêter serment, car ils ne voulaient pas croire à l'élection de Godounov.

CHAPITRE VII

LA PRESTATION DU SERMENT. LE « TSAR » SIMÉON BEK-BOULATOVITCH. LA CAMPAGNE DE SERPOUKHOV ET LE COURONNEMENT DE BORIS GODOUNOV.

Les propos des étrangers, que nous venons de citer, nous sont d'une grande valeur. Ce que la réserve politique et la crainte avaient étouffé dans la littérature moscovite apparaît beaucoup plus librement dans les documents étrangers. Les communications des étrangers sur la lutte électorale à Moscou expliquent plusieurs faits qui suivirent le consentement de Boris Godounov.

Moscou prêta serment au tsar et les contemporains furent mécontents de la forme de ce serment. Godounov voulait évidemment rendre le serment qui lui était prêté plus absolu et plus impressionnant. Au lieu de faire prêter serment au palais et devant les tribunaux, comme on l'avait fait jusqu'alors, Boris fit baisser la croix au peuple dans les églises et même dans la principale cathédrale moscovite, celle de l'Assomption. Le secrétaire Ivan Timoféiev décrit dans son style figuré comment une foule ininterrompue prêtait serment. Le peuple clama pendant des journées entières le texte du serment « comme

un troupeau beuglant d'animaux, privés du don de la parole », interrompant et assourdissant le service religieux. Le patriarche, le clergé, les boyards durent assister à ce serment, sans aucune nécessité. Au point de vue de la forme la cérémonie de la prestation du serment se déroula sans beaucoup de décence. Dans le texte même du serment, Timoféiev trouve des expressions déplacées de menace et d'intimidation : « Il (Boris) y emploie des mots d'apostat : nous serions privés de la grâce du Créateur et de ses saints. » En effet, il y avait dans le texte du serment à Boris des expressions comme celle-ci : « Si je ne sers pas mon souverain de toutes mes forces ou si je fais quelque chose de contraire à ce serment, que la grâce de Dieu et de la sainte Vierge et de tous les saints ne soit pas avec moi. » Timoféiev trouve qu'avec ces mots Boris rendait tout le monde passible d'anathème. Les contemporains désapprouvaient les autres mesures prises par Boris Godounov pour assurer à son « nom » le rang et le titre de tsar. Les autorités du temps du tsar Boris ordonnaient de nommer dans les églises non seulement le tsar, mais aussi son épouse et ses enfants; on prescrivait d'écrire dans les chartes le nom du tsar « entier » c'est-à-dire avec tous ses titres; on établit une procession religieuse annuelle de Moscou au monastère Novo-Devitchi en mémoire de l'élection de Boris au trône; on approuvait l'érection d'églises privées en « l'honneur du patron du tsar (saint Boris) ». Toutes ces dispositions furent encore suivies d'un autre acte solennel. La « charte confirmée » de l'élection de Boris Godounov fut composée avec une pompe et une élégance littéraire particulière et signée en deux exemplaires par tous les membres du

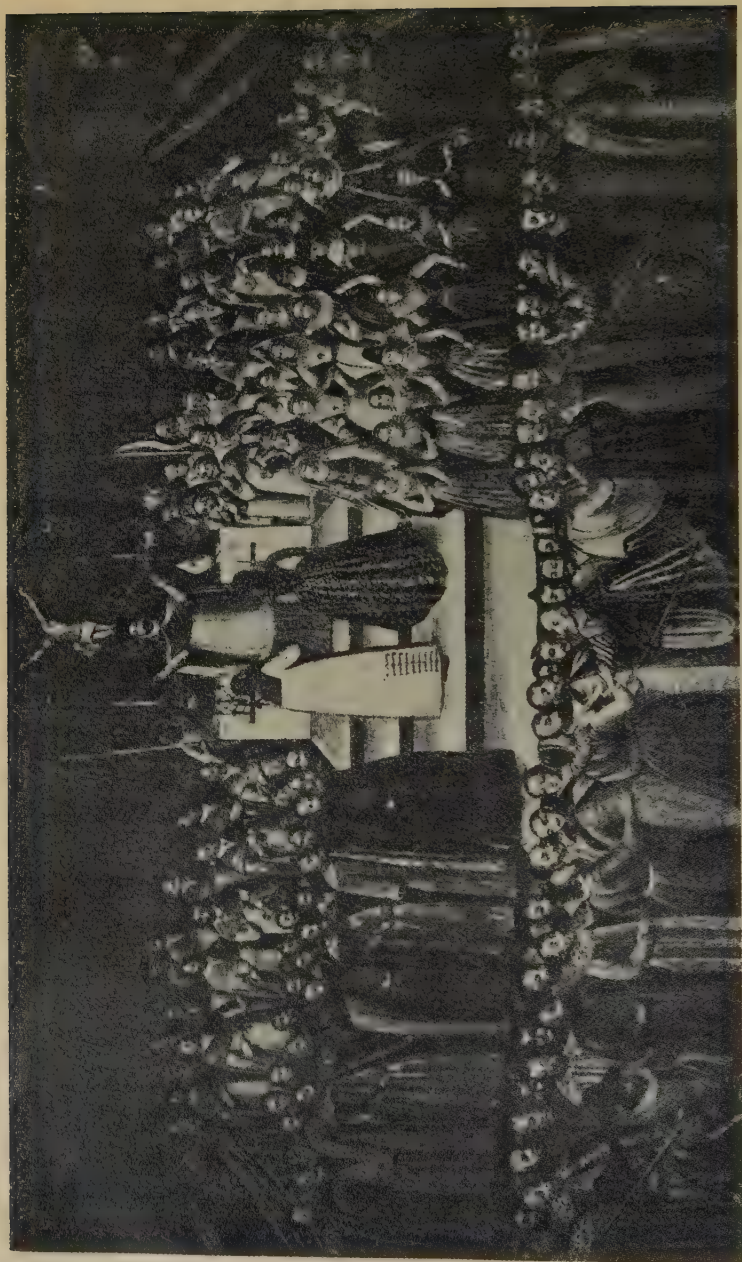
« Zemski Sobor ». On délibéra séparément sur l'endroit où elle devait être gardée : « Toute l'assemblée l'ayant contresignée délibéra où placer cette « charte confirmée » pour qu'elle soit sûrement gardée d'année en année, de race en race, en toute éternité et que pas un iota ni un seul point n'en passent. » On accordait à cette question tant d'importance qu'on osa exprimer la pensée de l'inviolabilité de l'élection du tsar, accomplie en 1598, par les paroles du Seigneur dans le sermon sur la montagne : « Le ciel et la terre ne passeront point que tout ce qui est dans la loi ne soit accompli parfaitement jusqu'à un seul iota et à un seul point. (Math. V. 18). » Il fut résolu de garder un exemplaire de la charte « dans la trésorerie des tsars avec les autres chartes » et l'autre à la cathédrale Ouspenski, dans la « sacristie du patriarche ». Mais en réalité on plaça le second exemplaire dans la châsse des reliques du métropolitte Pierre à la cathédrale Ouspenski, dans un lieu qu'on n'ouvrait jamais; ceci scandalise fort Ivan Timoféiev, qui croit y voir presque un sacrilège. Enfin le concile des dignitaires de l'Eglise qui faisait partie du Zemski Sobor ajouta une clause qui était un vrai « anathème » lancé contre tous ceux qui « penseraient mal de cette charte; qui se mettraient à la contredire et à répandre des rumeurs parmi le peuple contre l'élection de Boris »; « celui-là perdra son rang et sera excommunié et sera jugé d'après les lois des tsars et sera maudit en cette vie et dans la vie future. » On verra plus loin qu'on avait dû prendre ces mesures, non seulement à cause des intrigues de la campagne électorale avant le Sobor, mais aussi à cause d'autres circonstances qui suivirent l'élection du tsar des 17-21 février 1598.

Il y a longtemps que l'attention des historiens a été retenue par le texte du serment que le peuple prêta à Boris Godounov, en baisant la croix. Le texte de ce serment est parvenu jusqu'à nous daté du 15 septembre 1598. Quoique cette date ne soit que celle de la copie faite à Solvitchégodsk et non pas celle du texte moscovite, elle semble cependant trop avancée même pour une copie. On a supposé d'après ce texte qu'un second serment répété avait été prêté à Boris Godounov, peut-être, à l'occasion de son couronnement le 1^{er} septembre. La répétition d'un serment avait déjà eu lieu une fois à Moscou, du temps d'Ivan le Terrible, après sa grande maladie, quand il eut l'occasion de se convaincre de la fausseté de ses conseillers. Les annalistes d'Oustug notèrent alors qu'on prêta serment au souverain pour la première fois en 1534 et « en 7062 (1554) on prêta serment une seconde fois au tsar, à la tsarine et grande-duchesse Anastasie et au tsarévitch Ivan, pendant le carême Petrov ». La répétition du serment n'aurait pas trop étonné à elle seule. Mais on trouve en outre dans le texte du serment prêté au tsar Boris l'obligation de ne jamais prendre pour souverain à Moscou le tsar Siméon Bekboulatovitch ou ses enfants, de « ne jamais, ni entrer en relations, ni fréquenter, ni frayer avec le tsar Siméon ni par lettres ni de vive voix ». Il semblait tout à fait incompréhensible que l'idée du tsar Siméon fût apparue et S. M. Soloviev dépensa pas mal d'esprit pour résoudre selon ses forces ce problème. Cette affaire ne s'éclaircit qu'avec la publication de la lettre d'André Sapieha à Christophe Radziwill du 6 (16) juin 1595 sur les événements de Moscou.

La personnalité du « tsar » ou plus précisément



L'ICONGRASE DE LA CATHÉDRALE DE L'ANNONCIATION.



LE MARIAGE DU FAUX DIMITRI.
(Musée Historique, Moscou.)

du Khan de Kassimov Saïn-Boulat (Siméon de son nom de baptême) Bekboulatovitch, était assez connue dans l'Etat moscovite de la seconde moitié du xvi^e siècle. Arrière-petit-fils du dernier khan de la Horde d'Or, Ahmat, Siméon, dès son bas âge, devint prince de service à Moscou, reçut Kassimov, soi-disant en apanage, fut baptisé en 1573 et épousa la fille du boyard Ivan Fédorovitch Mstislavski. Dans la seconde moitié de 1575 Ivan le Terrible plaça Siméon Bekboulatovitch à la tête du gouvernement de la partie de l'Etat moscovite qui avait reçu le nom de « Zemstchina ». Tandis qu'Ivan le Terrible, qui était le chef de l'opritchnina, portait le titre de « prince de Moscovie », à Siméon fut accordé le titre de « grand-duc de toute la Russie » et on le traita comme le représentant du pouvoir suprême dans l'Etat. On ne peut déterminer le sens de cette combinaison, mais il est parfaitement évident que Siméon n'avait aucun pouvoir réel et était pour Ivan le Terrible un simple jouet. « Et Siméon Bekboulatovitch ne fut grand-duc qu'une année non complète (dit un contemporain), puis le souverain le fit grand-duc à Tver et occupa de nouveau lui-même le trône de Moscou. » Le transfert de Siméon à Tver créa dans les domaines de Tver un ordre particulier d'administration; « le grand-duc » y était souverain : accordait des privilèges, distribuait des fiefs, percevait des impôts et des redevances, tenait une grande cour. Avec la mort d'Ivan le Terrible les beaux jours de Siméon s'évanouirent; dès les premières années de la régence de Godounov, Siméon « ne fut plus dans son apanage de Tver : il fut envoyé au bourg de Kouchalino (près de Tver), sa cour fut fort peu nombreuse et il vivait dans la pauvreté. » A peu

près vers ce temps Siméon devint aveugle et, comme d'habitude, sa cécité fut attribuée aux sortilèges du régent Boris Godounov, « qui, disait-on, lui avait envoyé de rusés sorciers et ordonné de l'aveugler ». Probablement la disgrâce de Siméon coïncida-t-elle avec celle de son beau-père le prince Mstislavski, qui, comme nous le savons, avait essayé sans succès de rivaliser avec Boris Godounov.

C'est de ce Siméon-là qu'André Sapieha écrivait à Radziwill dans sa lettre du 6 (16) juin 1598 : « A peine Godounov était-il parti de Moscou en campagne contre les Tartares (au début du mois de mai) que quelques princes et boyards, avant tout Belski et Fédor Nikititch (Romanov) avec son frère Alexandre, et pas mal d'autres se mirent à faire des plans pour élire au trône Siméon au lieu de Boris qui était indésirable à leurs yeux. » Sapieha ne savait pas au juste comment nommer Siméon Bekboulatovitch et l'appelle « fils Chougaléev, tsarévitch de Kazan », mais cela ne tirait pas à conséquence, car le « tsarévitch » Siméon était seul de ce nom à Moscou et il ne pouvait y avoir d'erreur sur la personne. Boris Godounov fut instruit des intrigues des boyards et réussit à les déjouer, faisant voir aux boyards que ce n'était pas le moment de s'occuper de discordes et de querelles intestines sous la menace d'une incursion des Tartares. Ayant apaisé ses ennemis, il se mit en campagne avec son armée, sans avoir été couronné, quoiqu'à Moscou on insistât pour qu'il en finisse avec son couronnement. Telles sont les informations de Sapieha. Elles nous expliquent complètement l'épisode de Siméon. Les adversaires de Godounov ne s'étaient évidemment pas résignés après son élection par le Zemski Sobor. Ils avaient perdu

leur jeu et ne pouvaient plus se produire en tant que prétendants au trône; mais ils ne voulaient pas non plus se soumettre au triomphe de Boris. Il ne leur restait, tant que le pouvoir de Boris Godounov n'était pas encore sanctionné par le couronnement de l'Eglise, qu'à rechercher un nouveau rival. C'est à quoi Siméon leur fut bon. « Tsar » de Kassimov, « grand-duc » d'abord de « toute la Russie », ensuite de Tver, pourvu de titres et de race noble, persécuté par Godounov et apparenté à la famille illustre des princes Mstislavski, c'est en sa faveur que fut conçue la révolution que Boris parvint à faire échouer. Effrayé par ce nouveau danger, Boris Godounov résolut de se faire prêter serment une seconde fois, en y insérant de nouveaux engagements : « Ne pas accepter Siméon sur le trône et ne pas avoir de relations avec lui. » Le premier serment eut lieu à la fin du mois de février et aux premiers jours de mars, et le second, d'après toutes les indications qui nous parviennent, au mois de mai et plus tard.

Le dernier épisode de l'avènement de Boris Godounov au trône fut sa marche solennelle sur Serpoukhov. Cette campagne fut conçue par Boris sous une forme exceptionnelle à la nouvelle d'une incursion du khan de Crimée en Russie. Il ne semblait y avoir aucune raison de rassembler une armée aussi énorme, ni au tsar de marcher à sa tête. Du moins les contemporains ne croyaient-ils pas à la réalité de la menace militaire contre laquelle s'armait Boris Godounov. Mais Boris s'efforçait de conférer à cette campagne une importance particulière. On avait rassemblé à Serpoukhov une si grande armée que les témoins oculaires la comptaient par centaines de

milliers. Le camp sur les champs de Serpoukhov occupait, disait-on, cinq milles carrés. Au milieu du camp on avait disposé toute une ville de tentes. Cette ville « à l'apparence de neige » étonnait les témoins par sa grandeur et sa beauté; elle semblait une ville de pierre blanche aux portes et aux tours nombreuses. Ce camp survécut à Godounov : les tentes somptueuses abritèrent près de Serpoukhov le faux Dimitri en 1605, pendant sa marche triomphale sur Moscou. Boris Godounov ne vit pas arriver l'armée tartare devant le camp fastueux et il est fort probable qu'il n'y comptait même pas : il ne fit que recevoir devant Serpoukhov l'ambassade du khan de Crimée et organisa une série de revues de ses troupes, les comblant de flatteries, de cadeaux et les régaland : « Voyant toutes ces faveurs, ils se réjouirent tous, espérant le même traitement à l'avenir. » C'est ce que Godounov avait effectivement en vue : le nouveau souverain recherchait la popularité et un soutien pour son trône dans la masse des hommes d'armes. S'étant assuré que ces masses étaient favorablement disposées envers lui et lui reconnaissaient sa nouvelle dignité de tsar, il rentra en automne à la capitale et le premier jour de la nouvelle année de 7107, c'est-à-dire le 1^{er} septembre 1598, il fut couronné de la couronne des tsars. Nous avons déjà relaté l'attitude de Boris pendant la cérémonie solennelle. Il donna à haute voix la promesse au peuple d'avoir souci des pauvres et des malheureux. « Secouant le col de sa chemise, il s'écria devant le patriarche : « Mon père, patriarche Job, sois témoin de ce que je promets : personne dans mon Etat ne sera pauvre ou indigent. Je partagerai avec eux cette dernière (chemise)! » Les

témoins racontent que ces mots émurent les spectateurs. Des mémoires moscovites ultérieurs sur cette promesse de Boris y ajoutèrent encore quelques détails. En 1651, par exemple, un des Pouchkine racontait : « Quand on élisait Boris au trône de Moscou, il jura devant tout le peuple « qu'il ne favoriserait pas ses amis et ne se vengerait pas de ses ennemis. » Les contemporains de Boris n'ont gardé aucun témoignage de pareilles obligations limitatives de sa part et nous avons le droit de croire que les promesses de justice et d'impartialité que nous rapporte Pouchkine eurent leur origine dans les protestations de bienfaisance de Godounov. Il est d'autant plus difficile de croire Pouchkine qu'une autre légende moscovite certifie le contraire. L'historien V. N. Tatistchev écrivit en 1730 : « Les boyards voulaient qu'il prêtât serment sur une charte « prescrite », ce qu'il ne voulait ni faire, ni refuser nettement, espérant que le peuple forcerait les boyards à l'élire sans restrictions. Voyant son obstination et son refus, les Chouiski se mirent à dire qu'il ne leur seyait pas de le prier plus longtemps et qu'il fallait choisir quelqu'un d'autre. Alors le patriarche organisa la procession et Godounov accepta le trône sans aucune restriction. » Tatistchev fondait son récit sur des légendes tout aussi peu sûres que celles de Pouchkine. L'historien ne doit s'appuyer ni sur l'un, ni sur l'autre; mais il peut affirmer qu'avant son couronnement et pendant la cérémonie à Moscou comme pendant la campagne de Serpoukhov, Boris Godounov s'efforçait assidûment de gagner la faveur des masses de la population et il retarda son couronnement jusqu'au jour où il put enfin être complètement sûr de son triomphe

sur ses rivaux et adversaires. Sa circonspection et sa prudence habituelles n'abandonnèrent pas Boris Godounov à ce moment le plus solennel et le plus décisif de sa vie politique.

CHAPITRE VIII

BORIS GODOUNOV, LES ROMANOV ET BOGDAN BELSKI.

Nous avons ébauché un tableau des principaux faits qui accompagnèrent l'élection de Boris et son avènement au trône et qui déterminèrent la forme que ces événements devaient nécessairement prendre. Si nous envisageons la situation créée par l'agitation électorale et examinons les personnages qui se présentaient comme les rivaux de Boris, nous comprendrons combien difficile et compliquée était sa tâche. Ce n'était ni un parti politique organisé, ni une autre branche de la dynastie éteinte, ce n'était pas non plus une personnalité hors ligne qui lui était opposée. Aucun candidat ne se dressait contre lui, mais de nombreuses personnes parmi lesquelles il y avait beaucoup de ses anciens amis qui, pour une raison ou pour une autre, lui gardaient rancune.

Nous avons également noté les relations étroites qui, du temps du vieux Nikita Romanovitch, liaient cette famille avec celle de Boris. Le « pacte solennel d'amitié » conclu entre Nikita et Boris, fut confirmé par un serment dans lequel ils s'engageaient à se prêter mutuellement appui, et en effet, durant la maladie de Nikita Romanovitch et après son décès,

Boris servit aux Romanov de père, de gouverneur et de tuteur. Il soigna et protégea les frères Romanov, jusqu'à ce que ceux-ci, de jeunes courtisans qu'ils étaient, devinssent eux-mêmes des dignitaires. Avec Bogdan Belski il entretenait des relations d'amitié étroite depuis le temps où lui-même encore tout jeune, ayant été admis à la cour du tsar terrible, partageait avec Bogdan les faveurs du souverain ou, selon le cas, en subissait le courroux. Lorsqu'après la mort du tsar, Bogdan Belski, victime du ressentiment populaire, dut partir pour l'exil, Boris lui témoigna son amitié en le pourvoyant de tout le nécessaire « de façon que, en se transportant de ville en village, il ne manquât de rien ». Tous ces gens formaient la noblesse de cour, se distinguaient très nettement de la noblesse de souche princière et lui étaient opposés. Ils devaient forcément se tenir ensemble et former un groupe uni pour être sûrs tant de leur position à la cour que de leur influence politique. Ce groupe, ainsi que nous l'avons vu, comprenait aussi les célèbres frères Stchelkalov, greffiers et chanceliers, qui mirent leur expérience et leurs talents au service de Boris et de son entourage. Il ne donna aucun signe de désagrégation tant que vécut le tsar Fédor Ivanovitch. Seul André Yacovlévitch, l'aîné des frères Stchelkalov, en fut écarté pour des raisons qui restèrent inconnues. Ces raisons ne pouvaient d'ailleurs être que personnelles, car son frère ne s'en préoccupa nullement et prit sa succession par ancienneté de service. Mais aussitôt le tsar Fédor disparu, la désagrégation commença. Ce fut la question de la succession qui désunit aussitôt les anciens amis. D'abord Bogdan Belski retourna à Moscou pour faire valoir des prétentions au trône

auquel il n'avait aucun titre sérieux. Fédor Romanov, n'admettant pas la primauté de Boris, posa aussi sa candidature, soutenu par son frère Alexandre. Vassili Stchelkalov, d'autre part, se chargea de haranguer le peuple et de l'inviter à prêter serment à la Douma des boyards, ce qui évidemment était une manœuvre dirigée contre Boris. Boris d'ailleurs pouvait bien se rendre compte que la politique d'Ivan le Terrible, continuée par la sienne, avait suffisamment affaibli les familles princières : en effet, aucun des princes de la souche de Rurik, ni de celle de Hédimine ne se décida à poser sa candidature au trône après la mort du tsar Fédor. Ils se tenaient tous cois sous le joug du gouvernement de Boris. Aucun des contemporains n'a non plus prononcé le nom des princes Chouiski ou de la souche des Boulgakov (les Galitzine et les Kourakine). Le seul prince dont on sembla un moment vouloir mettre le nom en avant, le prince F. I Mstislavski, se récusa de suite et ne voulut même pas se porter candidat aux élections. Les princes s'écartaient en silence, laissant la voie libre à la noblesse de cour et à Boris avant tous. Mais ce furent ses propres amis, ceux qu'il avait assistés aux heures d'épreuves, qui se mirent en travers. La lutte prit parfois des formes sauvages. Ainsi son ami Fédor Romanov en vint une fois à tirer son poignard dans une discussion avec lui. On l'accusait d'avoir organisé l'attentat contre Dimitri. D'un autre côté, on lui attribuait le plan, s'il n'était pas élu lui-même, de substituer un faux Dimitri, un « tsarévitch ressuscité » pour le placer sur le trône et gouverner en son nom. Si l'on ajoute foi aux récits du *xvii^e* siècle d'après lesquels Boris envoyait partout ses « zélateurs » pour induire le peuple à

porter sur lui son choix aux élections, il faut croire également que l'on usa de tous les moyens, tant de la calomnie, que de l'intimidation, pour agir contre lui. Ses anciens amis étaient devenus des ennemis déclarés et Boris dut bientôt se rendre compte que le cercle jadis si uni de la noblesse de cour avait cessé d'exister après son avènement au trône et grâce à cet avènement même.

Autrefois Boris avait contre lui les descendants des princes à apanages, mais il avait pour lui les membres de la noblesse de cour avec lesquels on s'était mutuellement juré foi. Maintenant les uns et les autres étaient animés contre lui d'un même sentiment de haine. Devenue dynastie, la famille Godounov se trouvait isolée et devait craindre chacun. Cela rendait la position de Boris extrêmement difficile. Elle l'était d'autant plus que ses anciens amis, devenus ses ennemis les plus acharnés, ne songeaient nullement à désarmer après son élection, mais continuaient à se montrer agressifs et n'abandonnaient pas la lutte. L'épisode de Siméon Bekboulatovitch est très caractéristique sous ce rapport. Il nous montre, pour ainsi dire, toute la psychologie des sentiments qui continuaient à animer ses anciens rivaux. Si l'on s'y arrête, on peut comprendre comment naquit plus tard l'idée d'inventer et de pousser sur le trône un faux prétendant. La campagne électorale une fois perdue, les ennemis de Boris se trouvaient devant un monarque régulièrement élu par la volonté du peuple. On ne pouvait plus lui opposer quelque nom princier ou boyard. On chercha donc à mettre en avant une personne qui, avant Boris, avait porté le nom de tsar, puisqu'il descendait des khans tartares, et celui de grand-duc qui lui avait été

offert par Ivan le Terrible. Mais cette tentative était vouée à l'insuccès parce que Siméon, d'ailleurs devenu aveugle, ne pouvait sous aucun rapport rivaliser avec Boris. Il lui manquait l'autorité personnelle, ainsi que les moyens. Mais lorsqu'échoua l'intrigue en faveur du prince tartare, aveugle et à demi oublié, il n'était que naturel que l'on se portât vers l'unique moyen de déloger Boris : celui de rétablir l'ancienne dynastie pour pouvoir déposer la nouvelle. « Le nom de Dimitri ressuscité », comme dit le poète, était déjà prononcé et cité dans les correspondances de l'année 1598, mais nous savons par André Sapieha qu'on en usa tout d'abord dans un but entièrement différent de celui qui fut visé par la suite. Car d'abord, tout en accusant Boris du meurtre du tsarévitch, on lui attribuait l'intention de mettre sur le trône un faux Dimitri au cas où il ne serait pas élu lui-même et de tenir quelque part un candidat prêt à cette éventualité. Plus tard ce fut à lui-même qu'on opposa un faux Dimitri.

Il va sans dire que Boris, se trouvant en face d'une telle opposition, se rendait bien compte de la difficulté de sa situation : son isolement politique, l'énergie de ses ennemis et toutes les complications de la lutte qu'il avait à soutenir. S'il se fût agi d'une opposition de classe, si les descendants des princes à apanages s'étaient dressés contre lui, Boris aurait pu employer contre eux l'armée éprouvée des « opritchniki » et agir au nom de l'intérêt public. Si ç'avait été un parti politique, il aurait pu lutter ouvertement contre lui. Mais exercée contre des personnes ou des familles naguère amies, toute mesure de répression aurait paru de sa part un acte de basse vengeance et aurait abaissé sa dignité de

monarque. Boris n'alla pas jusque-là dès le début, mais ne renonça pas non plus à cette arme. Il attendit l'occasion de pouvoir porter contre Belski et les Romanov une accusation formelle et une fois celle-ci trouvée, ne les ménagea point. S. M. Soloviev se montre très sévère pour Boris pour la « rancune envieuse » qu'il nourrissait envers ses anciens rivaux, mais l'étude de documents publiés ultérieurement nous amène à porter un autre jugement sur sa conduite. Peut-être Boris aurait-il pu se montrer plus bienveillant et plus généreux; en tout cas sa vengeance n'était venue que trop tard : il aurait dû s'y prendre plus tôt pour désarmer ses antagonistes. Ses sanctions n'arrivèrent pas à détourner le complot ourdi contre lui et qui, en effet, amena sa perte et celle de toute sa famille.

Il semble que Boris n'avait pas encore songé à s'en prendre aux Romanov et à Belski lorsque se répandit déjà la première rumeur de l'apparition du prétendant. Il avait même, dès les premiers mois de son règne, distingué Alexandre Nikititch Romanov en lui conférant la dignité de boyard et élevé son frère Michel au rang d'okolnitchi, (quant à l'aîné, Fédor Nikititch, il avait été fait boyard encore du temps du tsar Fédor Ivanovitch). Mais vers la fin de l'an 1600 ou au début de 1601, Belski et les Romanov connurent la disgrâce. Les savants hésitent à préciser la date de cet événement. De nombreux témoignages disent que c'est vers cette époque, c'est-à-dire en 1600-1601, que se répandit la rumeur de l'existence du prince Dimitri Ivanovitch et que cela coïncida justement avec l'exil de Belski et des Romanov, mais il est bien difficile d'établir un lien précis entre ces événements. Au cours de l'instruction

ouverte contre les boyards on ne les inculpa point d'avoir inventé de toutes pièces l'histoire du prétendant, et les données dont nous disposons ne permettent pas de lier leur disgrâce à ce complot, malgré la concordance des dates. Cependant certains rapprochements, dont nous parlerons plus loin, nous portent à établir une corrélation entre ces deux séries d'événements. Boris, selon le témoignage d'un contemporain, ayant reçu la nouvelle de l'apparition du prétendant, s'exclama à la face des princes et des boyards que ceci était « œuvre de leurs mains ». (En quoi il ne se trompait point, ajoute ce contemporain). Nous ne possédons pas non plus d'indications précises sur l'ordre dans lequel la disgrâce vint frapper Belski et les Romanov, car la date exacte où fut ouverte l'instruction contre Belski nous manque. L'historiographe qui s'intitulait le « nouvel annaliste » nous parle de la disgrâce des Romanov puis de celle de Belski, tandis que Bussow, contemporain de ces événements, mentionne d'abord le châtiement de Belski.

L'affaire Belski, comme d'ailleurs tout ce qui se rapporte à la vie de cet aventurier, n'est pas bien claire. Le chroniqueur la présente ainsi : Boris avait envoyé Belski dans la « steppe sauvage », sur les bords du Donetz où il devait fonder, au confluent de cette rivière avec l'Oskol, une nouvelle ville sous le nom de ville du tsar Boris : « Tsarev-Borissov ». L'ordre et les instructions y relatives lui furent donnés dans l'été de 1600 (1). Le chroniqueur relate les

1. Ces instructions, éditées par le professeur Bagaley, sont datées d'après lui de l'année 1600. Le document lui-même dit que le tsar avait ordonné à Belski d'avoir à se trouver à l'embouchure de l'Oskol, sur le Donetz le 5 juillet de l'année 7108 (1600). Plus loin cepen-

préparatifs faits par Belski, qui était fort riche, pour ce voyage dans le Midi lointain qui apparemment devait lui servir d'exil honorable. « Il s'approvisionnait de différentes choses, dit-il, et emportait des réserves de toute sorte. » Arrivé sur place, il fit commencer les travaux par sa « cour », c'est-à-dire par ses serviteurs et avec ses moyens privés, puis il chargea l'armée confiée à son commandement de construire un fort d'après un modèle élaboré par les gens de sa suite. Cette suite, c'est-à-dire les hommes d'armes et valets de Belski faisaient grande figure à Tsarev-Borissov de même qu'ils l'avaient fait à Moscou, lorsque Belski y arriva pour les élections entouré d'une foule de gens qui attiraient l'attention générale. Les égards montrés par lui à l'armée placée sous son commandement ne laissèrent pas d'éveiller la méfiance du tsar. Cette armée, il la faisait boire et manger, la comblait de cadeaux en argent, habits et provisions. Aussi les louanges de l'armée ainsi traitée ne faisaient-elles pas défaut, et Belski de son côté ne manquait, dit-on, aucune occasion de se vanter en disant que si Boris était tsar à Moscou, lui, Belski, en était un autre tout pareil à Tsarev-Borissov. La rumeur en parvint jusqu'à Moscou. « La louange de ses hautes vertus » (comme s'exprime évasivement le chroniqueur), répandue par ses hommes d'armes, remplissait Moscou. Ces « hautes louanges » s'accompagnaient quelquefois de délations secrètes et finirent par troubler Boris. Il nourrissait déjà, d'après Timoféiev, certains soupçons au sujet des visées de Belski au trône. Belski fut

dant on y lit l'ordre de se rendre à Livni « huit jours avant la Saint Elie de l'année courante, 107 » c'est-à-dire 1599. D'accord avec l'éditeur, nous situons cet événement en 1600 et non en 1599.

rappelé à Moscou, soumis à une enquête dégradante, accompagnée, dit-on, de tortures, fut privé de son rang de membre de la Douma des boyards et du titre d'okolnitchi. Boris dispersa sa cour, lui infligea à lui-même un châtiment corporel et l'exila dans la province du bas Volga où il fut jeté en prison. C'est là qu'il resta jusqu'à la mort de Boris et l'avènement de l'usurpateur qui lui rendit le rang de boyard et le combla de faveurs.

Le procès de Belski s'est déroulé probablement vers la fin de 1600. C'est aussi vers cette époque, croyons-nous, que commença l'affaire des Romanov dans laquelle furent impliquées plusieurs autres familles qui leur étaient apparentées telles que les princes Tcherkasski, Sitzki, Repnine, le prince Chestounov, les Cheremétiev, les Karpov, etc. Elle commença, dit le chroniqueur, par des délations. Les serviteurs des Romanov étaient poussés par tous les moyens dont disposait le gouvernement à dénoncer leurs maîtres, et Boris trouva nécessaire de mettre ceux-ci sous la surveillance de la police. Mais les dénonciations ne fournissaient pas de motifs suffisants à des poursuites judiciaires jusqu'à ce que Bartenev, trésorier d'Alexandre Nikititch Romanov, eût déclaré qu'il était prêt à donner contre son seigneur tous les témoignages qu'on voudrait bien lui suggérer. Alors Siméon Nikititch Godounov auquel Boris avait confié le département de la police politique et qui, selon l'expression de l'historien Karamzine, était le « principal suppôt de la nouvelle tyrannie », remplit un sac de toute sorte d'herbes et de racines et persuada Bartenev de déposer ce sac au milieu du trésor de son maître, puis de venir dénoncer au gouvernement sa prétendue découverte. Ainsi fut fait et Bartenev

dans sa délation ne manqua pas d'accuser son maître de sorcellerie, de pratiques mystérieuses et de posséder des racines maléfiques. Le rapport fait sous serment sur cette affaire et soumis à Boris contient force détails et entre autres la recommandation de ne confier à personne, de ne donner à qui que ce soit ces herbes mystérieuses, sinon grand dam pourrait advenir au tsar, « ni d'avoir affaire aux sorciers et sorcières, ce qui serait contraire à l'intérêt de l'Etat. » Le sac trouvé chez les Romanov fut apporté chez le patriarche où l'on amena également la famille des « Nikititchi » inculpée tout entière de sorcellerie. Là ils furent entourés d'autres boyards, venus en nombre, qui s'en prirent à eux, « les couvrant d'injures et s'ébrouant à leur face comme des bêtes ». C'est par cette scène tumultueuse d'indignation contre « les traîtres qui aspiraient au trône à l'aide de maléfices et de sorcellerie », que débuta le procès intenté aux Romanov.

Il serait erroné de croire que la découverte de quelques herbes aurait dû être considérée comme un prétexte insignifiant pour la lourde accusation portée contre les Romanov. Car l'accusation de sorcellerie était, au contraire, une des plus graves à cette époque et la lutte contre celle-ci préoccupait très sérieusement les pouvoirs tant ecclésiastiques que temporels. D'après le professeur Novombergski, cette lutte se « distinguait en Russie par les mêmes cruautés qu'en Europe Occidentale ». La Russie moscovite connut également la terreur des perquisitions en masse, la torture, l'autodafé pour les condamnés. Toutes ces sanctions, sauf la dernière, furent prises contre les Romanov. Les herbes suspectes avaient été trouvées chez Alexandre Nikititch, et toute sa



LE TOMBEAU DE BORIS GODOUNOV.
Monastère de la Trinité à Moscou.



SCEAU DE BORIS GODOUNOV.



SCEAU DU FAUX DIMITRI.



MÉDAILLE A L'EFFIGIE DU FAUX DIMITRI.

parenté, non seulement les Romanov, mais aussi les familles alliées, les Tcherkasski, les Sitzki, etc., furent arrêtés. Un des princes Sitzki et sa famille furent même amenés d'Astrakhan à Moscou pour subir un interrogatoire. Mais c'est surtout contre Fédor Nikititch et ses frères, ainsi que contre le prince Ivan Borissovitch Tcherkasski, soupçonnés de méfaits graves, que furent prises les mesures les plus sévères. Plus d'une fois ils furent mis en présence du tortionnaire et quant à leurs serviteurs, ceux-ci eurent à subir effectivement « toute sorte de tortures auxquelles plusieurs d'entre eux succombèrent ». Le procès aboutit à la condamnation de tous les accusés. Fédor Nikititch fut exilé dans la région de la Dvina au couvent de Saint-Antoine de Siisk, après avoir été forcé d'entrer dans les ordres monastiques, ce qui lui fermait à tout jamais le chemin du trône et ne lui permettait plus de rêver à la couronne des tsars. Ses frères et autres parents furent également exilés; sa femme, Xénia Ivanovna, et sa belle-mère, Marie Chestova, durent prendre le voile avant de quitter Moscou. Les condamnés furent qualifiés de « malfaiteurs et traîtres, qui, par des maléfices et des sorcelleries, avaient cherché à s'emparer du trône ». Tels ils apparaissaient aux yeux de leur escorte et des officiers commis à leur garde personnelle.

Ainsi se termina le procès des Romanov. Nous connaissons leur sort ultérieur par les actes qui nous sont parvenus relativement à l'affaire de l'exil des Romanov. Fédor, qui avait pris le nom de père Philarète en se faisant moine, languit dans le monastère de Siisk jusqu'à l'avènement de Boris; sa femme fut internée dans la paroisse de Zaonéjié

(entre les lacs de Ladoga et d'Onega). Ses enfants, Michel et Tatiana, avec la famille d'Alexandre Nikititch et la princesse Tcherkasski, leur tante, furent d'abord acheminés sur Bélozero, puis internés à Kliny, bourgade située près de Youriev-Polski. Alexandre Nikititch fut expédié « vers les bords de la Mer Glaciale, aux salines nommées Louda ». Mikhail Nikititch dut prendre le chemin de Perm et fut jeté en prison dans le village de Nyroba, tandis que Vassili Nikititch était interné à Yaransk et Ivan Nikititch à Pelym. De tous les frères Romanov, seuls Philarète et Ivan Nikititch survécurent. Tous les autres moururent en exil et peut-être furent-ils les victimes de la cruauté irraisonnée de leurs geôliers. Nous apprenons par les documents qui nous sont parvenus que plus d'une fois le gouvernement de Boris avait cru devoir mettre un frein au zèle excessif des officiers commis à la garde des détenus, et leur enjoindre de montrer plus de douceur, de faire donner aux exilés une nourriture suffisante et de bons vêtements. Ceux-ci furent même autorisés à garder des domestiques à leur service. Le cadet, Ivan, fut rappelé de l'exil au mois de mai 1602 et réintégré dans le service d'Etat, dans la ville de Nijni-Novgorod. Au mois de septembre il put même rentrer à Moscou avec le prince Tcherkasski. A la même époque fut adouci le régime des autres exilés qui restaient en vie, à l'exception toutefois de Philarète et de sa femme. Il est donc évident que Boris n'avait nullement pris la décision d'en finir avec les Romanov. Une fois son ennemi Philarète rendu inoffensif par son état de moine, et interné dans un monastère, les autres ne lui paraissaient pas dangereux par eux-mêmes.

CHAPITRE IX

L'ISOLEMENT POLITIQUE DE GODOUNOV.

Boris avait autre chose à redouter. Comme il a été dit plus haut, la famille Godounov une fois devenue dynastie se trouva absolument isolée au milieu de la noblesse moscovite. Au cours de la lutte pour le trône ils avaient perdu tous leurs amis et s'en étaient fait des ennemis. Ils devaient soupçonner tout le monde, se tenir en garde contre chacun. Le service de la sûreté et celui de la police politique furent confiés par Boris à un de ses parents éloignés, Siméon Nikititch Godounov, et ces services prirent dans les mains de ce dernier un caractère si terrible, qu'il devint bientôt l'objet de la haine et de la crainte générales. Ce fut un véritable régime de terreur qu'il institua. Son arme favorite était la délation, qu'il encourageait et récompensait publiquement. On dit que les dénonciations se multiplièrent surtout après que l'un des dénonciateurs, le valet du prince Chestounov, eut été publiquement récompensé quoique la dénonciation qu'il porta contre son maître fût reconnue dénuée de fondement. On laissa le prince Chestounov tranquille, mais le délateur reçut l'« expression solennelle de la faveur du tsar en présence du Collège

des Requêtes, sur la place publique, devant tout le peuple ». En récompense de son zèle il reçut des terres et on lui fit prendre service dans les rangs de la jeune noblesse, parmi les « fils de boyards ». Ainsi un valet reçut richesses et liberté pour une basse dénonciation. On dit que cet exemple servit d'encouragement à la délation, et fut suivi de nombreux cas semblables, où les valets venaient dénoncer leurs seigneurs; les prêtres, moines, sous-diacres et bedeaux et jusqu'aux fournisseuses de pains bénits faisaient de même, les femmes dénonçaient leurs maris et les parents étaient dénoncés par leurs enfants. Beaucoup de sang innocent fut versé dans les tortures auxquelles on recourait sur un simple soupçon, et l'indignation générale monta. La famille de Godounov n'avait jamais été populaire car, avec la seule exception de Boris, elle ne comptait aucune personne de talent ou en quoi que ce fût remarquable. Pourtant un autre de ses membres, Dimitri Ivanovitch Godounov, oncle de Boris, était tenu pour un personnage hors ligne; mais il était déjà très vieux lorsque Boris monta au trône (il avait été élevé au rang de boyard dès 1578). On ne l'avait pas définitivement éloigné des affaires, mais il produisait sur ceux qui l'approchaient l'impression d'un vieillard décrépît. Ainsi les Danois venus à Moscou dans la suite du duc Hans, disaient que c'était un « vieillard chargé d'années » ou « un petit vieux âgé de quatre-vingt-dix ans ou plus ». Il se présenta plusieurs fois à l'hôtel des ambassadeurs pour s'acquitter de différentes civilités envers le duc, mais ne fit jamais rien d'autre. Il employa d'ailleurs les dernières années de sa vie plutôt à prier qu'à travailler et faisait volontiers des dons aux monastères, consis-

tant pour la plupart en psautiers luxueusement enluminés qui sont restés célèbres parmi les bibliophiles. Il y avait aussi le chambellan (dvoretzki) Stepan Vassiliévitch Godounov, « un beau vieillard et de très belle prestance », comme l'attestaient les Danois, et encore Ivan Ivanovitch Godounov, neveu de Boris au second degré. La situation de ce dernier, un jeune homme, fut entièrement changée par son mariage avec Irène Nikititchna Romanova. Après la chute des Godounov en 1605, Ivan Ivanovitch se rallia entièrement aux Romanov, fut soutenu par tous les amis qui formaient leur cercle, mérita leur reconnaissance pendant sa vie, et une apologie après sa mort, qui survint pendant la période des troubles. Mais toutes ces personnes n'étaient pas des hommes d'Etat et n'arrivaient pas à former un groupe dirigeant. Le malheur de Boris voulut qu'il ne réussît pas ou n'eût point le temps nécessaire à la formation d'un pareil cercle. Se conformant à la coutume de l'époque il créa une « Douma intérieure » composée de ses parents, mais n'en reçut pas d'aide véritable. Il conférait très rarement le rang de boyard et n'avait apparemment point de favori à la cour. Peut-être ce dernier rôle peut-il être attribué aux Basmanov. Les deux jeunes Basmanov, Pierre et Ivan Fédorovitch restèrent orphelins encore au temps d'Ivan le Terrible, lorsqu'une mort précoce enleva leur père Fédor Alexeievitch qui avait encouru la disgrâce et l'exil à Béloozero. Leur mère avec ses deux garçons fut d'abord envoyée auprès de son frère le prince André Vassiliévitch Sitski à Novgorod la Grande. Mais plus tard la jeune veuve dut épouser le prince Ivan Constantinitch Kourliatév, d'ordre du tsar, qui à cette occasion appela près de lui les deux jeunes Basma-

nov, Pierre et Ivan, leur fit rendre leur patrimoine et les fit élever à sa cour, comme il l'avait fait naguère pour Boris et Irène Godounov. Boris hérita des sentiments d'affection du tsar Ivan à l'égard des Basmanov et donna maints signes de sa bienveillance à Pierre Fédorovitch, (quant à Ivan Fédorovitch il succomba très jeune dans une bataille). Pierre Basmanov ne s'en cachait d'ailleurs pas. « De quelles faveurs le tsar et grand-duc Boris ne m'a-t-il pas comblé pour mes services ! » s'exclamait-il lui-même à la veille de trahir les enfants de Boris et décidé déjà à passer du côté du prétendant.

Ni sa propre parenté, ni un entourage aussi insignifiant que celui des Basmanov ne pouvaient sauver Boris de son isolement. Du haut de son trône il ne voyait autour de lui que des sujets, mais point d'amis. Il avait à supporter tout seul le fardeau du gouvernement en même temps que la lutte avec ses ennemis déclarés ou secrets. Personne n'en était à blâmer sauf lui-même et les circonstances exceptionnelles de sa carrière. L'isolement politique était la conséquence naturelle de sa chance et c'est cet isolement qui par la suite amena la chute de sa dynastie.

CHAPITRE X

LA FAMINE DE 1601-1603 ET LES BRIGANDAGES.

Dans l'opinion des contemporains, le règne du tsar Boris n'était pas béni des cieux. Il fut mouvementé dès le début. Les intrigues électorales dont la répercussion dura jusqu'après les élections et se fit sentir pendant tout l'été de 1598, furent suivies d'autres difficultés et de complications nouvelles. D'après le témoignage de Margeret, un Français qui se trouvait à cette époque à Moscou, la rumeur se répandit en 1600 que le prince Dimitri Ivanovitch n'avait pas trouvé la mort à Ouglitch, mais était encore en vie. C'est alors que furent intentés des procès retentissants contre Bogdan Belski et les Romanov; on ne manqua pas d'impliquer encore d'autres familles parmi les boyards les plus en vue, de sorte que, d'après Margeret, bien peu nombreuses furent les familles nobles qui échappèrent aux soupçons de Boris, lequel croyait voir partout les fils d'un complot ourdi contre lui. La vie publique entra dans une période d'angoisse. Avec l'année 1601 vint la crise : la famine approchait. Le chroniqueur dépeint son début dans les termes suivants : « Durant tout l'été 1601 des pluies torrentielles ne cessèrent de tomber.

Vers la mi-août, lorsque les épis étaient déjà pleins, ils ne purent mûrir et les blés restèrent « verts comme l'herbe ». Le jour de l'Assomption une gelée soudaine s'abattit sur les champs et anéantit les récoltes de seigle et d'avoine. La population vivait avec peine sur ce qui restait de la récolte de l'année précédente et le peu qu'on put sauver de la nouvelle, et ce fut avec de la graine congelée qu'on ensemença les champs. Ce qui devait fatalement arriver arriva : la mauvaise graine ne poussa pas et au printemps 1602 les champs restèrent déserts. Vint la grande famine : « on ne pouvait pas acheter du pain contre de l'argent ». La faim décimait les populations et « faisait plus de victimes que la peste ». Des officiers de police spéciaux avaient à charge de ramasser les cadavres dans les maisons et sur la voie publique pour les enterrer dans des fosses communes. Les récits des contemporains parlent de dizaines et même de centaines de milliers de victimes et décrivent les horribles souffrances éprouvées par les affamés, et qui les poussèrent, dit-on, au cannibalisme. La famine dura toute l'année 1603 et ébranla complètement l'ordre social. Les gens affamés quittaient leur travail pour le brigandage, ne voyant pas d'autre moyen de se procurer du pain. Les paysans et les serviteurs renvoyés par leurs seigneurs, qui ne pouvaient plus les nourrir, se réunissaient en bandes et infestaient les routes. « Non seulement les chemins isolés étaient impraticables, dit le chroniqueur, mais des actes de brigandage étaient fréquemment commis sous les murs mêmes de Moscou. Il fallait envoyer contre les brigands des détachements entiers de la force armée. Tout près de Moscou fut livrée une bataille rangée entre les bandits du chef Khlopko et un important

détachement de l'armée régulière, commandé par le boyard I. F. Basmanov. Ce dernier fut tué. Quant à Khlopko, blessé, il fut fait prisonnier et exécuté. Ses bandes furent dispersées et se sauvèrent vers les marches du Sud-Ouest, l'Ukraine, vers où se dirigeaient généralement tous les déclassés de l'Etat moscovite. La lutte contre la famine dans ces conditions ne pouvait donner de résultats appréciables. Le gouvernement de Boris avait tenté de nourrir les affamés à Moscou et de leur distribuer de l'argent, mais ces mesures ne pouvaient suffire à la tâche. On décréta l'exécution de travaux publics. Le tsar « ordonna la construction de nombreux bâtiments de pierre afin que les gens puissent se nourrir ». Ainsi fut construit un grand édifice de pierre au Vsroub dans le Kreml, sur l'emplacement de l'ancien palais du tsar Ivan. Mais ces travaux n'arrivaient à soulager que fort peu de monde. Le besoin était trop pressant et le rayon frappé par le sinistre trop étendu pour que l'on pût songer à triompher. Le pis était que des malversations venaient aggraver le mal causé par le sinistre. On volait et on trompait dans la distribution des aumônes, de la nourriture, du travail, on spéculait sur le blé. « Tous les propriétaires, dit le chroniqueur, depuis le clergé jusqu'aux paysans, tous ceux qui avaient des ressources, enfermaient leurs réserves, cachaient leur blé et en faisaient monter le prix dans leur propre intérêt. » Des accapareurs trouvaient moyen de concentrer en leurs mains les réserves des marchés et en faisaient artificiellement monter le prix par des accords illécites. Un curieux ukase du tsar Boris, dont le texte est parvenu jusqu'à nous, prescrit l'adoption de mesures restrictives destinées à combattre le mal,

telles que : interdiction d'achats en masse, établissement d'un barême, vente obligatoire au détail « aux petits consommateurs et non à ceux qui cherchent à amasser la denrée », contrôle des réserves et réglementation du marché, sanctions sévères contre les spéculateurs, interdiction de consommer le grain pour distiller l'eau-de-vie ou pour brasser la bière, etc., etc. Nous autres qui vivons aujourd'hui dans une époque de crise mondiale, pouvons bien nous imaginer toute l'horreur d'une famine venant frapper une population de culture peu développée, telle qu'était la Russie au début du xvii^e siècle. Le trouble et la désagrégation sociales engendrés par la famine préparaient un terrain favorable à un mouvement populaire tendant à remplacer le souverain par un nouveau prétendant.

CHAPITRE XI

L'APPARITION DE L'USURPATEUR ET SON ORIGINE PROBABLE.

Au cours de l'année 1603 commença à circuler avec persistance la rumeur qu'un jeune homme se nommant le tsarévitch Dimitri Ivanovitch, fils d'Ivan le Terrible, miraculeusement échappé à l'attentat organisé contre lui par Boris Godounov, se trouvait en territoire polonais. Ce personnage fut en fait reconnu par le gouvernement polonais pour le vrai tsarévitch malgré les affirmations venant de Moscou, d'après lesquelles il ne s'agissait que d'un imposteur et la déclaration officielle que le jeune homme était en réalité un moine défroqué du nom de Grégoire Otrépiev. C'est au mois de mars 1604 que le rapprochement définitif entre ce personnage et les pères jésuites fut consommé; le 24 avril il embrassa la religion catholique romaine et en informa lui-même le pape Clément VIII par une lettre de style pompeux rédigée en langue polonaise. C'est à partir de ce moment que commença, pour ainsi dire, l'existence officielle du prétendant au trône de Russie et le tsar Boris devait dès lors s'attendre à l'irruption sur son territoire de l'ennemi en arme (1).

1. Il n'est point nécessaire de reproduire ici les détails connus de l'apparition de l'imposteur en Pologne et de ses aventures personnelles précédant la campagne en Russie. Ceux qui s'y intéressent peuvent les trouver dans les œuvres du R. P. Paul Pierling, surtout dans son livre *La Russie et le Saint Siège*. Paris, 1901, tome III.

De toutes les hypothèses concernant les origines du prétendant, la plus plausible est celle qui le représente comme un homme de Moscou, préparé pour son rôle futur par les coteries des boyards ennemis de Godounov, puis introduit par la voie de Pologne. Sa lettre au pape montre avec évidence qu'elle n'est pas l'œuvre d'un Polonais (quoique écrite dans un polonais impeccable), mais d'un Moscovite qui comprenait mal le manuscrit qu'il lui fallut copier d'après la minute obligeamment préparée par les pères jésuites. C'est en vain que nous irions chercher en Pologne un cercle de personnes auxquelles on pourrait attribuer l'initiative de l'invention et de la préparation à son rôle futur d'un faux tsarévitch. Boris lui-même, au dire des contemporains, dès qu'il apprit la nouvelle de l'apparition d'un prétendant, n'hésita pas à dire « à la famille des princes et des boyards » que cette affaire était leur propre œuvre. Les investigations entreprises par Boris l'amènèrent, paraît-il, à la conviction que le rôle de prétendant avait été assumé par un moine nommé Grégoire Otrépiev. Il n'hésita pas à le déclarer ouvertement au gouvernement polonais, quoique rien ne lui aurait été plus facile que de rejeter sur ce dernier non seulement la responsabilité d'avoir accueilli l'imposteur et de lui avoir donné assistance, mais encore d'avoir mis en avant la personne même qui assumait le rôle de Dimitri. N'en accusant pas les Polonais, il se réservait de chercher les coupables à Moscou. Il n'y réussit apparemment pas complètement, mais tout porte à croire qu'il soupçonnait fortement l'intrigue d'avoir germé dans les milieux proches des Romanov. Cela ressort de certains indices, tels que les termes de la déclaration faite

au peuple en 1605 par le gouvernement de Boris et où est dit entre autres que le prétendant, nommé Grichka Otrépiev, avait séjourné à la cour des Romanov. Plus tard, aussitôt après la déposition de l'imposteur, l'ambassade moscovite en Pologne déclarait officiellement que celui-ci avait été « parmi les serviteurs des boyards Nikitine, fils Romanovitch et du prince Boris Tcherkasski et qu'ayant commis des vols il s'était par la suite fait moine. » Cette déclaration répétait en substance la version qui, du temps de Boris, dès 1604, avait été communiquée officiellement à Vienne à l'empereur Rodolphe II et d'après laquelle Grichka aurait été au service de Michel (Nikititch) Romanov. L'existence de certains liens entre Otrépiev et les cours des Romanov et des Tcherkasski est corroborée également par des chroniques privées. Dans l'une d'elles il est dit que Grichka s'était sauvé de Boris dans un monastère après avoir encouru sa colère « parce qu'il fréquentait beaucoup la maison hospitalière du prince Boris Tcherkasski où il était bien reçu par le prince Ivan Borissovitich. » En effet, le prince Ivan Borissovitich Tcherkasski, proche parent des Romanov, était parmi les personnes les plus suspectes dans l'affaire des Romanov, comme plus tard il fut l'un des nobles les plus rapprochés de l'imposteur. La circonstance, relatée dans cette chronique, de la fréquentation d'Otrépiev chez les Tcherkasski, donne une signification particulière à l'affirmation passagère, mais très importante, de Margeret (lequel croyait à l'authenticité du prétendant Dimitri), que les Romanov étaient parmi ceux qui avaient sauvé la vie du tsarévitch à Ouglitch. Ainsi, plusieurs allusions concordantes nous amènent vers le même soupçon, conçu

en son temps par Boris, et qui se résume en ce que l'origine de l'intrigue qui mit en avant le prétendant était cachée quelque part dans les milieux de la haute noblesse ennemie de Boris et surtout parmi les Romanov ou les familles apparentées à ceux-ci. Lorsque les forces du prétendant apparurent aux confins du royaume il fallut envoyer contre elles l'armée moscovite, Boris confia sans aucune hésitation le commandement aux jeunes princes Troubetzkoï, Mstislavski, Chouiski, Galitzine. Il ne craignait point leur trahison, sachant que ces familles de haute noblesse étaient éloignées des intrigues fomentées par les partisans du prétendant. D'ailleurs il ne se trompait pas : en effet, les jeunes princes pourchassèrent le prétendant jusqu'à Poutivl et il ne dut son salut qu'au hasard. Mais Boris se garda bien d'envoyer aux armées les gens du parti Romanov que les proscriptions et l'exil avaient encore épargnés, ne les estimant pas assez sûrs. Aucun des noms impliqués dans l'affaire Romanov n'apparaît sur les listes du commandement de l'armée qui combattait le prétendant, car c'est dans ces groupes qu'il supposait trouver les gens qui lui voulaient du mal et souhaitaient le succès de l'imposteur, ceux notamment dont un contemporain parlait dans les termes suivants : « Désireux de voir le prétendant parvenir jusqu'à Moscou, ils se réjouissent chaque fois qu'on entend parler d'une victoire de ce dernier sur les forces moscovites de Boris ; par contre, chaque fois qu'on annonce une défaite du faux Dimitri, ils paraissent attristés et vont la tête baissée. » Un indice caractéristique de l'état d'âme de ce parti peut être trouvé dans l'attitude du « vieillard », c'est-à-dire du père Philarète Romanov au

moment où le prétendant apparut sur les confins de la Moscovie. Il est intéressant de comparer deux rapports faits à des dates différentes — novembre 1602 et février 1605 — par les officiers chargés de la garde de ce « traître à son souverain ». Dans le premier il est parlé de l'abattement complet de Philarète : « Il ne souhaite plus, dit-on, que la mort pour lui-même, sa femme et ses enfants. » « Mes chers enfants ! gémit-il, les pauvres sont si petits ! je n'ai que deux soucis : ma femme et mes enfants. Quand j'y pense, je sens comme un coup au cœur. Que le Seigneur les appelle auprès de Lui au plus tôt ! » Deux années passèrent, pendant lesquelles beaucoup de gens, commerçants et autres, vinrent visiter le monastère de Siisk, où Philarète était reclus, soit pour s'y arrêter en route, soit pour y faire leurs dévotions. On venait en été et en hiver ; quelques-uns même y faisaient des séjours prolongés. Par ces visiteurs et pèlerins bien des nouvelles parvenaient aux religieux et jusqu'aux oreilles du reclus. On parlait de Dimitri ressuscité et de la guerre civile. Et nous voyons que vers le commencement de 1605 un changement radical s'opère dans les allures du « vieillard ». L'officier de garde rapporte ses observations dans les termes suivants : « Le vieillard ne se comporte pas de façon monastique, il rit souvent sans cause apparente et sa conversation roule sur des sujets laïques : fauconnerie et chiens de chasse, et sur la manière dont il vivait autrefois. Avec les simples moines il se montre très sévère. » Ceux-ci se seraient plaints plus d'une fois que Philarète les rudoyait et les menaçait de coups ; il aurait même « brandi sa crosse sur la tête de l'un d'eux ». Il leur tenait un langage « mena-

cant » : « Ils allaient voir la façon dont il allait les traiter ! » L'espérance et le désir de la liberté remplissaient son cœur et les autorités elles-mêmes « impressionnées par lui relâchèrent la discipline et ne l'astreignirent plus aux mêmes règles ». Ceci se passait au mois de février 1605. En été Philarète reçut la liberté par avis du prétendant dont il attendait la venue avec tant d'impatience.

Dans la lutte engagée avec le prétendant, les Godounov eurent à compter avec la haine populaire dirigée tant contre eux-mêmes qu'en général contre les organes du gouvernement et qui unissait tous les éléments d'opposition. Si une partie de la noblesse jadis liguée avec lui dans un pacte solennel d'amitié, ourdissait contre lui le complot du prétendant, une autre, notamment les jeunes princes, n'attendait que le moment de profiter de la réussite de ce complot pour pouvoir déposer ses successeurs éventuels. Les mobiles étaient différents, mais le but était le même : la disparition de la dynastie exécrée des Godounov. Lorsque les masses populaires dans les marches moscovites se soulevèrent « au nom du véritable tsarévitch Dimitri Ivanovitch », elles en voulaient aux Godounov comme aux représentants du gouvernement détesté qui avait institué le servage et évincé les laboureurs de leur foyers et des sillons de leurs pères. Tandis que les boyards factieux qui prenaient parti contre Godounov ne cherchaient que le pouvoir, la populace de son côté en voulait à ces mêmes boyards et aspirait à la liberté, espérant que le « véritable tsarévitch » allait les combler de bienfaits et amener un nouvel ordre social.

CHAPITRE XII

LA CAMPAGNE DE L'USURPATEUR : LE SOULÈVEMENT DANS « LA STEPPE » ET AUX VILLES FRONTIÈRE.

Etabli au château des Mniszek à Sambor, le prétendant recruta une petite force armée composée d'éléments polonais locaux, prêts à soutenir le tsarévitch moscovite dans son aventure. Les contemporains en parlent avec un certain mépris, comme d'une poignée de gens ne représentant pas une force sérieuse. Cette « poignée » ne dépassait pas 3.500-4.000 hommes au moment (octobre 1604) où le prétendant ouvrit la campagne contre Boris et passa le Dnieper non loin de Kiev pour entrer dans la région de Seversk. Mais ce n'est pas dans ce détachement que résidait sa force principale. Durant tout l'été 1604 il avait maintenu des relations secrètes avec les populations de l'Ukraine moscovite et y avait préparé un soulèvement. Il attirait chez lui à Sambor des émigrés russes et lançait des proclamations subversives dans les provinces moscovites. Il avait également envoyé des émissaires chez les Cosaques « libres » du Don. A leur tour, des représentants de ceux-ci l'avaient visité, dit-on, à Sambor. Ils se rendirent auprès de lui en grand nombre au cours de sa

campagne de Russie et lorsque, ayant passé le Dnieper, il atteignit les rives de la Desna, les Cosaques se joignirent à lui par milliers. A Tchernigov ils étaient déjà 10.000. Indépendamment de cela, à l'est de l'armée du prétendant proprement dite, il se forma un corps de Cosaques et de gens d'armes qui coupa la communication de Moscou avec le Midi et opéra de concert avec les bandes du tsarévitch Dimitri. Il est certain que le prétendant et ses inspireurs ont commencé leur lutte contre Boris par l'organisation d'un soulèvement dans les provinces méridionales de l'Etat.

Le terrain sur lequel ce mouvement put se propager est suffisamment connu. L'expulsion en masse des éléments turbulents de la population vers le Midi avait rempli les marches méridionales de gens guerroyeurs, animés d'un esprit d'opposition au gouvernement. Ces éléments furent renforcés par de nouveaux venus lorsque la disette de 1601-1603 chassa les gens des régions centrales affamées. Mais il ne leur était pas donné de jouir longtemps de la liberté et de l'aise dans les steppes du Midi : l'expansion de Moscou venait soumettre à son régime des étendues toujours nouvelles, et la population des « steppes sauvages », comme on appelait ces régions, rentrait dans l'ordre. On les recrutait pour le service et on en faisait des paysans attachés à la glèbe. Les Cosaques eux-mêmes étaient attirés au service du gouvernement. Lorsqu'ils ne réussissaient pas à se créer une existence sédentaire « sur les champs ou au bord des rivières » ils prenaient du service dans les postes-frontière. Ainsi le régime même qu'avaient fui les éléments turbulents qui ne pouvaient s'y conformer venait les rattraper et les asservir. Cela

seul aurait suffi à créer l'irritation et le mécontentement parmi les gens des marches moscovites qui, très facilement, abandonnaient le service du gouvernement pour « prendre du champ » ou ne faisaient pas preuve de beaucoup de zèle lorsqu'ils restaient. Mais ce qui augmentait surtout le mécontentement, c'était la façon peu judicieuse dont étaient imposées à la population des servitudes et des charges excessives. Outre le service dans les places fortes ou en campagne, les habitants des villes et des districts de la frontière étaient astreints au travail agricole obligatoire au profit du souverain. Des « champs de la dîme » étaient obligatoirement cultivés en guise de redevance dans toutes les villes du Midi, et les dimensions en étaient si grandes du temps du tsar Boris que, plus tard, même à l'époque du complet apaisement, aucun des gouvernements qui lui succédèrent ne se décida à les rétablir dans les mêmes proportions. Ce fut le cas pour Eletz, Oskol, Belgorod, Koursk. Le tsar Michel Fédorovitch rétablit les « champs de la dîme » dans des proportions deux fois moindres : d'après un décret de 1620, ils ne devaient comprendre que 300 dessiatines réparties en trois cultures, au lieu des 600 d'autrefois. A Belgorod on en avait même tout d'abord fait exploiter jusqu'à 900 au profit du tsar, mais Boris limita le chiffre à 600 et fit distribuer les 300 qui restaient à des colons militaires. Il est facile de se représenter de quel poids pesait sur la population l'obligation de cultiver des superficies aussi étendues. N'ayant pas encore établi leurs propres entreprises agricoles sur des bases solides, ils devaient dépenser leurs forces sur les champs d'autrui. Le grain récolté sur les champs de la couronne était serré dans les greniers ou bien

expédié plus loin vers le Midi, là où les militaires n'avaient pas encore eu le temps de défricher la terre. Ainsi l'on expédiait le grain d'Eletz et d'Oskol dans la ville nouvellement fondée de Tsarev-Borissov, ainsi nommée en l'honneur du tsar; de même on expédiait tous les ans de Voronège des provisions de grain des réserves de la couronne aux Cosaques du Don. Quant à la population locale qui était attachée à la terre soit de façon permanente, soit pour un nombre déterminé d'années, elle n'était pas toujours rémunérée, ne recevant de la nourriture que durant son travail et parfois même, elle se voyait spoliée au profit de l'Etat. Ainsi l'administration tailla dans les terres des streltzi et des Cosaques, près de Voronège, un champ de la couronne de 300 dessiatines, et la pratique admise même à une époque ultérieure voulait que l'administration empruntât la graine aux colons pour ensemençer les champs de l'Etat et la retournât ensuite après la récolte sans aucun intérêt.

En somme la population du midi de la Moscovie, qui servait l'Etat dans les villes nouvellement fondées, ne pouvait pas être contente des conditions du service qui lui étaient imposées. Recrutés parmi les colons nouvellement venus, ces serviteurs de l'Etat : streletz, cosaques, cavaliers et soldats du train, canonniers et sapeurs, n'avaient pas encore oublié les conditions de leur existence antérieure, conditions auxquelles eux-mêmes ou leurs pères avaient cherché à se soustraire en fuyant, et s'y voyaient soumis à nouveau. Au lieu du seigneur, c'était maintenant l'Etat qui leur imposait des corvées tout aussi dures. L'ennemi n'était plus le propriétaire terrien, mais le gouvernement et ses fonctionnaires qui les pressuraient de charges et de travail. Cet antagonisme

s'exaspéra encore pendant les années de famine et un terrain propice fut ainsi créé pour les proclamations du prétendant. L'Ukraine se souleva spontanément sous la double influence de la soif de vengeance contre les oppresseurs et du désir de prêter assistance au « tsarévitch véritable ». Une masse que l'on qualifiait du terme général de « cosaque » se forma des militaires réguliers qui avaient épousé la cause de Dimitri, des Cosaques errants, des habitants des fortins de frontière et des camps mobiles; toute cette masse dévala vers le Nord, cherchant à se réunir au prétendant et à se mettre sous ses ordres.

De cette manière la campagne contre Boris s'ouvrit simultanément sur deux fronts. Le prétendant lui-même fit irruption dans l'Etat moscovite du côté de Kiev en remontant le courant de la Desna le long de sa rive droite, dans l'espoir d'atteindre ainsi le cours supérieur de l'Oka d'où partaient plusieurs routes sur Moscou. En même temps les masses « cosaques » remontaient des steppes vers le Nord par les routes de la Crimée en se groupant de façon à pouvoir se joindre au prétendant dans les régions d'Orel ou de Kromy, pour marcher avec lui sur Moscou par Kalouga ou Toula. Les armées de Boris mirent quelque retard à s'ébranler. Il leur avait donné pour point de ralliement la ville de Briansk, à distance égale de la frontière polonaise tant du côté de Smolensk que du côté de Seversk. De quelque côté que l'ennemi fit son apparition : que cela fût d'Orcha ou de Kiev, l'armée de Briansk pouvait dans tous les cas être jetée à sa rencontre. Lorsqu'on apprit que c'était le second cas qui s'était produit, les voévodes se portèrent à la rencontre du prétendant, mais n'eurent pas le temps de le frapper avant qu'il

n'eût atteint la ville de Novgorod-Seversk. Il avait eu le temps de s'emparer de plusieurs petites villes le long de la Desna, et même de la ville de Tchernigov, mais dut s'arrêter devant Novgorod-Seversk. La route directe vers Moscou lui était fermée. Mais la nouvelle lui parvint que du côté de l'Est, dans la région des steppes, une ville après l'autre se déclaraient pour lui. Ainsi rien que dans l'espace de quinze jours les villes de Poutivl, Rylsk, Sevsk, Koursk, Kromy et le district de Komaritsk se rendirent à lui. Puis ce fut le tour de Belgorod et de Tsarev-Borissov. Ce succès encouragea le prétendant. Il abandonna le siège de Novgorod-Seversk et se porta sur sa droite vers Sevsk pour se joindre aux Cosaques par la voie la plus courte. Mais il fut rattrapé par les voévodes de Boris et sa « poignée » de Polonais, Lithuaniens et Russes fut écrasée dans un engagement décisif. Ne pouvant plus espérer rejoindre les Cosaques, il s'enfuit vers le Sud et chercha refuge derrière les murs de pierre de Poutivl, avec quelques restes de ses forces, sans grand espoir d'avoir la vie sauve. Il semblait que son aventure fût finie.

C'est l'extension du soulèvement cosaque qui le sauva. Malgré la défaite du prétendant, les Cosaques continuaient à s'emparer, en son nom, de nouvelles villes. Tandis qu'il était assiégé à Poutivl, il apprit que le mouvement dont il était le symbole avait gagné Oskol, Valouiki, Voronèje, Eletz, Livni. Toute cette vaste région était en proie au soulèvement contre le gouvernement de Moscou et les boyards qui commandaient l'armée de Boris durent abandonner la poursuite du prétendant et retirer leurs armées vers le Nord pour ne pas être coupés de Moscou avant

le printemps. Ils se retirèrent jusqu'à Kromy où se croisaient les routes reliant entre eux les différents foyers de la révolte. Kromy se trouvait déjà au pouvoir des Cosaques. Les armées de Moscou l'investirent, fermant ainsi aux Cosaques la route du Nord vers Moscou. C'est en ce point que se concentrèrent, pour un temps assez long, les opérations militaires : les Cosaques n'arrivaient pas à se frayer un passage vers le Nord, et l'armée de Boris ne pouvait réussir à rejeter les Cosaques vers le Sud. Ainsi passa l'hiver 1604-1605. Au début du printemps il se produisit un événement décisif : le tsar Boris mourut le 13 avril 1605.

CHAPITRE XIII

LA FIN DE BORIS GODOUNOV ET L'EXTERMINATION DE SA FAMILLE.

Boris avait eu de légers accidents de santé dès 1602, mais il était loin d'être un vieillard. Certains témoignages le déclaraient « hydropicus », c'est-à-dire atteint d'hydropisie, causée par une maladie de cœur. Et 1604 il aurait eu un coup de sang à la suite duquel il « traînait la jambe », se sentait souvent mal et ne sortait guère pendant des périodes assez prolongées. Tout de même son décès à cinquante-trois ans fut bien inattendu et parut si singulier que l'on fut enclin à l'attribuer au suicide. La rumeur populaire disait qu'il s'était senti mal soudainement en plein jour pendant une réception d'ambassadeurs étrangers, ou à la fin d'un dîner. On eut à peine le temps de lui administrer les sacrements et de le faire entrer, selon l'ancienne coutume des tsars, dans les ordres, sous le nom de frère Bogolèpe. Il mourut le même jour.

Trois semaines après la mort de Boris, son armée assiégeant Kromy abandonna la cause des Godounov et passa au « véritable tsar, Dimitri Ivanovitch ». A peine trois semaines plus tard, la famille de Boris fut enlevée du Palais et traînée jusqu'à son ancienne demeure où, le 10 juin, sa femme et son fils furent

tués et sa fille emprisonnée après avoir subi les derniers outrages.

La tragédie de Boris se termina par la « disparition » de sa famille et la complète déchéance de tout son parentage. Elle fut causée avant tout par le fait que cette famille, une fois devenue dynastie, était vouée politiquement à l'isolement. Nous avons montré comment les liens d'amitié qui unissaient la noblesse de cour durant le règne de Fédor Ivanovitch, furent rompus à la suite de la lutte engagée en 1598 entre les Romanov et les Godounov pour la succession au trône. C'est la querelle de ces deux familles qui engendra l'intrigue du prétendant en faisant du nom du tsarévitch Dimitri une arme de combat. La déchéance des Romanov et la rupture du « pacte solennel » d'amitié conclu naguère avec Boris sont en relation étroite avec cette intrigue. Boris resta complètement seul en face de la noblesse princière, humiliée et affaiblie par lui, mais non point oublieuse de sa grandeur passée. Lorsque parut le prétendant, cette noblesse continua encore à servir Boris, subissant l'ascendant de son autorité et de son talent. Mais une fois Boris disparu, elle n'entendait plus avoir à soutenir sa dynastie et à servir sa famille. Du coup, les anciennes prétentions, le souvenir des offenses reçues jadis se ravivèrent dans leurs cœurs et la soif de vengeance et du pouvoir s'empara d'eux. On se rendait bien compte que la dynastie à peine fondée par Boris ne comptait pas un seul représentant capable et initié au gouvernement et n'avait d'autre part aucun appui parmi les partis influents. Par conséquent il était facile de s'en défaire et elle fut en effet anéantie.

Boris succomba exténué non par la lutte avec sa

propre conscience sur laquelle, si l'on tient compte de l'époque où il vivait, ne pesaient pas des forfaits ou crimes extraordinaire, mais par la lutte terrible qu'il eut à soutenir pour parvenir à accomplir son œuvre politique. Porté au faîte du pouvoir à une époque de crise, il se trouva devant la tâche ingrate d'avoir à réunir les éléments les plus disparates et à concilier des tendances inconciliables. Il venait apaiser la société angoissée par la terreur d'Ivan le Terrible, mais en même temps il venait assujettir les populations, dans l'intérêt de l'Etat. Il travaillait pour l'Etat tout en préparant un trône pour lui-même et faisait mine de refuser la dignité suprême quand, de fait, il était déjà monarque. La multiplicité de ses talents ainsi que ses bonnes qualités : mansuétude et bienveillance, apparaissent au mieux dans les péripéties de son activité politique, mais ces qualités mêmes ne lui attiraient pas que l'admiration et la louange, elles excitaient aussi la haine et la calomnie. Le destin voulut que la médisance et la calomnie, qui trouvaient un terrain favorable dans les cœurs inconstants et les cerveaux incultes, devinssent un instrument puissant d'intrigue politique. Tant que Boris eut la plénitude de ses forces, les intrigues ne l'empêchèrent pas de gouverner avec autorité. Mais quand il succomba au milieu de la lutte, l'intrigue et la calomnie reprirent le dessus et sa famille en fut la victime. De lourdes accusations vinrent souiller jusqu'à sa mémoire. Mais ces accusations n'ont jamais été soutenues par des preuves; elles n'ont reçu que la sanction officielle des pouvoirs civils et religieux et transmis ainsi à la postérité une image ternie de Boris. Sa réhabilitation morale constituait, à notre avis, un devoir impérieux pour la science historique.

TABLE DES MATIÈRES

PRÉFACE DE L'ÉDITION FRANÇAISE.	7
---	---

PREMIÈRE PARTIE

LA CARRIÈRE DE BORIS GODOUNOV

CHAPITRE I. — La personnalité de Boris Godounov dans la littérature historique.	19
CHAPITRE II. — La race des Godounov et la carrière de Boris ; circonstances de son apparition dans la vie politique.	25
CHAPITRE III. — La question du pouvoir suprême dans l'état moscovite. — Les anciens boyards moscovites. — Les « Kniajata » du xvi ^e siècle. — Le « Mestnitchestvo ». — Les domaines princiers. — L'« Opritchnina » d'Ivan le Terrible ; ses conséquences directes et indirectes.	29
CHAPITRE IV. — Les boyards à la fin du xvi ^e siècle. — Les races nobles et les parents du souverain. — Leurs relations	47
CHAPITRE V. — La famille du tsar après la mort d'Ivan le Terrible. — Les troubles de 1584. — Nikita Romanovitch, Boris Godounov et les Stchelkalov. — La lutte de Boris Godounov avec les princes Mstislavski et Chouiski ; le triomphe de Boris	53
CHAPITRE VI. — Boris Godounov, régent de l'Etat. — Son titre, ses droits et l'ambiance.	64
CHAPITRE VII. — Les aptitudes de Boris Godounov pour le Gouvernement. — L'opinion des contemporains. — Ses qualités personnelles.	72

DEUXIÈME PARTIE

LA POLITIQUE DE BORIS GODOUNOV

CHAPITRE I. — La situation internationale de l'état moscovite à la mort d'Ivan le Terrible. — Les problèmes administratifs	81
--	----

CHAPITRE II. — Relations avec la Rzecz pospolita; avec la Suède; avec l'Empire; avec l'Angleterre. — Caractère général de la politique moscovite au temps de Boris Godounov	84
CHAPITRE III. — Rapports avec l'Orient; Turcs, Tartares et Caucase. — La Sibérie.	105
CHAPITRE IV. — La question du patriarcat à Moscou. . .	113
CHAPITRE V. — Résultats de la politique extérieure de Boris Godounov	125
CHAPITRE VI. — La politique intérieure de Boris Godounov. — L'« Exode » des paysans et la migration de la main-d'œuvre vers les limites de l'Etat. — Le « vide » et le déclin de l'exploitation agricole au centre de l'Etat; la lutte des propriétaires pour la main-d'œuvre	127
CHAPITRE VII. — Mesures du gouvernement concernant les paysans, les serfs et les fugitifs.	139
CHAPITRE VIII. — Les relations de Boris Godounov avec la noblesse et le clergé. — Analyse générale de la politique de Boris Godounov à l'égard des différentes classes de la société	147
CHAPITRE IX. — La lutte contre la crise sociale et les mesures d'apaisement; privilèges financiers; constructions; les étrangers et le progrès de l'instruction. — Tendances générales de la politique de Boris Godounov	153

TROISIÈME PARTIE

LA TRAGÉDIE DE BORIS GODOUNOV

CHAPITRE I. — Mort du tsarévitch à Ouglitch. — Différentes versions. — Les Nagoï à Ouglitch. — La maladie du tsarévitch. — Le 15 mai 1591. — Enquête et jugement.	169
CHAPITRE II. — L'opinion des contemporains sur l'événement du 15 mai 1591	182
CHAPITRE III. — La tsarevna Théodosie, la tsarine Irène et le droit de succession à la couronne	197
CHAPITRE IV. — Mort du tsar Fédor Ivanovitch. — L'avènement et l'abdication de la tsarine Irène. — Le rôle du patriarche dans le gouvernement provisoire et le Zemski Sobor pour l'élection du tsar	202
CHAPITRE V. — L'élection de Boris Godounov par le Sobor et le consentement de Boris.	209
CHAPITRE VI. — Témoignages étrangers sur la campagne électorale à Moscou.	215

CHAPITRE VII. — La prestation du serment. — Le « tsar » Siméon Bekboulatovitch. — La campagne de Serpou- khov et le couronnement de Boris Godounov	221
CHAPITRE VIII. — Boris Godounov, les Romanov et Bog- dan Belski.	231
CHAPITRE IX. — L'isolement politique de Godounov . . .	243
CHAPITRE X. — La famine de 1601-1603 et les brigandages.	246
CHAPITRE XI. — L'apparition de l'usurpateur et son ori- gine probable	251
CHAPITRE XII. — La campagne de l'usurpateur; le soulè- vement dans « la steppe » et aux villes frontière . .	257
CHAPITRE XIII. — La fin de Boris Godounov et l'extermi- nation de sa famille	264

TABLE DES GRAVURES

	Face à la page
Boris Godounov	32
Palais du Kremlin. — La salle à facettes	33
Le tsar Feodor Ivanovitch	48
Le Monastère de la Sainte-Trinité	49
Le tsarévitch Dimitri	96
La mort du tsarévitch Dimitri	97
Le faux Dimitri	112
Marina Mnichik	112
La forteresse de Smolensk construite sous le règne de Boris Godounov	113
Le patriarche Job	160
Le couvent Novodievitchi	161
Boris Godounov	176
Le faux Dimitri	177
L'iconostase de la Cathédrale de l'Aannonciation	224
Le mariage du faux Dimitri	225
Le tombeau de Boris Godounov	240
Sceau de Boris Godounov	241
Sceau du faux Dimitri	241
Médaille à l'effigie du faux Dimitri	241

